

SÉNAT

Table alphabétique des Orateurs et Auteurs

SESSION ORDINAIRE DE 1959-1960

A

Adam, sénateur provincial de Luxembourg.

- Doc.* — N° 150. — Rapport: Budget des Voies et Moyens et Budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960.
- N° 379. — Rapport: Projet de loi relatif au statut des sociétés de droit colonial belge ayant leur principal établissement administratif en Belgique.
- N° 432: Rapport: Projet de loi portant approbation de Protocoles à des Conventions conclues entre les pays de Benelux, et confirmation de l'arrêté royal du 17 décembre 1958 concernant les douanes et accises.
- Ann.* — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 73: intervient; p. 138 (8 décembre 1959).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et Remboursements pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant les prévisions de recettes et dépenses pour 1960, le supplément de recettes espéré de l'amélioration de la conjoncture, l'estimation des dépenses, le financement de la Caisse autonome des dommages de guerre, le financement des travaux communaux et régionaux par le Crédit communal, le budget spécial d'assistance au Congo belge et au Ruanda-Urundi, la réduction des subventions aux chemins de fer, aux charbonnages et à la sécurité sociale, la réduction des dépenses militaires, les dépenses d'enseignement, l'application du pacte scolaire, l'augmentation de la charge des pensions, la charge de la dette publique, l'aide croissante de l'Etat aux organismes d'intérêt public notamment à la S.N.C.B. et aux organismes de sécurité sociale, les prêts accordés par les institutions publiques de crédit, les impératifs d'une saine politique budgétaire; pp. 701 à 705 (2 mars 1960). Fait des observations; pp. 723, 741 à 743 (3 mars 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1764, 1773 à 1775 (15 juin 1960).
- Projet de loi portant approbation de Protocoles à des Conventions conclues entre les pays de Benelux, et confirmation de l'arrêté royal du 17 décembre 1958 concernant les douanes et les accises. — Discussion générale. — Discours: concernant la portée du projet; p. 1973. — Vote: fait remarquer une faute d'impression; p. 1998 (23 juin 1960).

Allard, sénateur de l'arrondissement de Liège.

- Doc.* — N° 126. — Amendements: Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
- N° 225. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 366. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 447. — Amendements: Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et d'orphelins, et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires.
- N° 490. — Proposition de loi modifiant les articles 51 et 58 du Code rural.

Allard (suite).

N° 516. — Proposition de loi modifiant les articles 1^{er} et 3 de l'arrêté royal n° 15963ter du 1^{er} août 1923, relatif à la majoration de pension, à titre d'indemnité spéciale, pour aide d'une tierce personne, de certains invalides de la guerre 1914-1918.

Ann. — Révision de l'article 47, premier alinéa, de la Constitution, par modification des mots: « domiciliés depuis six mois au moins dans la même commune ». — Discussion. — Discours: concernant les travaux de la commission; p. 190 (16 décembre 1959).

Révision de l'article 47, troisième alinéa, de la Constitution. — Discussion. — Discours: précise la portée de la révision proposée; p. 191 (16 décembre 1959).

Révision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte: intervient; p. 206 (16 décembre 1959).

Budget du ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les taxes de récupération pour travaux de voirie, la situation de bourgmestres et échevins en fonction dans des communes précédemment reclassées; p. 362 (27 janvier 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: concernant les critiques provoquées en Wallonie par le projet de statut, la rupture avec l'état d'esprit de neutralité politique qui était à la base de la loi de 1930, l'abandon de la formule du centre Harmel prévoyant l'intervention des conseils provinciaux, les inquiétudes du personnel de la radio et de la télévision, l'ignorance des syndicats pour l'élaboration des statuts et la gestion des instituts; pp. 484, 485. — Discussion des articles. — Art. 5: intervient; son amendement est rejeté; pp. 491, 492 (16 février 1960). — Art. 7, 8: retire ses amendements; pp. 504, 505 (17 février 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale. — Discours: examine les dispositions qui ont été introduites sous forme d'amendements du gouvernement; fait des observations; rappelle la stipulation de l'article 3 de la loi sur le statut des prisonniers politiques; concernant le respect de l'article 3 de la loi sur ce statut; pp. 2031, 2032, 2036, 2037. — Discussion des articles. — Art. 4: son amendement est rejeté; p. 2040. — Art. 10: intervient, son amendement subsidiaire est rejeté; pp. 2041, 2042 (5 juillet 1960). — Vote: justifie son vote; p. 2060 (7 juillet 1960).

Ancot, sénateur de l'arrondissement de Bruges.

- Doc.* — N° 75. — Texte proposé: Révision des dispositions transitoires à l'article 56bis de la Constitution.
- N° 121. — Rapport: Projet de loi relatif au droit de réponse.
- N° 194. — Proposition de loi modifiant l'article premier du décret du 23 prairial, an XII, sur les sépultures.
- N° 195. — Rapport: Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains.
- N° 196. — Rapport: Projet de loi portant garantie par l'Etat belge des pensions, rentes, allocations et autres avantages à charge du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Ancot (suite).

- N° 196. — Rapport : Projet de loi portant modification de la loi du 21 juillet 1844, sur les pensions civiles et ecclésiastiques.
- N° 381. — Rapport : Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal.
- N° 382. — Rapport : Projet de loi sur les enquêtes parlementaires.
- N° 424. — Rapport : Projet de loi, 1° accordant des garanties au personnel laïc de l'enseignement agréé qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, serait placé dans l'impossibilité de poursuivre sa carrière en Afrique jusqu'à son terme normal ; 2° modifiant la loi du 21 mars 1960 relative à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services métropolitains, en ce qui concerne le délai d'intégration du personnel des écoles officielles.
- N° 430. — Rapport : Projet de loi relatif à l'épuration civique (article premier disjoint).
- N° 454. — Rapport : Projet de loi relatif à l'épuration civique (articles 2 et suivants).
- Ann.* — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion : fait des observations ; p. 31 (12 novembre 1959).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale : fait des observations ; p. 83 (2 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 55 : fait des observations ; p. 125 (3 décembre 1959). — Art. 73 : fait des observations ; p. 139 (8 décembre 1959).
- Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale : fait des observations ; p. 143 (8 décembre 1959).
- Projet de loi portant création d'un tribunal de police dans les arrondissements judiciaires de Gand et de Charleroi. — Discussion générale. — Discours : concernant la création d'autres tribunaux de police, notamment à Bruges, l'avis du commissaire royal à la réforme judiciaire ; pp. 155, 156 (8 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion. — Discours : concernant l'origine de la revision proposée, l'amendement de M. Pierson tendant à une suppression de l'article 56bis, la tendance vers une plus grande différenciation entre la Chambre et le Sénat, le Sénat provincial, les discussions relatives à l'article 56bis lors de la revision constitutionnelle de 1921, les catégories contenues dans cet article, l'amendement de M. Custers, la suppression de la disposition transitoire insérée dans cet article en 1921 ; dépose une proposition tendant à l'abrogation de la disposition transitoire de l'article 56bis ; pp. 201 à 203 ; déclare que l'article ne concerne que les sénateurs élus directement ; fait des observations ; pp. 203 à 206 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supra-nationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion. — Discours : au sujet de la responsabilité du vote ; p. 208 (16 décembre 1959).
- Validation des pouvoirs : de M. Antoon Breyne : donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales et traite de l'application de la loi sur les incompatibilités ; pp. 406, 407 (9 février 1960) ; — de M. Vandebussche : parle de l'applicabilité de l'article 56ter de la Constitution ; p. 1620 (8 juin 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations ; p. 467 (11 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 496 (16 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Vote : justifie son vote ; p. 630 (25 février 1960).
- Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours : concernant deux erreurs qui se sont glissées dans le texte du rapport ; résume le

Ancot (suite).

- système prévu par le projet en cause ; concernant l'urgence du projet, sa limitation aux agents se trouvant pour des raisons indépendantes de leur volonté dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière au Congo, la période transitoire, le choix entre un régime de « garanties personnelles » et le régime « de la carrière », les amendements au projet ; rend hommage au personnel d'Afrique ; pp. 755 à 757 ; fait des observations ; pp. 758, 759, 763 ; parle d'une obligation pour le fonctionnaire de rester ou de passer au service d'un nouvel Etat ; p. 764 (8 mars 1960).
- Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 885 (16 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 983 (23 mars 1960) ; p. 1003 (24 mars 1960) ; pp. 1013, 1016, 1018. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1022 (29 mars 1960) ; pp. 1037, 1038, 1043 (31 mars 1960). — Art. 2 : fait des observations ; p. 1100 (5 avril 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1092 (5 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1184 (3 mai 1960) ; pp. 1207, 1208 (4 mai 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; pp. 1268, 1272 (10 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1312 (12 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 3 : intervient ; pp. 1473, 1474 (25 mai 1960). — Art. 60 : intervient ; p. 1818 (16 juin 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1398 (18 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1431 (19 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1503 (31 mai 1960).
- Projet de loi sur les enquêtes parlementaires. — Donne lecture de son rapport en néerlandais ; p. 1675. — Discussion générale. — Discours : concernant les deux dispositions de la loi du 3 mai 1880 dont l'une — suspension du pouvoir de la commission lors de la clôture de la session de la Chambre intéressée — n'est pas reprise dans le présent projet ; pp. 1675, 1676 (9 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1682 (9 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1829 (16 juin 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 2243 (20 juillet 1960).
- Projet de loi, 1° accordant des garanties au personnel laïc de l'enseignement agréé qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, serait placé dans l'impossibilité de poursuivre sa carrière en Afrique jusqu'à son terme normal ; 2° modifiant la loi du 21 mars 1960, relative à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains, en ce qui concerne le délai d'intégration du personnel des écoles officielles. — Discussion générale. — Discours : concernant l'économie du projet, la charge financière qui en résultera, une erreur matérielle dans le texte du projet ; pp. 1849, 1850 (21 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1982 (23 juin 1960).
- Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion des

Ancot (suite).

- articles. — Art. 3: intervient; retire son amendement; pp. 2039, 2040 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123 *decies* du Code pénal. — Discussion générale. — Discours: concernant les modalités de fonctionnement de la commission consultative; p. 2063 (7 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2174, 2175 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement. — Discussion: fait des observations; pp. 2250 à 2254, 2256 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2317, 2318 (5 octobre 1960); p. 2340. — Discours: formule des réserves à propos de la part prépondérante et l'initiative de l'Etat dans l'expansion économique; p. 2357 (6 octobre 1960).
- Interpellation de M. Baert au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant la longue attente à laquelle sont astreints la plupart des candidats officiers de réserve; p. 2186 (19 juillet 1960).
- Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 2236 (20 juillet 1960).

B**Baert, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.**

- Doc.** — N° 35: Proposition de loi modifiant l'arrêté royal du 22 août 1934 relatif à la protection de l'épargne et à l'activité bancaire.
- N° 83. — Rapport: Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée.
- N° 277. — Rapport: Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960.
- N° 330. — Amendement: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
- N° 332. — Amendements: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
- N° 453. — Rapport: Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire.
- N° 498. — Rapport: Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960.
- Ann.** — Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Demande d'urgence; dépose son rapport et en donne lecture; p. 296. — Discussion générale. — Discours: concernant l'importance des charges militaires de la Belgique; p. 300 (23 décembre 1959).
- Interpellation aux Ministres de l'Intérieur et de la Défense nationale « sur la façon dont les miliciens qui, après avoir été désignés pour le contingent spécial, conformément aux dispositions de l'article 13 des lois coordonnées sur la milice, ont été ensuite reversés au contingent normal ». — Demande; p. 784 (8 mars 1960). — Discussion. — Discours: concernant la situation du milicien désigné pour le contingent spécial, déclaré provisoirement inapte, et reversé dans le contingent normal à l'expiration de son sursis, l'interprétation de la loi à l'encontre de la volonté du législateur, le droit reconnu au milicien de bénéficier du régime du contingent spécial, l'exposé des motifs de la loi de 1957 sur la milice, la concurrence de la désignation pour le contingent spécial avec le sursis, la portée de l'article 22; pp. 876 à 878; déclare qu'il ne peut marquer son accord sur la thèse de l'administration; remercie le ministre qui s'est déclaré d'accord pour modifier la loi; pp. 879, 880 (16 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours: concernant la situation difficile de certaines petites entreprises qui ont besoin de capitaux, la création de sociétés d'investissement nationales et régionales; la position des milieux financiers; p. 829 (10 mars 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1184 (3 mai 1960); pp. 1189, 1206 (4 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours: concernant son expérience quant à l'application défectueuse de l'arrêté

Baert (suite).

- royal relatif à l'urbanisme, la place réservée dans le projet à l'autonomie communale et aux intérêts des communes, l'obligation du plan d'aménagement, la désignation d'un urbaniste et l'approbation du ministre, l'institution de commissions consultatives, la procédure suivie pour l'établissement et l'approbation d'un plan d'aménagement communal, son approbation par la députation permanente d'abord et par le département ensuite, le délai pour l'approbation ou l'improbation par le Roi, les charges financières imposées aux communes, l'absence de recours, la révision du plan et l'avis de la commission consultative, les conflits et dérogations en matière de permis de bâtir, la situation des particuliers; l'essence de la plus grande autonomie des communes dont il est question dans le projet, les menus travaux dont l'administration sera déchargée; son amendement tendant à la suppression des commissions consultatives et à leur remplacement par une commission d'esthètes; pp. 1449 à 1451; fait des observations; pp. 1457, 1462. — Discussion des articles. — Art. 6, 17: intervient; pp. 1474, 1483 (25 mai 1960). — Art. 19: intervient; p. 1542 (2 juin 1960); retire son amendement; p. 1580. — Art. 21: intervient, retire son amendement; pp. 1581 à 1583. — Art. 22: retire son amendement; p. 1584 (7 juin 1960).
- Interpellation au Ministre de la Défense nationale « sur la perte de temps anormale, imposée aux candidats officiers de réserve qui pendant de nombreux mois doivent attendre leur appel sous les drapeaux ». — Demande; p. 1578 (7 juin 1960). — Discussion. — Discours: concernant les retards dans l'appel sous les drapeaux de candidats-officiers de réserve, les résultats des tests psycho-techniques d'Everberg, l'avancement de ces tests afin d'éviter des retards; propose l'appel sous les drapeaux de candidats officiers de réserve en deux levées aux mois d'août et de février; estime que le système d'appel sous les drapeaux de ces candidats n'est pas bon; fait des observations; pp. 2183 à 2186 (19 juillet 1960).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours: concernant le rejet des articles 3 et 4 par la commission, les amendements déposés par le gouvernement; p. 2067 (7 juillet 1960).

Bartelous, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.** — N° 113. — Amendements: Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
- N° 400. — Amendements: Projet de loi organique des Conseils culturels.
- N° 470. — Rapport: Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen.
- Ann.** — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la politique en faveur de la famille, les logements pour familles nombreuses, la prime à l'épargne prénuptiale; p. 421 (9 février 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 743 (3 mars 1960).
- Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours: concernant la non-rétroactivité de la loi, la distribution des crédits prévus pour les offices d'orientation professionnelle au budget de 1959; p. 908 (17 mars 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 3: intervient; p. 1128 (6 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique. — Discussion générale. — Discours: concernant les décisions des commissions d'assistance publique, les indemnités, le vœu émis par le Conseil supérieur d'assistance; demande au ministre de prendre une circulaire ou un arrêté d'exécution pour inviter les commissions d'assistance publique à adresser leurs délibérations aux gouverneurs de province dans le délai d'un mois; p. 1521 (1 juin 1960).
- Projet de loi organique des Conseils culturels. — Discussion des articles. — Art. 11: intervient; p. 1887 (21 juin 1960); son amendement tombe; p. 1925 (22 juin 1960).

Bartelous (suite).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de pallier la pénurie d'instituteurs ; p. 2098 (13 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : justifie son vote ; p. 2357 (6 octobre 1960).

Beeckman (Mme-Vve Vandervelde), sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 112. — Amendement : Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 262. — Rapport : Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse.

N° 505. — Rapport : Projet de loi relatif aux substances thérapeutiques d'origine humaine.

N° 522. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 28 mars 1952 sur la police des étrangers.

Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant la précipitation du débat, le paupérisme généralisé au Ruanda-Urundi, les différences dans le niveau de l'instruction, la réforme foncière, le respect du régime féodal ; fait des observations ; pp. 26, 27, 29 (12 novembre 1959).

Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2253, 2255, 2267 à 2270, 2280 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale : fait des observations ; p. 2285 (4 octobre 1960) ; p. 2305 (5 octobre 1960) ; pp. 2346 à 2352 (6 octobre 1960).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 16 : fait des observations ; pp. 107 à 109 (3 décembre 1959).

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant l'interdiction du tir aux pigeons en Grande-Bretagne et dans les pays scandinaves, les intérêts des armuriers, l'avis des colombophiles, la brutalité du tir aux pigeons ; pp. 151, 152, 154 (8 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le respect des lois sur la protection du travail et de la loi qui assure aux vendeuses des grands magasins la disposition d'un siège ; p. 332 (13 janvier 1960).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le contrôle des denrées alimentaires, l'avis des consommateurs, l'utilisation de colorants, les viandes et produits laitiers, les dénominations des denrées alimentaires, le problème hospitalier, les enfants handicapés, le dépistage de la tuberculose, les dangers de la radioscopie, l'alcoolisme, la pollution de l'air, l'établissement d'un service national de santé ; pp. 436 à 438 (10 février 1960) ; fait des observations ; pp. 452, 454 (11 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la révision de la loi de défense sociale, le recrutement de médecins, la possibilité d'une contre-expertise pour tous les internés, l'application de la loi de défense sociale, le placement de certains délinquants anormaux dans des institutions privées, l'individualisation du traitement ; pp. 536 à 538 (18 février 1960).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours : concernant les allocations familiales allouées aux agents rentrés d'Afrique, les cumuls d'allocations familiales pour un même enfant ; p. 760 (8 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 845, 846 (10 mars 1960).

Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant

Beeckman (Mme-Vve Vandervelde) (suite).

l'admission du principe du vote féminin à la Table Ronde ; p. 927 (22 mars 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1387, 1391 (18 mai 1960).

Interpellation au Ministre de la Justice « sur l'expulsion récente d'un mineur italien ». — Demande ; p. 1186 (3 mai 1960). — Discussion. — Discours : concernant le cas dont il est question, les reproches faits au mineur, ses opinions communistes et ses activités, les informations recueillies, les accusations, les interventions, l'expulsion, la façon d'agir de la Sûreté, la liberté d'opinion que les Belges doivent défendre, la formule de la Ligue des Droits de l'Homme, des cas où la tranquillité publique a été compromise et même de violence qui n'ont donné lieu ni à intervention, ni à répression ou expulsion ; l'arbitraire dans le cas cité, certaines pratiques de la Sûreté et les enquêtes faites à ce sujet, l'expulsion d'un journaliste italien, les critères pris en considération ; proteste contre l'expulsion et contre le caractère unilatéral des mesures prises à l'instigation de la Sûreté ; rappelle l'expulsion d'une dame il y a longtemps déjà ; demande de n'expulser personne qu'après arrêté royal délibéré en conseil des ministres et réclame la liberté d'opinion et d'expression pour tous les travailleurs venus en Belgique ; pp. 1407 à 1409 ; concernant la réponse du Ministre et ses arguments ; donne son opinion au sujet des mesures prises à l'égard du mineur et dont on discutera avec la délégation de la Ligue des Droits de l'Homme ; p. 1411 (19 mai 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : se rallie à l'amendement de M. Vermeylen ; p. 1680 (9 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1672 (9 juin 1960).

Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse. — Discussion générale. — Discours : concernant l'examen du projet par le Sénat et par la Chambre, les modifications y apportées ; se réfère à son rapport ; p. 1734. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1735 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif aux substances thérapeutiques d'origine humaine. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 2228 (20 juillet 1960).

Behogne, Ministre du Travail.

Ann. — Interpellation de M. Noël « sur les mesures qu'il compte prendre en vue d'établir clairement les responsabilités dans la catastrophe de Marcinelle et de réparer les préjudices subis par les familles des victimes ». — Discussion. — Discours : concernant les objections formulées par M. Noël quant à la présence de membres du Corps des mines dans les commissions d'enquête, l'action de la justice, le concours apporté par l'administration à la justice, l'amélioration de la sécurité dans les mines, le contrôle de l'application des règlements, la prévention, l'indemnisation des victimes, l'application de la loi sur les accidents du travail, le mouvement de solidarité envers les victimes ; pp. 77, 78 ; le passage d'un ingénieur du Corps des mines à l'industrie privée, l'absence de communication d'un document à toutes les parties ; p. 80 (2 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : rend hommage à M. Bertinchamps, rapporteur, et à tous les travailleurs manuels entrés au Parlement ; parle de la protection des travailleurs, les accidents du travail, le recrutement d'ingénieurs, médecins et chimistes, les nouvelles dispositions du règlement général sur la protection du travail ; les relations du travail et ses conflits en Flandre et en Wallonie, l'action des deux conciliateurs sociaux de son département et des membres de son cabinet ; les conventions collectives, les décisions des commissions paritaires et leur effet rétroactif, le problème de l'emploi, la création d'une direction générale de l'emploi, la stabilité de l'emploi, l'unification du statut de l'ouvrier et de l'employé, le travail manuel, le salaire hebdomadaire garanti, le problème des jeunes travailleurs, l'apprentissage, l'institution de la journée d'accueil du jeune travailleur ; pp. 324 à 326 (12 janvier 1960) ; concernant la réadaptation professionnelle en Belgique et à l'étranger, le

Behogne (suite).

cadre, le personnel et le programme du service de réadaptation professionnelle à l'O.N.P.C., l'accomplissement d'un stage à l'étranger, la création de centres pour jeunes travailleurs, l'enquête sur les besoins en main-d'œuvre, la réadaptation professionnelle des travailleurs manuels et intellectuels, l'évolution du chômage, les arguments des divers orateurs, la conférence économique et sociale, les impôts et les indemnités de chômage, la nouvelle édition du règlement sur la protection du travail; le recrutement, le traitement, les responsabilités et les moyens de transport des ingénieurs de l'inspection du travail, le Commissariat général à la promotion du travail, les monographies d'emploi, le rattachement des salaires à la productivité, le salaire hebdomadaire garanti, les décisions des comités paritaires, les frontaliers, l'attitude des patrons charbonniers wallons à l'égard des ouvriers flamands, l'aspect social du Marché commun, le dédoublement de certains départements, l'inspection médicale, les réalisations sociales du gouvernement actuel; pp. 328 à 332; répond à Mme Beeckman-Vve Vandervelde au sujet des vendeuses des grands magasins; p. 332. — Discussion des articles du tableau. — Art. 3, 328: intervient; pp. 332 à 334 (13 janvier 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et remercie MM. Custers, rapporteur, et Troclet; p. 1138 (6 avril 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère social du projet qui tend à réparer le préjudice causé aux travailleurs victimes des fermetures d'entreprises; la fermeture justifiée ou abusive de certaines entreprises, la situation des travailleurs, la limitation dans le temps de la durée d'efficacité de la loi qui constitue le premier acte législatif en ce domaine; son application aux entreprises comptant au moins 50 travailleurs et la possibilité d'étendre son champ d'application sur proposition — et non avis — des commissions paritaires, la charge de l'indemnité de licenciement variable selon l'ancienneté, le calcul de l'ancienneté, le licenciement et la marge de sécurité prévue pour le travailleur, la fermeture de l'entreprise lorsque le personnel est licencié à concurrence de 75 %, la constitution, la tâche et le financement d'un Fonds de garantie géré par l'Office national du Placement et du Chômage; pp. 1489, 1490; fait des observations; p. 1496. — Discours: concernant le but de la loi qui est temporaire et expérimentale: réparer le préjudice causé à certains travailleurs victimes de la fermeture d'une entreprise; la distinction entre les entreprises occupant plus ou moins 50 travailleurs, le réembauchage des travailleurs, le caractère restrictif de la proposition de M. Van Acker à la Chambre qui parlait de « 50 ouvriers » et visait l'aspect économique et social, l'attitude des démocrates-chrétiens dont parle M. Moulin, la raison de la limitation de la durée de la loi à trois ans, les mesures dérisoires d'information prévues dans la loi, le rôle et la compétence des commissions paritaires, la création des organes de collaboration, l'objection de M. Materne quant à l'applicabilité de la loi à la moitié des travailleurs seulement et le système esquissé par lui, le reclassement des travailleurs licenciés et des ouvriers mineurs, les efforts en vue d'une relance économique, l'argument « deux catégories de chômeurs », la situation du personnel saisonnier dans les entreprises et le paiement de la cotisation, le cas d'une entreprise qui assurait elle-même ses transports et les a confiés à une firme spécialisée, le cas d'une usine qui a transféré ses installations à 23 kilomètres de son siège actuel, la rupture du contrat de travail, le bénéfice des indemnités de licenciement et la marge de sécurité prévue pour le travailleur, le montant de ces indemnités; pp. 1498 à 1501; intervient à propos du nouvel intitulé proposé par M. Flamme; pp. 1501, 1502. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; pp. 1503, 1504 (31 mai 1960). — Art. 2, 3, 4bis, 6: intervient; pp. 1528 à 1539 (2 juin 1960). — Art. 4bis, 6, 7, 8, 9, 9bis, 4bis, 13, 16, 20: intervient; pp. 1549 à 1560, 1567, 1570 à 1572, 1575, 1576 (7 juin 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2132 à 2134 (13 juillet 1960). — Discours: répond aux orateurs et traite notamment de la réalisation du salaire hebdomadaire garanti, de l'évolution de l'esprit social des employeurs, du rapprochement des statuts de l'ouvrier et de l'employé, du projet de loi de 1949, des abus; donne quelques précisions concernant certains articles; pp. 2140 à 2143. — Discussion des articles. — Art. 1, 4, 5, 7, 9, 12, 13, 15, 20, 22, 26, 30: intervient; p. 2145 à 2148, 2150 à 2163 (14 juillet 1960).

Bertinchamps, sénateur provincial de Namur.

Doc. — N° 73. — Rapport: Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960.

N° 100: — Rapport: Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz.

Ann. — Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'échange de vues en commission, les questions soulevées ayant trait à la protection du travail, aux problèmes de l'emploi et aux relations du travail; l'importance et l'utilité de la qualification et la réadaptation professionnelles, les crédits prévus à cette fin au budget; le projet relatif à l'apprentissage des travailleurs qui seront remis au travail dans l'industrie; p. 312 (12 janvier 1960).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale. — Discours: concernant l'avis des habitants du hameau de Vaux, les pétitions contradictoires, l'enquête à laquelle il a été procédé par M. Allard, ancien rapporteur; souligne que 20 des 27 réponses à cette enquête étaient favorables au rattachement; pp. 1108 à 1110 (6 avril 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale. — Discours: concernant le cas de Belges ayant combattu dès août 1940 dans les forces françaises libres avant de rejoindre les forces belges; pp. 1121, 1122 (6 avril 1960).

Beulers, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Ann. — Projet de loi fixant des dispositions transitoires relatives au financement du régime d'assurance contre les maladies professionnelles. — Discussion générale. — Discours: concernant les soins aux mineurs atteints de silicose; p. 263 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les retards dans le paiement des pensions, la pension d'invalidité des mineurs, l'exigence d'une invalidité de 66%, les sommes dues au Fonds national de retraite des ouvriers mineurs par les patrons charbonniers, le paiement des frais médicaux et pharmaceutiques des mineurs pensionnés; pp. 630 à 632; fait des observations; pp. 636, 637 (25 février 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les expositions d'oiseaux, ses démarches auprès du Ministre concernant les exigences et revendications de la Fédération des tendeurs: prolongement de la validité des permis, abrogation de l'arrêté royal incorporant les alouettes dans la liste des oiseaux protégés, révision de l'arrêté relatif au transport des oiseaux et des filets; l'existence de tendeurs également à l'étranger; demande au Ministre de rencontrer une délégation de tendeurs; pp. 1604, 1605 (8 juin 1960).

Block, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 300. — Amendements au texte présenté par les commissions réunies: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la pollution de l'air, les accidents de la route, les normes fixées par la Société de la petite propriété terrienne pour l'acquisition d'une habitation, la lutte contre le cancer, les chiffres de natalité et de mortalité, les soins de santé, la lutte contre la tuberculose; pp. 431 à 433 (10 février 1960); fait des observations; p. 453. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: intervient; pp. 454 à 456 (11 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant l'optimisme provoqué par l'amélioration de la conjoncture, l'augmentation de la dette publique, les obligations de la Banque Nationale à l'égard de la Banque Centrale du Congo Belge, les finances communales, le financement de travaux communaux par le Crédit communal, la diminution des crédits d'engagement, l'incidence sur la construction d'autoroutes et l'amélioration des voies d'eau, le chômage; pp. 718 à 720 (2 mars 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours: concernant la nécessité de remplacer l'arrêté-loi du 2 décembre 1946

Block (suite).

par une loi définitive, l'élaboration du texte qui est le résultat d'un travail d'équipe; rend hommage aux parlementaires qui, il y a trente ans, ont déposé une proposition sur l'urbanisme, parle du travail en commission; formule des réserves personnelles au sujet de la composition et de la compétence des commissions consultatives régionales prévues aux articles 12 et 20, de l'article 17 et l'extension de la simplification prévue pour le territoire industriel à la Société nationale du logement ou à la Société nationale de la petite propriété terrienne, d'une lacune à l'article 43 relatif à la revision des plans, de l'article 61 quant aux règlements communaux sur les bâtisses, de l'article 71 qui devrait mentionner la modification à l'article 76 de la loi communale; l'octroi des crédits nécessaires à la réalisation des plans établis, le retard de la Belgique en matière d'urbanisme, la comparaison avec d'autres pays, les efforts nécessaires au développement harmonieux et judicieux du pays, la nécessité d'un appareillage économique indispensable au seuil du Marché commun; pp. 1297 à 1299 (11 mai 1960); fait des observations; p. 1459. — Discussion des articles. — Art. 17: intervient, retire son amendement; p. 1483 (25 mai 1960). — Art. 19: intervient; p. 1546 (2 juin 1960); son amendement est retiré; p. 1579. — Art. 20: son amendement est retiré; p. 1580 (7 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'exemption pour les sourds de la taxe sur les récepteurs de télévision, l'octroi de prix élevés en espèces à des concours organisés à la télévision, la recherche scientifique, la coordination en la matière; pp. 1866, 1867 (21 juin 1960).

Bonjean, sénateur provincial de Hainaut.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la diminution de la subvention à l'O.N.P.C., l'abaissement du prix de la journée d'entretien dans les sanatoriums, le cas de demandeurs de pension ayant accompli une partie de leur carrière en France, les conditions de retraite anticipée pour les bénéficiaires d'un statut de reconnaissance nationale, l'octroi de la pension d'invalidé mineur, le projet de loi organique sur l'assurance obligatoire maladie-invalidité; pp. 593, 594 (24 février 1960).

Breyne, A., sénateur coopté.

Doc. — N° 463. — Rapport: Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti.

Ann. — Validation de ses pouvoirs: prête serment; p. 407 (9 février 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 977 (23 mars 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale. — Discours: concernant les positions qui se sont affirmées en commission; la portée du projet, la partie expérimentale du projet, la distinction entre les entreprises occupant moins ou plus de dix travailleurs, le salaire payé en cas de maladie ou d'accident, la suppression progressive des inégalités sociales, les imperfections de la loi; pp. 2126 à 2128; fait des observations; pp. 2128, 2132 à 2134 (13 juillet 1960). — Discussion des articles. — Art. 6, 25: fait des observations; pp. 2149, 2161 (14 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2340, 2356 (6 octobre 1960).

Breyne, G., sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Interpellation aux Ministres de l'Agriculture et des Affaires économiques « sur la situation malheureuse dans laquelle se trouvent nos planteurs de houblon, par suite de l'effondrement du prix du houblon et sur les mesures à prendre par le gouvernement en vue de remédier à cette situation ». — Demande; p. 6 (10 novembre 1959). — Discussion. — Discours: concernant les pertes subies par les planteurs de houblon, les débouchés en Belgique, la qualité du houblon belge, les raisons des difficultés: expansion de la culture du houblon en Allemagne et importations d'Allemagne et de Tchécoslovaquie; les mesures proposées en vue de remédier à la situation, la proposition du Ministère des Affaires

Breyne G. (suite).

économiques de percevoir un droit de licence à l'importation du houblon, le rejet de cette proposition par le comité ministériel de coordination économique, l'appel à la solidarité des brasseurs; l'utilisation du produit d'une éventuelle taxe à l'importation en vue de l'aide aux planteurs belges, les modalités d'octroi de subsides, l'avenir de la culture du houblon; pp. 44 à 47 (19 novembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation matérielle des ouvriers frontaliers, les dispositions du protocole franco-belge de mars 1959 relatif à l'octroi de suppléments, le supplément de salaire accordé par la Belgique, l'adaptation des revenus des ouvriers frontaliers; la politique appliquée par les patrons charbonniers wallons à l'égard des ouvriers flamands, la suppression du transport gratuit promis, le préavis des mineurs flamands nonobstant leur proposition de prendre leur transport à leur charge, la situation dans la région-test d'Ypres; pp. 320, 321 (12 janvier 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours: concernant les abus en matière d'apprentissage, le livre noir de la J.O.C. à ce sujet, le statut des apprentis, l'absence de consultation des syndicats, la suppression du régime de l'apprentissage; pp. 894, 895 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; s'oppose au renvoi en commission; pp. 947, 949. — Discours: concernant la situation de l'agriculture belge dans le Marché commun, les prix de revient élevés dans notre agriculture, l'insuffisance de la protection de la loi de 1952, les abus en matière de fermages; pp. 953, 954 (22 mars 1960); fait des observations; pp. 977, 978, 979 (23 mars 1960); pp. 990, 991; donne connaissance d'une lettre de M. Chalmet, auteur de la proposition de loi qui est à la source du projet de loi en discussion, concernant les fermages perçus par la Société de la petite propriété terrienne; p. 1003 (24 mars 1960); fait des observations; pp. 1012, 1014, 1017. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960); pp. 1037, 1038 (31 mars 1960). — Vote: justifie le vote de son groupe; p. 1158 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la diminution du chiffre du budget, le rapport de M. De Boodt, le rôle constructif de l'opposition, le milliard promis aux agriculteurs, la réforme structurelle de l'agriculture, le plan d'investissement, la compensation pour la sécheresse de 1959 et les réactions du gouvernement, la culture du lin et du houblon; l'unification accélérée du secteur agricole au sein de la Communauté Economique Européenne et les facteurs importants: harmonisation entre la Belgique et ses partenaires, unification des conditions de production, compression des prix de revient, prix des fermages en Belgique et à l'étranger, nombre de paysans-proprétaires, prix élevés des terres de culture et des prairies en Belgique et à l'étranger, création de chambres spéciales pour la réglementation des prix telles qu'elles existent aux Pays-Bas; le remembrement, son accélération par l'augmentation du personnel de l'agriculture, la sécurité d'existence pour les agriculteurs, l'examen nécessaire de la proposition de loi sur la préemption; les coopératives agricoles nécessaires pour réduire les prix de revient; le danger de l'intégration européenne pour le producteur agricole belge; les mesures gouvernementales à prendre; pp. 1608 à 1611 (8 juin 1960); fait des observations; p. 1696 (14 juin 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale. — Discours: concernant le but du projet, l'avis de M. Boon, Conseiller économique du Boerenbond, l'absence d'opérations d'investissement proprement dites, le financement du Fonds, les réformes structurelles nécessaires dans l'agriculture pour l'entrée dans le Marché commun; fait des observations; pp. 2231 à 2235 (20 juillet 1960).

Buisseret, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 324. — Proposition de loi relative à l'intégration dans les cadres de l'Administration des agents temporaires du Ministère du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours: apporte la confiance de son groupe au ministre; concernant les lignes générales de la politique qui s'imposait, le respect des droits de l'homme, la

Buisseret (suite).

démocratisation progressive, la confiance des noirs, l'unité de vue chez les Belges ; pp. 19, 20 (12 novembre 1959).

Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant les vertus du projet de loi en cause, la protection des personnes et des biens ; p. 732 (3 mars 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; parle de la compétence du directeur général des beaux-arts, des sommes consacrées à la propagande artistique, de la querelle des figuratifs et non figuratifs ; pp. 1277, 1278 (10 mai 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant les subventions de développement à attribuer aux universités de l'Etat ; p. 2118 (13 juillet 1960).

Busieau, sénateur coopté.

Doc. — N° 47. — Proposition de loi tendant à permettre aux agents des provinces bénéficiaires d'une pension à charge de l'Etat de cumuler celle-ci avec les avantages découlant de règlements locaux.

N° 48. — Proposition de loi tendant :

- a) à faire bénéficier les membres du personnel de l'enseignement technique de l'Etat, du même régime de pension que celui attribué aux membres du personnel de l'enseignement moyen de l'Etat ;
- b) à instaurer des règles identiques, pour tous les enseignements, en ce qui concerne les bonifications d'ancienneté pour possession de certains diplômes ainsi que la prise en considération des services admissibles pour le calcul de la pension ;
- c) à octroyer un régime spécial de pension aux membres du personnel de l'enseignement artistique.

N° 161. — Proposition de loi tendant à régler le problème du paiement des traitements du personnel enseignant primaire et gardien fonctionnant à titre provisoire ou intérimaire.

N° 223. — Proposition de loi modifiant, en ce qui concerne les grades délivrés par la Faculté Polytechnique de Mons, les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires.

N° 483. — Amendements : Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen.

N° 515. — Proposition de loi tendant à permettre aux membres du personnel enseignant des provinces de conserver le bénéfice des règlements qui leur sont actuellement applicables en matière de pension de retraite et de survie.

Ann. — Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Discussion : fait des observations ; p. 237 (17 décembre 1959). — Renvoi en commission ; estime préférable de ne pas engager le débat en séance publique ce jour ; p. 260 (22 décembre 1960).

Communications du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2252 à 2254, 2256, 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations. — Discours : concernant la reconversion économique du Borinage, les dépenses en matière d'enseignement, les normes de population scolaire, les problèmes de l'enseignement et de la recherche scientifique, l'exécution des solutions apportées à certains problèmes par la commission d'application du pacte scolaire, les nominations, les économies de 1.700 millions que le gouvernement voudrait réaliser sur l'application du pacte scolaire, la détérioration des institutions ; pp. 2304, 2307, 2309 à 2311, 2314 à 2319 (5 octobre 1960) ; fait des observations ; pp. 2350 à 2352, 2357 (6 octobre 1960).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant les visites domiciliaires, la redevance due pour un poste transportable ; p. 245 (22 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ;

Busieau (suite).

pp. 267, 268 (22 décembre 1959). — Discours : concernant la mission des secrétaires du Conseil supérieur de la Sécurité minière, la responsabilité du Ministre dans la nomination incriminée ; p. 306 (23 décembre 1959).

Question orale au Ministre de l'Instruction publique : interroge celui-ci au sujet des modifications au barème des instituteurs, de la non-publication de ce barème, des situations acquises, de l'avis du comité de consultation syndicale ; pp. 337, 338 (13 janvier 1960).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation financière de sa commune, les possibilités d'augmentation des recettes et de réduction des dépenses, la révision de la répartition de la taxe industrielle, la prise en charge par l'Etat d'une partie de la dette publique des communes, le retrait de 540 millions du Fonds des communes en vertu du pacte scolaire ; pp. 357 à 359 (26 janvier 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les sanctions à la suite de la grève du 29 janvier, le cas du personnel enseignant ; p. 553 ; fait des observations ; p. 556 (23 février 1960).

Interpellation au Ministre des Classes moyennes « sur la façon dont la loi permettant d'instaurer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et moyen commerce et de la petite industrie du 24 décembre 1958 est actuellement appliquée ». — Demande ; p. 571 (23 février 1960). — Discussion jointe à celle du Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Discours : concernant l'application de la loi du 24 décembre 1958 dans un esprit opposé à celui qui a animé le législateur, les dispositions en vigueur en matière d'apprentissage contractuel, les critiques formulées à l'égard de cet apprentissage : insuffisance du sens du devoir d'éducateur et de la valeur professionnelle et pédagogique indispensable chez trop de petits patrons, concurrence faite à l'enseignement technique, inspection des cours donnés dans le cadre de l'apprentissage ; la création d'une commission d'enquête qui aurait étudié sur place le fonctionnement de l'apprentissage contractuel, l'économie du projet de loi fixant les conditions d'accès à la profession, la mise sur le même pied de l'enseignement technique et de l'apprentissage contractuel parmi les conditions d'accès à la profession ; annonce le dépôt d'un ordre du jour dont il donne lecture ; pp. 880 à 882 ; fait des observations ; p. 885 ; concernant le changement d'esprit nécessaire en matière d'apprentissage contractuel, l'inspection en matière d'apprentissage, le rejet par le Conseil supérieur des Classes moyennes de toute requête portant des conditions d'accès à la profession qui ne laisseraient pas à la formation par l'enseignement technique la place qui lui revient ; p. 886 (16 mars 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 602. — Discours : concernant la pension des mineurs silicotiques, les conditions à remplir pour obtenir une pension prématurée, les conditions médicales requises par l'arrêté royal du 12 octobre 1959, la reconnaissance de la pneumoconiose comme maladie professionnelle, la gratuité des soins médicaux et pharmaceutiques pour les mineurs pensionnés invalides ; pp. 606 à 608 (24 février 1960) ; fait des observations ; p. 637 (25 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 703, 704 (2 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant les condamnations de la politique économique du gouvernement, la motion du mouvement ouvrier chrétien du Borinage, la politique charbonnière, le choix des charbonnages qui seront fermés, l'utilisation de charbon en carbo-chimie, la reconversion du Borinage, les conséquences du traité de la C.E.C.A., les gaspillages dans les charbonnages borains, la pléthore de postes supérieurs dans la nouvelle société fusionnée, le contrôle de cette société, le problème de l'Héribus, les promesses faites après les grèves du Borinage de février 1959, la création d'entreprises et d'emplois nouveaux, la solution de la planification économique ; pp. 833 à 836 (10 mars 1960).

Busieau (suite).

- Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale: fait des observations; parle du devoir de l'Etat de racheter une œuvre d'art faisant partie du patrimoine culturel de la nation; pp. 912, 913 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 1016 (29 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1091, 1092 (5 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion des articles. — Art. 4: intervient; p. 1120 (6 avril 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion; fait des observations; pp. 1271, 1274 (10 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1296 (11 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale: fait des observations; p. 1333 (17 mai 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1388, 1397. — Discours: concernant le caractère curieux et insolite de l'interpellation et la détermination du programme gouvernemental pour la seconde moitié de la législature, l'opposition socialiste, la conférence de presse du Premier Ministre quant à l'amélioration de la situation économique; ses trois « omissions », l'amélioration de la situation économique pas seulement en Belgique, situation charbonnière, inquiétante situation du chômage; la comparaison des années 1958 et 1960 aux points de vue production et chômage et sa signification; la politique de l'emploi, la situation financière, les recettes fiscales, l'accroissement de la dette publique, les déclarations de M. Janssen à ce sujet (discours du 2 mars), la Trésorerie; l'allusion à la politique d'expansion économique régionale faite dans la déclaration gouvernementale du 18 novembre 1958, la situation dans le Borinage et l'action gouvernementale, les entreprises nouvellement implantées, l'usine de Nimy, la création d'emplois nouveaux et les licenciements, la régression dans le Borinage et la comparaison entre cette région et le Nord de la France, l'article du Professeur Romus de Liège sur l'effort de l'Angleterre en matière de reconversion régionale, l'optimisme du Premier Ministre comparé aux extraits d'articles publiés par « La Relève » et par « Le Monde » et à la résolution votée par le Mouvement ouvrier chrétien; le rôle de l'opposition et la planification — programme voté au congrès socialiste en septembre 1959 — remède préconisé, la décadence d'un certain régime économique, la planification en Russie; dit que le gouvernement de M. Eyskens a perdu la confiance du pays et conclut par un autre article de presse de « La Relève »; p. 1399 à 1403; (18 mai 1960). — Fait des observations; p. 1416 (19 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale: fait des observations; p. 1498 (31 mai 1960).
- Interpellation de M. Harnegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion: fait des observations; p. 1511 à 1514 (1^{er} juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1672 (9 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1931 à 1937 (22 juin 1960); p. 1964, 1967, 1968. — Discours: concernant la dépolitisation des problèmes d'enseignement, les nominations partisans dans l'enseignement, notamment à l'occasion de la reconstitution des conseils scolaires, le respect de l'esprit du pacte scolaire, les augmentations de crédits consécutives au pacte scolaire, la nécessité de fournir au ministre un instrument de rationalisation, la révision de la loi scolaire du 29 mai 1953, le problème de l'organisation des cours de morale et de religion, les transports scolaires; la prolongation de la scolarité, l'enseignement spécial, la formation des instituteurs, les problèmes de l'enseignement normal et des universités, les revendications des maîtres, les constructions scolaires; p. 1980 à 1982, 1999 à 2002; fait des observations; p. 2003 à 2008 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Dis-

Busieau (suite).

- cussion générale. — Discours: concernant les mesures que contient le projet, les causes profondes de la pénurie d'instituteurs primaires, le barème insuffisant, la revalorisation du statut social de l'instituteur et de sa fonction, l'organisation du recrutement des instituteurs en fonction des possibilités; p. 2098, 2099; fait des observations, p. 2099. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son premier amendement est rejeté, le second est adopté; p. 2100, 2101 (13 juillet 1960).
- Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 2105 (13 juillet 1960).

C**Camby, sénateur provincial de Brabant.**

- Doc. — N° 28: Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.
- N° 312: Rapport: Projet de loi portant ratification de l'arrêté royal du 27 août 1959, exonérant de la taxe de séjour les ressortissants danois et norvégiens résidant en Belgique.
- Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 51: intervient, retire son amendement; p. 120 (3 décembre 1959).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 947 (22 mars 1960).

Chot, sénateur coopté.

- Doc. — N° 159: Rapport: Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.
- Ann. — Proposition de loi relative à la fonction d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 relative aux plaidoiries devant les tribunaux de première instance. — Motion d'ordre: demande l'examen d'urgence; p. 514. — Discussion générale. — Discours: déclare que la proposition tend à la généralisation de l'institution des avocats-avoués et à faciliter l'administration de la justice; p. 514 (17 février 1960); concernant la portée de la proposition de loi, l'amendement de M. Custers relatif au nombre des avoués, l'amendement de M. de Stexhe tendant à supprimer l'article 1^{er}; p. 543, 544 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'absence de solution à des problèmes évoqués chaque année, la situation à l'asile de Tournai, la réforme du système de défense sociale, la protection de l'enfance, les parquets de police, les difficultés que pose la constitution de partie civile en cas d'accidents de roulage où plusieurs conducteurs de véhicules sont impliqués, la réforme des régimes matrimoniaux, la publication du rapport du Conseil d'Etat, la réforme de la procédure judiciaire, le cadre de la magistrature, les nominations au parquet général, la protection des animaux, le traitement des chevaux importés d'Irlande, le cas d'une jeune fille commis-greffier ayant rempli durant huit ans les fonctions de greffier d'une justice de paix de l'arrondissement de Dinant; p. 533 à 536 (18 février 1960); rend hommage au rapporteur, M. Custers; p. 577; fait des observations; p. 580, 583 à 587 (24 février 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1965, 1966. — Discours: concernant le musée et l'atelier des moulages au Cinquantenaire, les théâtres lyriques, le théâtre de la Monnaie; p. 1969, 1970 (23 juin 1960).

Ciselet (Mme), sénateur coopté.

Doc. — N° 132 : Proposition de loi modifiant l'article 55 du Code civil.

N° 170 : Rapport : Projet de loi modifiant l'article 587 du Code de Procédure civile.

N° 314 : Rapport + Corrigendum : Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques.

N° 334 : Rapport : Proposition de loi tendant à compléter le Code pénal.

N° 378. — Rapport + Annexes : Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les secours aux victimes des accidents de la route, le contrôle des denrées alimentaires, l'inspection des pharmacies, le manque de personnel de contrôle, la situation des instituts pour malades mentaux, la réglementation de la boxe ; p. 413 à 415 (9 février 1960) ; fait des observations ; p. 454 (11 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le dépôt prochain du projet relatif aux régimes matrimoniaux, le cadre de la police judiciaire, le nombre insuffisant des assistantes sociales attachées à la protection de l'enfance, la police féminine, la situation navrante des établissements de défense sociale, l'augmentation de la délinquance juvénile, la tâche écrasante des juges des enfants, le nombre insuffisant de ces juges, la protection des animaux, la question des chevaux irlandais ; p. 522 à 524 (17 février 1960) ; fait des observations ; p. 535 (18 février 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : félicite le Ministre et rappelle sa politique de grands travaux ; parle de l'urgente nécessité du projet et le compare à l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 ; votera le projet ; p. 1304, 1305 (12 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussions générale. — Discours : concernant les nouvelles dispositions législatives en matière de libertés publiques qui remplaceront la loi du 18 octobre 1908 laquelle sera abrogée le 30 juin 1960 ; l'entrée en vigueur de la loi sous le régime de la souveraineté belge sur le Congo et son application après l'accession de ce pays à l'indépendance, l'examen de cette situation au point de vue juridique, la mission de confiance dont le parlement belge a été chargé par les délégués congolais pour l'élaboration du projet, la sauvegarde de la souveraineté du futur Congo indépendant grâce à la modification possible de la présente loi, la base du projet, les amendements apportés par la commission, l'action personnelle de M. Rolin, la déclaration de principe contenue dans l'article 1^{er}, l'article 2 et la jouissance des droits politiques réservée aux Congolais, le champ d'application de la loi, l'énumération des libertés fondamentales dans les articles 3 à 16, l'amendement à l'article 5, l'article 16 et la rémunération du travailleur, l'article 17 prévoyant des dérogations permettant aux autorités de se libérer temporairement de certaines dispositions prévues dans les articles 3 à 16 en cas de guerre ou de troubles graves ; les articles 18 à 20 ; la confiance mutuelle entre les peuples belge et congolais dont témoigne le projet ; pp. 1341 à 1343 (18 mai 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : dépose un ordre du jour de confiance qui est adopté ; pp. 1412, 1423 (19 mai 1960).

Proposition de loi tendant à compléter le Code pénal. — Discussion générale. — Discours : concernant le texte original de la proposition de loi due à M. Ancot et consorts tendant à ajouter au Code pénal un article 442 bis (répression des abus commis par certains recruteurs de la légion étrangère) et un article 442 ter ; les engagements dans une armée étrangère, la répression des abus, la punition du simple fait d'engager un mineur au profit d'une armée étrangère, l'extension de ce principe aux mineurs émancipés, les nouvelles dispositions prévues dans la proposition actuelle ; p. 1739 (15 juin 1960).

Proposition de loi modifiant l'article 55 du Code civil. — Discussion générale. — Discours : concernant le but de la proposition : allonger le délai imposé par la loi pour les déclarations de naissance ; p. 1741 (15 juin 1960).

Claeys, E., sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 152 : Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème du logement, l'octroi de primes à la construction, l'augmentation des crédits accordés par la Caisse d'Épargne, la pénurie de logements pour gens modestes, l'Institut national du logement, la Société nationale de la petite propriété terrienne, le rôle du secteur privé en matière de logement populaire ; pp. 415, 416 (9 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la solution des problèmes du canal et de l'écluse de Terneuzen, les crédits à la construction de nouveaux bateaux d'intérieur, l'importance des bateaux mesurant moins de 50 mètres dans les transports par eau, la liquidation de terrains antérieurement occupés par la gare de Gand-Rabot, la suppression du transport des voyageurs sur la ligne Gand-Zelzate ; pp. 660, 661 (1^{er} mars 1960).

Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours : concernant l'obligation éventuelle pour la ville de Gand d'organiser un centre pour ses propres écoles neutres alors qu'il existe un centre de l'Etat ; p. 908 (17 mars 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : remercie le rapporteur et le ministre ; parle des crédits prévus pour l'exécution de travaux au canal Gand-Terneuzen et de la nouvelle écluse ; concernant les travaux au port de Gand favorisant l'implantation de nouvelles industries afin de combattre le chômage dans la région, le canal circulaire, l'écluse de Mariakerke-Vinderhout, le pont S 5 sur la ligne ferroviaire Gand-Eeklo, la jonction frontière française-Anvers, la percée Gand-Mont St-Amand, certaines pistes cyclables, l'autoroute Lille-Anvers, la jonction Amsterdam-Courtrai, la reconstruction de ponts détruits, la restauration de l'église St-Nicolas à Gand, et de l'hôtel de ville d'Audenarde, l'octroi de subsides pour la création d'écoles officielles et l'achat de pavillons ; l'examen des dossiers relatifs à l'achat par l'Etat de terrains ou bâtiments des pouvoirs subordonnés, la caserne de la gendarmerie à Gand ; la répartition des crédits destinés aux travaux des pouvoirs publics subordonnés, les travaux exécutés en application de la loi Brunfaut ; le projet de loi sur les investissements, le plan de quinze ans ; pp. 1750 à 1752 ; fait des observations ; p. 1769 (15 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les demandes de subside pour la construction d'écoles par les villes et communes, les bâtiments de l'Institut belge du Textile, et de l'École commerciale et technique supérieure de l'Etat à Gand, l'interprétation du pacte scolaire à propos de l'octroi d'avantages sociaux aux élèves et au personnel enseignant des écoles libres ; pp. 1979, 1980 ; fait des observations ; pp. 1980, 1981, 2000 (23 juin 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins, et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2036 — Discussion des articles. — Art. 3 : fait des observations ; p. 2039 (5 juillet 1960).

Clays, J., sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Ann. — Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Son amendement tendant à l'insertion d'un article 27bis est rejeté ; p. 1153. Art. 32 : retire son amendement ; p. 1154 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1195 (4 mai 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1903 (22 juin 1960).

Coulonvaux, sénateur coopté, troisième vice-président du Sénat.

Ann. — Bureau définitif: Est réélu troisième vice-président du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la revision cadastrale et les conditions dans lesquelles elle s'effectue; p. 169, 170, 173 (15 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours: concernant la visite domiciliaire; p. 245 (22 décembre 1959).

Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion des articles. Art. 1: demande l'ajournement; p. 544 (23 février 1960).

Ordre des travaux: intervient; pp. 706 à 709 (2 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours: concernant le but du projet, la fixation du taux des fermages par la loi de 1952, le caractère provisoire de cette fixation, la charge exceptionnelle imposée aux propriétaires fonciers, le traitement du fermage de la même façon que le loyer civil ou commercial, l'augmentation des revenus de tous genres, la sanction de la loi de 1952, l'étonnement des fermiers devant le projet en discussion, les accords conclus entre propriétaires et fermiers; pp. 978 à 981; fait des observations; demande que le Ministre de la Justice soit entendu dans la discussion; pp. 984 à 987 (23 mars 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours: concernant le recensement linguistique, la déclaration gouvernementale, l'assainissement des finances, l'expansion économique, l'augmentation du revenu national, la création d'emplois nouveaux, l'aide aux industries, la taxation des associations sans but lucratif, la cohésion du gouvernement, les impôts nouveaux, les restrictions à faire notamment dans le domaine scolaire et dans le domaine social; pp. 2301 à 2305 (5 octobre 1960); justifie son vote; p. 2357 (6 octobre 1960).

Couplet, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Doc. — N° 14. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants:

1° Convention sur la Nomenclature pour la classification des marchandises, dans les tarifs douaniers, signée à Bruxelles le 15 décembre 1950;

2° Protocole de rectification de cette convention, signé à Bruxelles le 1^{er} juillet 1955.

N° 15. — Rapport: Projet de loi portant approbation du Protocole entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, pour l'établissement d'un nouveau tarif des droits d'entrée, signé à Bruxelles le 25 juillet 1958.

N° 16. — Rapport: Projet de loi concernant la perception à l'importation de certains droits d'accise.

N° 33. — Rapport: Budget des Dotations pour l'exercice 1959.

N° 74. — Amendement: Budget des Dotations pour l'exercice 1959.

Ann. — Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours: concernant la procédure suivie pour établir le montant de la dotation du Sénat, l'annulation en fin d'exercice des sommes non dépensées par le Sénat, l'amélioration des travaux du Sénat; l'examen des propositions budgétaires du Sénat; propose un vote sur la question de la rétroactivité; déclare qu'il déposera un amendement tendant à réduire les crédits; pp. 213 à 216. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105: son amendement est rejeté; p. 218 (16 décembre 1959).

Craeybeckx, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Ann. — Bureau définitif: Est réélu secrétaire du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).

Crommen, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, premier vice-président du Sénat.

Doc. — N° 202. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes, signés à Genève, le 6 septembre 1952.

Ann. — Bureau définitif: Est réélu premier vice-président du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion des articles. — Art. 4: fait des observations; p. 256 (22 décembre 1959).

Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale: fait des observations; p. 298 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations en qualité de président de l'Assemblée; p. 670 (1^{er} mars 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 717, 719 (2 mars 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale: fait des observations; pp. 913, 914 (17 mars 1960).

Projet de loi portant approbation de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes, signés à Genève le 6 septembre 1952. — Discussion générale: fait des observations; p. 915 (17 mars 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 1126 (6 avril 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion: fait des observations; p. 1160 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1196 (4 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 3: retire son amendement; p. 1473 (25 mai 1960).

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale: fait des observations; parle de la promotion nécessaire des équivalences de diplômes; pp. 1844, 1845 (21 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1922, 1936, 1937 (22 juin 1960); pp. 1958, 1962 (23 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant la discussion tardive des projets, l'insuffisance des consultations du ministre, l'absence de consultation de l'université de Gand, l'autonomie des universités, les nominations en suspens à l'université de Gand, la législation en matière de nominations dans les universités de l'Etat, l'augmentation des pourcentages en faveur de l'université de Louvain, des facultés Saint-Louis et Notre-Dame de la Paix; pp. 2104, 2105 (13 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; p. 2254 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale: fait des observations; pp. 2314, 2315 (5 octobre 1960).

Custers, sénateur provincial de Limbourg.

- Doc. — N° 49. — Rapport : Revision de tous les articles de la Constitution, mais uniquement en vue d'établir sa version néerlandaise.
- N° 57. — Rapport : Revision du Titre VIII de la Constitution par l'adjonction d'un article 140, qui disposerait que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi.
- N° 62. — Amendement au texte présenté par la commission : Revision du Titre III, Chapitre premier de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'Assemblée.
- N° 63. — Amendement au texte présenté par la Commission : Revision de l'article 56bis de la Constitution.
- N° 149. — Rapport : Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960.
- N° 171. — Amendement : Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.
- N° 214. — Rapport : Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.
- N° 265. — Rapport complémentaire : Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes.
- N° 278. — Proposition de loi tendant à redresser certaines anomalies résultant de la loi du 31 juillet 1952, modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats, des greffiers et des employés des cours et tribunaux.
- N° 321. — Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 55 du Code civil.
- N° 423. — Proposition de loi modifiant les articles 51 et 53 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.
- Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant l'amendement du gouvernement à l'article 7, la possibilité d'obtenir une partie de la valeur capitalisée de la rente, l'appréciation par le Conseil de Prud'hommes de l'opportunité de l'opération ; pp. 178, 179 (15 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; pp. 289 à 291 (23 décembre 1959).
- Revision du Titre VIII de la Constitution par l'adjonction d'un article 140, qui disposerait que la Constitution belge est établie en français et en néerlandais et que les deux textes font foi. — Discussion. — Discours : concernant la nécessité de l'article 140 nouveau proposé ; rend hommage au député Fayat qui en prit l'initiative ; pp. 191, 192 (16 décembre 1959).
- Revision de tous les articles de la Constitution, mais uniquement en vue d'établir la version néerlandaise. — Discussion. — Discours : rend hommage à ceux qui ont préparé les textes, en particulier au professeur Van Dievoet ; concernant les difficultés qu'a rencontrées la commission Van Dievoet lors de la traduction, les principes qui ont guidé la commission, les modifications apportées au texte de cette commission par la Chambre des Représentants, les modifications proposées dans le rapport ; pp. 192, 193 (16 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte : intervient ; son amendement est adopté ; pp. 203 à 206 (16 décembre 1959).
- Commissions permanentes : fait des observations ; déclare que l'adaptation de la méthode de travail de la commission du Travail et de la Prévoyance sociale a donné de bons résultats et demande qu'il ne soit pas créé deux commissions ; pp. 401 à 403 (3 février 1960).
- Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours : concernant l'association du Parlement à l'élaboration du statut de la radio et de la télévision, l'atmosphère dépolitisée des débats en commission, les critiques formulées à l'égard du projet, notamment en ce qui concerne la nomination des membres des conseils d'administration, des directeurs généraux et directeurs, la participation des conseils culturels aux nominations, la complexité reprochée au projet, la concrétisation de l'autonomie culturelle, l'indépendance de la radio et de la télévision vis-à-vis du gouvernement ; pp. 479 à 481 (16 février 1960).

Custers (suite).

- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale et proposition d'ajournement : fait des observations ; pp. 520, 527 (17 février 1960) ; pp. 536 à 538, 540 (18 février 1960). — Discours : concernant un avis de M. Somerhausen, professeur à l'Université de Bruxelles, sur l'établissement des rapports sur les budgets, l'immobilisme reproché au département, la coopération entre le Parlement et le Ministre, la tâche des rapporteurs, la nécessité d'un dialogue entre le Ministre et le Parlement à l'occasion de la discussion du budget, le texte néerlandais du Code civil, les régimes matrimoniaux, la réforme de la procédure, le problème de la défense sociale, la protection de la jeunesse, la littérature pornographique, la réforme de la loi du 15 mai 1912, le problème des éducateurs, la carrière des juges des enfants, la répression de la criminalité des adolescents, les parquets de police, le service des photocopies, le statut des greffiers, la réglementation de la boxe, l'attitude du greffier en chef du Conseil de guerre en campagne ; pp. 577 à 581 ; fait des observations ; pp. 582 à 586 (24 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 589 (24 février 1960) ; pp. 631, 632, 639 (25 février 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de Prud'hommes. — Renvoi en commission : intervient ; p. 1024 (29 mars 1960). — Discussion générale. — Discours : concernant la réforme des tribunaux du travail, l'avis du commissaire royal à la réforme de l'organisation judiciaire, le caractère limité du projet, les causes du fonctionnement défectueux des Conseils de Prud'hommes, l'insuffisance des cadres, l'équipement insuffisant des greffes des Conseils de Prud'hommes, la complexité de la procédure ; les réformes contenues dans le projet : dédoublement des chambres, assesseurs juridiques adjoints, extension de la compétence aux ouvriers agricoles et au personnel domestique ; la compétence territoriale des conseils, la création de conseils dans le Limbourg et le Luxembourg, l'organisation adéquate des greffes ; pp. 1132, 1133 ; fait des observations ; pp. 1133, 1134, 1137, 1138 (6 avril 1960). — Discussion des articles. — Art. 23, 27, 33 ; intervient ; pp. 1150 à 1158 (7 avril 1960).
- Ordre des travaux : intervient ; p. 1035 (31 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1119 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, retire son amendement ; pp. 1125, 1126. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1127 (6 avril 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1502 (31 mai 1960). — Art. 2, 3, 4bis : fait des observations ; pp. 1528, 1530, 1531, 1536, 1537 (2 juin 1960). — Art. 4bis, 8 : intervient ; pp. 1551, 1552, 1558, 1559 (7 juin 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'approbation unanime du projet de loi en commission, l'opportunité du projet, la dualité de culture, le développement des deux cultures notamment à Bruxelles, la nécessité d'une délimitation de compétence territoriale, la compétence *ratione materiae* des conseils, la consultation obligatoire des conseils pour certains problèmes fondamentaux, la supervision de l'application de la législation linguistique, l'organisation des conseils culturels, l'avis du Conseil d'Etat et l'exposé de M. Vermeulen ; propose de se rallier à la première formule proposée par la commission ; pp. 1877 et 1879 ; fait des observations ; pp. 1879, 1880 (21 juin 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2132 à 2133 (13 juillet 1960).
- Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Proposition d'ajournement : fait des observations ; p. 2207 (20 juillet 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2313 (5 octobre 1960). — Discours : concernant le recensement linguistique, la législation linguistique de 1932, la publication des résultats du recensement de 1947, l'opposition au recensement linguistique en Flandre, le couplement de la réglementation linguistique aux résultats des recensements, le souci de la légalité, la nécessité de combler les lacunes de la législation linguistique ; pp. 2354, 2355 (6 octobre 1960).

Cuvellier, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation des pensionnés de la S.N.C.B., l'application de la loi du 24 avril 1958, la vicinalisation de lignes à faible trafic dans la province de Namur, l'atelier de Salzinnes, la situation des « auxiliaires » de l'Administration des postes et de l'Office des chèques postaux ; pp. 673, 674 (1^{er} mars 1960).

D**Daman, sénateur provincial de Brabant.**

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le respect de la loi du 30 avril 1958 par la S.N.C.B., les commandes de matériel roulant, la situation des Ateliers de la Dyle, les mutations de personnel, la seconde carrière, les barèmes fonctionnels et l'application de la loi du 2 août 1955 ; pp. 646, 647 (25 février 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la création de nouvelles écoles de l'Etat, les constructions scolaires, des problèmes intéressant le personnel enseignant, les nouveaux barèmes et le paiement des arriérés, les licenciés en éducation physique, les prestations, les conseils de personnel, le renouvellement des comités scolaires des établissements d'enseignement moyen de l'Etat, les nominations dans l'enseignement de l'Etat ; pp. 1938 à 1940 (22 juin 1960).

d'Aspremont Lynden, Ch. (Comte), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 204. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord de commerce entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et le Royaume des Pays-Bas d'une part et la République de Honduras d'autre part, signé à Tegucigalpa, le 30 janvier 1959, et des lettres annexes, signées à Tegucigalpa, les 30 janvier et 25 février 1959.

N° 336. — Amendements : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 354. — Amendements : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Ann. — Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours : concernant la coalition de fonctionnaires syndiqués ; fait des observations ; p. 144 (8 décembre 1959).

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale : fait des observations ; p. 152. — Discours : concernant le vote du projet par la Chambre, le reproche de cruauté fait au tir aux pigeons, la cruauté de la pêche et de la chasse ; pp. 153, 154 (8 décembre 1959).

Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale : fait des observations ; p. 245 (22 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 307 (23 décembre 1959).

Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 546 (23 février 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 912, 913 (17 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 947, 953 (22 mars 1960) ; pp. 993 à 995. — Discours : expose les raisons de son opposition aux sanctions : limitation de la péréquation des taux des fermages, introduction de la mauvaise foi dans les contrats, incidence de la péréquation cadastrale en matière d'impôts ; concernant les catégories de mauvais propriétaires ; pp. 997 à 999 (24 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 1016, 1017, 1018 à 1021 (29 mars

d'Aspremont Lynden, Ch. (Comte) (suite).

1960). — Discussion des articles. — Intervient pour une rectification de fait ; p. 1033. — Art. 1 : intervient, pp. 1040, 1045 (31 mars 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Vote : justifie son vote ; p. 1392 (18 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale et proposition de renvoi en commission. — Discours : concernant le discours du ministre, les arrêtés pris par les secrétaires généraux pendant la guerre, la portée de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, le dépôt du projet de loi qui étend les obligations d'urbanisation à toutes les communes et introduit la notion d'aménagement du territoire ; certaines appréciations d'urbanistes ; le fonctionnement de l'urbanisme ; la création, la composition, le fonctionnement, la tâche et le pouvoir de la commission nationale de l'aménagement du territoire, le chaos administratif qui sera créé par le vote de l'article 6 du projet et par la loi permettant la restauration de certaines régions, les esthètes ; combat certaines tendances du projet et demande de le renvoyer à une commission spéciale composée de personnes particulièrement compétentes ; fait des observations ; retire sa proposition de renvoi en commission ; pp. 1302 à 1304 (12 mai 1960) ; fait des observations ; pp. 1456 à 1458. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, retire son amendement ; pp. 1465, 1466. — Art. 3 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1468, 1469 (25 mai 1960). — Art. 25 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1588. — Art. 29 : intervient, retire son amendement ; p. 1589 (7 juin 1960). — Art. 55 : son amendement est remplacé par un amendement du gouvernement ; p. 1813 (16 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2092 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2172 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement. — Discussion. — Discours : concernant le discours de M. Rolin, l'article consacré par M. Demany à M. Lumumba dans « Le Peuple » ; pp. 2260, 2261 ; fait des observations ; p. 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2308 (5 octobre 1960).

d'Aspremont Lynden, H. (Comte), Ministre des Affaires africaines.

Ann. — Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant l'administration du département, la situation dans les parastataux, la loi sur l'intégration des fonctionnaires coloniaux, la création d'un cadre de coopération technique, le retour de Belges au Congo ; fait des observations ; pp. 2327, 2328 (6 octobre 1960).

De Baeck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 31. — Rapport : Proposition de loi créant un tribunal de police à Gand.

N° 31 : — Rapport : Projet de loi portant création d'un tribunal de police dans les arrondissements judiciaires de Gand et de Charleroi.

N° 56. — Rapport : Revision de l'article 57 de la Constitution.

N° 111. — Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 4 de la loi du 24 juillet 1923 formant l'article 4 de la loi du 31 mai 1888 établissant la libération conditionnelle et les condamnations conditionnelles dans le système pénal.

N° 114. — Amendement : Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 151. — Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.

N° 242. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 275. — Rapport : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 333. — Rapport : Projet de loi complétant la loi du 30 décembre 1953 relative à la déchéance de la nationalité belge du chef de condamnation par défaut pour infraction contre la sûreté extérieure de l'Etat commise entre le 26 août 1939 et le 15 juin 1949.

N° 335. — Rapport : Projet de loi sur l'admissibilité du divorce lorsqu'un des conjoints au moins est étranger.

De Baeck (suite).

- Ann.* — Interpellation de M. Van In aux Ministres des Affaires économiques et du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant la nécessité de l'intervention du gouvernement dans le commerce du diamant, les questions qu'il avait posées en 1956 au Ministre des Colonies au sujet des fournitures de la Forminière à la Diamond Corporation, la part de la communauté belge dans la Forminière, la réponse du Ministre de l'époque, la différence entre les prix de vente de la Forminière et de la Diamond Corporation, les bénéfices des courtiers en diamants ; pp. 38, 39 ; fait des observations ; p. 43 (19 novembre 1959).
- Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale : fait des observations ; p. 144 (8 décembre 1959).
- Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion. — Discours : concernant la nomination d'un ingénieur — prévenu dans le procès — comme secrétaire de la commission de la sécurité des mines ; propose que l'interpellation ne soit pas close et que le ministre puisse répondre le lendemain ; p. 269 (22 décembre 1959).
- Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale et ajournement : fait des observations ; p. 515 (17 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 546 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement. — Discours : demande l'ajournement du débat à quinzaine ; expose les raisons qui motivent cette demande et qui ont trait à la politique du ministre en matière de répression ; p. 524 ; concernant le motif de la demande d'ajournement ; p. 526 ; fait des observations ; demande que le ministre fasse un exposé sur la modification de sa politique à la commission du Sénat ; p. 527 (17 février 1960). — Discussion générale. — Discours : concernant le problème de la répression, les amendements relatifs à l'article 123sexies ; pp. 581, 582 ; fait des observations ; pp. 584 à 587 (24 février 1960).
- Ordre des travaux : intervient ; pp. 706 à 709 (2 mars 1960). — Demande que le Sénat ne prenne pas de décision sur le renvoi en commission du projet de loi organique de l'urbanisme en l'absence du Ministre des Travaux publics ; pp. 1170, 1171 (3 mai 1960).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signée à Vienne le 25 octobre 1957. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant l'indifférence du Parlement à l'égard des projets portant approbation de conventions internationales, l'impossibilité d'amender ces conventions ; le champ d'application de la convention en cause, le cas de l'obligation alimentaire après divorce, la modification de notre législation sur la compétence ; pp. 916 à 919 (17 mars 1960).
- Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droit d'enregistrement signée à Bruxelles le 20 janvier 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 921 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : appuie la demande de renvoi en commission ; souligne qu'un amendement propose une modification quant au fond ; demande que le Ministre des Finances soit entendu en commission, à propos de la péréquation cadastrale ; pp. 948, 950, 951 (22 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 986, 987 (23 mars 1960). — Discours : concernant l'origine parlementaire du projet, la position du gouvernement à son égard ; se déclare adversaire du projet et de la loi de 1952 ; concernant la non-application de la loi de 1952, les principes contraires à une économie de marché libre préconisés par le projet, les sanctions qu'il prévoit, les pratiques malhonnêtes auxquelles il incitera ; pp. 990 à 992 ; fait des observations ; p. 1006 (24 mars 1960). — Discussion des articles. Art. 1 : retire son amendement ; p. 1101 (5 avril 1960).
- Projet de loi relatif au droit de réponse. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1112 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 1127 (7 avril 1960).

De Baeck (suite).

- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1134 (6 avril 1960). — Discussion des articles. — Art. 23 : intervient ; pp. 1150 à 1152, son amendement est adopté ; p. 1158 (7 avril 1960).
- Projet de loi portant création d'un Fonds spécial pour les ouvriers diamantaires. — Vote : s'associe à la déclaration de M. Slegten ; p. 1163 (7 avril 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion. — Discours : concernant le caractère parfois pénible de l'interpellation, le problème de l'achat d'œuvres d'art par l'Etat, les divergences de goût, les erreurs commises dans le passé ; pp. 1276, 1277 (10 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1296 (11 mai 1960) ; p. 1304. — Discours : se réjouit de la tendance favorable au projet malgré qu'il ait été considéré comme téméraire, la nécessité et l'utilité de la présente loi, les erreurs commises le siècle dernier dans l'aménagement du territoire ; l'arrêté-loi de 1946 en la matière, la réglementation légale nécessaire, le dépôt du projet, la conciliation des intérêts des autorités publiques et ceux des propriétaires ; le champ d'application et certains principes de l'arrêté-loi de 1946 ; prescription de l'urbanisme ne pouvant donner lieu à indemnisation, absence de recours contre toute décision de refus de construire ; certains principes du projet : prévision d'une indemnisation, délai pour l'exécution d'un décret d'expropriation, tâche plus lourde des pouvoirs publics, motivation du refus de bâtir et possibilité de recours ; l'article de « La Libre Belgique » et l'avis du Conseil d'Etat ; répond à une question de M. Donse au sujet de l'autorisation à donner par la commune pour la coupe de bois dans certaines parties boisées de la zone verte prévue dans un plan d'aménagement ; pp. 1311 à 1313 ; fait des observations ; p. 1316 (12 mai 1960) ; pp. 1452, 1453, 1458. — Discussion des articles. — Art. 17 : intervient ; pp. 1483, 1484 (25 mai 1960). — Art. 25, 29, 37, 39, 55 : intervient ; pp. 1585 à 1589, 1591, 1592, 1597, 1598 (7 juin 1960). — Art. 60 : intervient ; p. 1818 (16 juin 1960) ; intervient ; p. 1975 (23 juin 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant le but du projet : donner une base juridique à l'obligation née en raison du temps que les travailleurs ont passé dans l'entreprise, les obligations juridiques et légales entre employeurs et travailleurs, les fermetures abusives ou non et l'indemnité obligatoire, l'application de la loi dans certains cas, l'exemple d'une entreprise importante qui assurait elle-même ses transports et qui les a confiés à une firme spécialisée ; le cas d'une grande usine qui par suite d'extension indispensable doit être transférée à 23 kilomètres de son siège actuel ; pp. 1494, 1495 ; fait des observations ; p. 1500 (31 mai 1960).
- Projet relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : concernant le vote antérieur du projet au Sénat, la procédure suivie en vue de la modification du projet à la Chambre, l'amendement du projet par le gouvernement, l'intervention du comité de contact des associations patriotiques, les rapports entre les groupes de pression et les pouvoirs exécutif et législatif, la limitation du rôle de ces groupes, le droit d'amendement du Sénat ; pp. 2057, 2058 ; fait des observations ; p. 2063. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 2064 (7 juillet 1960).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. — Demande le renvoi à la commission de la justice ; p. 2112 (13 juillet 1960).

Debaise, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

- Ann.* — Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le droit d'héritiers à des arrérages de pension qui étaient dus à des pensionnés, les employés licenciés des charbonnages, les ouvriers licenciés à la suite de fermeture d'entreprises ; p. 633 ; fait des observations ; p. 636 (25 février 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes.

Debase (suite).

tes. — Discours : concernant les licenciements des mineurs à la suite de fermetures de charbonnages, le cas de mineurs licenciés âgés de plus de 55 ans et qui ne peuvent pas prétendre au bénéfice de la pension de mineur, la fermeture du charbonnage de Mariemont, le sort de l'industrie céramique et des constructeurs d'appareils de voies de chemins de fer, la fabrication de la charcuterie ; pp. 797, 798 (9 mars 1960).

De Block, sénateur coopté.

Ann. — Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 78 (2 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de la radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant sa proposition d'une diminution des redevances pour les vieillards ; pp. 243, 244 (22 décembre 1959).

Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Renvoi en commission. — Discours : demande que la commission examine sans retard l'ensemble des problèmes qui ont trait à l'énergie ; pp. 259, 260 ; renonce à la parole ; p. 260 (22 décembre 1959).

Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2258, 2262, 2263 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2313, 2314 (5 octobre 1960). — Discours : concernant les grands problèmes qui n'ont pas été résolus par le gouvernement, l'expansion économique, les économies budgétaires, les nouveaux impôts, la politique charbonnière, la remise au travail des mineurs frappés par les fermetures de puits, l'assainissement des chemins de fer, la coordination des transports, la mission envoyée en Amérique afin d'obtenir des investissements, le bureau de programmation, la création d'une nouvelle industrie automobile, l'augmentation du revenu national ; pp. 2339 à 2341 ; fait des observations ; pp. 2342, 2344 à 2349 (6 octobre 1960).

Ordre des travaux : intervient ; p. 355 (26 janvier 1960) ; pp. 498, 499 (16 février 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations ; p. 468. — Discours : concernant l'augmentation des hauts fonctionnaires, la complexité du système proposé, la création de deux instituts autonomes, les services techniques ; pp. 473, 474 (11 février 1960) ; fait des observations ; p. 480. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 489 (16 février 1960).

Budget des services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 497, 498 (16 février 1960). — Discours : concernant l'importance du budget des services du Premier Ministre, la promesse d'augmentation du revenu national, la rationalisation dans le domaine de la coordination économique, le Bureau de programmation économique, l'influence de certains groupes bancaires, le chômage technologique, l'augmentation de la dette publique ; pp. 553 à 555 (23 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 584 (23 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. Discussion générale. — Discours : concernant le déficit de la S.N.C.B., les causes, la trop lente modernisation des chemins de fer, la préférence à donner à la traction électrique, la concurrence des transports routiers, le problème des pensions, la sécurité de la circulation routière, la création d'un institut national des transports par route, la limitation de la vitesse sur les routes, le permis de conduire, les stations de contrôle technique, la R.T.T., les prix des abonnements au telex, les longueurs d'onde de l'I.N.R., les postes privés, l'augmentation des tarifs postaux, le tri postal de Bruxelles-Midi, la création d'une régie des postes, la Sabena, Air Union ; pp. 619 à 623 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant le Conseil supérieur du commerce extérieur, le Marché commun, la concurrence que nous feront les pays actuellement sous-développés, le commerce avec la Chine populaire, la liste noire, le problème de l'octroi de crédit, l'envoi d'une mission économique en Chine ; p. 779 ; fait des observations ; pp. 779, 782, 783 (8 mars 1960). — Crédits : Affaires étran-

De Block (suite).

gères. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1432, 1433, 1436 (19 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 803, 804, 808, 810 (9 mars 1960). — Discours : concernant les problèmes de l'énergie, le défi économique de l'U.R.S.S., l'abaissement du prix de l'énergie ; l'énergie primaire, le secteur du charbon, les causes des difficultés : récession économique et concurrence du pétrole, la nécessité d'une concentration des exploitations, l'aspect financier de la concentration, l'augmentation de la consommation de pétrole, les efforts nécessaires en vue de diminuer le prix du charbon, les dépenses faites pour les études relatives à l'énergie nucléaire, la création de nouvelles industries là où les fermetures de puits provoquent du chômage ; la politique du pétrole dans le cadre général de la politique énergétique, la question du gaz, l'énergie nucléaire ; l'électricité, la diminution de son prix, la création d'un Conseil national de l'énergie ; les périodes de haute ou basse conjoncture, le chômage résultant de la rationalisation de l'industrie, la situation économique dans les pays voisins, les secteurs de l'économie belge qui sont en récession ou en expansion, la nécessité d'une politique d'expansion et d'un planning économique, la coordination dans ce domaine ; pp. 817 à 822 ; fait des observations ; pp. 839, 842 (10 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 892 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 979, 985 (23 mars 1960) ; pp. 990 à 995 (24 mars 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : estime qu'il n'est pas nécessaire de vouloir perfectionner à outrance ; p. 1161 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les militaires qui furent internés aux Pays-Bas pendant la première guerre mondiale, leur assimilation aux prisonniers de guerre ; pp. 1180, 1181 (3 mai 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'autonomie culturelle couronnée par une unité politique, la reconnaissance complète de la langue flamande, l'aspect social de l'épanouissement culturel, les figures de proue de l'action pour la reconnaissance de la langue flamande, l'évolution qui a abouti à cette reconnaissance, les griefs qui subsistent, la nécessité de l'unité politique, économique et sociale du pays, le problème des loisirs ; pp. 1244, 1247 (5 mai 1960). — Fait des observations ; p. 1880 (21 juin 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1412 (19 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la coordination des activités en matière de recherche scientifique ; pp. 1867, 1868 (21 juin 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges. — Discussion générale. — Discours : concernant la souscription par la S.N.C.B. à des actions de sociétés d'électricité et de la Sabena, l'autorisation de créer des entreprises annexes, la construction de matériel de chemin de fer, l'amendement de M. de Stexhe ; p. 1898 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : concernant la renonciation à une coordination des transports, les conséquences d'une concurrence accrue, le problème de la sécurité des transports, les négociations en cours entre les pays du Marché commun, l'aspect social ; pp. 1903, 1904. — Discussion des articles. — Art. 10 : intervient ; pp. 1908, 1909 (22 juin 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Dueroire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2067. — Discours : concernant la nécessité de prendre des risques en matière d'exportation, la garantie d'investissements faits à l'étranger, l'attribution du titre de directeur au secrétaire de l'Office ; p. 2068 (7 juillet 1960).

De Block (suite).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. — Renvoi à la commission de la justice; intervient; p. 2112 (13 juillet 1960).

Interpellation de M. Baert au Ministre de la Défense nationale. — Discussion. — Discours: concernant le pourcentage de réussite des tests psychotechniques; p. 2186 (19 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours: concernant le problème social que pose la fermeture des charbonnages, la reconversion, la création d'industries nouvelles, le chômage dans l'industrie charbonnière du Limbourg, les pourparlers en vue d'un contingentement de la consommation de fuel-oil, la répartition des subsides à l'exportation, les dangers d'une politique de dumping, la nécessité d'une politique d'expansion; pp. 2193 à 2195; fait des observations; pp. 2197 à 2200 (20 juillet 1960).

De Boodt, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout-Anvers.

Doc. — N° 237. — Amendement: Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 267. — Amendements: Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

N° 272. — Amendement subsidiaire: Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

N° 353. — Rapport + Annexes: Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960.

Ann. — Interpellation de M. G. Breyne aux Ministres de l'Agriculture et des Affaires économiques. — Discussion: fait des observations; p. 49 (19 novembre 1959).

Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale: fait des observations; p. 298 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Proposition d'ajournement: fait des observations; pp. 525, 527 (17 février 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 503 (17 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 635 (25 février 1960).

Ordre des travaux: fait des observations; p. 709 (2 mars 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-aleurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 722 (2 mars 1960); p. 723 (3 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 951, 952 (22 mars 1960); p. 990, 993 à 995 (24 mars 1960); p. 1015, 1020 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement est adopté; pp. 1036, 1037, 1040, 1042 à 1044 (31 mars 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 1029 (31 mars 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale. — Discours: concernant l'octroi de la rente de combattant; l'octroi des rentes de chevrons de front après la guerre 1914-1918, l'octroi de la rente de combattant institué par la loi de 1958; fait des observations; pp. 1122 à 1124. — Discussion des articles. — Art. 1, 2: intervient; pp. 1124 à 1126. — Art. 7: intervient, retire son amendement; pp. 1128, 1129 (6 avril 1960). — Art. 2: intervient, retire son amendement; p. 1146 (7 avril 1960).

De Boodt (suite).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion: fait des observations; p. 1160 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1177, 1181 à 1183 (3 mai 1960); pp. 1189 à 1192. — Discours: concernant l'incidence de la réorganisation de l'armée sur l'économie belge, l'organisation d'un voyage d'inspection de la commission de la Défense nationale en Allemagne, le traitement des brancardiers prêtres ou futurs prêtres catholiques dans les hôpitaux militaires, les soins médicaux gratuits pour les Croix du feu, la situation linguistique à l'armée, la répartition des officiers supérieurs suivant leur appartenance linguistique, la répartition linguistique des dernières promotions, l'introduction de rôles linguistiques à l'armée, la stratégie de l'avant, le trop grand effort demandé à la Belgique, la détente entre l'Est et l'Ouest, l'initiative que pourrait prendre la Belgique en ce domaine; pp. 1194 à 1198; fait des observations; p. 1203 (4 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1329, 1330 (17 mai 1960); pp. 1418, 1422, 1431 (19 mai 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion: fait des observations; p. 1514 (1^{er} juin 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'opiniâtreté du ministre dans la défense des intérêts des agriculteurs et horticulteurs sur le plan international; le retard apporté à l'exécution de décisions antérieures, certaines questions qui n'ont pas reçu de solution; la qualité du lait et sa consommation, le lait stérilisé et pasteurisé, la généralisation de la production et de la consommation du lait A; le beurre, la liberté de production en Belgique en matière de cheptel, le dirigisme existant depuis 1918, les zones raciales administratives, les races pie noire, campinoise, pie rouge, blanche; le problème du croisement, l'erreur économique d'imposer une même race bovine dans une zone raciale, la production laitière et celle de la viande dans les entreprises, le choix des races de bétail dans les pays voisins, le choix limité en Belgique, le bétail immatriculé, la politique gouvernementale en ce qui concerne l'élevage, la sélection de race pure et la nécessité de conserver un noyau, le croisement industriel; le domaine avicole et l'élevage porcin, l'hybridation des poules, l'importation de races étrangères sur le marché européen; demande la création d'une commission composée d'agriculteurs et d'économistes pour l'étude de ce problème important; pp. 1601 à 1604; fait des observations; pp. 1606, 1607, 1611, 1616 (8 juin 1960); p. 1643 (9 juin 1960); pp. 1691, 1692. — Discours: concernant le milliard supplémentaire qui n'augmentera pas le budget mais sera destiné au Fonds d'investissement agricole, le milliard promis aux agriculteurs, les critiques de l'opposition, le développement de l'action coopérative, la coopération dans la production laitière, la pêche maritime et les reproches de M. Dekeyser, la situation des éleveurs de poules, le prix de la viande porcine, les œufs sans coquille, la culture des betteraves sucrières, l'importation de sucre congolais; l'élevage de bétail, la teneur du règlement fixé pour le prochain concours national d'élevage, l'attitude adoptée par une institution provinciale d'insémination artificielle vis-à-vis des éleveurs d'autres races de bétail, le centre de Lovenjoul; pp. 1696 à 1698; Discussion des articles du tableau. — Art. 24: intervient; p. 1702 (14 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1713 (14 juillet 1960); p. 1760 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale: fait des observations; p. 1916 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; p. 2063 (7 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2167, 2172 à 2174, 2177 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2253 à 2255, 2273 à 2277 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2285 à 2287 (4 octobre 1960); pp. 2307, 2314

De Boodt (suite).

(5 octobre 1960) ; p. 2322. — Discours : concernant les problèmes du Congo, du Ruanda-Urundi et du Katanga, la politique négative de la Belgique à l'égard du Katanga, la reconnaissance *de facto* du Katanga comme premier Etat d'un Congo confédéral, l'attitude des troupes de l'O.N.U. au Katanga, les troubles à Manono ; pp. 2328 à 2330 ; fait des observations ; pp. 2331, 2338, 2340, 2346 à 2352, 2354 (6 octobre 1960).

De Bruyne, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la péréquation des revenus cadastraux, l'impôt de récupération en matière de travaux de voirie et d'égouts, l'incidence de l'augmentation de l'index sur le Fonds des communes, la lenteur du Conseil d'Etat, l'assainissement des finances communales, l'augmentation du Fonds des communes, l'extension des possibilités fiscales des communes ; pp. 355 à 357 (26 janvier 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion. — Discours : concernant les suggestions faites en 1957 par M. Meyers, à l'époque échevin de Hasselt, concernant le Fonds des communes, le financement de ce fonds et son adaptation à la conjoncture, les critères de sa répartition et la quote-part revenant aux communes, la proposition du Premier Ministre d'accorder une fiscalité plus large aux communes et les arguments développés par M. Vermeulen, la fusion des communes, la situation financière et fiscale d'une grande ville et celle des communes limitrophes, l'exemple d'Anvers et des communes limitrophes en cas de fusion ; le prêt accordé aux quatre grandes villes destiné pour moitié à couvrir les déficits des services ordinaires, la possibilité d'octroi de prêts analogues à d'autres communes, la reprise par l'Etat des frais de greffe et de parquet des tribunaux de police, le montant des crédits au 10 avril 1960, les mesures gouvernementales envisagées pour aider les communes au cours de l'année 1960 et éviter une situation catastrophique ; pp. 1517, 1518 (1^{er} juin 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 55 : intervient ; pp. 1599, 1600 (7 juin 1960).

De Clerck, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Doc. — N° 177. — Rapport : Budget du Ministère des Classes Moyennes pour l'exercice 1960.

Ann. — Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours : concernant le plan quinquennal du Ministre des Classes moyennes, la défense des professions libérales par leur intégration dans la représentation des travailleurs indépendants, la représentation des petites et moyennes entreprises dans les organismes économiques et sociaux, la politique en matière d'accès à la profession, la politique d'expansion économique en particulier sur le plan régional, la politique sociale du Ministre, les possibilités d'exportation pour les petites et moyennes entreprises, les charges sociales des petites et moyennes entreprises, la formation professionnelle et patronale, le crédit à l'artisanat, la réforme fiscale, le contact du département avec d'autres ministères pour l'étude de certains problèmes, la législation sur l'alcool, les ventes avec primes et ventes publiques de marchandises neuves, la législation sur le fonds de commerce ; pp. 863 à 866 (15 mars 1960) ; fait des observations ; p. 895 (16 mars 1960).

de Dorlodot (Baron), sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 179. — Proposition de revision de l'article 61 du Règlement.

N° 247. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 329. — Amendements : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

de Dorlodot (Baron) (suite).

Ann. — Revision de l'article 57 de la Constitution. — Discussion. — Discours : estime préférable la gratuité du mandat parlementaire ; p. 212 (16 décembre 1959).

Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant les aspects fiscaux de l'augmentation de l'indemnité parlementaire ; pp. 215, 216. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 376 (27 janvier 1960).

Ordre des travaux : intervient concernant la préparation du travail du Sénat ; pp. 403, 404 (3 février 1960) ; p. 494 (16 février 1960) ; intervient ; p. 706 à 709 (2 mars 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations ; p. 473 (11 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 494 (16 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 720 (2 mars 1960).

Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours : déclare, par motion d'ordre, que le rapport n'a pas été lu et proteste contre le fait qu'il n'en a pas été donné connaissance en français ; fait des observations ; justifie son abstention au vote ; pp. 927 à 929 (22 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; demande que le Ministre dise que la déclaration faite à propos de la péréquation cadastrale vise chacune des réévaluations cadastrales, parcelle par parcelle ; pp. 950, 951, 955 (22 mars 1960). — Discours : concernant le rejet de la demande de renvoi en commission, les perturbations que provoquerait la loi envisagée, les abus, le danger du principe de la fixation des prix par voie d'autorité, la déclaration demandée au Ministre des Finances au sujet de l'incidence de la révision cadastrale sur ce projet ; pp. 976 à 978 (23 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 1013, 1021, 1022 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1044, 1045 (31 mars 1960) ; pp. 1098, 1099. — Art. 2 : intervient ; p. 1100 ; son amendement tendant à l'insertion d'un article 3 nouveau n'est pas appuyé ; p. 1101 (5 avril 1960).

Budget des Dotations pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'inscription dans l'un des budgets de l'Etat de dépenses demandées par le gouvernement et qui n'intéressent pas directement la liste civile ; précise son intervention ; pp. 1113, 1114 (6 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1214. — Discussion des articles du tableau : fait des observations ; pp. 1214, 1215 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; p. 1273 ; estime qu'il ne faut pas se laisser impressionner par les prix cités en ce qui concerne la vente ou l'achat d'œuvres modernes ; p. 1278 (10 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1295, 1296 (11 mai 1960). — Discours : concernant la portée de la loi qui méconnaît certains articles de la Constitution et donne aux communes un trop grand pouvoir sur les intérêts privés, l'avis du Conseil d'Etat, l'examen par une seule commission, la protection de l'esthétique et les abus possibles, la protection des sites, les divergences de vues quant aux notions « beau » et « esthétique », l'approbation des plans d'aménagement, l'article paru dans « La Libre Belgique » ; pp. 1308, 1309 ; intervient au sujet de la question posée par M. Donse à M. De Baeck ; fait des observations ; pp. 1313 à 1316 (12 mai 1960). — Discours : concernant l'atteinte portée par le projet à l'article 11 de la Constitution relatif au droit de propriété, la méconnaissance des intérêts privés, les manœuvres de certaines administrations quant à la réduction des indemnités prévues par la Constitution, des exemples de cette « juste indemnité », les abus ; les propriétaires fonciers en Belgique, l'argent investi par les Belges dans l'économie congolaise ; la signification de « Poujade », le fonctionnement du Parlement et la simultanéité des réunions de commissions et des séances plénières ; sa présence aux réunions de commissions ; l'éventuel renvoi en commission ; ses amendements ; pp. 1452 à 1453 ; répond

de Dorlodot (Baron) (suite).

- à M. Rassart ; p. 1452 ; fait des observations ; pp. 1453 à 1456 ; dit son adhésion au projet et ses craintes quant à l'application de certains principes, l'initiative parlementaire en matière d'urbanisme, l'attitude de certaines administrations publiques, le communiqué de la Chambre de Commerce de Bruxelles ; p. 1464. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1464, 1465. — Art. 3 : intervient, retire son amendement ; pp. 1467 à 1469. — Art. 7 : intervient, son amendement est repris par le gouvernement ; p. 1475. — Art. 9, 10, 14, 15 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 1476 à 1481. — Art. 16 : intervient ; propose des suppressions aux alinéas 1 et 2, ses amendements sont rejetés ; pp. 1481, 1482 (25 mai 1960). — Art. 21 : intervient, retire ses amendements ; p. 1582. — Art. 25, 31, 32 ; retire ses amendements ; pp. 1588, 1589. — Art. 55 : intervient ; p. 1599 (7 juin 1960).
- Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1338. — Discours : s'élève contre la manière dont le parlement a été tenu à l'écart des décisions concernant le Congo et contre la discussion de ce projet très important en séance du matin ; parle de ses répercussions sur l'avenir de la Belgique et du Congo, de l'abandon de la souveraineté de la Belgique, des avertissements de la presse et des blancs du Congo, du risque de perdre un patrimoine économique, industriel et social constitué par des initiatives belges ; se déclare d'accord quant à l'octroi de l'indépendance mais demande certaines garanties et une grande prudence ; ne votera pas le projet ; pp. 1339, 1340 ; vote : justifie son vote ; p. 1392 (18 mai 1960).
- Rappel au règlement de M. Vermeylen au sujet du vote sur l'ordre du jour de confiance ensuite de l'interpellation de M. Vreven au Premier Ministre : fait des observations ; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exposé de M. Rolin au sujet de l'incident russo-américain, les diverses hypothèses, les armements allemands, les relations futures Belgique-Congo dont le rapport fait mention, le Congo et le droit de préemption, les observations formulées à Paris, la déclaration du Ministre du 8 mars et les mots «...remplacer la souveraineté belge en Afrique par d'autres sujétions ou liens à son profit» ; p. 1438 ; fait des observations ; p. 1442 (19 mai 1960).
- Motion d'ordre : suggère que le Sénat s'excuse de mettre ses membres dans l'obligation de ne pouvoir assister, soit à la séance publique, soit à une séance de commission d'une extrême importance qui se réunit au même moment ; p. 1524 (2 juin 1960).
- Projet de loi relatif au statut des sociétés de droit colonial belge ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient concernant une justification de vote ; p. 1649 (9 juin 1960).
- Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Fait des observations ; p. 2075. — Discussion. — Discours : concernant l'humiliation que subit la Belgique, l'examen des responsabilités, la responsabilité du parlement ; dépose un ordre du jour ; pp. 2088, 2089 ; fait des observations ; sa proposition est rejetée ; p. 2094 (12 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2170. — Discours : concernant la nécessité de rechercher les solutions qui pourraient réparer dans la mesure du possible les erreurs commises ; pp. 2176, 2177 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant le vote de la loi fondamentale à l'unanimité des groupes socialistes des deux Chambres, les erreurs commises par les ministres des Colonies depuis 1940, le manque de précautions en vue de protéger les blancs et leurs biens, les responsabilités du parti socialiste dans l'organisation des Tables rondes et l'établissement du régime unitaire au Congo, l'article consacré à M. Lumumba par M. Demany ; pp. 2269 à 2271 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant la nécessité de maintenir au pouvoir le gouvernement actuel, la prudence dans la politique à l'égard du Congo, les impôts nouveaux, l'exemple de l'opération du double décime en 1924 en France, la responsabilité des partis dans la crise du régime ; pp. 2341 à 2343 (6 octobre 1960).
- Dépôt de motion : Proposition tendant à la modification immédiate de l'article 47, alinéa 1^{er}, de la Constitution afin que les Belges revenus du Congo puissent participer aux élec-

de Dorlodot (Baron) (suite).

tions. — Dépôt : donne les raisons de ce dépôt de motion qui n'est pas recevable ; p. 2183 (19 juillet 1960).

De Grauw, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc. — N° 133. — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960.
- N° 187. — Rapport : Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1960. (Crédits : Commerce Extérieur).
- Ann. — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation financière de Bruxelles, les charges d'ordre national de la capitale ; pp. 351, 352 (26 janvier 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 623 (25 février 1960). — Discours : concernant la sécurité aérienne, Eurocontrol, la Régie des voies aériennes, l'assainissement de la S.N.C.B., la mise à charge des employeurs d'une augmentation des abonnements ouvriers, la redevance payée par les transporteurs routiers belges circulant en France, le remplacement du rail par des autobus, les tramways, l'étalement des congés, la pollution de l'air par les fumées de moteurs à mazout ; pp. 650, 651 (1^{er} mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la présentation d'un budget indépendant de celui du Ministère des Affaires étrangères, l'insuffisance du budget eu égard à l'indispensable effort d'expansion commerciale, la prospection des marchés d'Amérique latine ; p. 773 ; concernant le commerce avec la Chine populaire ; p. 779 ; fait des observations ; p. 783 (8 mars 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant la composition des conseils, leur neutralité politique ; p. 1261 (10 mai 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de Fer Belges. — Discussion générale : Discours : annonce que le groupe libéral votera le projet ; p. 1899 (22 juin 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant l'assainissement des secteurs déficitaires du budget, la relance économique, le recensement linguistique ; p. 2295 (4 octobre 1960).
- Dehousse, sénateur coopté.
- Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant l'antagonisme racial et social au Ruanda-Urundi, la brochure de M. Munyangaju, la mise en place d'un régime démocratique, les réformes économiques, le rapport de la dernière mission de visite du conseil de tutelle des Nations-Unies, l'exigence d'un délai pour la réalisation de l'indépendance, les incidences internationales du problème du Ruanda-Urundi, les problèmes des rapports des deux pays entre eux et avec le monde extérieur, la timidité de la déclaration à ce sujet, l'exclusion de l'idée d'un Etat unitaire, une communauté belgo-africaine, le maintien de l'ordre, le recours au Conseil de tutelle, l'envoi d'une mission de visite du Conseil de tutelle au Ruanda-Urundi, le problème du financement, l'appel au Fonds spécial des Nations-Unies pour l'aide aux pays sous-développés et au Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer associés à la Communauté Économique Européenne ; pp. 20 à 23 ; fait des observations ; p. 31 (12 novembre 1959).
- Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; p. 2091 (12 juillet 1960).
- Déclaration gouvernementale : fait des observations ; pp. 2290, 2291 (4 octobre 1960) ; p. 2307 (5 octobre 1960) ; pp. 2341, 2343, 2346 à 2348 (6 octobre 1960).
- Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale : fait des observations ; p. 151 (8 décembre 1959).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 996 (24 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1092 (5 avril 1960).

Dehousse (suite).

- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 1526 (2 juin 1960).
Validation des pouvoirs de M. Vandebussche: fait des observations; p. 1623 (8 juin 1960).

Dekeyzer, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

- Doc. — N° 90. — Amendements: Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960.
N° 112. — Amendements: Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
N° 127. — Amendements: Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
N° 139. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord multilatéral sur les droits commerciaux pour les transports aériens non réguliers en Europe, fait à Paris, le 30 avril 1956.
N° 200. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention portant révision de la Convention entre la Belgique et les Pays-Bas, relative à l'application de la législation des deux pays en ce qui concerne les assurances sociales, signée à La Haye, le 29 août 1947, et du Protocole additionnel à cette Convention, signés à La Haye le 4 novembre 1957.
N° 201. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention douanière relative aux containers et du Protocole de signature, signés à Genève, le 18 mai 1956.
N° 227. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, sur la sécurité sociale des employés coloniaux, signé à Bruxelles, le 10 juin 1958.
N° 391. — Amendement: Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal.
N° 407. — Amendement: Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts.
N° 477. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention générale entre la Belgique et la Grèce sur la sécurité sociale, signée à Athènes, le 1^{er} avril 1958.
Ann. — Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la politique économique et financière du gouvernement, les promesses gouvernementales, le climat social en Belgique, la régression économique, l'augmentation de certains prix de détail, les conflits du travail, le mécontentement, le jour de grève du 29 janvier; le refus opposé par M. Eyskens à la demande de convocation d'une conférence économique sociale pour chercher une solution aux neuf problèmes posés par les ouvriers, le caractère consultatif du Conseil central de l'Economie et du Conseil national du Travail où le gouvernement n'est pas représenté; les causes de l'accroissement du chômage, les impôts et l'indemnité de chômage; la protection contre les accidents du travail par une meilleure réglementation, plus de compréhension pour la sécurité, une surveillance plus adéquate et une inspection plus sévère, la nouvelle édition du « Règlement général pour la protection du travail », l'approbation des avis émis par le Conseil supérieur de la sécurité, l'élaboration d'un protocole relatif à la sécurité, la création de comités professionnels pour la sécurité, le Commissariat général pour la promotion du travail, l'effectif du service de l'inspection technique du travail pour Anvers, ses amendements et notamment ceux relatifs à l'augmentation des crédits pour un traitement plus élevé et pour l'octroi d'une indemnité de transport aux ingénieurs de l'inspection technique du travail; pp. 312 à 316 (12 janvier 1960); fait des observations; pp. 329, 331. — Discussion des articles du tableau. — Art. 3: intervient, son amendement est rejeté; p. 333. — Art. 11: retire son amendement; pp. 334. — Art. 13: son amendement est rejeté; p. 334. — Art. 28: intervient, son amendement est rejeté; p. 334 (13 janvier 1960).
Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: concernant les modifications apportées au projet en commission, l'impartialité de l'information, la position clé accordée au P.S.C. dans les conseils, le danger d'une cléricisation, l'objectivité, l'exemple des informations relatives à la grève du 29 janvier, la nomination du nouveau directeur de la T.V. flamande, la politisation de la radio-télévision réalisée par

Dekeyzer (suite).

- le projet; pp. 469 à 471; fait des observations; p. 473 (11 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 494 (16 février 1960); p. 503. — Art. 25: intervient, son amendement est rejeté; pp. 507 à 509 (17 février 1960).
Ordre des travaux: fait des observations; pp. 493, 494 (16 février 1960).
Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la répression à l'égard des responsables d'accidents du travail; p. 516 (17 février 1960).
Motion d'ordre: demande que la réunion de la commission du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, convoquée à 14 h. 30, soit ajournée, afin de permettre aux membres de cette commission d'assister à la discussion du budget des Services du Premier Ministre; p. 543 (23 février 1960).
Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le chômage, le nombre réel de chômeurs, la convocation d'une conférence sociale et économique, la réforme administrative, l'absence de consultation des organisations syndicales, le statut syndical, le droit de grève, les sanctions annoncées par le gouvernement à la suite de la grève du 29 janvier; pp. 548 à 550 (23 février 1960).
Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant le projet de loi relatif à l'assurance maladie-invalidité, l'âge des chômeurs, le chômage, plus spécialement en pays flamand; l'augmentation des indemnités de chômage; pp. 601 à 604 (24 février 1960); fait des observations; p. 639. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: intervient; p. 640 (25 février 1960).
Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les abonnements ouvriers au chemin de fer, les accidents de la circulation, le nombre des victimes, les causes des accidents, la réglementation dans le secteur des autocars, le problème du parking, l'augmentation du tonnage de la marine marchande, la crise dans la pêche maritime, la ligne Ostende-Douvres, le tourisme social et les vacances des ouvriers, les problèmes des transports dans le cadre de la Communauté des Six, la coordination nécessaire, la navigation intérieure, les tarifs, l'Office régulateur de la navigation intérieure, la navigabilité de l'Escaut; pp. 651 à 655; fait des observations; p. 671 (1^{er} mars 1960).
Projet de loi modifiant la loi du 23 août 1948 tendant à assurer le maintien et le développement de la marine marchande, de la pêche maritime et de la construction maritime et instituant à ces fins un fonds de l'armement et des constructions maritimes. — Discussion générale. — Discours: concernant l'accroissement du tonnage de la flotte marchande belge, l'instauration d'une prime de démolition de bateaux de pêche hors d'âge; p. 683 (2 mars 1960).
Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours: concernant le financement des mesures prévues dans le projet, la non-consultation des organisations syndicales du personnel de l'administration métropolitaine, les dispositions très favorables pour le personnel d'Afrique, les conséquences du projet pour le personnel métropolitain, le système adopté par la Grande-Bretagne pour le personnel des anciennes colonies, le problème des allocations familiales accordées aux agents réintégré dans l'administration belge; le cumul d'une pension et d'un traitement; les raisons de l'abstention du groupe socialiste au vote sur le projet; pp. 757, 758; fait des observations; p. 763 (8 mars 1960).
Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours: concernant la responsabilité du retard dans l'examen des budgets, leur dépôt tardif, la politique générale et financière du gouvernement, l'accroissement de la dette publique, les dépenses militaires, les dépenses pour le chômage, le plafond de la Banque nationale, les charges financières découlant de l'aide au Congo; fait des observations; pp. 1029 à 1031 (31 mars 1960).
Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les problèmes de l'industrie de la pêche dont il n'est pas fait mention ni dans le rapport ni dans les discussions agricoles sur le plan international, les crédits inscrits au budget, les nombreuses activités connexes à cette branche d'industrie qui est actuel-

Dekeyzer (suite).

lement du ressort du département de l'Agriculture ; la crise dans la pêche maritime, les mesures d'assainissement promises dans la déclaration gouvernementale, la non-exécution de ces mesures ; l'évolution récente dans cette industrie, la flotte, le remplacement de vieux bateaux, la construction d'un prototype de bateau de base, l'apport de poisson islandais et pélagique, de crustacés et de mollusques, le prix à l'arrivage et à la vente, les prix minima pour les crevettes et pour l'esprot, l'aide à la pêche côtière, l'exportation des produits piscicoles, l'importation de poisson frais et en conserve, l'importation de poudre de poisson du Pérou, les mesures prises à l'étranger pour favoriser l'exportation et la coordination entre import et export, la consommation de poisson dans le pays, la situation dans les entreprises de transformation des produits de la pêche, la transformation du poisson en filets, les projets du ministre en vue de l'expansion de cette industrie, l'industrie néerlandaise des conserves de poisson ; la situation de l'industrie de la pêche dans les autres pays de la C.E.E. ; les mesures d'assainissement proposées par le conseil professionnel de la pêche, l'exécution du plan quinquennal pour cet assainissement, la prime de déchirage, la construction maritime et les crédits de l'Etat ; la politique gouvernementale de la pêche dans le cadre du Marché commun, les eaux territoriales, les limites des zones de pêche ; le fait que l'industrie de la pêche tombe dans les attributions de six ministres ; la « rente de front » et la pension anticipée en faveur des pêcheurs ; pp. 1616 à 1620 ; (8 juin 1960) ; fait des observations ; p. 1692 (14 juin 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation du personnel des services métropolitains des parastataux de droit congolais, ses amendements à ce sujet, l'urgence du problème, la création et les conclusions d'une commission d'étude, les mises en préavis, les garanties et le reclassement des agents, l'indemnité au personnel congédié et l'exclusion des femmes mariées, la teneur du projet, l'avis du Conseil d'Etat, la non-consultation du comité consultatif syndical, la discrimination entre le personnel d'Afrique et le personnel métropolitain d'un même parastatal ; les mesures à prendre pour remédier à la situation et l'éventuel dépôt d'un deuxième projet de loi ; pp. 1678, 1679 ; concernant le reclassement du personnel métropolitain congédié et son amendement à l'article 1 du projet ; p. 1681. — Discussion des articles. — Art. 1 : interviennent, son amendement est rejeté ; pp. 1681, 1682 (9 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les termes du rapport et l'exposé du Ministre, la politique gouvernementale ; le plan d'investissements s'étendant sur quinze ans : le port d'Anvers, le plan décennal, la cinquième darse et son équipement, les travaux de l'écluse de Zandvliet, la concurrence étrangère, la création de nouvelles industries sur le territoire d'Anvers, les darses B 1 et B 2, les installations portuaires aux Pays-Bas, l'importance du port d'Anvers comparée à celle des autres ports belges, l'accès de pétroliers géants à Anvers, le plan « Bonnet », l'aménagement d'un avant-port sur la côte belge ; les voies de communication vers nos ports, le Fonds des routes, le programme des travaux routiers, la route Anvers-Liège-Aix-la-Chapelle, les cimetières d'autos, le transport des marchandises dans le cadre du Marché commun et le rapport annuel de la Chambre de Commerce d'Anvers ; les ponts à Wilrijk, la petite ceinture à Anvers ; la liaison entre les rives de l'Escaut, l'utilisation de la matière draguée de l'Escaut dans la région du Rupel ; le traitement des ingénieurs et la revalorisation de leur fonction, le chômage, la planification et le reproche de dirigisme ; pp. 1720 à 1722 (14 juin 1960).

Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : concernant l'urgence du projet Air-Union, la Sabena institution publique, les actions cédées au gouvernement par le secteur privé, la nouvelle composition du conseil d'administration et l'influence possible du secteur privé, l'attitude des libéraux vis-à-vis du projet, le remboursement des actions à la valeur nominale, la reprise des dettes de la Sabena, les 5 % d'intérêt sur les actions, la composition de la délégation qui négociera avec le Congo, la transmission du bilan de la Sabena à la Chambre et au Sénat, son amendement à l'article 11 des statuts, la représentation des organisations syndicales au sein du comité permanent, la constitution d'une commission paritaire ; justifie son abstention ; pp. 1798, 1799. — Discussion des articles. — Art. 1 : propose un amendement à l'article 11 des

Dekeyzer (suite).

statuts, son amendement est rejeté ; pp. 1808, 1824 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime. — Discussion générale. — Discours : concernant l'âge des pêcheurs et des marins, la ratification de la Convention internationale relative à l'engagement maritime conclu en 1959 à Genève, lors de la Conférence internationale du travail ; p. 1808 (16 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les conséquences du dépôt tardif des budgets ; l'amélioration de l'équipement technique de la radio, les émissions de radio et de télévision, la coordination entre les émissions musicales et parlées, les émissions d'expression néerlandaise, les résultats du sondage d'opinion organisé par l'I.N.R. ; l'esprit partisan de certaines émissions, le manque d'intérêt pour les événements progressistes sociaux, l'opinion de M. Piet Frantzen, l'émission des œuvres du compositeur Marcel Poot, la censure des informations et l'exactitude des faits relatés par le journal parlé, les « instructions » données par le centre catholique de la radio et de la télévision aux journalistes catholiques de la radio, la nécessité d'une tolérance aussi bien pour les émissions catholiques que pour les autres, certains exemples d'intolérance, le caractère politique de certaines émissions catholiques, une publication du « Humanistisch Verbond » ; la représentation du mouvement socialiste à la télévision d'expression néerlandaise, la partialité des nominations faites par le ministre et l'influence sur les émissions d'actualité ; parle, au nom de M. Block, de l'exemption de la taxe sur les récepteurs de télévision en faveur des sourds, de l'octroi de prix en espèces pour des concours organisés par la télévision ; pp. 1832 à 1834 (16 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'opportunité de la création d'une université à Anvers ; p. 1924 (22 juin 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale. — Discours : concernant l'insuffisance du projet, la revalorisation du travail manuel, les discussions relatives au salaire hebdomadaire garanti, la proposition de loi de M. Major, le paiement de 80 % du salaire en cas de maladie, l'argument des abus possibles, la fixation d'une durée minimum de la maladie, l'exigence d'une ancienneté de six mois dans l'entreprise ; pp. 2130 à 2132 (13 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; p. 2259 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2289. — Discours : concernant les opinions exprimées dans la presse au sujet du nouveau gouvernement, la motion du A.C.W., l'opposition des classes moyennes à l'augmentation des impôts, la crainte des élections, le nombre de chômeurs, l'augmentation du coût de la vie, le dépôt des budgets, la mise au travail, les abus dans les secteurs social et fiscal, l'augmentation du nombre des ministres, les protestations dans les milieux ouvriers contre l'action du gouvernement ; pp. 2295 à 2298 (4 octobre 1960) ; fait des observations ; pp. 2304, 2305 (5 octobre 1960).

de la Vallée Poussin, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 165. — Rapport : Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Congo Belge des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946.

N° 166. — Rapport : Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946.

N° 167. — Rapport : Projet de loi arrêtant le compte général du Congo Belge de l'année 1950 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1949.

N° 168. — Rapport : Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1950 et 1951 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1950.

N° 224. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention relative au Statut des Apatrides et des annexes, signées à New York le 28 septembre 1954.

N° 405. — Rapport : Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960, relative aux structures du Congo.

de la Vallée Poussin (suite).

Ann. — Budget des services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960.

— Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant la nécessité d'une réforme administrative, l'avis des directeurs généraux réunis au château d'Argenteuil, l'importance d'une administration indépendante et de grande valeur; pp. 496 à 498 (16 février 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours: concernant l'importance de l'action volontaire dans la culture et de la connaissance de la langue, la désignation des membres des conseils; pp. 1261, 1262 (10 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1309. — Discours: concernant le travail préparatoire à l'élaboration du projet; le droit de propriété et les droits mutuels des citoyens, la spéculation immobilière, le lien entre le problème de l'urbanisme et le problème des grandes agglomérations où des abus en matière d'urbanisme peuvent se présenter dans les diverses communes, les plans de secteurs ou régionaux, les grands travaux dans l'agglomération bruxelloise et la consultation d'une organisation chargée de faire un plan d'aménagement de la région; Bruxelles grande agglomération; le personnel des services d'urbanisme; les constructions faites à Bruxelles pendant les dernières années; la nécessité de disposer de crédits pour exécuter les plans d'urbanisation prévus; félicite le ministre; pp. 1310, 1311 (12 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le plan d'aménagement de la région bruxelloise; le gaspillage des deniers de l'Etat sous prétexte d'économie ou par suite de préparation insuffisante des travaux ou d'effectif insuffisant dans les cadres de l'administration: le recrutement d'ingénieurs et de techniciens, l'adjudication de travaux; les sources des renseignements qu'il détient, la responsabilité du Ministre des Travaux publics, le petit nombre d'ingénieurs qui se présentent aux examens de recrutement, l'insuffisance des traitements, le coût des travaux d'études effectués par l'Etat ou par des bureaux privés, la désorganisation de l'administration, la responsabilité du Ministre des Finances, la gravité du problème en ce qui concerne le département des travaux publics; pp. 1757, 1758 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo: donne lecture de son rapport et demande la procédure d'urgence; p. 1762 (15 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2091 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2174, 2177 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2253 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours: concernant la présentation des budgets, la réforme administrative, le rétablissement de la discipline intérieure de l'administration, l'insuffisance de l'administration de l'ancienne colonie; pp. 2305, 2306 (5 octobre 1960).

Delbouille, sénateur provincial de Liège.

Doc. — N° 112. — Amendements: Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 145. — Amendements: Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 310. — Amendements: Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnés le 31 décembre 1949.

Ann. — Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: concernant l'importance du statut de la radio et de la télévision, la médiocrité des programmes de télévision, la dualité culturelle, l'élection des membres des conseils d'administration, l'intervention des conseils provinciaux, l'alternance dans les élections des membres des conseils par la Chambre et le Sénat, la fixation d'un nombre pair de membres et l'application de la représentation proportionnelle, la coopération; pp. 481 à 483. — Discussion des articles. — Art. 5:

Delbouille (suite).

intervient; pp. 492, 493 (16 février 1960); ses amendements sont rejetés; pp. 502, 503. — Art. 7, 8, 11, 31: retire ses amendements; pp. 504, 505, 513 (17 février 1960).

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère étrange de la méthode proposée pour l'organisation de l'effort privé en faveur de la recherche scientifique, la sous-traction partielle du financement de la recherche scientifique au contrôle du législatif, la garantie de l'emprunt par l'Etat, l'effort fait par le secteur de l'économie pour la recherche scientifique; p. 1144 (7 avril 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours: concernant les patois wallons, les modifications apportées au projet initial, la fidélité à la culture à laquelle sont tenues les écoles en se démocratisant, le problème d'une participation plus large des travailleurs à la vie culturelle, le rôle capital du langage en toutes matières d'art, la permanence et la fixité de la frontière linguistique, l'origine des traits propres des deux communautés, l'importance de la littérature dialectale, les possibilités d'action des conseils culturels, le pouvoir de décision accordé aux deux conseils, le pouvoir d'affecter des ressources à l'encouragement d'activités culturelles, la fixation du siège des deux conseils à Bruxelles, les conseils culturels créés en 1938, la conclusion du Centre Harmel, la proposition de loi de M. Van Elslande et le projet déposé par M. Collard, le retour aux conceptions du Centre Harmel dans le projet proposé par la commission, le progrès dans le sens de l'autonomie culturelle, l'élection des membres des conseils par des collègues provinciaux; pp. 1250 à 1254 (5 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1297 (11 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'examen du budget, la qualité du double rapport, la tâche du département; la recherche scientifique, le Conseil national de la politique scientifique, l'octroi des moyens financiers nécessaires à la recherche scientifique, le lancement d'un emprunt, la nécessité d'une collaboration entre l'université et les milieux industriels, la coordination entre les départements intéressés à la recherche scientifique, la publication des arrêtés de cadre augmentant le nombre d'assistants et de chefs de travaux des universités de l'Etat, l'augmentation du cadre scientifique, la revalorisation des barèmes du personnel scientifique des universités, le Centre de la recherche nucléaire de Mol, la situation dans certains centres interuniversitaires, la compétence et la mission de certaines institutions, l'exemple de l'I.R.S.I.A.; les études universitaires, les nombreux licenciés, la préparation au doctorat, l'expérience d'un enseignement post-universitaire en vue du doctorat; l'intérêt des sciences humaines; pp. 1834 à 1836 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnés le 31 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours: formule des réserves quant au projet, notamment à propos de l'affirmation de l'équivalence de deux cours ou de deux examens; concernant le texte du projet: fait des observations; pp. 1844, 1847. — Discussion de l'article unique et renvoi en commission: fait des observations; p. 1848 (21 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1935 (22 juin 1960). — Discours: concernant les arrêtés de cadre nécessaires à l'accroissement du personnel scientifique dans les universités de l'Etat, l'importance de l'expansion de nos universités dans les pays en voie de développement, les échanges de professeurs et d'étudiants, l'aspect social du problème de l'enseignement, les problèmes de l'orientation et de la sélection, l'effort financier en matière de recherche scientifique, l'essaimage universitaire, la réforme des programmes et des méthodes, la réduction des programmes des humanités, la création de la section latin-langues modernes, l'accès à l'université par une année propédeutique, la réforme de l'agrégation de l'enseignement supérieur, l'élargissement des cadres du personnel scientifique des universités; pp. 1960 à 1964; fait des observations; pp. 2001, 2006, 2007 (23 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres

Delbouille (suite).

et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes: fait des observations. — Discours: concernant l'importance de l'effort financier qui va être fait, l'incohérence qui a présidé à l'élaboration des textes en discussion, la rupture de la solidarité des universités, le problème des subventions accordées aux universités de Louvain et Bruxelles, l'augmentation des pourcentages, la possibilité d'emprunts à 2 p. c. accordée aux universités libres, les servitudes qui freinent l'action des dirigeants des universités de l'Etat, l'augmentation des subventions aux universités libres en cas d'augmentation des crédits de Gand et de Liège, l'alignement des droits d'inscription dans les quatre universités, l'attribution d'une plus large autonomie aux universités de l'Etat; pp. 2105 à 2108, 2114 à 2117; concernant l'octroi aux universités de l'Etat de subventions de développement qui leur permettraient de prendre des initiatives; p. 2118 (13 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; p. 2293 (4 octobre 1960); p. 2312 (5 octobre 1960); p. 2347 (6 octobre 1960).

Delmotte, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Doc. — N° 229: Proposition de loi relative à la suppression des chemins vicinaux de grande communication et à leur remplacement, par l'Etat, par des chemins de liaison.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale: fait des observations; pp. 84 à 86. — Discours: concernant la faillite du système de capitalisation individuelle, le développement du principe de la répartition depuis décembre 1953, l'établissement d'une vraie solidarité entre tous les assurés, la participation de l'Etat à la solidarité, la pension augmentée à 67 ans, la nécessité du développement de l'esprit d'entraide; pp. 87 à 89 (2 décembre 1959). — Discussion des articles réservés. — Art. 55: intervient, demande le renvoi en commission; pp. 131 à 134 (8 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les additionnels fonciers appliqués dans des communes de son arrondissement qui ont présenté un budget en déficit, l'augmentation des dépenses communales, la fusion de communes; fait des observations; pp. 375 à 378 (27 janvier 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale: fait des observations; p. 483 (16 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 566 (23 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion des articles du tableau. — Art. 28: fait des observations; pp. 643, 644 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 836 (10 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; pp. 948, 952 (22 mars 1960); p. 978 (23 mars 1960); pp. 992 à 994, 1005 (24 mars 1960); p. 1013. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960); p. 1043 (31 mars 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1291 à 1293, 1298 (11 mai 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1385 à 1389 (18 mai 1960). Discours: concernant le but poursuivi par le parti libéral en interpellant le gouvernement, le discours de M. P. De Smet, la politique du gouvernement, l'opinion de l'interpellateur quant à la réduction des dépenses sociales, les charges résultant de l'application du pacte scolaire, l'entrée des libéraux dans le gouvernement et les exigences de cette fraction minoritaire; l'intervention de l'Etat, des employeurs

Delmotte (suite).

et des employés dans les charges sociales, la nécessité pour la fraction libérale de déposer un ordre du jour de méfiance à l'égard du gouvernement ensuite de l'interpellation, le danger du renforcement des petits partis, la nature des mesures d'assainissement budgétaires ou autres dont parlait M. Eyskens, les problèmes sociaux, les dépenses d'ordre social, la charge des emprunts, l'influence des groupes de pression politiques et autres; pp. 1411, 1412; fait des observations; p. 1416 (19 mai 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale: fait des observations; p. 1498 (31 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 2, 4bis: fait des observations; pp. 1530, 1535 (2 juin 1960); p. 1550 (7 juin 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion: fait des observations; pp. 1511 à 1514. — Discours: concernant la dégradation de la situation des communes à partir de 1952, les « rentrées d'arriérés » dont parle le Premier Ministre, la situation financière de l'Etat et celle des communes, l'équilibre budgétaire des communes, les petites communes qui ne peuvent équilibrer leur budget, l'augmentation des dépenses des communes en rapport avec la hausse du coût de la vie, l'égalité des traitements communaux et ceux de l'Etat réglée par arrêté du 10 janvier 1947, le cadre du personnel communal, les emprunts, les travaux publics, la reprise par l'Etat des voies de grande communication, le but de la proposition de loi qu'il a déposée à ce sujet, la réduction des dépenses dans les budgets communaux, la charge de l'entretien des bâtiments communaux; les centimes additionnels, le Fonds des communes, la matière taxable par les communes, leur administration; la fusion des communes et ses conséquences financières, les petites communes non viables; pp. 1518 à 1520 (1^{er} juin 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche: fait des observations; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le but de sa proposition de loi tendant à remplacer les chemins de grande communication par des chemins de « liaison », les dépenses qu'entraînent les chemins de grande communication et les économies possibles; sa proposition de loi tendant à modifier la loi de 1948 conférant certains pouvoirs au ministre tel que le droit de décréter qu'un chemin est « de grande communication », l'application de cette loi, le revêtement des routes, les dépenses incontrôlables relatives à l'exécution de travaux d'entretien aux chemins de grande communication, le contrôle et la réception de ces travaux, la responsabilité et la qualité du « maître d'ouvrage », le rôle du commissaire voyer, l'augmentation des charges communales; la rédaction du cahier des charges et le décompte des travaux exécutés, la nécessité d'un contrôle; pp. 1725 à 1727 (14 juin 1960); fait des observations; pp. 1769, 1772, 1775 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; p. 2063. — Discussion des articles. — Art. 23: fait des observations; p. 2065 (7 juillet 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 2117 (13 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; p. 2171 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; p. 2255 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale: fait des observations; pp. 2292, 2295 (4 octobre 1960).

Delor, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.

Doc. — N° 225. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 366. — Rapport: Projets de loi accordant la naturalisation.

Delor (suite).

Ann. — Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le contournement de Tubize ; la situation des carrières belges à cause de la non-utilisation de pavés et de mosaïques, l'importation de ceux-ci, les démarches et interventions des organisations syndicales et patronales auprès des instances compétentes et du ministre, la commission spéciale chargée de l'étude du problème, l'utilisation des pavés ; les travaux de pavage, les promesses faites pour l'emploi de ces matériaux ; le budget des travaux publics et le budget extraordinaire, le dépôt d'un projet répertoriant les travaux essentiels à effectuer, les engagements afférents au budget extraordinaire de 1959 et de 1960, l'infrastructure, le programme d'Anvers, les voies hydrauliques et leur aménagement à 1.350 tonnes, les adjudications et l'exécution de certains travaux : canal Nimy-Péronnes, canal Charleroi-Clabecq, embranchement à La Louvière, ouvrage de Ronquières, l'ouverture de la Meuse à Givet pour bateaux de 1.350 tonnes à enfoncement réduit ; le bouchon de Lanaye, la modernisation du canal Albert, les travaux à Zeebrugge et Anvers, le Fonds des routes, les autoroutes, la route de Wallonie, l'autoroute Anvers-Allemagne ; pp. 1715 à 1717 (14 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1923 (22 juin 1960) — Discours : concernant la situation des inspecteurs cantonaux, les instituteurs communaux pensionnés ; p. 1959, 1960 (23 juin 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2140, 2141, 2142 (14 juillet 1960).

Communication du Gouvernement relative au Congo : fait des observations ; p. 2261 (19 août 1960).

Delpport, sénateur de l'arrondissement de Louvain.

Doc. — N° 130 — Rapport : Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de un milliard sept cent cinquante millions de francs belges.

N° 133 — Rapport : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960.

N° 169 — Rapport : Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959.

N° 233 — Rapport : Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo.

N° 289 — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1960 relative aux élections législatives et provinciales au Congo.

N° 415 — Rapport : Projet de loi contenant le budget des Recettes et des Dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1960.

N° 494 — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 22 avril 1958, portant création : d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat.

Ann. — Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 1.750 millions de francs belges. — Donne lecture de son rapport ; pp. 393, 394 (3 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le déroulement du débat ; p. 664 (1^{er} mars 1960).

Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours : situe le projet de loi parmi les conclusions de la Table Ronde et donne lecture de son rapport en néerlandais ; p. 927 (22 mars 1960).

Motion d'ordre : demande de porter par priorité à l'ordre du jour de la séance du lendemain le projet de loi relatif aux statuts de la Sabena ; p. 1760 (15 juin 1960).

Budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la présentation d'un budget extraordinaire pour toute l'année 1960, les réalisations du plan décennal, l'équipement des aérodromes ; p. 1860 (21 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la

Delpport (suite).

désignation d'inspecteurs fonctionnels pour l'enseignement moyen, les revendications des licenciés en éducation physique, la collaboration des ministres au Conseil interparlementaire de Benelux, l'équivalence des diplômes dans Benelux, les contacts entre les pays de Benelux dans le domaine de la recherche scientifique ; pp. 1921 à 1923 ; (22 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 2105 — Discours : concernant la politique de construction des universités de l'Etat, la base de calcul des subventions aux universités libres, l'essaimage des universités en particulier des candidatures, le caractère provisoire des projets en cause ; pp. 2108, 2109 (13 juillet 1960).

De Maere, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le passage par bac à Kruikebe-Hoboken ; p. 675 (1^{er} mars 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960 — Discussion générale — Discours : concernant la route nationale de St-Nicolas à Breendonk par Tamise, le prolongement du mur de quai à Tamise, le chômage dans le Pays de Waes et la région de Tamise, la disparition de certaines industries locales, la situation des chantiers navals Boël et la construction de navires de 45.000 tonnes qui exigeraient l'adaptation à la largeur utile du nouveau pont sur l'Escaut, la route de l'Etat Tamise à Kruikebe ; pp. 1730, 1731 ; (14 juin 1960).

De Man, sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt, questeur du Sénat.

Doc. — N° 104 — Rapport + Annexes : Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960.

N° 119 — Rapport + Annexes : Projet de loi organique des instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 183 — Rapport : Projet de loi modifiant les limites de la ville de Gand et de la commune de Ledebeg.

N° 378 — Rapport + Annexes : Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960.

N° 460 — Rapport : Projet de loi fixant le nombre des représentants et des sénateurs conformément aux résultats des états de la population au 31 décembre 1957.

Ann. — Bureau définitif : Est réélu questeur du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les finances provinciales et communales, l'étude des conséquences de l'application pendant dix ans de la loi Vermeylen, la nécessité de statistiques concernant le personnel des communes et les traitements de ce personnel, la fusion de petites communes, la déconcentration, les barèmes des greffiers provinciaux, la protection civile ; pp. 345 à 347 ; (26 janvier 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : concernant la crainte née en Flandre Occidentale de voir la direction provinciale appliquer l'actuelle loi d'une façon aussi malencontreuse que l'arrêté-loi de 1946 sur l'aménagement du territoire, la confusion qui règne dans cette province, exprime l'espoir que le Ministre des Travaux publics interviendra ; p. 1463 (25 mai 1960).

Demarneffe, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik, secrétaire du Sénat.

Ann. — Bureau définitif : Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).

Interpellation de M. Leysen au Ministre de la Santé publique et de la Famille. — Discussion. — Discours : appuie M. Ley-

Demarneffe (suite).

- sen et insiste sur l'importance économique de l'apiculture ; p. 872 (15 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1038 (31 mars 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la location de terres inoccupées à la base de Brustem, les expropriations nouvelles envisagées pour l'extension d'un dépôt de munitions à cette base, la mise à la disposition de l'agriculture de 90 hectares de terrains gazonnés de la base, les expropriations faites en vue de l'établissement d'un dépôt d'essence à Brustem, les frais de cette installation déclassée ensuite ; les maisons qui ont été ensuite construites sur les terrains du dépôt ; pp. 1181, 1182 ; (3 mai 1960).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'aménagement de jardins d'essai de vulgarisation pour les cultures maraîchère et fruitière, les jardins d'essai scientifiques ; le remembrement, les divers aspects du problème ; la façon de voter imposée par la loi et par laquelle les absences sont considérées comme votes favorables, la présence des intéressés aux réunions et les réunions d'information ; pp. 1642 à 1644 ; (9 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le plan d'investissement et l'exposé du ministre, la réfection de certains tronçons de l'autostrade Bruxelles-Ostende et Bruxelles-Liège, le revêtement en béton, l'adaptation des crédits pour les travaux communaux, l'entretien des routes de l'Etat dans la partie agglomérée des localités, les passages à niveau non gardés ; p. 1725 (14 juin 1960).

Derbaix, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, secrétaire du Sénat.

- Doc. — N° 182 — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement, signée à Bruxelles le 20 janvier 1959.
- N° 215 — Rapport complémentaire : Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du Règlement.
- N° 376 — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.
- N° 446 — Rapport : Proposition de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, 2° alinéa, du Code Civil.
- N° 478 — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République française, relative aux pensions d'invalidité et de décès des victimes civiles de la guerre, signée à Paris le 20 septembre 1958.
- Ann. — Bureau définitif : Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).
- Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet, les arguments de ses défenseurs, l'incidence possible d'une interdiction du tir aux pigeons sur l'industrie belge des armes de chasse, l'avis des fédérations colombophiles qui demandent le maintien du tir aux pigeons, la démocratisation du tir aux pigeons ; pp. 150, 151 ; fait des observations ; p. 152 (8 décembre 1959).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 359 (26 janvier 1960).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement signée à Bruxelles le 20 janvier 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée de la convention, la suppression de certaines doubles impositions en matière successorale, le maintien d'une inégalité importante entre les régimes d'imposition belge et français, le règlement de certaines questions délicates en matière successorale entre les deux pays ; pp. 920 à 922 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours : concernant l'inobservance de la loi de 1952, l'aggravation de la sanction prévue dans cette loi, la diminution de fait des fermages, l'inéquité de la loi de 1952, la jurisprudence en la matière ; pp. 948, 949 (22 mars 1960) ; fait des observations ; p. 997

Derbaix (suite).

- (24 mars 1960). — Discours : concernant l'aggravation des sanctions attachées à l'inobservance de la limitation des fermages, la présomption d'une contrainte en cas de fixation d'un fermage dépassant la limite légale, l'incitation à réclamer la restitution de ce fermage ; la diminution des taux de fermages que l'on veut imposer, la référence au prix des fermages de 1939, les acquisitions de terres par les agriculteurs ; pp. 1016 à 1018. — Discussion des articles. — Art. 1 : son amendement est rejeté ; p. 1025 (29 mars 1960) ; intervient ; p. 1039 (31 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 1118, 1119 (6 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : concernant l'abandon de la proposition de supprimer le compte rendu analytique et de le remplacer par un Bulletin de séance, la distribution des annales parlementaires dès le lendemain du jour de la séance, la réduction à deux jours du délai dans lequel les orateurs sont tenus de renvoyer la sténographie de leurs discours au Moniteur belge ; p. 1159 ; félicite les services du compte rendu et des annales au nom de la commission du Règlement ; p. 1159 (7 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'origine et l'histoire du projet et le but de sa proposition de loi ; le projet de loi unique ; l'extension du champ d'application de la loi de 1900 aux bâtiments dont le revenu cadastral se situe entre 4.200 et 6.000 frs ; l'économie de la législation de 1900, le droit de reprise, la législation française traitant du même objet ; son amendement portant le plafond du revenu cadastral à 6.000 frs ; pp. 1743, 1744 ; (15 juin 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 nouveau : intervient, son amendement tendant à l'insertion de cet article est adopté ; pp. 1822, 1823 (16 juin 1960). — Art. 9 : retire son amendement ; p. 2242 (20 juillet 1960).
- de Schaetzen (Chevalier), sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.**
- Doc. — N° 225 — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 366 — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.
- De Schryver, Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — (A partir du 30 juin 1960) Ministre des Affaires africaines.**
- Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discours : concernant le fondement juridique de l'action belge au Ruanda-Urundi, l'accord de tutelle conclu avec les Nations-Unies, le paupérisme au Ruanda-Urundi, l'enquête du groupe de travail, la création de gouvernements locaux, la nécessité d'institutions plus démocratiques, la création de communes et la transformation des chefferies, les conseils du pays, la direction du territoire sous tutelle par un résident général, le conseil de législation, la tutelle générale exercée par la Belgique, le développement économique nécessaire et l'assistance financière du territoire, la quiétude sur le plan politique ; son prochain départ au Congo, le rapport du groupe de travail ; pp. 9 à 12 (10 novembre 1959). — Discussion. — Discours : rend hommage à M. Van Hemelrijck, ancien ministre du Congo et du Ruanda-Urundi ; parle de la situation actuelle au Ruanda, la proclamation de M. Harroy, Vice-Gouverneur général, l'origine de l'agitation au Ruanda-Urundi, la reconnaissance des populations du territoire envers la Belgique, des mutations de chefs Tutsi, des événements regrettables au Ruanda, du pillage par des bandes armées, des mesures prises en vue du rétablissement de l'ordre ; pp. 15 à 17 ; fait des observations ; pp. 23, 25, 26 ; remercie les orateurs et leur répond concernant la publication du rapport, la rédaction de la déclaration et sa compréhension par les populations du Ruanda-Urundi, les élections au suffrage universel, la suppression des chefferies comme unités politiques, les garanties des libertés publiques, l'administration de la justice, les incidences financières de l'aide belge, le paupérisme, la lutte contre les maladies, le maintien de l'ordre, les aspects internationaux du problème, la communauté entre les deux pays du territoire sous tutelle, une communauté belgo-africaine, la soumission des problèmes

De Schryver (suite).

au Conseil de tutelle et l'envoi d'une mission du Conseil, le recours à la B.I.R.D. et au Fonds de la C.E.E., une aide supplémentaire internationale, les abus commis au Ruanda-Urundi, la consultation des Hutu) ; pp. 27 à 31 ; (12 novembre 1959).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2176 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; pp. 2270, 2272 (19 août 1960).

Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant les activités de la Conférence de la Table Ronde, l'esprit de confiance et de collaboration, le caractère représentatif des délégations congolaises ; rend hommage à M. Lilar, m.v.p.c., qui a présidé la Conférence ; concernant les résolutions de la Conférence, la constitution d'un front commun des délégations congolaises ; rend hommage aux membres du Sénat qui ont coopéré aux travaux de la Conférence et en particulier à M. Rolin ; concernant le projet de loi fondamental sur les libertés publiques, l'établissement de la structure politique du Congo sur la base d'une loi belge, la tâche accomplie en Afrique par la Belgique, les tâches à accomplir pendant la période de transition jusqu'au 30 juin 1960, et la période intérimaire entre le 1^{er} juillet et la mise en vigueur de la Constitution du Congo, certaines déclarations faites à l'étranger au sujet du Congo ; les pouvoirs des collèges exécutifs, les prérogatives du gouverneur général ; pp. 728 à 730 ; répond aux orateurs ; p. 732 (3 mars 1960).

Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant le vote féminin au Congo, le problème du droit au vote des Belges au Congo, l'urgence du projet ; pp. 928, 929 (22 mars 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 1339, 1346. — Discours : rend hommage à tous ceux qui ont aidé à créer les conditions politiques et ont collaboré à l'élaboration des deux projets de loi qui constituent la base du fait social et du développement ultérieur du Congo ; parle du tout quoique provisoire que forment les textes relatifs aux structures et aux libertés et de l'instrument juridique qu'ils constituent, de l'importance de la structure politique congolaise et de nos droit et devoir de doter le Congo d'un arsenal législatif ; rend hommage au rapporteur et aux présidents des commissions, MM. Rolin et Pholien ; parle des élections, de la constitution des chambres et du gouvernement, de la répercussion du projet sur les libertés publiques, des modifications aux lois et de l'africanisation des institutions ; rend hommage aux pionniers, au Conseil de législation, à la commission politique ; parle de la situation au Congo, des témoignages de personnalités en revenant, de l'esprit de panique et de la nécessité de garder le sang-froid aussi bien en Belgique qu'au Congo ; affirme que l'indépendance aura lieu le 30 juin ; exprime sa reconnaissance au collègue exécutif général, parle des mesures pour le maintien de l'ordre, de la différence d'optique des membres noirs et blancs de la Belgique ou du Congo ; rappelle leurs responsabilités aux Noirs du Congo, notamment aux chefs ; demande aux Blancs du Congo de coopérer à la réussite de cet Etat indépendant ; évoque des déclarations individuelles et dit que c'est par des actes que nous aiderons le Congo à devenir un Etat indépendant ; pp. 1347, 1348 (18 mai 1960).

Projet de loi sur les enquêtes parlementaires. — Discussion générale. — Discours : remercie M. Ancot pour son rapport détaillé ; p. 1675 (9 juin 1960).

Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant le quorum requis au sein des assemblées provinciales, la désignation de personnes et l'attribution de mandats ; la situation au Katanga ; p. 1762 (15 juin 1960).

Desmedt, R., sénateur de l'arrondissement de Roulers-Tielt.

Ann. — Interpellation de M. G. Breyne aux Ministres de l'Agriculture et des Affaires économiques. — Discussion : fait des observations ; p. 48 (19 novembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 946, 947 (22 mars 1960) ; pp. 979, 986 (23 mars 1960). — Discours : concernant la nécessité d'une entente entre propriétaires et fermier, la situation des propriétaires de biens ruraux, la part des cultivateurs dans le revenu national,

Desmedt R. (suite).

le « chapeau » ; pp. 999, 1000 (24 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 1017, 1020 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1039 (31 mars 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : concernant la difficulté qu'auront les sénateurs habitant loin de Bruxelles, à respecter le délai de deux jours pour renvoyer la sténographie de leurs discours ; p. 1159 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1608. — Discours : concernant le montant du budget de l'Agriculture, la politique agricole et des prix, la réduction des prix de revient, l'index des prix agricoles, le relèvement de la productivité, les dangers d'une surproduction, les réformes structurelles dans l'agriculture, la viabilité des petites entreprises, les revenus des agriculteurs et des horticulteurs, la politique des prix et de la production dans le cadre du Marché commun et l'exemple de certains produits : sucre et culture de betteraves sucrières, froment, lait, beurre, viande, céréales fourragères ; la nécessité d'une reconversion en cas de surproduction d'un produit et l'adaptation des prix ; la situation des aviculteurs agriculteurs ou non ; l'élevage porcin ; la situation agricole dans les pays membres de la C.E.E., la libération anticipée du marché européen possible seulement à condition d'égaliser les possibilités de production, le standing de vie de notre population agricole ; pp. 1627 à 1629 (8 juin 1960) ; fait des observations ; p. 1640 (9 juin 1960) ; p. 1691. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : intervient ; p. 1703 (14 juin 1960).

Communication du gouvernement. — Discussion : fait des observations ; p. 2276 (19 août 1960).

Desmet, L., sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 86. — Rapport : Projet de loi rendant obligatoires en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, le marquage et la normalisation de la capacité des bouteilles.

N° 87. — Rapport : Projet de loi permettant au Roi de réglementer l'emploi des dénominations sous lesquelles des marchandises sont mises dans le commerce.

Ann. — Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet, les dangers de la concentration, la notion de l'intérêt général, les prix imposés, les dangers d'abus en matière de réglementation de l'accès à la profession, la loi de cadenas, les constatations des abus, les sanctions, l'insuffisance du projet ; pp. 141, 142 ; fait des observations ; pp. 143, 144 (8 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Discussion. — Discours : concernant les fermetures de charbonnages en Wallonie, la situation dans la région du Centre, les nouveaux emplois à créer dans la région, les fusions, les drames sociaux provoqués par les fermetures, la fermeture du charbonnage Saint-Arthur, le respect des décisions des experts ; pp. 235 à 237 (17 décembre 1959).

Projet de loi rendant obligatoires, en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, le marquage et la normalisation de la capacité des bouteilles. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons pour lesquelles la commission propose le rejet du projet ; p. 373 (27 janvier 1960).

Projet de loi permettant au Roi de réglementer l'emploi des dénominations sous lesquelles des marchandises sont mises dans le commerce. — Discussion générale. — Discours : concernant le champ d'application de la nouvelle loi, les observations formulées en commission quant au texte du projet ; p. 373 (27 janvier 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellation de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant la fabrication de matériel roulant, les charbonnages de la région du Centre, l'industrie céramique, l'approvisionnement en acier de certaines industries belges, l'enregistrement comptable ; les difficultés des exploitants de cinémas, la concurrence de la télévision, les investissements consentis, la sévérité de l'inspection des salles de cinéma ; les ventes avec primes, les ventes à prix imposés ; l'incidence du trop grand nombre de magasins sur les prix, l'expérience Leclerc en France, l'éducation du consommateur, la réglementation des dénominations ; l'économie régionale, l'insuffisance des investissements, la réalisation d'une démocratie économique ; pp. 792 à 796 ; fait des

Desmet L. (suite).

observations ; p. 808 (9 mars 1960) ; pp. 819, 835, 842, 844 (10 mars 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Dueroire. — Discussion générale. — Discours : concernant la réduction des possibilités d'action de l'Office, le rôle qu'il pourrait jouer dans le cadre des lois d'expansion économique ; p. 2067 (7 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours : concernant les répercussions du projet dans le domaine de l'économie générale de la Belgique, les contradictions de la politique économique du gouvernement ; p. 2196 (20 juillet 1960).

De Smet, P., sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Bureau définitif : Au nom de son groupe, appuie la proposition de M. Rolin tendant à la reconduction du bureau sortant ; pp. 4, 5 (10 novembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant la confiance du P.S.C. dans le gouvernement, l'information des populations du Ruanda-Urundi au sujet des intentions de la Belgique, le rapport du groupe de travail, l'aide financière de la Belgique, l'aide des Nations Unies, la nécessité de résoudre les problèmes du Ruanda-Urundi dans un esprit d'union nationale ; pp. 18, 19 (12 novembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant l'accord de l'opinion publique sur la politique belge à l'égard du Congo, les propos tenus par plusieurs membres du gouvernement congolais, la pusillanimité du gouvernement belge, le devoir d'assurer la sécurité des Belges au Congo, le maintien de l'ordre au Congo, la nécessité d'une action internationale, la proclamation de l'indépendance du Katanga, le droit d'autodétermination des populations congolaises, une intervention de l'O.N.U. en vue du maintien de l'ordre ; pp. 2083, 2084 ; fait des observations ; pp. 2090 à 2093 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant l'indépendance du Katanga, l'entrée des troupes des Nations Unies au Katanga ; p. 2174 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations. — Discours : concernant la nécessité d'un vote des deux Chambres lorsqu'un gouvernement demande un vote de confiance, la peur des pays communistes qui dominent l'O.N.U., le maintien de l'ordre au Congo, l'assainissement fondamental à opérer en Belgique, l'action des troupes métropolitaines au Congo, la révision des obligations belges au sein de l'O.T.A.N. ; dépose un ordre du jour de confiance ; dépose un amendement à cet ordre du jour ; l'amendement est adopté ; le texte amendé de l'ordre du jour est adopté ; pp. 2253, 2255, 2261 à 2263, 2269, 2280 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant le déroulement des travaux parlementaires au cours de la prochaine session, la reprise de la collaboration avec le Congo, l'aide financière de la Belgique au Congo, les répercussions financières du retour des Belges du Congo, les compressions de dépenses militaires, la composition du nouveau gouvernement, la nécessité d'une action rapide et efficace pour un renouveau national ; pp. 2288 et 2289 ; fait des observations ; p. 2291 (4 octobre 1960) ; dépose un ordre du jour de confiance ; son ordre du jour de confiance est adopté ; pp. 2344, 2351, 2352, 2356, 2357, 2358 (6 octobre 1960).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : fait des observations ; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).

Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : fait des observations ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Ordre des travaux : intervient concernant la discussion par priorité du projet de loi de finances et la discussion de la communication du gouvernement sur les problèmes énergétiques ; p. 218 (16 décembre 1959) ; fait des observations ; p. 404 (3 février 1960) ; pp. 498, 499 (16 février 1960) ; p. 709 (2 mars 1960).

De Smet P. (suite).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Ajournerment : déclare qu'il n'y a pas d'inconvénient à discuter le projet la semaine suivante et propose l'ajournerment au mardi suivant ; p. 231 (17 décembre 1959). — Discussion générale : fait des observations ; p. 251 (22 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 268 (22 décembre 1959). — Discours : rend hommage à M. Rolin, dit que le groupe P.S.C. donne sa confiance au ministre ; p. 308 (23 décembre 1959).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 400 (3 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le meilleur fonctionnement des assemblées parlementaires, les ingénieurs au service de l'Etat, le manque d'ingénieurs dans plusieurs administrations, le statut du personnel fournissant un travail scientifique ; p. 497 (16 février 1960) ; fait des observations ; pp. 557, 561, 562, 563 (23 février 1960). — Vote : demande le vote par appel nominal ; p. 629 (25 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 523 (17 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 605 (24 février 1960) ; pp. 627, 638. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : fait des observations ; pp. 640, 641 (25 février 1960).

Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 687 à 692. — Discussion des articles : fait des observations ; p. 692 (2 mars 1960). — Art. 12 : intervient ; p. 737 (3 mars 1960).

Budget des Voies et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant la distinction entre crédits du budget ordinaire et crédits du budget extraordinaire, la présentation d'un budget général ordinaire et extraordinaire réunis, l'incidence de la reprise économique sur les recettes, l'abus d'avances de trésorerie, la réforme du système des impôts ; pp. 709, 710 ; fait des observations ; pp. 710 à 718 (2 mars 1960) ; pp. 741, 742 (3 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 807, 811 (9 mars 1960) ; pp. 842 à 846 (10 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : demande une suspension de séance ; fait des observations ; déclare que le groupe P.S.C. se rallie à la proposition de M. Orban tendant au renvoi en commission ; pp. 982, 983 (23 mars 1960) ; fait des observations ; p. 996 (24 mars 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion. — Discours : concernant le malentendu au sujet du « coup monté » entre les présidents des deux groupes de la majorité pour interpellier le gouvernement ; la déclaration gouvernementale de novembre 1958 et le palmarès des points déjà réalisés ; certains problèmes pour lesquels le gouvernement a failli à sa tâche : élaboration de la politique paritaire et assainissement de la sécurité sociale, séquelle de la répression ; la maladresse du gouvernement quant aux projets relatifs à la répression et la consultation des milieux patriotiques, les critiques à l'adresse du Premier Ministre, la presse, reflet de l'opinion publique, l'influence des groupes de pression, l'immobilisme gouvernemental, la réalisation du programme gouvernemental résultant d'un compromis entre les partis formant la coalition majoritaire, les décisions politiques du Parlement, le travail parlementaire, l'absentéisme, le « sens politique », l'attitude de l'opposition, les actes positifs que l'on attend du gouvernement ; exprime la confiance de l'aile P.S.C. au gouvernement de M. Eyskens ; pp. 1390 à 1392 ; fait des observations ; pp. 1399, 1403 (18 mai 1960) ; dépose un ordre du jour de confiance qui est adopté ; fait des observations ; pp. 1412, 1416, 1423. — Rappel au règlement de M. Vermeulen : marque son accord sur un nouveau

De Smet P. (suite).

- vote électrique étant entendu que ceci ne marque un désaveu quelconque à l'égard du président; propose un vote électrique sur une motion confirmant le vote de confiance émis ce jour; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1457 (25 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture des entreprises. — Discussion des articles. — Art. 4bis: intervient, propose l'ajournement de la discussion; p. 1535 (2 juin 1960).
- Interpellation de M. Rolin au Ministre de la Justice. — Discussion: fait des observations; propose de renvoyer l'ordre du jour de M. Rolin à la commission de la Justice pour examen du premier paragraphe; pp. 1791, 1792 (16 juin 1960).
- Projet de loi organique des Conseils culturels. — Discussion générale: fait des observations; p. 1880 (21 juin 1960).
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus coordonnés le 15 janvier 1948, en vue de favoriser la prospection pétrolière en Belgique. — Discussion générale: fait des observations; p. 2042 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; p. 2062. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 2065 (7 juillet 1960).
- Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 2115 (13 juillet 1960).
- Projet de loi intaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; p. 2142 (14 juillet 1960).

de Stexhe, sénateur coopté.

- Doc. — N° 82: Proposition de loi portant exemption d'impôt en faveur des Fonds Provinciaux d'aide aux familles des victimes d'accidents mortels du travail.
- N° 164. — Amendements: Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance.
- N° 184. — Rapport: Projet de loi modifiant les limites des communes d'Erbisoeul et Ghlin.
- N° 253. — Amendement: Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.
- N° 279. — Rapport: Projet de loi modifiant, en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949.
- N° 318. — Amendement: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
- N° 349. — Amendements: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.
- N° 351. — Amendements: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
- N° 427. — Amendements: Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.
- N° 494. — Rapport: Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés.
- Ann. — Revision de tous les articles de la Constitution, mais uniquement en vue d'établir la version néerlandaise. — Discussion. — Discours: concernant le renvoi du projet à la Chambre; p. 193 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supra-nationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'Assemblée. — Discussion. — Dis-

de Stexhe (suite).

- cours: concernant l'incidence du vote par procuration sur le quorum; pp. 209, 210 (16 décembre 1959).
- Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105: intervient; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).
- Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion: fait des observations; p. 262. — Discours: concernant le déroulement du procès de Marcinelle, l'instruction judiciaire, la communication tardive de certains documents, leur importance, l'indemnisation des victimes, l'intervention du Fonds provincial du Hainaut, la taxation du capital de ce Fonds constitué comme association sans but lucratif, la sécurité dans les mines; pp. 265 à 267 (22 décembre 1959).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 365 (27 janvier 1960).
- Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale et ajournement. — Discours: concernant la situation qui serait créée par la nomination d'avocats-avoués dans les tribunaux importants; demande l'ajournement; p. 515 (17 février 1960). — Discussion des articles et demande d'ajournement. — Art. 1: intervient; pp. 544 à 546. — Art. 2: intervient; son amendement est adopté; p. 546 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les mesures d'application de la loi de 1956 sur le registre de commerce et l'article 13 de la loi sur l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière automobile, le cadre du personnel des greffes, l'emploi de papier carbone dans les greffes, le problème des photocopies, les nominations au parquet général de Bruxelles, les relations du parquet général de Bruxelles avec les avocats; pp. 538 à 540 (18 février 1960); fait des observations; p. 585 (24 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 640 (25 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le régime de l'Office régulateur de la navigation intérieure, la nécessité d'une réforme profonde, l'arrêt de la Cour de Cassation de mars 1959, les conséquences du protectionnisme de l'O.R.N.I., le retour à la liberté en matière de transport par eau des grains à destination d'Anvers, le préjudice causé par l'O.R.N.I. à toutes les régions industrielles du pays, la nécessité du retour à la liberté des frets et à la suppression du tour de rôle, la liberté des transports pour compte propre, le remplacement de l'O.R.N.I. par une coopérative libre des bateliers; pp. 664 à 666 (1^{er} mars 1960).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement, signée à Bruxelles, le 20 janvier 1959. — Discussion générale. — Discours: concernant les exemptions fiscales accordées aux agents diplomatiques et la réciprocité en la matière, le cas d'un legs attribué à un consul général de France au profit de nécessiteux français sous sa juridiction; p. 922 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement, amendé conformément à la deuxième partie de l'amendement de M. Versé est adopté; pp. 1041 à 1043 (31 mars 1960).
- Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Discussion générale: fait des observations; p. 1339 (18 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 16: fait des observations; p. 1481 (25 mai 1960). — Art. 21: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1583, 1584. — Art. 23, 35: retire ses amendements; pp. 1585, 1590 (7 juin 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale: fait des observations; p. 1499, 1500. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1502, 1503 (31 mai 1960). — Intervient au sujet de son amendement tendant à l'insertion d'un article 4bis; pp. 1534 à 1537 (2 juin 1960); retire cet amendement; p. 1549. — Art. 7: intervient; p. 1558. — Art. 13: intervient, retire son amendement; pp. 1569, 1570 (7 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Dis-

de Stezhe (suite).

cours : concernant le canal de Charleroi, la mise en adjudication définitive et la date d'exploitation de ce canal, le dossier constitué par lui à ce sujet, l'importance des eaux de la Sambre pour les industries de la région, le prélèvement de ces eaux pour l'alimentation du nouveau canal de Charleroi, l'intention d'installer à Ronquières un groupe hydro-électrique également alimenté par les eaux de la Sambre, le problème international posé par la construction d'une nouvelle centrale électrique à Pont-sur-Sambre (France) et par l'alimentation du canal de l'Oise (prélèvement de l'eau des deux Hesples et de la Haute Sambre avant la frontière) ; les déficiences quantitatives graves des cadres du département, le nombre insuffisant de techniciens, les effectifs prévus dans le cadre et les effectifs réels d'ingénieurs, conducteurs des ponts et chaussées et ingénieurs techniciens, le « livre blanc sur les besoins de l'économie belge en personnel scientifique et technique qualifié », l'augmentation du traitement du personnel technique, la revalorisation de la fonction d'ingénieur, le statut, le barème et la carrière des ingénieurs techniciens ; les pertes que le Trésor subit par le manque de personnel technique au département ; pp. 1727 à 1730 (14 juin 1960) ; fait des observations ; pp. 1770 à 1772 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion générale. — Discours : concernant le but et les principes du projet, la situation particulière des sociétés anonymes et des sociétés de personnes à responsabilité limitée en cas de prévention et leur comparution devant les tribunaux de police ; les conditions requises pour l'admission d'un mandataire autorisé à représenter la société en justice, les abus possibles, le mandat « ad hoc » ; pp. 1736, 1737. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1738 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : concernant les équivalences de scolarité et de certificats ou diplômes qui existent déjà, les modalités d'application différentes, la coordination de l'article 56 ; l'avis de la commission ; pp. 1843 à 1846 (21 juin 1960).

Projet de loi organique des Conseils culturels. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; p. 1888 (21 juin 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer Belges. — Discussion des articles. — Art. 5 : intervient, retire son amendement principal, son amendement subsidiaire est adopté ; pp. 1900, 1901 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion des articles. — Art. 10 : intervient ; p. 1908 (22 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la pénurie d'ingénieurs universitaires, l'accession des ingénieurs techniciens aux universités ; pp. 1964, 1967, 1968, 2006 (23 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant la générosité du geste du gouvernement en matière d'avantages sociaux, le contrôle des subsides alloués ; p. 2104 (13 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant le recensement linguistique, la limitation du problème qui ne se pose que dans quelques communes de la périphérie bruxelloise, le recensement de 1947, la loi votée en 1954, l'adaptation des lois de 1932 ; pp. 2352, 2353 ; fait des observations ; p. 2356 (6 octobre 1960).

Dethier, sénateur coopté.

Doc. — N° 493. — Amendements : Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier.

Dethier (suite).

Ann. — Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Discussion. — Discours : concernant le coût salarial de la main-d'œuvre en Belgique, le respect du traité de la C.E.C.A., l'accord intervenu à Luxembourg, la réduction de la production et les fermetures de charbonnages qui en résulteront, la réduction des importations, le chômage, les mesures pour assurer le emploi des travailleurs licenciés, l'assainissement de l'industrie charbonnière ; pp. 237 à 239 (17 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 637 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant la vente du charbon, Cobechar, la cohésion en ce domaine dans les autres pays de la Communauté, les réformes de structure, la concentration des entreprises, le nombre de travailleurs des charbonnages qui ont été licenciés, la création d'un comité national de l'énergie, les conséquences de la réduction de la production de charbon, la création d'emplois nouveaux, les allocations de réadaptation, de déménagement ou de chômage partiel accordées aux mineurs licenciés ; pp. 801 à 803 (9 mars 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours : concernant la réduction de la production charbonnière, le chômage qui en résulte, l'allocation de chômage, le supplément de taxation qui devrait être perçu sur le fuel-oil, la promotion de l'écoulement de la production de charbon ; pp. 2191, 2192. — Discussion des articles. — Art. 1 : son amendement est rejeté ; p. 2216. — Art. 2 : retire son amendement ; p. 2216 (20 juillet 1960).

De Vleeschauer (Baron), Ministre de l'Agriculture.

Ann. — Interpellation de M. G. Breyne « sur la situation malheureuse dans laquelle se trouvent nos planteurs de houblon, par suite de l'effondrement du prix du houblon et sur les mesures à prendre par le gouvernement en vue de remédier à cette situation ». — Discussion. — Discours : concernant l'augmentation de la superficie consacrée à la culture du houblon, les prix moyens de revient et de vente du houblon au cours des dix dernières années, la chute des prix, l'augmentation de la production, la nécessité d'importer certaines variétés de houblon, la culture de meilleures variétés de houblon en Belgique, les obligations d'importer résultant d'accords internationaux, les mesures envisagées en vue d'aider les planteurs de houblon, la perception d'une taxe à l'importation, certaines réactions, la limitation des importations de houblon, l'octroi d'un subside calculé suivant la superficie cultivée et déclarée, l'impossibilité de faire supporter par la communauté des mesures qui ne seraient pas économiquement justifiables ; pp. 47 à 50 (19 novembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Ajournement : demande, au nom de son collègue des Finances, de surseoir à l'examen du projet parce qu'il pourrait faire des propositions susceptibles d'éviter les contradictions entre le projet et la revision du revenu cadastral ; p. 337 (13 janvier 1960). — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la demande de renvoi en commission, la péréquation cadastrale des terres agricoles ; estime qu'il n'y a pas de relation entre la question en discussion et cette péréquation ; déclare qu'il n'y a aucun motif de s'opposer à la discussion immédiate du projet ; pp. 944, 947, 948, 950, 951, 955 (22 mars 1960) ; fait des observations ; estime que la prochaine péréquation cadastrale ne justifie pas le renvoi en commission ; approuve l'amendement de MM. De Boodt et Sledsens. — Discours : concernant l'origine du projet en discussion, les votes émis à la Chambre lors de son approbation, l'aggravation de la sanction prévue dans la loi de 1952, le problème du taux des fermages, la cherté des terres et des fermages en Belgique et le taux de leur hausse depuis 1959, la part de leur prix dans le coût de la production, le prix des fermages dans les autres pays de la Communauté européenne ; les amendements au projet, la péréquation du revenu cadastral ; pp. 977 à 986 (23 mars 1960) ; fait des observations pp. 990 à 992, 994 à 996 ; parle de l'origine non gouvernementale du projet, de la fixation des prix des fermages sur base de la valeur vénale ; pp. 996, 997 ; fait des observations ; pp. 998 à 1006 (24 mars 1960) ; pp. 1011 à 1013,

De Vleeschauwer (Baron) (suite).

1017, 1018; parle de la proposition de fixer les taux des fermages suivant la valeur vénale des terres, la liaison des fermages à l'index des prix de détail, l'amendement tendant à la restitution de l'impôt foncier à l'exploitant; pp. 1021, 1022. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960); intervient; pp. 1039 à 1044 (31 mars 1960); p. 1099. — Art. 2: intervient; p. 1100 (5 avril 1960).

Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 1094 (5 avril 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1605 1608 à 1613, 1616 à 1620, 1628 à 1631, 1635, 1636 (8 juin 1960); p. 1643. — Discours: concernant la politique agricole belge dans le cadre de Benelux, le régime actuel, les engagements résultant d'accords internationaux; son interprétation de l'article 22 de la convention transitoire annexée au Traité d'Union économique Benelux et les deux obligations qui en résultent: harmoniser les politiques agricoles et supprimer les dispositions dérogatoires en matière d'agriculture à mesure de la réalisation de l'harmonisation; la liaison entre harmonisation et libération des politiques agricoles, l'actuel article 22 qui réunit les articles 22 et 25 du premier projet; les interprétations de MM. Mansholt et Van Offelen, la politique agricole belge dans le cadre du Marché commun, la mission essentielle de la C.E.E. et les buts poursuivis par le Traité de Rome: élimination des droits de douane, instauration d'un tarif douanier commun, élimination des restrictions quantitatives, définition d'une politique agricole commune, les décisions d'accélération du Marché commun prises récemment et le calendrier arrêté, la création et la composition d'un comité spécial chargé de faire rapport et de préparer les décisions du Conseil des Ministres, les conséquences éventuelles de l'accélération pour les produits agricoles au 1^{er} janvier 1961, la situation de l'agriculture belge au sein du marché européen, les dispositions prévues au Traité de Rome quant à la fixation des prix minima des contingents, les produits sujets à contingentement: bovidés et viandes de bœuf, porcs et viandes porcines, produits laitiers, œufs, volaille, froment, pommes de terre à l'exception des hâtives, l'importation de produits par le service commercial du ravitaillement; la valorisation de la récolte de froment de 1960 et les diverses hypothèses pour cette valorisation, l'importation de céréales fourragères; la fixation des prix minima pour certains légumes et fruits; pp. 1651 à 1656 (9 juin 1960); concernant le problème de la production laitière, le beurre, le lait, le fromage à pâte dure, la réorganisation de l'industrie laitière en Belgique et à l'étranger, les laiteries, la production et le prix de la viande de porc, la taxe à l'importation sur les céréales fourragères, les œufs sans coquille, la production, l'importation, l'exportation et le prix des œufs, les pommes de terre, la pêche maritime, la pêche aux crevettes; l'élevage du bétail et le classement par races, le remembrement en Belgique et aux Pays-Bas, les améliorations à apporter aux bâtiments agricoles et aux habitations des cultivateurs, la mission, la compétence, les ingénieurs et le personnel du service de l'hydraulique agricole; l'assainissement de terrains marécageux, la situation à Arville, la construction de nouvelles fermes, la sylviculture et l'utilisation de certaines essences; le traitement des agents techniques des eaux et forêts; la tanderie; l'enseignement agricole postsecondaire; la viticulture et les laboratoires d'essais; la recherche scientifique; les analyses pédologiques; le Fonds d'investissement agricole et la teneur du projet de loi déposé; pp. 1689 à 1696; fait des observations; pp. 1698 à 1699. — Discussion des articles du tableau. — Art. 24: intervient; p. 1702 (14 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion, fait des observations; pp. 2085 à 2087 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2175, 2176 (19 juillet 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et traite notamment de l'absence d'avis du Conseil d'Etat, du contrôle parlementaire, de la fixation d'un plafond d'un milliard de francs, de la consultation de la commission du Fonds agricole; pp. 2232 à 2235. — Discussion des articles. — Art. 5: intervient; pp. 2236, 2237 (20 juillet 1960).

Ajournement: Précise la portée de la déclaration faite la veille par le Premier Ministre à propos des demandes d'explications formulées par le Parlement; p. 2244 (20 juillet 1960).

De Winter, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 198. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur le Sucre, fait à Londres le 1^{er} décembre 1958.

N° 282. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Protocole additionnel n° 8 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements du 19 septembre 1950, signé à Paris, le 29 juin 1956; b) Protocole additionnel n° 9 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements du 19 septembre 1950, signé à Paris, le 28 juin 1957; c) Protocole additionnel n° 10 portant amendement à l'Accord sur l'établissement d'une Union Européenne de Paiements du 19 septembre 1950, signé à Paris, le 27 juin 1958.

N° 283. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention Internationale se substituant à la Convention du 21 juin 1920 modifiée le 31 mai 1937, relative à l'Institut International du Froid, signée à Paris, le 1^{er} décembre 1954.

N° 355. — Rapport: Projet de loi portant approbation des Actes Internationaux suivants: a) Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie; l'Annexe et le Protocole d'application provisoire, ainsi que la Déclaration du gouvernement belge, signés à Paris, le 11 mai 1959; b) Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Turquie relatif aux modalités techniques d'application de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, signé à Ankara, le 12 août 1959; c) Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Turquie relatif à l'octroi d'un prêt par le gouvernement du Royaume de Belgique au gouvernement de la République de Turquie, et l'Annexe, signés à Paris, le 28 novembre 1958; d) Accord de prorogation du Protocole, signé à Bruxelles le 15 avril 1955, sur le commerce et les paiements entre l'U.E.B.L. et la Turquie, conclu par échange de lettres, datées à Ankara, le 19 juin 1958; e) Treizième accord, conclu par échange de lettres, datées à Ankara, le 29 juin 1958, portant prorogation de l'Accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Turquie, signé à Rome le 2 décembre 1948.

N° 410. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Royaume de Belgique et la République populaire fédérative de Yougoslavie, relatif aux transports aériens et de l'Annexe, signés à Belgrade le 24 septembre 1957.

N° 411. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux transports aériens entre la Belgique et la Turquie, et de l'Annexe, signés à Ankara, le 25 octobre 1956.

N° 412. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement impérial de l'Iran, relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs et au-delà, et de l'Annexe, signés à Téhéran, le 14 avril 1958.

N° 413. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord relatif aux services aériens entre la Belgique et le Japon, et de l'Annexe, signés à Tokio, le 20 juin 1959.

N° 437. — Rapport: Projet de loi portant approbation du Traité sur l'Antarctique, signé à Washington, le 1^{er} décembre 1959.

N° 452. — Rapport: Projet de loi portant abrogation de la loi du 31 mars 1920 et dissolution de l'Office de Gestion et de Liquidation.

N° 480. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'Accord aérien entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Islamique du Pakistan et de l'Annexe, signés à Karachi, le 4 juillet 1958.

N° 492. — Rapport: Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement: fait des observations; p. 527 (17 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 556 (23 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 623 (25 février 1960); p. 653 (1^{er} mars 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 638. — Discussion des articles du tableau — Art. 21: fait des observations; pp. 640, 641 (25 février 1960).

De Winter (suite).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 740 à 743 (3 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant certaines obligations qui sont imposées à des exportateurs vers l'Amérique du Sud, l'unité administrative du département des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, l'adjonction aux missions diplomatiques d'éléments ayant une formation économique, le cas d'un officier de réserve belge né en Argentine et qui ne peut y résider parce qu'il n'y a pas accompli de service militaire ; pp. 775, 776, 781 à 783 (8 mars 1960). — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation linguistique au département, la loi de 1932 sur l'emploi des langues en matière administrative, l'arrêté royal du 1 mars 1952 prescrivant l'équilibre linguistique aux échelons supérieurs des services extérieurs du département, les résultats de ce projet de flandansisation, la comparaison des nombres de fonctionnaires d'expression française et d'expression néerlandaise, le projet de transfert au rôle linguistique néerlandais de fonctionnaires ayant fait leurs études dans cette langue mais qui avaient à la suite d'une certaine « pression morale » participé à l'examen français, le résultat de ce projet, les fonctionnaires d'expression néerlandaise qui, d'après des listes officielles sont attachés aux représentations belges à l'étranger et aux organismes internationaux ; l'équilibre linguistique dans les fonctions dirigeantes et dans le cadre subalterne de l'administration centrale, la nécessité de mesures exceptionnelles en vue de réaliser l'équilibre tant dans les cadres supérieurs des services extérieurs que dans ceux de l'administration centrale ; les trois moyens de rétablir l'équilibre linguistique notamment l'extension des cadres par la nomination d'ambassadeurs économiques, la représentation des deux communautés belges à l'étranger ; pp. 1328 à 1331 ; (17 mai 1960). — Fait des observations ; pp. 1422, 1436, 1437. — Discours : concernant les rampes de lancement, les interventions au sujet de l'équilibre linguistique au département ; les chiffres du Ministre et les siens ; la nécessité de prendre des mesures exceptionnelles et le délai imparti pour assurer cet équilibre ; pp. 1440, 1441 ; (19 mai 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 1471 (25 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussion jointes : fait des observations ; pp. 798, 805, 812 (9 mars 1960) ; pp. 820, 822, 823, 836. — Discours : concernant le centre atomique de Mol, les investissements faits par l'initiative privée, l'organisation et la tâche essentielle du département, les missions confiées au Bureau de programmation économique, la dévolution à ce Bureau d'une tâche relevant de la compétence du département, la tendance à la création de nouveaux services, le morcellement de compétence, le recrutement de fonctionnaires dûment formés, la réforme des rouages supérieurs de l'administration, la désignation de secrétaires d'Etat ; pp. 838 à 840 ; fait des observations ; p. 846 (10 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 870 (15 mars 1960) ; p. 889. — Discours : concernant la formation et le perfectionnement professionnels dans les métiers et négoce, la transformation des secrétariats d'apprentissage en associations sans but lucratif, la composition des conseils d'administration de ces associations, l'arrêté royal du 13 avril 1959 et les arrêtés ministériels subséquents, la rémunération des secrétaires d'apprentissage, l'arrêté royal du 5 février 1960, le contrôle de l'apprentissage ; pp. 893, 894 ; fait des observations ; p. 898 (16 mars 1960).

Projet de loi portant approbation de la convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement, signée à Bruxelles, le 20 janvier 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 921 (17 mars 1960).

Projet de loi portant approbation de l'accord international sur le sucre fait à Londres le 1^{er} décembre 1958. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée de la convention,

De Winter (suite).

la soumission de pareille convention à la commission de l'Agriculture pour avis ; pp. 922, 923 (17 mars 1960).

Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale : fait des observations ; p. 928 (22 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 984 (23 mars 1960) ; p. 1016 (29 mars 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion : fait des observations ; p. 1160 (7 avril 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1684 (9 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les précisions relatives au programme ministériel en vue du Marché commun, le programme établi par les autres pays membres ; le revenu agricole net ; l'industrie laitière, le ramassage du lait et la valorisation de la production laitière, l'incorporation de lait dans la crème glacée ; pp. 1698, 1699 (14 juin 1960).

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1845 (21 juin 1960).

Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, l'Annexe et le Protocole d'application provisoire, ainsi que la Déclaration du gouvernement belge, signés à Paris, le 11 mai 1959 ; b) Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Turquie relatif aux modalités techniques d'application de l'Accord sur les dettes commerciales de personnes résidant en Turquie, signé à Ankara, le 12 août 1959 ; c) Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République de Turquie relatif à l'octroi d'un prêt par le gouvernement du Royaume de Belgique au gouvernement de la République de Turquie et l'Annexe, signés à Paris, le 28 novembre 1958 ; d) Accord de prorogation du Protocole signé à Bruxelles le 15 avril 1955, sur le commerce et les paiements entre l'U.E.B.L. et la Turquie, conclu par échange de lettres, datées à Ankara, le 19 juin 1958 ; e) Treizième Accord, conclu par échange de lettres, datées à Ankara, le 29 juin 1958, portant prorogation de l'Accord de paiement entre l'U.E.B.L. et la Turquie, signé à Rome le 2 décembre 1948. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une ratification sans délai des accords en cause ; p. 1863 (21 juin 1960).

Projet de loi portant approbation de l'accord entre le Royaume de Belgique et la République populaire fédérative de Yougoslavie, relatif aux transports aériens et de l'annexe, signés à Belgrade, le 24 septembre 1957. — Discussion générale. — Discours : renvoie à ses rapports concernant les accords aériens ; p. 1864 (21 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : demande que l'article 4 ne puisse limiter la portée de l'article 1 du projet ; p. 2061 ; fait des observations ; p. 2063 (7 juillet 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2067 à 2069 (7 juillet 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2179 (19 juillet 1960).

Interpellation de M. Baert au Ministre de la Défense nationale. — Discussion : fait des observations ; parle de la non-agrégation de candidats qui ont réussi les tests ; pp. 2184, 2186, 2187 (19 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'une promotion de l'exportation de la production excédentaire de charbon, l'alimentation d'un fonds d'assainissement par une taxe sur le fuel-oil, la constitutionnalité du projet de loi, la recherche d'un accord avec les importateurs de produits pétroliers en vue de limiter l'expansion de la consommation de fuel-oil ;

De Winter (suite).

pp. 2190 et 2191 ; fait des observations ; pp. 2193, 2194, 2196, 2200 (20 juillet 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2231 (20 juillet 1960).

Donse, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 131. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 11 juillet 1957, organique de l'enseignement maritime.

N° 188. — Rapport : Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux.

N° 225. — Rapport : Projets de loi concernant la naturalisation.

N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 497 (16 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'examen des dossiers de pension de veuves par les contrôleurs des contributions, l'accélération de l'enquête sur les ressources, les pensions des professeurs de l'enseignement technique subsidiié en fonction avant 1954, la liquidation des dossiers au Bureau des conventions internationales et au service des carrières mixtes de la rue Crespel ; pp. 608, 609 (24 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 671, 675 (1^{er} mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 810 (9 mars 1960) ; p. 817 (10 mars 1960).

Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours : concernant l'œuvre des pionniers belges dans le domaine de l'orientation scolaire, les centres psycho-médico-sociaux, le libre choix, les conséquences de la démocratisation de l'enseignement, les échecs scolaires, l'orientation dans les divers enseignements, la réforme des études normales, le problème de l'enseignement spécial, les critères en vue de l'établissement des centres ; pp. 906, 907 (17 mars 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours : concernant la conservation d'œuvres d'art dans des conditions défavorables, le prêt d'œuvres d'art acquises par l'Etat aux établissements d'enseignement secondaire ; p. 911 (17 mars 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1181 (3 mai 1960) ; pp. 1196, 1211. — Discussion des articles du tableau : fait des observations ; pp. 1214, 1215 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; pp. 1269 à 1271. — Discours : concernant la prudence requise dans l'appréciation d'œuvres d'art, la nécessité d'une formation classique pour les jeunes et de leur information quant aux tendances artistiques actuelles ; p. 1277 (10 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : pose à M. De Baeck, rapporteur, une question au sujet de l'autorisation à donner par la commune pour la coupe de bois dans certaines parties boisées de la zone verte prévue dans un plan d'aménagement ; pp. 1311 à 1314 (12 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 60 : intervient ; pp. 1816 à 1818 (16 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1329, 1331 (17 mai 1960) ; p. 1422 (19 mai 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1400 (18 mai 1960).

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1846 (21 juin 1960).

Donse (suite).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant le mécontentement provoqué par la lenteur de l'exécution administrative du pacte scolaire, le rendement de l'enseignement, l'instauration de la semaine de cinq jours dans l'enseignement et l'étalement des vacances, l'éducation physique et la médecine préventive à l'école, les bourses d'étude, le problème du quatrième degré, la loi organique de l'enseignement spécial, les subventions aux centres psycho-médico-sociaux ; pp. 1935 à 1938, 1939, 1941 (22 juin 1960) ; pp. 1958, 1961, 1970, 2000 à 2008 (23 juin 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2294, 2296 (4 octobre 1960) ; pp. 2310, 2316 (5 octobre 1960).

Doutrepoint, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, questeur du Sénat.

Doc. — N° 225. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 317. — Amendement : Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960.

N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 502. — Amendements : Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole.

Ann. — Bureau définitif : Est réélu questeur du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 84, 85 (2 décembre 1959) ; pp. 97, 98. — Discussion des articles. — Art. 16, 55 : fait des observations ; pp. 107 à 109, 123 à 125 (3 décembre 1959). — Art. 63 : fait des observations ; pp. 136, 137 (8 décembre 1959).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le retard dans le dépôt des documents budgétaires, l'ouverture des crédits hors budget, les avances du Trésor, les dépenses hors budget faites en 1958 et depuis juillet 1959, la délibération du 5 août 1959 autorisant une dépense découlant de la visite du Roi aux Etats-Unis, la constitutionnalité de cette dépense, la fixation de la liste civile pour la durée de chaque règne, la jurisprudence en cette matière, la délibération relative à un crédit en faveur de l'A.S.B.L. « Atomium », le cautionnement des engagements de l'A.S.B.L., la situation financière de cette association, l'opinion de la Cour des Comptes, le respect des prérogatives des Chambres ; pp. 162 à 166, 168 ; fait des observations ; parle du recours trop fréquent aux délibérations en conseil des ministres, de la méconnaissance de l'institution parlementaire ; pp. 170, 171, 173 (15 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient ; p. 174 (15 décembre 1959).

Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons qui ont retardé la discussion du budget, l'organisation de la comptabilité du Sénat ; p. 214. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Ordre des travaux : intervient : concernant la discussion par priorité du projet de loi de finances et la discussion de la communication du gouvernement sur les problèmes énergétiques ; p. 218 (16 décembre 1959) ; pp. 403, 404 (3 février 1960).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant le cas de ceux qui ont déjà payé l'une des deux redevances ; fait des observations ; pp. 244, 247 (22 décembre 1959).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : souligne certaines conséquences du dépôt tardif des budgets ; fait des observations ; pp. 250 à 254. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 255 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 329 à 331 (13 janvier 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la réforme administrative, l'absence de résultats tangibles, la composition et l'activité des cabinets ministériels, les conflits entre l'admi-

Doutrepoint (suite).

- nistration et les cabinets, le travail parlementaire, les sanctions contre les grévistes du 29 janvier, la participation de représentants du personnel à l'étude de la réforme administrative; pp. 550 à 552; fait des observations; pp. 558, 562, 565 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 633, 637, 638. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: fait des observations; pp. 640, 641 (25 février 1960).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours: concernant les habitudes de facilité de l'administration, le dépôt de deux feuillets de crédits supplémentaires par an, la réduction du nombre de positions budgétaires dans les budgets primitifs, les amendements au feuillet de crédits supplémentaires en discussion, les régularisations, certains paiements tardifs de rémunérations dues au personnel de l'enseignement; les avances récupérables pour des interventions d'ordre social pour les chemins de fer, la Sabena et certains parastataux; le livre des prêts remboursables à la Cour des Comptes, les dépenses résultant du stationnement de forces belges en Allemagne, les régularisations de crédit du département de l'Agriculture, la suppression de l'article 12, l'avance de 15 millions qui avait été prévue pour l'Atomium, la facturation par la Sabena de frais de transport à l'occasion du voyage de S.M. le Roi aux Etats-Unis, le déficit du budget de 1959; pp. 684 à 689; fait des observations; parle de l'article 12; pp. 689 à 692. — Discussion des articles: fait des observations; p. 692 (2 mars 1960). — Art. 12: fait des observations; pp. 737, 738 (3 mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 702, 703, 709, 712 à 718 (2 mars 1960). — Discours: concernant la procédure suivie pour l'examen des budgets et crédits supplémentaires, l'exécution des obligations découlant de la loi du 16 mars 1954 sur le contrôle de certains établissements d'intérêt public, l'importance des comptes de l'Etat, la renonciation aux principes du budget cyclique, la surestimation des prévisions de recettes, la plus-value due à la réduction du délai pour l'introduction des déclarations de succession, la réduction des dépenses budgétaires par des « amendements à déposer », la diminution des subventions les plus importantes, le recours à la caisse autonome des dommages de guerre et au Crédit communal, l'augmentation de la dette publique; pp. 724 à 728; fait des observations; pp. 742 à 745 (3 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 980 (23 mars 1960); pp. 993 à 997, 1001 à 1003 (24 mars 1960); pp. 1012, 1015, 1019. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours: concernant le dépôt tardif des budgets, l'importance du budget pour ordre non encore déposé, la prolongation de la période de liquidation et d'ordonnement des dépenses pour l'exercice 1959; pp. 1028, 1029; concernant le dépôt du budget pour ordre, le dépôt des budgets à la date légale; fait des observations; p. 1031 (31 mars 1960).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la jurisprudence en la matière; fait des observations; p. 1114 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33: fait des observations; p. 1156 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1190 à 1194, 1198 à 1201 (4 mai 1960); p. 2179. — Discours: concernant les indemnités payées par le département pour résiliation de contrats de fournitures; fait des observations; pp. 2180, 2181 (19 juillet 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations; pp. 1269, 1272 (10 mai 1960).

Doutrepoint (suite).

- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; p. 1287 (11 mai 1960); pp. 1313, 1314, 1315 (12 mai 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1387 à 1391, 1394, 1397, 1398 (18 mai 1960).
- Question orale de M. Vermeylen au Ministre de l'Instruction publique: fait des observations; p. 1425 (19 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1430, 1431, 1433, 1438. — Discussion des articles du tableau. — Art. 25: intervient; p. 1444 (19 mai 1960). — Son amendement est rejeté; p. 1470 (25 mai 1960).
- Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1953, 1954 et 1955. — Discussion générale. — Discours: concernant l'intérêt que méritent les comptes, la transmission des comptes des parastataux; p. 2022 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123 *decies* du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; p. 2063 (7 juillet 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2140, 2141, 2142 (14 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; p. 2177 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; pp. 2254, 2258, 2259, 2262, 2264, 2270, 2276 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2286, 2289 à 2291, 2294, 2297 (4 octobre 1960); pp. 2314, 2319 (5 octobre 1960). — Discours: concernant l'installation d'une base de la Bundeswehr à Arendonk, la présence de militaires belges au Congo, l'assainissement des finances publiques, le dépôt tardif des budgets, les crédits provisoires, le recours à l'avance du Trésor, le remaniement du gouvernement, la réforme administrative, les ministres sous-secrétaires d'Etat, le transfert au budget ordinaire de toutes les dépenses de consommation, le budget cyclique, la situation financière, le déficit des budgets; pp. 2321 à 2325; fait des observations; pp. 2325, 2327, 2344 à 2350, 2356 (6 octobre 1960).
- Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2190 à 2196 (20 juillet 1960).
- Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale. — Discours: concernant l'absence d'avis du Conseil d'Etat, le maintien du contrôle parlementaire sur le Fonds, les amendements présentés en commission, la mission du législateur en matière de dépenses; déclare avoir déposé deux amendements en commission; pp. 2229, 2230; fait des observations; pp. 2232 à 2234. — Discussion des articles. — Art. 5: intervient, son amendement est rejeté; pp. 2236, 2237. — Art. 11: intervient, retire son amendement; pp. 2237, 2238 (20 juillet 1960).

Driessen (Mlle), sénateur coopté.

- Doc. — N° 129. — Rapport + Annexes: Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. (Crédits: Santé publique.)
- Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les problèmes de l'hygiène mentale, les rapports humains dans les hôpitaux et les institutions, en particulier pour orphelins et enfants abandonnés et vieillards, le fonctionnement de l'O.N.E.; le problème des alcooliques; pp. 411, 412 (9 février 1960); concernant le problème des vieillards, la formation des aides familiales; p. 451 (11 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'application de l'article 61 de la législation sur les allocations familiales, l'allocation d'orphelin; p. 633 (25 février 1960).

Dua, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 124 : Proposition de loi portant modification de l'article 462 du Code pénal en vue d'ériger en délit, dans certains cas, le vol commis entre époux.

N° 364. — Rapport : Projet de loi instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le statut des greffiers, les abus en matière de mandats d'arrêt ; p. 582 ; fait des observations ; p. 584 (24 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : concernant le racolage dans notre pays de mineurs d'âge pour des forces étrangères, le discours de M. Deschuyffeleer l'an dernier et la réponse du ministre, les mineurs d'âge séjournant en Algérie, la proposition de loi de M. Ancot concernant le racolage, l'application de l'article 374 du Code civil et de la convention de juillet 1925 ; pp. 1437, 1438 (19 mai 1960).

Duvieusart, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 67 : Proposition de loi modifiant la loi du 14 juillet 1932 sur le régime linguistique de l'enseignement primaire et de l'enseignement moyen.

N° 95. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 190. — Rapport : Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo.

N° 292. — Amendements : Projet de loi organique des Conseils culturels.

N° 422. — Rapport : Budget spécial d'assistance au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et aux territoires d'outre-mer de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1960.

N° 422. — Rapport : Projet de loi contenant le budget du Fonds d'assistance au Congo Belge pour l'exercice 1960.

Ann. — Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : demande que la décision prise quant à la fixation de l'indemnité parlementaire n'ait pas d'effets rétroactifs ; estime que le chiffre figurant au budget ne peut traduire la décision prise par le Bureau le matin ; pp. 215, 216 (16 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo — Discussion générale — Discours : souligne que le Congo est conduit vers l'indépendance dans les voies de la démocratie ; rend hommage au Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi ; pp. 731, 732 (3 mars 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960 — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960 — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960 — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 741 (3 mars 1960).

Question orale au Ministre chargé des questions économiques et financières du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, au sujet d'un communiqué du gouvernement britannique affirmant que des milieux miniers et industriels du Katanga ont pris contact avec la Rhodésie ; p. 753 (8 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires Etrangères et du Commerce Extérieur pour l'exercice 1960 — Crédits : Commerce extérieur — Discussion générale : fait des observations ; p. 778 (8 mars 1960). — Crédits : Affaires étrangères — Discussion générale. — Discours : concernant les événements et de M. Rolin et ses critiques unilatérales contre certains pays auxquels nous sommes associés, le changement de nom du département, la politique internationale des petits pays, les événements qui coïncident avec la discussion du budget : incident de l'avion U-2 et conférence au sommet, leur influence sur notre politique, la position des Russes devant la question Berlin, la frontière Oder-Neisse, l'unification de l'Allemagne, les frontières de l'Est de la Pologne selon la ligne Curzon, l'autodétermination des habitants de l'Allemagne de l'Est, le désaccord sur le problème Berlin, la rupture des négociations entre Occidentaux et Russes, l'abus qui a été fait de l'incident de l'U-2, le survol de territoires par des avions étrangers, l'espionnage ; son adhésion à la politique du ministre ; la réalisation de l'Europe, l'accélération des étapes du Marché commun, la C.E.E., la session de Strasbourg, le rapport de M. Martino sur l'Assemblée Européenne, la signification de « supra-national », l'élection d'une assemblée européenne au suffrage universel, la constitution d'un exécutif européen unique, la mise en application

Duvieusart (suite).

du Fonds social, l'intégration des politiques agricole et économique, l'association de la Communauté Atlantique avec les peuples d'Amérique, le Plan Marshall, la fidélité à « l'Europe » et à « l'Atlantique » malgré l'échec de la conférence au sommet, notre politique de colloques avec l'U.R.S.S., la reconnaissance de la république populaire de Chine, les Chinois de Formose, les manœuvres indonésiennes, notre politique de solidarité en faveur des pays sous-développés, la communauté eurafricaine ; pp. 1427 à 1429 : fait des observations ; p. 1430 (19 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques — Discussions jointes ; fait des observations ; p. 826 (10 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages — Discussion générale — Discours : concernant la fixation d'un délai de répétition de cinq ans, l'absence de justification des coefficients actuels des fermages, l'immoralité de la législation proposée, le problème posé par la répétition de fermages contre des administrations publiques, la portée de l'amendement qu'il a déposé ; pp. 952, 953 (22 mars 1960) — Discussion des articles — Art. 2 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1099 (5 avril 1960).

Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail — Discussion des articles — Art. 1 : fait des observations ; p. 1091 (5 avril 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels — Discussion générale — Discours : concernant l'existence de deux communautés culturelles, le recours antérieur à la formule de consultation, les conseils culturels créés en 1938, l'absence de consultation de ces conseils, la transformation du projet en commission, la compétence territoriale des conseils, l'inconstitutionnalité du mode de nomination prévu à l'article 11, la demande de l'avis du Conseil d'Etat sur cet article, l'inopportunité du projet dans les circonstances actuelles ; pp. 1254 à 1256 ; (5 mai 1960) ; fait des observations ; pp. 1878, 1879 — Discours : concernant les objections d'ordre constitutionnel, l'opportunité discutable de créer des conseils avec une seule mission consultative, l'inquiétude due à la tendance préférentielle du projet, l'inconstitutionnalité de l'article 11 primitivement présenté par la commission, le risque d'une dégradation des institutions parlementaires ; pp. 1879 à 1881 ; concernant la protection due aux institutions ; p. 1882 — Discussion des articles — Art. 11 : fait des observations ; p. 1889 (21 juin 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises — Discussion des articles — Art. 6 : intervient ; pp. 1539, 1540 (2 juin 1960).

Projet de loi contenant le budget spécial d'assistance au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et aux territoires d'outre-mer de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1960 — Budget du Fonds d'Assistance au Congo Belge pour l'exercice 1960 — Discussions générales jointes — Discours : concernant l'intervention de la Belgique au profit des territoires d'outre-mer associés à la C.E.E., du Ruanda-Urundi et du Congo, l'affectation du crédit de 2 milliards 700 millions au profit du Congo, le devoir d'assistance aux Etats en voie de développement, l'exemple américain du plan Marshall, la nécessité d'un groupement des nations noires de l'Afrique ; pp. 1856, 1857 (21 juin 1960).

Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive — Discussion générale — Discours : concernant la conformité de la proposition avec les dispositions du Traité de Rome en matière d'ententes et de pratiques restrictives ; précise son intervention ; p. 2021 (5 juillet 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins, et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires — Discussion des articles — Art. 3, 10 : fait des observations ; pp. 2039, 2041 (5 juillet 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti — Discussion des articles — Art. 13 : fait des observations ; p. 2154 (14 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier — Discussion générale — Discours : concernant le caractère momentané et onéreux du projet, la nécessité de mobiliser des moyens financiers considérables à la suite des événements du Congo,

Duvieusart (suite).

le problème de la reconversion du secteur charbonnier, les problèmes économiques et sociaux qui résultent de la tragédie congolaise; pp. 2195 et 2196; fait des observations; p. 2200 (20 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale — Discussion — Discours: concernant le vote de confiance donné au gouvernement en août, la composition du gouvernement, le rôle politique joué par les organismes économiques, sociaux et autres, le programme du gouvernement, la désintégration de nos institutions politiques, les problèmes linguistiques, la remise du recensement linguistique, la crainte de « remous », la garantie des droits des minorités; pp. 2293 et 2294; (4 octobre 1960); fait des observations; p. 2354, 2355 (6 octobre 1960).

E**Estienne, sénateur provincial de Brabant.**

Doc. — N° 148 — Rapport: Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959.

N° 416 — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'arrêté royal du 30 octobre 1959 ouvrant des crédits supplémentaires et ordonnant des virements de crédits au budget des dépenses ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1958.

N° 416 — Rapport: Projet de loi approuvant des ouvertures de crédits supplémentaires et réduisant certains crédits ouverts pour les dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi de l'exercice 1958.

N° 420 — Rapport: Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge pour l'exercice 1960.

Ann. — Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959 — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959 — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Congo Belge des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant le compte général du Congo Belge de l'année 1950 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1949. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1950 et 1951 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1950. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 857 (15 mars 1960).

Projet de loi contenant le budget ordinaire du Congo Belge pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'équilibre du budget, les sommes à consacrer à l'agriculture par le Congo; pp. 1858, 1859 (21 juin 1960).

Eyskens, Premier Ministre.

Ann. — Ordre des travaux: intervient; pp. 498, 499 (16 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement. — Discours: estime qu'il n'y aurait pas eu d'incident si le Ministre de la Justice avait pu faire en commission de la Justice de la Chambre l'exposé qu'il se proposait de faire à propos des amendements du gouvernement au projet de loi sur l'article 123sexies; demande que le Sénat se rallie à la suggestion de remettre le débat sur le budget de la Justice à la semaine prochaine; p. 526 (17 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et traite notamment de: la réforme administrative, les économies possibles dans certains secteurs de l'activité économique, la composition des cabinets ministériels, la dépolitisation de l'administration, l'institution de sous-secrétaires d'Etat, la délimitation des zones de développement, la diminution du nombre de chômeurs, le montant des indemnités de chômage, la politique des prix, l'augmentation du revenu national, la coordination économique, la création d'emplois nouveaux dans le Borinage, la dette publique; pp. 557 à 561; répond aux derniers orateurs et traite de la politique d'expansion économique régionale, de la valorisation de la fonction publique, de l'assurance des besoins vitaux en cas de grève; p. 570 (23 février 1960).

Eyskens (suite).

Interpellation de M. Vreven « sur la situation générale et la politique gouvernementale ». — Discussion. — Discours: concernant l'élaboration de la politique paritaire dans les secteurs de la sécurité sociale, le reproche fait au gouvernement quant aux projets relatifs à la répression et la consultation des associations patriotiques; les critiques de M. Vreven quant à l'action gouvernementale, les questions fondamentales restées sans solution, le programme inscrit à la déclaration gouvernementale de 1958, les réalisations; le temps consacré au problème du Congo et son indépendance, la situation au Congo, l'allusion à l'évacuation de la population blanche, les responsabilités et devoirs de chacun; la situation financière, les reproches d'immobilisme que l'orateur combat en citant des exemples, les lois votées pour l'enseignement, la recherche scientifique, les lois politiques et fiscales, la réforme de l'armée, la relance économique, les lois pour l'expansion économique, le programme social, la politique des prix, l'index, la reprise économique de la Belgique; la dette publique, les finances publiques, le budget cyclique, l'équilibre budgétaire; la programmation générale des travaux publics; la situation des indépendants, l'agriculture; le pouvoir concurrentiel du pays, le prix du charbon et de la haute tension; le problème financier: réforme fiscale, élimination de certaines discriminations, réforme administrative, réforme des finances communales, assainissement de la S.N.C.B. et du secteur charbonnier; la situation économique du pays: production, commandes, ventes, immeubles professionnels, exportations, stabilité des prix et du coût de la vie, chômage; les prévisions budgétaires, les recettes fiscales, l'équilibre budgétaire, l'accroissement de la dette publique et son rapport avec le revenu national, les déficits laissés par les budgets antérieurs, le rythme des emprunts, l'épuration du budget extraordinaire, l'assainissement des finances, la réforme administrative, la révision du régime des pensions, les dépenses pour l'enseignement en suite de l'application du pacte scolaire, la politique de fermeture de certains charbonnages, la suppression des lignes non rentables des chemins de fer, le personnel de la S.N.C.B., les problèmes du secteur social et notamment des allocations familiales, l'adaptation du plafond et le déficit de l'assurance maladie-invalidité et la situation dans les pays voisins, le secteur chômage, l'influence des groupes de pression et la responsabilité du gouvernement; les initiatives et le dynamisme et les réalisations du gouvernement; pp. 1393 à 1399; fait des observations; pp. 1401, 1402, 1404 (18 mai 1960); p. 1416. — Vote: fait des observations; p. 1416 (19 mai 1960).

Interpellation de M. Harmegnies « sur les mesures à prendre d'urgence pour parer à la situation financière critique des communes ». — Discussion. — Discours: déclare que le gouvernement prendra toutes ses responsabilités; explique la remise de l'interpellation due à l'état de santé du Ministre de l'Intérieur; répond au discours de l'interpellateur concernant la situation désastreuse d'une série de communes, la dégradation de la situation financière ces dernières années et l'aggravation en 1960, l'impossibilité pour certaines communes de payer leurs factures ou régler leur compte avec la C.A.P., les demandes d'avances sur le montant de leur quote-part au Fonds des communes, l'étude du problème par une commission spéciale mixte qui n'a pas déposé de conclusions définitives, l'évolution des déficits globaux des communes depuis 1948, la loi Vermeyleen, les arriérés dus aux communes, l'accroissement du nombre de communes déficitaires depuis 1953, l'effort des communes pour trouver des rendements fiscaux plus importants, l'évolution des additionnels à la contribution foncière, les causes de la situation déficitaire des communes qui pour cela ne sont pas mal gérées: ressources trop faibles, progression des dépenses communales, coût du personnel (traitements, pensions, retenues), investissements, charges de la dette dans les grandes et dans les petites communes, charges d'assistance publique et hôpitaux, charges supportées en lieu et place de l'Etat (locaux judiciaires, personnel des tribunaux de police), amélioration et entretien des voies de grande communication, réduction de certaines recettes communales (taxes industrielles, quote-part dans le bénéfice réalisé par les régies d'électricité); la solution proposée par l'interpellant mais irréalisable: déficit à combler par l'Etat; les mesures envisagées pour l'assainissement: effort de l'Etat et des communes préconisé par la déclaration gouvernementale de 1958; le problème du Fonds des communes, les fluctuations, la quote-part des communes fixée à un neuvième du rendement des impôts, l'extension de la matière fiscale locale, la reprise par l'Etat de certaines dépenses mises à charge des communes, la dotation et la répartition du Fonds des communes, les mesures de déconcentration prévues dans le projet déposé à la Chambre, l'approbation du cadre des fonctionnaires communaux, la rationalisation du système des grades, des

Eyskens (suite).

rémunérations et des pensions et les projets déposés à ce sujet, le contrôle des budgets et des propositions de dépenses, une meilleure coordination, la fusion des communes, le contrôle de tutelle en matière de dépenses d'assistance publique, le maintien d'un fonds spécial d'aide pour certaines communes, le recours à un emprunt de consolidation pour apurer les anciens déficits, le regroupement des communes, le retour à une fiscalité directe, l'exécution du programme gouvernemental; pp. 1510 à 1515; fait des observations; p. 1519. — Discours: concernant la situation financière de l'Etat et des communes, la responsabilité des administrateurs communaux, les contradictions des orateurs, la nécessité d'une réforme fondamentale, le regroupement des communes et l'instauration d'une fiscalité directe, les efforts indispensables; p. 1520 (1^{er} juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion.

— Discours: rend hommage aux victimes des événements du Congo et aux troupes métropolitaines qui protègent les vies humaines au Congo, et répond aux orateurs; concernant les causes de l'effondrement de la Force publique, les retards dans l'africanisation des cadres et la formation d'universitaires congolais, le retour au calme là où sont intervenues les forces métropolitaines, le cas du général Janssens, le sens de l'intervention des troupes métropolitaines au Congo, le maintien d'un appareil administratif et économique en vue d'éviter l'effondrement de l'Etat congolais, la nécessité de la sécurité; la recherche des collaborations nécessaires sur le plan international, le problème du Katanga, la non-immixtion de la Belgique dans les problèmes de politique intérieure congolaise, l'unanimité du gouvernement quant aux mesures prises par le Ministre de la Défense nationale, l'œuvre accomplie par la Belgique au Congo sous le régime colonial; pp. 2089 à 2092; répond à M. Rolin et traite notamment de la demande de M. Bomboko réclamant l'intervention des forces métropolitaines, de l'appel aux troupes des Etats-Unis; fait des observations; pp. 2093, 2094 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussions: fait des observations; pp. 2175, 2176. — Discours: concernant la nécessité de ne pas entraver actuellement le travail du gouvernement, les causes de la mutinerie de la Force publique, les odieuses accusations soviétiques, le problème Katangais, la non-immixtion dans les problèmes intérieurs du Congo, les tâches qui restent à accomplir en Afrique; pp. 2177, 2178 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations. — Discours: concernant la politique suivie par le gouvernement au Congo en 1959, l'africanisation des cadres, l'attitude du gouvernement devant la résolution du Conseil de Sécurité, le souci d'assurer la sécurité des blancs, l'intervention des forces des Nations Unies, l'assistance technique au Katanga et dans les autres provinces du Congo, la situation du commandant Weber, le maintien de la base de Kamina pour l'appui logistique des forces métropolitaines au Ruanda-Urundi, l'intervention financière belge en faveur du Ruanda-Urundi, les négociations bilatérales qui doivent avoir lieu au sujet des bases militaires au Congo, les intérêts belges au Katanga, les réalisations gouvernementales depuis 1958, les conséquences des événements du Congo, l'assainissement du secteur charbonnier, le problème de la réforme de nos institutions et notamment du travail parlementaire, le régime des conseils supérieurs, les finances publiques et les budgets cycliques, l'expansion économique; pp. 2250 à 2260, 2272, 2273 à 2275, 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2286, 2294, 2298 (4 octobre 1960); pp. 2302 à 2304, 2307, 2317 (5 octobre 1960); pp. 2322 à 2326, 2329; répond à M. De Boodt et traite notamment de l'absence de reconnaissance de l'indépendance du Katanga, de l'évolution de la situation au Congo, du respect des résolutions de l'O.N.U.; pp. 2330, 2331; fait des observations; pp. 2331 à 2333, 2339 à 2341. — Discours: concernant la précision de la déclaration gouvernementale, l'accord des membres du gouvernement sur le programme, les pressions exercées par certains groupes, le nombre des ministres, les ministres chargés de la coordination, la réforme administrative, les tâches des ministres sous-secrétaires d'Etat, le recensement linguistique, la recherche d'une solution de concorde nationale, le programme d'expansion économique, le projet de loi unique, la création de 19.400 emplois nouveaux, l'assainissement des charbonnages, le redressement de la situation financière, le budget cyclique, le déficit de 1959, le budget de 1961, la réduction du budget extraordinaire, les impôts nouveaux, les dépenses pour l'assistance technique et la moins-value des recettes fiscales due à l'affaire congolaise,

Eyskens (suite).

les économies, la limitation raisonnable des dépenses pour l'instruction publique; pp. 2343 à 2352; fait des observations; p. 2354 (6 octobre 1960).

Décès. — S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de MM. Maurice Couplet et Charles Derbaix, Sénateurs; p. 2283 (4 octobre 1960). — S'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. Eugène Soudan, Ministre d'Etat; p. 2300 (5 octobre 1960).

F**Feryn, sénateur provincial de Flandre Occidentale.**

Doc. — N° 80. — Rapport: Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion.

Ann. — Interpellation de M. G. Breynne aux Ministres de l'Agriculture et des Affaires économiques. — Discussion. — Discours: concernant l'extension de la culture du houblon dans divers pays, les prix, la qualité du houblon belge, les pourparlers avec les Ministres de l'Agriculture, et des Affaires économiques, la chute des prix, l'octroi d'un subside par hectare; p. 47 (19 novembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion: demande l'urgence; donne lecture de son rapport; p. 243 (22 décembre 1959).

Flamme, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 125. — Amendements: Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960.

N° 313. — Amendements: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.

N° 369. — Amendement: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.

N° 390. — Amendement: Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal.

N° 468: Proposition de loi concernant l'instauration d'un contrôle des dépenses militaires importantes.

N° 491: Proposition de loi modifiant la loi du 27 juin 1956 modifiant et complétant la législation relative au logement.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 51: fait des observations; p. 120 (3 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion: fait des observations; pp. 267, 268 (22 décembre 1959).

Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur la méthode qui a été suivie pour la désignation des régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959 ». — Demande; p. 264 (22 décembre 1959). — Discussion jointe à celle du Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Discours: concernant l'exécution de la loi de relance économique régionale votée en 1959, la fixation des limites des zones de développement, le cas des communes sises le long du canal Nimy-Blaton et du canton de Lessines, la reprise de Quevaucamps et Leuze dans la zone de développement; pp. 837, 838; fait des observations; parle de la délimitation des zones de développement, de la situation de la région de Grammont, Lessines et Ath; pp. 847, 848 (10 mars 1960).

Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale. — Discours: concernant le dépôt tardif du projet, les miliciens du contingent spécial, la situation créée par la stratégie de l'avant; pp. 296, 298 (23 décembre 1959).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'état délabré de quelques bâtiments occupés par la gendarmerie, les accidents de la route, l'incidence de la limitation de vitesse, l'achat du matériel nécessaire à la gendarmerie; pp. 392, 393; retire son amendement; fait des observations; p. 397; concernant la réalisation du programme présenté pour 1960; fait des observations; pp. 399, 400 (3 février 1960). — Discussion des articles réservés du tableau. — Art. 13: intervient; p. 409 (9 février 1960).

Flamme (suite).

- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 532 (18 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les employeurs débiteurs de cotisations à l'O.N.S.S.; pp. 632, 633; fait des observations; p. 638 (25 février 1960).
- Ordre des travaux: intervient; pp. 706 à 709 (2 mars 1960). — Demande que la discussion générale du budget de la Défense nationale ne soit pas close ce jour; pp. 1170, 1171 (3 mai 1960).
- Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours: concernant le cumul d'une pension et d'un traitement, les conséquences de la réintégration, le rôle des fonctionnaires d'Afrique dans la solution du problème congolais; p. 761 (8 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale: fait des observations; p. 928 (22 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; pp. 993, 999 (24 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 1100 (5 avril 1960).
- Projet de loi modifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 1093 (5 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'incidence des positions prises dans le domaine de la politique étrangère, les questions d'ordre politique, militaire et économique qui se posent dans le cadre de l'O.T.A.N., la standardisation en matière d'armement, les dépenses faites pour la défense nationale depuis 1950, l'augmentation de la part réservée au paiement du personnel, le dépôt tardif du budget, l'augmentation des barèmes des sous-officiers, la commande de nouveaux avions, les techniciens O.T.A.N., le problème du logement en Allemagne, la réorganisation de l'armée, la réalisation des douze mois, l'organisation de deux divisions Landcent, l'achat d'avions F. 104 G., le prix de pareil avion, les fabrications militaires confiées à la Belgique, l'aide américaine, l'envoi de miliciens en Allemagne, l'engagement de techniciens O.T.A.N. de 16 et 17 ans, la diminution du nombre de militaires; pp. 1188 à 1193 (4 mai 1960); concernant la portée du vote négatif des socialistes, les amendements successifs au budget, certaines réductions de crédit, les achats d'avions; fait des observations; pp. 2179 à 2181 (19 juillet 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1388, 1394 à 1396, 1400, 1401, 1403 (18 mai 1960). — Vote: intervient; p. 1423. — Rappel au règlement de M. Vermeylen: fait des observations; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours: concernant les récents événements: incident de l'avion U. 2 et échec de la conférence au sommet, les efforts de M. Mac Millan, la répartition des responsabilités dans l'échec de la conférence, l'O.T.A.N., sa puissance morale, les conséquences de l'admission de l'Espagne, la voix des petits pays à l'intérieur de l'O.T.A.N., le Pentagone et le gouvernement des Etats-Unis, les initiatives militaires, les décisions de l'O.T.A.N., les « grands » de l'O.T.A.N., la standardisation, le statut des bases militaires allemandes en Belgique; la reconnaissance de la Chine populaire; les pays sous-développés et la motion de M. Rolin qui a été votée en 1953, la mise en application de cette motion; la question des impôts et des immunités des fonctionnaires européens, la comparaison du budget du Sénat au budget de certains organismes internationaux, ses questions parlementaires à ce sujet; pp. 1429 à 1431; fait des observations; pp. 1432, 1433, 1435 à 1437; rectifie la comparaison qu'il a faite entre les chiffres du budget du Sénat et celui de l'Assemblée Parlementaire Européenne; fait des observations; p. 1442 (19 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale: fait des observations; p. 1490. — Discours: concernant le rapport de M. Poncelet, le rejet des amendements pour éviter le renvoi du projet à la Chambre, la disjonction du problème social, du problème économique, son amende-

Flamme (suite).

- ment tendant à modifier et à préciser l'intitulé du projet, l'établissement d'un fonds d'indemnisation en faveur des travailleurs licenciés par une entreprise comptant au moins 50 travailleurs, la situation des licenciés d'une entreprise groupant moins de 50 travailleurs, la définition de « fermeture d'entreprises », des exemples qui permettent de contourner la loi, le licenciement « d'au moins 75 % du personnel », les raisons qui peuvent entraîner la fermeture, la solidarité des travailleurs rompue par l'octroi d'indemnités d'après l'importance de l'entreprise où ils travaillent, les petites entreprises, la mort d'une industrie locale à Basècles et le remplacement des travailleurs licenciés, le montant de l'indemnité de licenciement et une phrase du ministre à ce sujet; pp. 1495 à 1497; fait des observations; pp. 1497, 1498 à 1501; propose un nouvel intitulé; pp. 1501, 1502. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; pp. 1503, 1504 (31 mai 1960). — Art. 2, 3, 4bis, 6: intervient; pp. 1526 à 1531, 1537 à 1540 (2 juin 1960). — Art. 4bis: intervient. — Art. 6: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1548 à 1551, 1555 à 1557. — Art. 8: intervient, retire son amendement; pp. 1558, 1559. — Art. 9: intervient; p. 1560. — Art. 4bis: intervient, son amendement dans lequel est repris celui de M. D. Smets et qui tend à l'insertion d'un article 4bis est rejeté; p. 1567. — Art. 13: propose une modification de forme qui est rejetée d'abord mais adoptée ensuite sur proposition de M. le Président, intervient; pp. 1568 à 1572. — Art. 16: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1574, 1575. — Art. 17 à 19: ses amendements tombent; p. 1574; le nouvel intitulé proposé par lui est adopté; p. 1576 (7 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours: concernant le rapport de M. Ancot et la collaboration de M. Scheyven à l'amélioration du projet initial: l'exclusion des administrateurs — vrais ou camouflés — du bénéfice de cette loi, le tableau d'indemnités prévu à l'article 5, la possibilité de fraude pour certains agents des parastataux qui refusent l'indemnité et demandent le reclassement; p. 1679. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1681 à 1684 (9 juin 1960). — Art. 8: intervient, retire son amendement; pp. 1708 à 1709 (14 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale. — Discours: concernant l'urgence demandée par le ministre, la création du grade de général de brigade; examine les arguments invoqués pour la justifier: fait des observations; parle de la nécessité de réduire le nombre total des officiers; pp. 1914 à 1916. — Vote: justifie le vote de son groupe; p. 1928 (22 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le statut à accorder aux économes, des nominations de sous-directeur dans des écoles techniques; pp. 1923, 1924 (22 juin 1960); fait des observations; pp. 2003 à 2008 (23 juin 1960).
- Déclaration gouvernementale relative au Congo: fait des observations; p. 2093 (12 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; pp. 2257 à 2262, 2273 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale: fait des observations; p. 2292 (4 octobre 1960); p. 2302 (5 octobre 1960); pp. 2347, 2352 (6 octobre 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion des articles. — Art. 13: fait des observations; p. 2154 (14 juillet 1960).
- G**
- George**, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.
- Ann.* — Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation financière de la ville de Charleroi; le problème des grandes agglomérations, les dépenses d'ordre national et régional des grandes villes; pp. 362, 363 (27 janvier 1960).
- Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours: concernant le cas du propriétaire d'une œuvre d'art frappée d'indisponibilité, qui

George (suite).

se trouvait obligé de la vendre ; p. 912 (17 mars 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 944 (22 mars 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant la réalité vivante des dialectes wallons, la dualité des peuples flamand et wallon, le compromis entre tenants d'un unitarisme étroit et d'une complète autonomie que constitue le projet, le siège des conseils ; pp. 1249, 1250 (5 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation dans la province de Hainaut, l'infrastructure insuffisante dans le domaine des voies hydrauliques et du réseau routier, la nécessité de moderniser l'équipement fluvial : canal Bruxelles-Charleroi, Sambre, chute de Ronquières ; l'adjudication et le timing de certains travaux, le manque d'ingénieurs et de techniciens ; le réseau routier de la province, les travaux de voirie, la route de Wallonie, le contournement de la ville de Charleroi et le prolongement de la chaussée de Bruxelles vers Beaumont et Philippeville ; pp. 1719, 1720 (14 juin 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant les impôts nouveaux, le recensement linguistique ; pp. 2338, 2339 (6 octobre 1960).

Gerbehaye (Mme-Vve Lehock), sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 347. — Rapport : Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. (Crédits : Dommages aux biens.)

N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 450 : Proposition de loi étendant l'application du régime transitoire réglementé par l'arrêté royal du 24 août 1918 et l'arrêté royal du 21 juillet 1921 pour l'obtention du diplôme de dentiste en faveur des mécaniciens-dentistes anciens combattants de 1914-1918, aux mécaniciens-dentistes prisonniers de guerre, prisonniers politiques et résistants 1940-1945 qui ont donné des soins dentaires au sein de l'armée ou de la résistance.

Ann. — Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant huit hectares de terrains expropriés près de la base de Florennes pour l'établissement de citernes pour carburants, la situation pécuniaire des veuves de militaires appointés tués à l'ennemi au cours de la campagne des 18 jours ou décédés des suites de leurs blessures, un amendement à la loi budgétaire tendant à modifier un arrêté royal de 1931, la contestation de la validité de l'arrêté en question par l'État, l'avis de la Cour de Cassation ; pp. 1209, 1210 (4 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 8bis : la disjonction demandée par elle n'est pas admise ; pp. 1241 à 1243 (5 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant certains dossiers frappés de forclusion ; la réaffectation du personnel de l'administration de la reconstruction ; le règlement des dommages de guerre ; p. 1669 (9 juin 1960).

Gillon, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Ann. — Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion. — Discours : concernant la communication d'un document à la seule défense ; l'utilité d'une déclaration du Ministre de la Justice ; p. 80 (2 décembre 1959) ; concernant l'impartialité de la magistrature et du barreau belges ; p. 268 (22 décembre 1959) ; concernant la décision du ministre, la confiance que lui conserve la majorité, le maintien de l'ordre du jour déposé par M. Rolin ; p. 306 (23 décembre 1959).

Ordre des travaux : fait des observations ; p. 90 (2 décembre 1959). — Appuie la proposition du Président ; pp. 493, 494 (16 février 1960).

Revision du titre III, chapitre I^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux

Gillon (suite).

délibérations de l'assemblée. — Discussion : intervient sur le renvoi en commission ; pp. 211, 212 (16 décembre 1959).

Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : demande la réunion en comité secret pour l'examen de la question des services ; déclare retirer sa proposition s'il n'y a pas débat ; pp. 214, 215 (16 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant les accusations portées contre la Belgique, l'attitude odieuse des Soviétiques, l'indépendance du Katanga, le droit à l'autodétermination ; pp. 2173, 2174 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant la précipitation des travaux de la Table Ronde, le mythe de l'unité du Congo, le problème du Katanga, la sauvegarde de certains intérêts matériels, les attaques de M. Lumumba contre la Belgique ; pp. 2267 à 2269 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant la volonté du gouvernement de faire des économies, le recensement linguistique, les groupes de pression, la qualité des gouvernements de la Belgique ; pp. 2289 à 2291 (4 octobre 1960). — Dépose un ordre du jour de confiance qui est adopté ; pp. 2352, 2357, 2358 (6 octobre 1960).

Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : estime que l'incident doit être clos dès que le ministre a répondu ; p. 233 (17 décembre 1959).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5 : intervient ; p. 493 (16 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la ligne de Courtrai à Bruxelles, les défaillances du service des postes ; pp. 618, 619 ; fait des observations ; p. 647 (25 février 1960) ; pp. 671, 675 (1^{er} mars 1960).

Interpellation au Ministre de l'Instruction publique « sur la protection excessive et trop unilatérale que le département accorde à des œuvres qui n'ont qu'un lointain rapport avec l'art et ce au détriment d'œuvres d'un réel mérite mais qui ont, sans doute, le tort de s'inspirer d'un classicisme jugé désuet ». — Demande : justifie sa demande d'interpellation ; p. 706 (2 mars 1960). — Ordre des travaux : demande que son interpellation soit disjointe de la discussion du budget du Ministère de l'Instruction publique, ce budget ne devant pas être discuté au Sénat avant juin ou juillet ; p. 1120 (6 avril 1960). — Discussion. — Discours : concernant le déplacement de sculptures se trouvant au Musée d'art ancien de la rue de la Régence, la tardivité de la réponse à la question parlementaire posée à ce sujet, la question posée en 1957 par M. Sledsens à M. Collard, Ministre de l'Instruction publique de l'époque et la réponse du ministre, les achats d'œuvres d'art par l'État ; pp. 1264 à 1267 ; fait des observations ; pp. 1271 à 1277. — Discours : concernant la part à faire entre toutes les tendances actuelles de l'art belge, l'exposition belgo-espagnole, la participation d'artistes belges aux expositions à l'étranger, le choix des œuvres par deux personnes de tendances opposées ; pp. 1274, 1275 (10 mai 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale : fait des observations ; p. 914 (17 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : explique pourquoi il base son discours sur des notes manuscrites ; évoque les paroles et l'œuvre d'Emile Olivier, rappelle certains faits historiques ; parle de l'Allemagne et de Berlin, la réunification, la république fédérale allemande, l'Allemagne « démocratique » de Pankov, la « troisième » Allemagne ou les territoires au-delà de la ligne Oder-Neisse (région considérée comme « irredenta »), la situation en Pologne et en Silésie, les frontières orientales, les discours de MM. Khrouchtchev et Gromyko, les raisons qui s'opposent à la réunion des deux Allemagnes et des deux parties de Berlin, l'autodétermination du peuple allemand, la période de détente avant qu'un avion américain ait été abattu en territoire soviétique, l'espionnage, l'attitude de M. Khrouchtchev vis-à-vis du Général de Gaulle et du Chancelier Adenauer ; le désarmement, l'attitude de l'U.R.S.S. et des Etats-Unis, le contrôle des armements, l'arrêt de certaines

Gillon (suite).

expériences, la réduction des moyens de destruction ; pp. 1325 à 1328 ; (17 mai 1960). Renonce à la parole ; p. 1440 (19 mai 1960).

Rappel au règlement de M. Vermeylen au sujet du vote de l'ordre du jour de confiance en suite de l'interpellation de M. Vreven au Premier Ministre : défère au vœu exprimé par M. Vermeylen, tout en se déclarant de l'avis du Président ; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche : intervient ; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).

Gilson, Ministre de la Défense Nationale.

Ann. — Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale. — Discours : concernant les miliciens du contingent spécial, les rappels, la diminution du budget ordinaire, l'envoi de miliciens en Allemagne, la stratégie de l'avant, les engagements souscrits sur le plan international avant le 1 mai 1958 ; fait des observations ; parle de la réorganisation du système défensif, de l'efficacité de l'armée belge ; pp. 297 à 299 (23 décembre 1959).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment des contrôles effectués par la gendarmerie dans les trains, de l'octroi aux gendarmes de la prime allouée par l'Etat aux agents affiliés librement à une mutualité, du statut de la gendarmerie, de la sécurité routière, des mesures envisagées, de l'amendement de M. Moreau de Melen, du poste prévu au budget pour les fournitures de bureau ; pp. 397 à 399 ; fait des observations ; concernant l'augmentation des effectifs de la police de la route, la possibilité d'aménagements intérieurs du budget, l'augmentation des frais de bureau, le dépôt d'amendements en séance publique ; pp. 399, 400 (3 février 1960). — Discussion des articles réservés du tableau. — Art. 10, 12, 13 : intervient ; pp. 407 à 409 (9 février 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite du cas de Belges qui se sont engagés dans des forces étrangères alliées, de la réciprocité qui pourrait jouer dans leur cas, de la comparaison avec ce qui a été réalisé après la guerre 1914-1918, du parallélisme des avantages accordés aux forces belges de Grande-Bretagne et aux bénéficiaires des autres statuts, des modalités d'octroi des rentes de chevrons de front pour la guerre 1914-1918 ; de l'équivalence des avantages accordés par le statut avec ce qui a été accordé à ceux de 1940-1945 qui s'étaient mis au service du pays ; pp. 1122 à 1124. — Discussion des articles. — Art. 1, 2, 3, 7 : intervient ; pp. 1124 à 1129 (6 avril 1960). — Art. 2 : intervient ; p. 1146 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'alternative devant laquelle se trouvait placé le gouvernement : laisser se développer la charge budgétaire de la défense nationale ou repenser les structures et moyens de cette défense ; les charges budgétaires nouvelles découlant notamment des obligations acceptées par le gouvernement précédent, la nécessité de procéder à une révision fondamentale de la structure des forces en présence des difficultés économiques et financières actuelles, la valeur de l'armée, la réduction du temps de service, les tentatives de désarmement, l'effort consenti par la Belgique au sein de l'alliance atlantique, le rapport M.C. 70 ; le renforcement de la valeur combattante de l'armée : constitution de deux divisions mécanisées du type « Landcent » et de deux groupements de réserve mobilisables immédiatement, armement ultra-moderne, force aérienne équipée d'avions modernes et d'engins, acquisition d'avions du type F. 104 G, force navale spécialisée en dragage ; la révision des efforts non entièrement justifiés : suppression de la G.T.A., rationalisation des centres d'instruction, réduction des services logistiques et des bases, retrait d'unités d'Allemagne, suppression de la flottille du Rhin, limitation du rôle des avions pilotés, réduction des effectifs administratifs, aménagement de nos unités de service ; le développement d'un outil de gestion moderne ; les problèmes du personnel, le reclassement du personnel militaire appointé et notamment des techniciens O.T.A.N. ; la constitution d'une administration générale du budget, le lien entre l'économie nationale et l'armée, l'appui de l'armée à l'économie, la gestion budgétaire, les économies réalisées ; pp. 1171 à 1177 ; fait des observations ; pp. 1177, 1179, 1183, 1184 (3 mai 1960) ; pp. 1188 à 1194. — Discours :

Gilson (suite).

concernant la puissance de l'armée soviétique, les amendements proposés par M. Noël, l'accord de l'opposition socialiste sur les éléments fondamentaux de la politique militaire proposée au pays, la diminution des charges de la défense nationale, les engagements internationaux pris le 1^{er} mai 1958, le rééquipement de la force aérienne, la contrepartie économique, le choix du F. 104 G, la sécurité de cet avion, le maintien de miliciens en Allemagne, le plan M.C. 70, la réduction des frais de personnel, les frais pour le logement en Allemagne, les barèmes des sous-officiers, les techniciens O.T.A.N., la réduction du temps de service à 12 mois, les divisions Landcent, les militaires internés aux Pays-Bas pendant la guerre 1914-1918 ; le problème de l'intégration et de la standardisation, le nouveau statut des sous-officiers, le découragement dans les cadres, la rationalisation de l'armée, les forces de l'intérieur, les accords qui devront être conclus avec le gouvernement congolais sur le plan militaire, la libération de terrains et bâtiments au bénéfice de l'agriculture et de l'industrie, les prêtres brancardiers, les soins gratuits aux Croix du feu, le problème linguistique à l'armée ; pp. 1198 à 1206 ; fait des observations ; pp. 1207 à 1209, 1213 ; répond aux derniers orateurs et traite notamment de l'établissement de dépôts de munitions allemands, des avions F. 104 G, du sort des veuves de militaires appointés tués à l'ennemi, des bases au Congo ; pp. 1213, 1214. — Discussion des articles du tableau : fait des observations ; pp. 1214, 1215 (4 mai 1960). — Discussion générale. — Discours : concernant les négociations entreprises avec les partenaires de l'O.T.A.N., le nouveau programme militaire de cinq ans, l'augmentation de l'efficacité des forces combattantes, la rationalisation dans les forces non combattantes, les économies, le rééquipement de la force aérienne, la question posée par M. Doutrepoint ; pp. 2180, 2181 ; (19 juillet 1960).

Projet de loi relatif à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée. — Discussion générale. — Discours : concernant le triple aspect du projet : nécessité de promouvoir une nouvelle source de recrutement, réduction des effectifs de l'armée, revalorisation de la fonction militaire ; répond aux orateurs ; pp. 1910, 1911 (22 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée technique du projet, les commandements réservés à la Belgique dans le cadre de l'O.T.A.N., les conséquences de la réforme de l'armée, la nouvelle loi sur le cadre des officiers, la réduction du nombre d'officiers ; pp. 1915, 1916 (22 juin 1960).

Interpellation de M. Baert « sur la perte de temps anormale, imposée aux candidats officiers de réserve, qui pendant de nombreux mois doivent attendre leur appel sous les drapeaux ». — Discussion. — Discours : concernant les instructions que reçoivent les candidats-officiers de réserve, la nécessité de résilier à temps les sursis, l'affectation du candidat officier de réserve, le passage au centre d'Everberg, l'appel sous les drapeaux des candidats non classés en ordre utile ; concernant le nombre de jeunes gens qui ne demandent pas la suppression de leur sursis dans les délais impartis, l'agréation en qualité de candidats officiers de réserve de ceux qui ont satisfait aux épreuves et sont classés en ordre utile ; pp. 2185, 2186 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement. — Discussion : fait des observations ; pp. 2253, 2256, 2264 (19 août 1960).

Godin, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Doc. — N° 68. — Amendement : Budget des Dotations pour l'exercice 1959.

N° 93. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 135. — Amendement subsidiaire : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 136. — Rapport : Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. (Crédits : Dommages aux personnes.)

N° 207. — Rapport : Projet de loi modifiant et complétant la loi du 14 juillet 1951 portant liquidation des organismes déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944.

N° 344. — Rapport : Projet de loi domaniale.

N° 345. — Rapport : Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1953, 1954 et 1955.

N° 357. — Rapport : Projet de loi interprétant le terme « invalide de la guerre 1940-1945 » pour l'application des disposi-

Godin (suite).

tions législatives réglant l'attribution des bonifications d'ancienneté au personnel rétribué par l'Etat.

N° 441. — Rapport : Projet de loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus, coordonnées le 15 janvier 1948, en vue de favoriser la prospection pétrolière en Belgique.

Ann. — Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale. — Discours : concernant le tort que l'interdiction du tir aux pigeons causerait aux hôteliers et aux armuriers liégeois ; p. 153 (8 décembre 1959).

Revision de l'art. 57 de la Constitution. — Discussion. — Discours : se déclare opposé à l'augmentation ; p. 213 (16 décembre 1959).

Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le fonctionnement de l'O.N.I.G., la liquidation des dossiers des victimes de guerre, les victimes de guerre des cantons de l'Est ; pp. 410, 411 (9 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 496 (16 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'impasse financière en Belgique, l'établissement d'un seul budget, l'augmentation des budgets des Pensions et de l'Instruction publique, les subventions économiques, le déficit de la Sabena, l'insuffisance des investissements ; pp. 717, 718 (2 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant le recul des exportations de produits végétaux, les créances belges à l'étranger, notamment en Russie, l'affaire de la Barcelona-Traction ; pp. 780, 781 (8 mars 1960).

Projet de loi modifiant et complétant la loi du 14 juillet 1951 portant liquidation des organismes déclarés nuls par l'arrêté-loi du 5 mai 1944 — Discussion générale. — Discours : précise la portée du projet ; p. 1008 (29 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours : concernant son opposition au projet, les amendements qu'il a déposés, notamment en vue du rattachement à l'index ; pp. 954, 955 (22 mars 1960) ; fait des observations ; p. 979 (23 mars 1960) ; pp. 996, 998 (24 mars 1960). — Discussion des articles. — Art 1 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960) ; intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1040, 1041 (31 mars 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1123 (6 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les dépenses inutiles faites à Florennes pour entreposer de l'essence, la remise dans le circuit économique de terrains et bâtiments non indispensables à la défense nationale, le sort des bases militaires au Congo ; p. 1212 ; fait des observations ; p. 1214 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion. — Discours : concernant la part de responsabilité des administrateurs communaux dans la situation financière des communes, des exemples, l'héritage de situations pénibles, la loi Vermeylen ; le déficit des grandes villes, la situation des petites communes, l'institution de services communs à plusieurs communes, la possibilité de dérogation pour les petites communes pour l'exécution de certains travaux publics : réfection des routes ou amélioration d'un hôpital ; la reprise par l'Etat des voies de grande communication ; p. 1518 (1^{er} juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960 — Discussion générale. — Discours : concernant les emprunts émis pour financer la politique des grands travaux ; les relations du département avec les pouvoirs subordonnés, la réalisation de projets commu-

Godin (suite).

naux et l'octroi de subsides gouvernementaux, l'exécution de certains travaux imposés aux communes, l'exemple des chemins de grande communication, les dommages de guerre ; p. 1760 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123*decies* du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet permettra de prendre aux inciviques ce qu'il est pratiquement possible de leur faire payer et estime qu'il faut voter le projet ; p. 2058 (7 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2304, 2307 (5 octobre 1960) ; p. 2326. — Discours : concernant la réforme administrative, l'âge de la pension, la situation financière inquiétante ; p. 2337, 2338 (6 octobre 1960).

Goossens, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 58. — Rapport : Projet de loi portant ratification de trois arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.

N° 162. — Amendement : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960.

N° 180. — Amendement : Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960.

N° 301. — Rapport : Projet de loi portant ratification d'un arrêté royal pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934.

Ann. — Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant le cas de personnes ayant été pénalisées pour paiement quelque peu tardif des redevances ; p. 245 (22 décembre 1959).

Projet de loi portant ratification de trois arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934. — Discussion générale. — Discours : regrette que des arrêtés royaux portant ratification de certains projets ne sont pas soumis au Parlement endéans les délais légal ; p. 335 (13 janvier 1960).

Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 1.750 millions de francs belges. — Discussion générale. — Discours : déclare que la procédure d'urgence a été rendue nécessaire par le dépôt tardif des budgets ; p. 394 (3 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le déficit de la S.N.C.B., la modernisation nécessaire, la perte due au transport de la main-d'œuvre, le cas des classeurs à l'Office des chèques postaux, le sort des facteurs auxiliaires et des chauffeurs d'automobile auxiliaires des postes, la subvention à « Via Secura », la construction d'abris pour les voyageurs des autobus substitués aux trains, la lutte contre la pollution de l'air, les abonnements ouvriers, l'extension de l'automatisation des téléphones ; pp. 667 à 669 ; fait des observations ; p. 671 (1 mars 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : intervient, son amendement est adopté ; p. 734. — Art. 59-472 : son amendement est rejeté ; p. 734 (3 mars 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours : concernant la valeur artistique réelle des œuvres d'art qui seraient prêtées aux écoles ou aux pouvoirs subordonnés, les garanties de conservation des œuvres ; p. 913 (17 mars 1960).

Projet de loi portant approbation de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes, signés à Genève le 6 septembre 1952. — Discussion générale : fait des observations ; p. 915 (17 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 979 (23 mars 1960) ; p. 1013 (29 mars 1960).

H

Hambye, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 216 : Proposition de loi modifiant les lois des 18 juin 1850 et 28 décembre 1873 sur le régime des aliénés.

N° 275. — Rapport : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 352. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 27 novembre 1891 sur l'assistance publique.

N° 362. — Amendements : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 482. — Amendement : Projet de loi autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant la nécessité de se pencher sur les problèmes d'expansion propres à certaines régions dans le cadre de l'expansion économique de l'ensemble du pays ; p. 813 (9 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours : concernant l'extension de la pratique du « chapeau », la portée de la loi de 1952 dans l'esprit de son auteur et du législateur, le coefficient moyen d'augmentation des fermages, les taux des fermages encaissés par des administrations publiques, l'augmentation moindre des fermages par rapport aux autres éléments du prix de revient agricole, la prime à la mauvaise foi donnée par le projet, les conséquences de l'application de la loi en matière de revenu cadastral ; pp. 1003 à 1006 (24 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1041 (31 mars 1960). — Art. 2 : intervient ; p. 1100 (5 avril 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : concernant le discours du ministre, l'actuelle notion d'urbanisme, l'intitulé du projet, les principes contenus dans le préambule du projet : les plans qui fixent l'aménagement du territoire, la teneur du mot « aménagement », la hiérarchie dans les plans qui se font à des niveaux différents, la définition de la région ou du secteur, le pouvoir du Roi quant aux limites de certaines régions, le « survey » ou étude préalable à la précision des régions, l'établissement des plans allant du général au particulier, les prérogatives et initiatives des communes, les plans régionaux et communaux arrêtés par le Roi, la controverse concernant le principe du caractère obligatoire des plans à tous les niveaux et l'absence de sanction ; la création, la composition, le fonctionnement et la tâche d'une commission nationale de l'aménagement du territoire ; le rapport annuel du ministre ; les prérogatives du Roi et de l'Etat dans la confection des plans d'aménagement, l'élaboration de ces plans par un « urbaniste » auquel sera jointe une commission consultative régionale paritaire composée de représentants du pouvoir public et des principaux intérêts privés, les prescriptions réglant le contenu d'un plan et son évolution depuis son origine jusqu'à sa publication par extrait au *Moniteur belge*, les plans généraux et particuliers — œuvres du pouvoir communal —, la procédure pour l'élaboration des plans communaux et leur adoption par le conseil communal, l'association des commissions consultatives à ces travaux, les controverses à ce sujet et les trois thèses défendues, la constitution de commissions consultatives propres, l'approbation ou l'improbation des plans, la signature royale, la révision des plans, leur réalisation ou exécution, les lacunes dans la loi : participation du secteur privé, autorisation aux communes de récupérer par des mesures fiscales une partie des dépenses consacrées à l'aménagement du territoire, prévision de moyens financiers pour l'exécution des plans ; la procédure d'expropriation ; le permis de bâtir, les conditions de l'autorisation et les deux hypothèses possibles : existence ou non d'un plan d'aménagement, les possibilités de recours en cas de refus ; le permis de lotir, l'autorisation pour un lotissement volontaire, le certificat d'urbanisme ; le règlement sur les bâtisses ; pp. 1290 à 1297 (11 mai 1960) ; intervient au sujet de la question posée par M. Donse à M. De Baeck ; pp. 1313, 1314. — Discours : concernant les observations présentées par le baron de Dorlodot au sujet de l'anticonstitutionnalité du projet et de l'article paru dans la *Libre Belgique*, relatif à l'avis du Conseil d'Etat, les plans d'aménagement, le droit de propriété, l'expropriation, l'indemnisation du dommage, la différence entre l'arrêté-loi de 1946 et le projet actuel, la distinction entre restriction et privation du droit de propriété ; l'avis du Conseil d'Etat sur l'approbation

Hambye (suite).

tacite du Roi au cas où les plans communaux d'aménagement n'auraient pas été approuvés ou improuvés par lui dans le délai prescrit, le « délai politique » qui a remplacé la formule de l'approbation d'office après expiration du délai ; la distinction faite dans le projet entre plan d'aménagement et plan d'expropriation et qui devra faire l'objet d'une enquête publique ; la prolongation par arrêté motivé du délai pour l'approbation des plans par le Roi ; l'indemnisation de toutes les conséquences de l'aménagement du territoire, la plus ou moins-value des biens par exemple en cas de tracé d'une voie publique, la possibilité pour les pouvoirs publics de reprendre une partie des plus-values résultant de l'aménagement pour les distribuer à titre d'indemnité ; pp. 1314 à 1316 (12 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 1, 2, 3, 9, 14, 15, 17 : intervient ; pp. 1464 à 1466, 1473, 1476, 1477, 1479, 1480, 1483 (25 mai 1960). — Art. 17 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1541. — Art. 19 : intervient ; p. 1546 (2 juin 1960). — Art. 45 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1593, 1594. — Art. 54 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1595. — Art. 55 : intervient ; pp. 1596, 1598 (7 juin 1960). — Art. 63 : intervient ; p. 1818 (16 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la compétence du département en matière de voies de communication et de transports, la nécessité de certains regroupements administratifs, la tâche du ministre quant à l'infrastructure des secteurs qui lui sont confiés, le cadre des fonctionnaires techniques supérieures, l'insuffisance de personnel pour l'exécution et la surveillance des travaux, la Belgique dans le cadre de la C.E.E. et la nécessité de repenser l'infrastructure et les moyens de transport, l'intégration de notre réseau de communications dans le réseau européen, l'aménagement du territoire et le plan national, les études régionales, le plan général des futurs investissements des travaux publics, le recours à certains organismes payeurs, la coordination entre certains départements ministériels, l'exécution de diverses lois-programmes approuvées par le Parlement, la rentabilité et la concentration des travaux, les adjudications, le choix des matériaux, l'achèvement des travaux entrepris, l'octroi de subsides aux administrations subordonnées et la répartition entre communes et régions ; le financement des travaux par le Crédit communal de Belgique ; pp. 1673 à 1675 (9 juin 1960).

Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : concernant le caractère urgent et provisoire du projet Air-Union ; la modification des statuts de la Sabena ; l'objet essentiel du projet : rachat par l'Etat, à la valeur nominale, de 600.000 titres de la Sabena appartenant au secteur privé ; l'alourdissement des charges financières de l'Etat dans l'activité normale de la Sabena ; justifie son abstention au vote ; pp. 1799, 1800 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900, apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 1831, 1832 (16 juin 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer Belges. — Discussion générale. — Discours : concernant l'adaptation des statuts de la S.N.C.B., la création d'Eurofima, l'organisation des transports rémunérés par route par la S.N.C.B., le problème fiscal qu'elle pose, la soumission de la S.N.C.B. aux taxes rémunératoires ; fait des observations ; pp. 1896 à 1898. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1899 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : concernant les conséquences de la réglementation de 1936, la situation privilégiée de la S.N.C.B., les conditions de l'exercice du transport, la fixation des tarifs ; les sanctions prévues par le projet ; pp. 1902, 1903. — Discussion des articles. — Art. 1, 10 : intervient ; pp. 1905, 1908 (22 juin 1960).

Projet de loi autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir, à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles. — Discussion des articles. — Art. 1 : son amendement est adopté ; p. 2226 (20 juillet 1960).

Harmegnies, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.

Ann. — Bureau définitif : Est réélu questeur du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).

Harmegnies (suite).

- Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi : fait des observations ; p. 11 (10 novembre 1959).
- Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Communication du Ministre des Affaires Économiques : fait des observations ; pp. 227, 228. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235. — Discussion : fait des observations ; pp. 235, 236 (17 décembre 1959). — Discours : concernant le but que poursuivait le Ministre en faisant sa communication ; le programme de reconversion des régions atteintes ; fait des observations ; pp. 258 à 260 (22 décembre 1959).
- Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale. — Discours : concernant la reconnaissance syndicale dans les services publics, le non-aboutissement du projet de M. Vermeylen ; p. 59 (1^{er} décembre 1959).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 66, 67 (1 décembre 1959) ; pp. 84 à 86 (2 décembre 1959). — Discours : concernant le paiement de tout ou partie de cotisations d'indépendants indigents, les difficultés financières des commissions d'assistance ; p. 95 ; fait des observations ; p. 97. — Discussion des articles. — Art. 15 : intervient ; p. 103 (3 décembre 1959). — Art. 34, 55 réservés : intervient ; pp. 130 à 134 (8 décembre 1959).
- Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la péréquation cadastrale, la perception des additionnels, les locaux de l'administration en province, le recrutement, la situation des fonctionnaires du Congo, les finances communales ; pp. 168, 169 ; fait des observations ; pp. 171, 172 (15 décembre 1959).
- Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : fait des observations ; p. 233 (17 décembre 1959).
- Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Demande d'urgence : intervient ; p. 243 (22 décembre 1959).
- Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 297, 298 (23 décembre 1959).
- Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 317 (12 janvier 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Journelement : fait des observations ; p. 337 (13 janvier 1960).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — fait des observations. — Discours : concernant les indemnités de milice, le cas des jeunes étrangers naturalisés, le cadre des gouvernements provinciaux, les bâtiments du gouvernement provincial du Hainaut, les finances communales et provinciales, les charges de l'enseignement, le relèvement de la dotation du Fonds d'assistance publique, le Fonds des communes ; pp. 346, 347 à 349, 353 (26 janvier 1960). Fait des observations ; pp. 364, 372 (27 janvier 1960).
- Ordre des travaux : intervient ; p. 355 (26 janvier 1960) ; pp. 706 à 709 (2 mars 1960). — Souhaite que le projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire soit renvoyé à la commission de l'Intérieur ; est d'accord de voir entamer la discussion générale s'il est admis qu'elle ne sera pas close et que l'on attendra que cette commission ait examiné les points qui l'intéressent ; pp. 1170, 1171, 1175, 1176 (3 mai 1960). — Regrette que la commission de l'Intérieur n'ait pas été associée aux travaux concernant le projet de loi relatif à l'urbanisme et l'aménagement du territoire ; demande de ne pas clôturer la discussion générale de ce projet ni aujourd'hui ni demain ; pp. 1289, 1290 (11 mai 1960). — Fait des observations concernant la mise à l'ordre du jour de son interpellation au Ministre de l'Intérieur ; p. 1325 (17 mai 1960) ; pp. 1425, 1426 (19 mai 1960) ; pp. 1489, 1505 (31 mai 1960). — Souligne que le vote de nouveaux crédits provisoires est dû au dépôt tardif des budgets par le gouvernement ; p. 1929 (22 juin 1960). — Parle des réunions de la commission de l'Intérieur pour l'examen des projets relatifs aux lois électorales et de la situation spéciale créée par le départ au Congo de certains membres de cette commission ; p. 1983 (23 juin 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations ; p. 468 (11 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 503 (17 février 1960).

Harmegnies (suite).

- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 533, 535 (18 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 557, 558 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 594 (24 février 1960) ; p. 634 (25 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 650, 651 (1^{er} mars 1960).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale : fait des observations ; p. 690 (2 mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 702 à 706, 711 à 713 (2 mars 1960). — Discours : concernant l'augmentation de la dette publique, les subventions à l'agriculture, les problèmes mis en veilleuse : réforme fiscale, révision cadastrale, assainissement des finances provinciales et communales ; pp. 723, 724 ; fait des observations ; p. 741 (3 mars 1960).
- Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la situation des agents qui ne voudraient pas prêter serment entre les mains d'un gouvernement étranger ; demande qu'il soit tenu compte du problème qu'il a soulevé, lorsque l'arrêté royal d'exécution sera rédigé ; pp. 758, 759, 762 à 764 (8 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 947 à 951 (22 mars 1960) ; pp. 976 à 986 (23 mars 1960) ; pp. 990 à 999 (24 mars 1960) ; pp. 1016, 1020. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960) ; p. 1143 (7 avril 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1031 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1068, 1069, 1088. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1091, 1093 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy à la commune d'Onoz. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1108, 1110 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33 : fait des observations ; pp. 1155, 1156 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1178, 1179 (3 mai 1960) ; pp. 1190 à 1194 (4 mai 1960).
- Interpellation au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances « sur les mesures qu'il s'impose de prendre d'urgence pour parer à la situation financière critique des communes ». — Demande ; p. 1186 (3 mai 1960). — Discussion. — Discours : concernant les difficultés financières des communes, l'interpellation de M. Vreven, le libellé de la demande d'audience adressée au Premier Ministre, au Ministre de l'Intérieur et au Ministre des Finances dans le but d'appeler l'attention sur la situation très grave de centaines de villes et communes, de demander des mesures urgentes et nécessaires, de faire des suggestions ; la réponse du Premier Ministre, l'examen du problème par des commissions compétentes, leur installation en mars 1959, leur tâche et le délai de 4 mois prévu pour le dépôt de leurs conclusions ; la situation actuelle ; le nombre de communes déficitaires et l'aggravation de ce mal, l'attitude négative du Ministre de l'Intérieur et du gouvernement, l'examen de la proposition de loi déposée par M. De Cooman et consorts à la Chambre, la situation des grandes villes, l'effort fiscal de nombreuses communes, le vœu du Conseil du Fonds des communes tendant à obtenir la majoration du Fonds d'assistance publique, la répartition des sommes allouées par ce fonds,

Harmegnies (suite).

la charge de la modernisation des hôpitaux et du progrès médical, les promesses gouvernementales, la loi du 24 décembre 1948 dite loi Vermeulen, le préjudice subi par les communes depuis douze ans, la répartition du Fonds des communes et le montant des quotes-parts revenant aux communes, l'accroissement des charges et devoirs qui leur sont imposés par le gouvernement, la mise au travail des chômeurs, la création d'activités économiques nouvelles, les comptes à régler par les communes, les dépenses qui résulteront de l'application de la loi sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire; espère que le gouvernement prendra les mesures qui s'imposent pour assainir la situation des communes déficitaires; pp. 1508 à 1510; fait des observations; pp. 1511 à 1514, 1518. — Discours: concernant les discours du Premier Ministre et de M. Vermeulen, l'urgence et la gravité du problème; remercie M. Lefebvre, Ministre de l'Intérieur, d'avoir assisté au débat malgré son état de santé; fait des observations; p. 1520 (1^{er} juin 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1284 à 1287, 1296 (11 mai 1960); rappelle la discussion en commission de l'Intérieur à propos du projet et se déclare adversaire de l'ajournement; p. 1304; fait des observations; p. 1308 (12 mai 1960); p. 1452. — Discours: concernant les discussions en commission de l'Intérieur autour du projet et la déclaration du Ministre des Travaux publics au sujet de ses répercussions financières sur la situation des communes, le progrès qu'il constitue, l'application de la législation, la protection plus efficace des acquéreurs de terrains à bâtir; pp. 1453, 1454 (25 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 19: intervient; p. 1580 (7 juin 1960). — Art. 60: intervient; pp. 1817, 1818 (16 juin 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1386 à 1390, 1394 à 1397, 1400, 1403, 1405 (18 mai 1960); pp. 1415, 1416. — Vote: intervient; p. 1423. — Rappel au règlement de M. Vermeulen: fait des observations; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 2: déclare qu'il aurait voté l'amendement de M. Roland; p. 1530 (2 juin 1960). — Art. 13: fait des observations; p. 1569 (7 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1660 à 1664, 1671 (9 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2001, 2003 (23 juin 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le dépôt tardif des budgets; p. 1972 (23 juin 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale: fait des observations; p. 2035. — Discussion des articles. — Art. 3: fait des observations; p. 2039 (5 juillet 1960).

Motion d'ordre: demande qu'après le vote, les travaux soient suspendus jusqu'au lendemain et demande que le gouvernement fournisse de nouvelles explications sur la situation au Congo; p. 2117 (13 juillet 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale: fait des observations; p. 2233 (20 juillet 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2: demande l'ajournement; p. 2241 (20 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo: fait des observations; p. 2093 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2170 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; pp. 2250, 2255 à 2260, 2269, 2274 à 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations. — Discours: concernant l'accueil réservé à la déclaration gouvernementale dans la presse P.S.C., le discours prononcé par M. Vreven le 18 mai, la spoliation du Fonds des communes, la taxation des revenus professionnels par les communes; pp. 2285 à 2295 (4 octobre 1960); fait des observations; pp. 2301, 2302, 2309 à 2311 (5 octobre 1960); pp. 2327, 2334 à 2351; regrette que le Ministre de l'Intérieur n'ait pas répondu à propos de la spoliation dont les communes feront les frais; fait des observations; p. 2357 (6 octobre 1960).

Harmel, Ministre des Affaires culturelles.

Ann. — Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours: concernant l'urgence du projet, les contrôles sur la perception des redevances, la diminution des redevances pour les personnes âgées; répond aux orateurs; pp. 244 à 246 (22 décembre 1959).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: concernant le statut originaire de la radio, l'évolution depuis 1930, l'accroissement des loisirs, la naissance de la télévision, la liberté de l'information, le progrès de l'autonomie culturelle, l'importance de la radio-télévision comme instrument de culture, l'équilibre des forces entre la radio et la télévision, la dualité des cultures, les deux sociétés d'émission, la société distincte de services techniques, les postes privés, l'indépendance de la radio-télévision à l'égard du gouvernement, l'interdiction de la censure préalable des informations, la responsabilité des Chambres dans la composition des conseils d'administration des sociétés d'émission; pp. 460 à 463; concernant les aspects politiques du problème, la composition des conseils d'administration, la règle subsidiaire de la représentation proportionnelle; pp. 474, 475 (11 février 1960); répond aux orateurs et traite notamment des postes d'émission privés et des postes régionaux, des émissions commerciales, de la valeur des émissions de télévision, de l'autonomie des deux sociétés d'émission, de la société de fournitures, des services culturels communs, du statut du personnel, du contrôle des instituts, des comités consultatifs prévus dans l'article 28, de la consultation des syndicats du personnel sur le projet de statut du personnel, de la composition politique des conseils d'administration, de la nomination des directeurs généraux, de l'équilibre linguistique à l'institut central; pp. 485 à 489. — Discussion des articles. — Art. 1, 5: intervient; pp. 489, 490 à 494 (16 février 1960). — Art. 5, 25, 27, 28: intervient; pp. 502, 503, 507 à 512 (17 février 1960).

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale. — Discours: remercie le monde économique belge de son geste en faveur de la recherche scientifique; pp. 1143, 1144 (7 avril 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours: concernant les raisons qui justifient la création des conseils culturels, l'accroissement des loisirs, l'élevation d'un plus grand nombre d'hommes à la vie de l'esprit, la nécessité de conseils de culture, l'aide que les gouvernants attendent des conseils culturels, la dualité culturelle en Belgique, l'unité politique de l'Etat, le recrutement des membres des conseils, les compétences territoriales, la nécessité d'un épanouissement intellectuel total pour Flamands et Wallons, la recommandation du Centre d'Etudes pour la réforme de l'Etat quant à la création de conseils culturels, les premiers conseils culturels créés en 1938, l'humanisation de la vie nationale dans toutes les couches de la population; pp. 1220 à 1222; répond au baron Nothomb et à M. Duviolsart; déclare qu'il sollicitera d'urgence l'avis du Conseil d'Etat sur l'article 11; pp. 1256, 1257 (5 mai 1960); donne l'avis du Conseil d'Etat sur l'amendement introduit par la commission tendant à inviter les membres du Sénat et de la Chambre à se joindre à des collèges électoraux qui auraient leur siège en province; propose le renvoi du projet en commission; p. 1264 (10 mai 1960). — Discours: concernant la désignation des membres des conseils culturels, l'avis du Conseil d'Etat, la présentation d'un nouveau texte pour l'article 11, les objections formulées par M. Vermeulen; pp. 1881, 1882. — Discussion des articles. — Art. 11: intervient; pp. 1888, 1889 (21 juin 1960).

Décès: s'associe au nom du gouvernement à l'hommage rendu à la mémoire de M. le Sénateur Feryn; p. 1260 (10 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la discussion de ce budget qui a lieu pour la première fois, le rapport de M^{me} Ciselet et de M. De Man, la gestion du département, les charges et le financement des efforts spéciaux de la politique scientifique, la répartition des inscriptions budgétaires entre divers départements; le budget de la politique scientifique pour 1961; les aspects budgétaires des dépenses de radio et de télévision; certaines considérations de caractère politique; les tâches que la déclaration gouvernementale assignait au département: élaboration des statuts de la politique scientifique, des nouveaux organes de la radio-télévision, des conseils culturels; la diffusion de la culture, l'importance de la radio et de la télévision, la nécessité d'un

Harmel (suite).

bon équipement technique, les nouveaux réseaux radiophoniques qui seront mis en service dans un délai rapproché, un émetteur pour les programmes de langue allemande, la construction d'une tour de radio-télévision près de Neufchâteau; le relais des images de la télévision, le fonctionnement d'un studio-Sonar, la préparation à la radio d'un troisième programme de haute valeur culturelle, le but que les dirigeants de l'I.N.R. poursuivent, l'enquête menée auprès des intellectuels, la radio-télévision et l'enseignement; répond aux orateurs; concernant la valeur des spectacles présentés, le referendum tenu au salon de la radio à Anvers, l'objectivité qui s'impose à la radio-télévision, les nominations à la télévision d'expression néerlandaise, l'exemption de la taxe de télévision pour les sourds, les prix en espèces attribués lors de concours, l'emprunt pour la politique scientifique, la collaboration université-économie-industrie, la formation du personnel scientifique et la revalorisation de leur barème; pp. 1836 à 1839 (16 juin 1960); répond aux orateurs et traite notamment de la télévision et de la recherche scientifique; p. 1868 (21 juin 1960).

Héger, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 471. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 1938 créant l'Ordre des médecins, la loi du 19 mai 1949 créant l'Ordre des pharmaciens et la loi du 19 décembre 1950 créant l'Ordre des médecins vétérinaires.

Ann. — Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours: concernant l'esprit dans lequel le projet sera appliqué, le sort de ceux qui ne seront pas les premiers à rentrer en Belgique; pp. 759, 760 (8 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours: concernant le taux des fermages, leur hausse à la suite de l'intervention de marchands de biens, les discussions à propos de la limitation des fermages en 1952, l'évolution des prix des produits agricoles entre 1952 et 1959, la situation internationale avec laquelle l'agriculture belge est confrontée, la durée de la prescription pour la répétition de ce qui a été payé au-dessus des taux légaux, les votes émis en 1952, l'effet rétroactif de la stipulation fixant une prescription de cinq ans; pp. 1012 à 1014 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement amendé conformément à la deuxième partie de l'amendement de M. Versé, est adopté; pp. 1042, 1043 (31 mars 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 20: intervient, son amendement est adopté; p. 1576 (7 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les débats se rapportant au budget, la politique agricole et le principe de base tendant à considérer l'agriculture comme partie intégrante de l'économie, les préoccupations de l'index, l'absence du Ministre aux réunions nationales ou internationales concernant l'agriculture, le rôle du ministre, les préoccupations des jeunes cultivateurs, la confrontation des exploitations agricoles avec le Marché commun, la nécessité d'un institut économique et social pour l'étude des marchés, la production, la surproduction, l'exportation; les stations de recherche, les recherches scientifiques, la direction des stations, le contact entre leurs divers secteurs et avec nos exploitants agricoles, l'avis des représentants de l'agriculture dans le comité de la recherche scientifique et la désignation d'un assistant qui servirait d'intermédiaire entre stations et agronomes ou cultivateurs, l'I.R.S.I.A., les bâtiments des stations; pp. 1629 à 1631; (8 juin 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: justifie son vote; p. 2357 (6 octobre 1960).

Heine, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation sociale des agriculteurs, la création de l'Institut économique agricole, la hausse des fermages; pp. 1000, 1001 (24 mars 1960).

Heine (suite).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'amélioration du rapport entre les prix de vente et les frais de production, la sauvegarde des intérêts des agriculteurs dans les accords internationaux, la part des agriculteurs dans le revenu national, la situation sociale des agriculteurs, l'élevage et la sélection scientifique insuffisante, la réorganisation de l'industrie laitière, le beurre, la concurrence de la margarine, les débouchés, le marché belge du sucre à réserver au maximum à nos betteraviers, les moyens d'aider l'agriculture, les petites et moyennes cultures en Wallonie; notre production agricole au sein du Marché commun; p. 1637 (8 juin 1960).

Hercot, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 29: Amendements au texte présenté par la Commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours: concernant les améliorations que le projet apporte au régime des pensions pour indépendants, les vues divergentes des classes moyennes en la matière, un article de « La Relève » à ce sujet, la prime allouée à ceux qui restent au travail après avoir atteint l'âge normal de la pension, la sécurité d'existence nécessaire aux travailleurs indépendants; pp. 70, 71 (1 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 45: intervient, son amendement est rejeté; pp. 118, 119. — Art. 52: intervient, retire son amendement; pp. 121, 122 (3 décembre 1959). — Discussion générale du projet amendé. — Discours: concernant l'anachronisme de la capitalisation, la pension à 67 ans, l'abstention de son groupe; pp. 958, 959 (23 mars 1960).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion: fait des observations; p. 78 (2 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 368, 372 (27 janvier 1960).

Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur les dégâts causés par les travaux d'exploitation minière de la S.A. des Charbonnages du Mambourg, Sacré-Madame et Poirier réunis ». — Demande; p. 422 (9 février 1960). — Discussion jointe à celle du Budget du Ministère des Affaires Économiques pour l'exercice 1960 et du rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discours: concernant les dégâts provoqués à Lodelinsart par l'exploitation du puits de Jumet Hamendes, l'émotion parmi la population, le danger dû à la poursuite de l'exploitation, la fermeture prochaine du puits, la réparation des dégâts, la vente de maisons appartenant au charbonnage à des prix inférieurs à la normale, mais avec une clause excluant une indemnité ultérieure de dégâts miniers; pp. 822 à 824; concernant le danger qu'il y aurait pour la région de Charleroi à voir exploiter d'autres couches de houille à faible profondeur; p. 825 (10 mars 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 639 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant des ouvrages d'art de la S.N.C.B. enjambant une route de l'Etat à Lodelinsart et la suppression d'une ligne de chemin de fer industrielle coupant deux routes, le problème des tramways urbains, la loi de cadre envisagée; p. 647; (25 février 1960); concernant les tramways de Charleroi; p. 672 (1^{er} mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes: fait des observations; p. 866 (15 mars 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1285 à 1289 (11 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 55: fait des observations; p. 1815 (16 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1670, 1671 (9 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les effets malheureux de la circulaire du 25 avril 1960 relative

Hercot (suite).

au personnel enseignant des écoles primaires communales ; p. 1967 ; fait des observations ; p. 1980 (23 juin 1960).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 2101 (13 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale : fait des observations ; p. 2313 (5 octobre 1960).

Houben, F., sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 146 — Amendement : Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique en matière de construction, la lutte contre les taudis, l'octroi de primes à ceux qui font construire un appartement, les enfants souffrant d'asthme, la lutte contre la tuberculose ; pp. 419 à 421 (9 février 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 454 à 456, 463 à 464 (11 février 1960).

Houben, R., sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 83, 87, 88 (2 décembre 1959).

Révision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion. — Discours : concernant l'esprit dans lequel la mesure doit être appliquée, la responsabilité du vote, le caractère personnel de la délégation ; pp. 210, 211 (16 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant l'incidence de l'accroissement de la longévité sur la charge de survie, les notions de capitalisation et répartition, la garantie du droit civil à la pension, la constitution de réserves raisonnables ; pp. 281, 282 ; (23 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 307 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960 — Discussion générale. — Discours : concernant la possibilité et l'utilité du rattachement du salaire à la productivité, la mission donnée aux commissions paritaires de faire rapport sur la dite possibilité dans leur secteur ou sur la recherche d'autres formes d'adaptation salariale à longue échéance ; le salaire hebdomadaire garanti, une certaine équivoque au sujet de ces termes, le préavis obligatoire, l'indemnisation des trois premiers jours de maladie ; l'unification du statut des ouvriers et des employés, la note relative à l'effet rétroactif des décisions des commissions paritaires, la nécessité de sanctionner et de publier les dites décisions endéans un délai raisonnable, la question de l'effet rétroactif sur des situations juridiquement révolues, l'effet rétroactif à donner aux conventions collectives, la loi de 1954 sur le contrat de travail qui exclut l'effet rétroactif, la base juridique sur laquelle repose la distinction entre la période qui précède les négociations et celle qui suit, la réglementation de la question par la révision de l'article 12 de l'arrêté-loi du 19 janvier 1945 ; ses suggestions quant à la résolution du problème de l'effet rétroactif ; pp. 318 à 320 (12 janvier 1960). Fait des observations ; p. 330 (13 janvier 1960).

Commissions permanentes : fait des observations ; pp. 401 à 403 (3 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 639 (25 février 1960).

Houben, R. (suite).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1003 (24 mars 1960).

Ordre des travaux : fait des observations ; p. 1121 (6 avril 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1402 (18 mai 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant la question de M. Materne au sujet de l'utilité de la loi, l'intitulé du projet dont M. Flamme a parlé, les discours prononcés au nom de M. Troclet, la portée du projet limité à l'aspect social des fermetures et non à l'aspect économique, l'application de la loi aux entreprises occupant au moins 50 travailleurs, les autres problèmes sociaux que la loi ne prend pas en considération ; les conséquences économiques des fermetures qui peuvent être présentées sous un faux jour, les amendements de M. Troclet, les fermetures abusives, l'examen de ce problème sous l'angle juridique ; la nécessité d'aborder la question sur base de normes économiques, la volonté du gouvernement de faire un premier pas en la matière, le retard que provoquerait un renvoi éventuel du projet à la Chambre, l'étude de l'aspect économique du problème endéans un certain délai ; répond aux observations de MM. Flamme et Rolin concernant le renvoi à la Chambre, les moyens de contourner la loi qui crée un premier moyen d'action, la décision de fermer une entreprise ; pp. 1497, 1498 ; fait des observations ; pp. 1499, 1500 (31 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 4bis, 6 : intervient, propose l'ajournement de la discussion de l'article 6 et de l'amendement y relatif ; pp. 1525, 1527, 1532, 1536, 1537, 1540 (2 juin 1960). — Art. 4bis, 6, 13 : intervient ; pp. 1551, 1553, 1555, 1571, 1572 (7 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le fonctionnement de la commission du pacte scolaire, les lenteurs dans l'exécution administrative du pacte scolaire, l'arrêté royal du 23 février 1960 relatif à l'intervention de l'Etat dans les frais de transport des élèves, l'inspection médicale scolaire, le dépôt tardif des projets de loi relatifs à l'enseignement universitaire, un accord national sur le problème de l'enseignement supérieur en Belgique ; fait des observations ; pp. 1934 à 1937 (22 juin 1960) ; p. 1964, 2003, 2008 ; concernant l'urgence de l'examen du projet de loi sur l'enseignement supérieur ; p. 2009 (23 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 2105. — Discours : concernant le dépôt tardif des projets, l'accroissement rapide du nombre d'étudiants, les facteurs qui peuvent jouer dans ce domaine, les subsides alloués aux universités libres, les besoins pédagogiques, le problème de l'ensemble de l'enseignement post-secondaire ; pp. 2115, 2116 (13 juillet 1960).

Motion d'ordre de M. Harmegnies : fait des observations ; pp. 2117, 2118 (13 juillet 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion des articles. — Art. 5, 20, 26 : fait des observations ; pp. 2148, 2159, 2162 (14 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant l'intérêt suscité dans les deux Chambres par la déclaration gouvernementale, la portée du vote qui sera émis par le Sénat, les problèmes de l'enseignement, l'impossibilité de modifier le pacte scolaire sans l'accord des trois partis, l'augmentation des dépenses relatives à l'enseignement, l'application du pacte scolaire par l'administration, les retards dans le paiement des subventions, les transports scolaires, l'arrêté du 23 février 1960, l'examen des postes du budget, la réorganisation des services du département de l'Instruction publique ; pp. 2313 à 2315 ; fait des observations ; pp. 2316, 2317 (5 octobre 1960) ; espère que des mesures seront prises pour mettre fin aux situations inadmissibles qui existent au département de l'Instruction publique ; p. 2357 (6 octobre 1960).

Hougardy, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 70. — Rapport : Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959.

N° 157 : Proposition de loi modifiant les articles 331 et 339 du Code civil relatifs à la légitimation.

N° 211. — Rapport : Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : son amendement est rejeté ; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours : concernant le découragement qui règne parmi le personnel d'Afrique, la création d'une commission chargée de définir les « raisons indépendantes de la volonté » dont il est question dans le projet, le sort des agents qui ne sont pas porteurs de diplômes universitaires ; p. 759 (8 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours : concernant le découragement qui se développe parmi les dirigeants de petites et moyennes entreprises, l'importance de la petite et moyenne industrie, les avantages dont les industriels bénéficient dans les pays du Marché commun, les mesures protectionnistes et les avantages fiscaux accordés aux exportateurs en France, les mesures prises aux Pays-Bas en faveur de l'exportation et des investissements, les mesures fiscales prises en Allemagne et en Italie ; la situation en Belgique : rétrécissement des activités traditionnelles, problèmes des adjudications publiques, du crédit, des investissements, réforme de la législation sur la vente de l'alcool ; les difficultés des transporteurs routiers internationaux et des exploitants d'autobus et autocars ; pp. 882 à 885 (16 mars 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1122 ; estime qu'il ne faut pas mesurer le mérite ni l'importance des avantages accordés ; p. 1124. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1127 (6 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1190. — Discours : concernant le rappel à l'attention de nos partenaires de l'O.T.A.N. de l'aide que la Belgique apporte au Congo, l'intégration de nos dépenses militaires dans le circuit de l'économie belge, l'effort de standardisation du matériel dans le cadre de l'O.T.A.N. la revalorisation pécuniaire de la carrière militaire, les adjudications, les forces de défense de l'intérieur ; pp. 1193, 1194 ; (4 mai 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 13 : intervient ; p. 1571 (7 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant notre politique agricole, la situation des viticulteurs, la concurrence étrangère, le raisin belge ; sa qualité et l'étiquette de qualité, la création d'un emballage national pour le raisin et les tomates, l'octroi de prêts aux viticulteurs, la prime de chauffage, la création d'un bureau d'information au service des viticulteurs et d'une société pour l'exportation du raisin belge, le marché italien, les investissements des viticulteurs, la valeur de la récolte ; les initiatives prises par le Ministre dans la vallée de la petite Nèthe ; p. 1605 ; (8 juin 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2067 (7 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant les augmentations d'impôts et taxes, le découragement des investissements nouveaux nécessaires, la politique à l'égard du Congo, les effets directs et indirects de la perte du Congo, le sort de ceux qui sont restés au Congo, les abus qui existent dans de nombreux parastataux congolais, les abus de la sécurité sociale, la révision de notre politique militaire, le regroupement des forces belges derrière le Rhin, le recensement linguistique, le respect de la liberté par le bilinguisme ; pp. 2325 à 2327 (6 octobre 1960).

J

Jacobs, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Doc. — N° 473. — Rapport : Projet de loi autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles.

Jadot, sénateur provincial de Luxembourg.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'accroissement des marchés dans certains secteurs agricoles, le Fonds agricole, la suppression de la prime de compensation aux cultivateurs, la politique économique agricole du gouvernement, la situation des entreprises agricoles, la disparité de rendement et les salaires horaires d'après l'étendue de l'entreprise, l'élevage porcin, le maintien de nos petites et moyennes exploitations ; la recherche scientifique, le remembrement volontaire ou légal, la bonification foncière qui intéresse la province de Luxembourg, les travaux de défrichement et la construction de fermes, le chantier expérimental d'Arville, la vente des propriétés à des cultivateurs de condition modeste, l'octroi et le remboursement de prêts, le défrichement des terrains à Sugny, le drainage de terrains marécageux aux environs d'Arville, l'amélioration du régime des cours d'eau non navigables ni flottables, la mission du Service de l'hydraulique agricole ; la politique forestière, la situation des agents techniques des Eaux et Forêts ; pp. 1631, 1632 ; (8 juin 1960).

Janssen, sénateur coopté.

Doc. — N° 13. — Rapport : Projet de loi permettant à l'Etat de garantir un emprunt de 20.000.000 de dollars à émettre aux Etats-Unis par le Congo belge et à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales.

N° 178. — Rapport : Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960.

N° 445. — Proposition de loi concernant la collation des titres délivrés par l'Institut supérieur d'Histoire de l'Art et d'Archéologie de Bruxelles.

Ann. — Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant la rétroactivité ; p. 216 (16 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 358 (26 janvier 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'augmentation de la dette publique, les emprunts à court terme, l'augmentation de la charge annuelle d'intérêts et d'amortissements, la comparaison avec les Pays-Bas, la fragilité de l'équilibre du budget de 1960, le boni du budget ordinaire aux Pays-Bas, la réduction de la dette publique aux Pays-Bas, la trésorerie aux Pays-Bas, le rythme d'accélération de la dette publique belge, la reprise économique, la confiance dans la solidité de la monnaie, l'étalement des dépenses, la dévaluation et l'inflation, l'exemple du Brésil, le système des traites de travail appliqué en Allemagne avant la guerre, la nécessité de réserves de trésorerie, l'effort demandé en faveur du Congo et l'ampleur des charges résultant du Pacte scolaire, l'assainissement à poursuivre, le freinage de l'augmentation des dépenses publiques ; pp. 710 à 716 ; (2 mars 1960) ; fait des observations ; p. 723 (3 mars 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; p. 1267 (10 mai 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2274 (19 août 1960).

Jespers, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 435 : Proposition de loi complétant les lois coordonnées sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, en faveur de certains diplômés de l'enseignement technique secondaire supérieur.

Ann. — Bureau définitif : Est réélu secrétaire du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959). —

Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion : fait des observations ; p. 207 ; demande, par motion d'ordre, que le débat soit interrompu et que la proposition de revision soit renvoyée en commission ; concernant la limitation de la délégation dans le temps, le problème de l'incompatibilité ; p. 211 (16 décembre 1959).

Motion d'ordre de M. Van Buggenhout : fait des observations ; p. 285 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 453 (11 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 583 (24 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 597 (24 février 1960) ; p. 634 (25 février 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1030 (31 mars 1960).

Projet de loi relatif au droit de réponse. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, p. 1112 (6 avril 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant l'existence de plusieurs grands orchestres en Belgique, la nomination du chef d'orchestre adjoint par le Ministre ; p. 1117 (6 avril 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 23 : fait des observations ; p. 1152 (7 avril 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion : fait des observations ; p. 1160 (7 avril 1960).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, p. 2101 (13 juillet 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 2104 à 2106 (13 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2310 (5 octobre 1960).

K**Knops, sénateur coopté.**

Doc. — N° 225. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

L**Labrique, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.**

Ann. — Validation de ses pouvoirs : prête serment ; pp. 2300, 2301 (5 octobre 1960).

Lacroix, sénateur de l'arrondissement de Namur-Dinant-Philippeville.

Doc. — N° 311. — Amendement : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 348. — Amendement : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

Ann. — Revision de l'article 56 bis de la Constitution. — Discussion. — Discours : concernant l'application de la proposition de revision de l'article aux sénateurs provinciaux ; p. 203 (16 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 267 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 368. — Discours : concernant les finances communales, la situation financière des provinces, les traitements des gardes champêtres, des petits employés et ouvriers communaux, la reprise des bâtiments des justices de paix par l'Etat, les fonctions d'officier du ministre public près des tribunaux de police, le regroupement de communes, les indemnités de milice ; pp. 374 à 375 ; fait des observations ; p. 378 (27 janvier 1960).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les dommages aux personnes, les dossiers encore à traiter, la lutte contre la tuberculose, les malades mentaux, les abattoirs communaux ; pp. 438, 439 (10 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le relèvement de l'âge de la pension ; p. 610 (24 février 1960).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale. — Discours : concernant le caractère politique de la question, l'initiative du rattachement, le démantèlement de la commune de Spy, les avis de la section locale du P.S.C. à Spy et des habitants du hameau de Vaux ; fait des observations ; met l'accent sur le caractère politique de la question ; pp. 1107 à 1110 (6 avril 1960).

Ordre des travaux : fait des observations ; pp. 1289, 1290 (11 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1288, 1297 (11 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 55 : intervient ; p. 1596 (7 juin 1960) ; son amendement est rejeté ; pp. 1814, 1815 (16 juin 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 1513 (1^{er} juin 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2141, 2142 (14 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale : fait des observations ; p. 2313 (5 octobre 1960) ; p. 2349 (6 octobre 1960).

Lagae, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 421. — Rapport : Projet de loi relatif à la Caisse d'Assurances du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

Ann. — Proposition de loi créant un tribunal de police à Gand. — Discussion générale : retire sa proposition de loi ; p. 155 (8 décembre 1959).

Proposition de loi créant le casier civil et organisant la publicité des incapacités. — Renvoi en commission : demande le renvoi en commission, en accord avec le président de la commission de la Justice et le rapporteur ; p. 737 (3 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1013 (29 mars 1960).

Projet de loi relatif à la Caisse d'Assurance du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Discussion générale. — Discours : résume le contenu du projet ; expose les problèmes que l'indépendance du Congo pose à la caisse ; pp. 1848, 1849, (21 juin 1960).

Leemans, Gh., sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Doc. — N° 109. — Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives à la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

N° 110. — Proposition de loi modifiant le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 375 — Amendements: Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960.

Ann. — Validation de ses pouvoirs: prête serment; pp. 14, 15 (12 novembre 1959).

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale: fait des observations; p. 153 (8 décembre 1959).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les communications de service à la gare de Landen, la suppression des lignes 126 et 127; p. 666 (1^{er} mars 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation des petits et moyens agriculteurs, les réformes structurelles, le problème margarine-beurre et les mesures prises au Grand-Duché de Luxembourg pour assainir le marché du lait, la propagande en faveur de la coopération agricole, l'évolution de l'attitude du pouvoir central envers la coopération en agriculture, la commission des coopératives agricoles, la représentation de l'Institut provincial de coopération agricole de Liège au sein du Conseil national de la coopération, son amendement à ce sujet, les critères pour l'octroi des subsides aux stations de pédologie provoquant l'exclusion de la province de Liège du bénéfice de la répartition pour sa station, l'historique de cette affaire et les efforts faits par cette station; pp. 1626, 1627; (8 juin 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 20, 23: intervient, le vote sur ses amendements est réservé; pp. 1701, 1702; ses amendements sont rejetés; p. 1714 (14 juin 1960).

Leemans, V., sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 137. — Rapport: Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960.

N° 155. — Rapport: Communication de M. le Ministre des Affaires Economiques sur les problèmes énergétiques.

N° 186. — Rapport + Annexes: Budget du Ministère des Affaires Economiques pour l'exercice 1960.

N° 273. — Rapport: Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation Nationale pour le Financement de la Recherche scientifique.

N° 451. — Rapport: Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936, réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires.

Ann. — Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre: déclare que le Ministre des Affaires économiques doit pouvoir faire rapport concernant l'usage fait de la loi de pleins pouvoirs; propose de renvoyer en commission l'examen de la communication du ministre sur les problèmes énergétiques et de son rapport sur la loi de pleins pouvoirs; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959). — Renvoi en commission. — Discours: concernant d'éventuelles nouvelles interventions en séance publique; p. 260 (22 décembre 1959).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le Bureau de programmation économique, la réforme de l'administration et la valorisation de la fonction publique, l'avis du baron Snoy, les cumuls, la politisation de l'administration et l'extension des cabinets ministériels, la réforme du travail parlementaire, le fonctionnement des services administratifs du Sénat; pp. 494 à 496 (16 février 1960).

Ordre des travaux: intervient; pp. 498, 499 (16 février 1960).

Budget du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours: concernant l'accélération du Marché commun, les mesures à prendre rapidement afin d'exploiter les possibilités offertes par la diminution des tarifs douaniers, le plan Mansholt pour l'organisation de l'agriculture sur un plan européen, l'aide des Six aux pays sous-développés; p. 780 (8 mars 1960).

Leemans, V. (suite).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 794. — Discours: concernant les facilités financières accordées à l'économie, l'évolution de l'emploi, la politique d'économie régionale, la déconcentration économique, le plan de quinze ans des professeurs MM. Kirschen et Baudhuin relatif à l'infrastructure, l'évolution de la consommation de charbon, la fermeture de certaines mines, l'étude de l'inspecteur général des mines, M. Martens, les réformes de structure, la coordination de la politique de l'énergie, le centre de Mol, l'avenir de l'énergie nucléaire, l'incidence des salaires sur l'expansion économique, une plus grande solidarité entre les Six en matière de salaires, le problème des prix; pp. 798 à 800; fait des observations; pp. 810, 812 (9 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 1119 (6 avril 1960).

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale. — Discours: concernant l'accord unanime en commission, pour féliciter le gouvernement de l'initiative prise en vue de la promotion de la recherche scientifique; la valeur de l'apport du secteur privé, la portée du projet de loi en cause; pp. 1143, 1144 (7 avril 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours: concernant le nouveau gauchissement de la fiscalité au sein de la C.E.E., la poursuite d'une politique décidée d'assainissement de l'industrie charbonnière; pp. 2192, 2193: fait des observations; p. 2199 (20 juillet 1960).

Lefèbre, Ministre de l'Intérieur. — (A partir du 6 septembre 1960) Vice-Président du Cabinet et Ministre de l'Intérieur.

Ann. — Décès: s'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. Albert Devèze, Ministre d'Etat; p. 55 (1 décembre 1959).

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale. — Discours: situe le problème, rappelle les propositions et projet antérieurement déposés, précise la portée du projet en discussion; traite du fonctionnement du système de consultation syndicale prévu par le projet, aux échelons local, régional, intercommunal et provincial, de l'institution d'un comité national de consultation syndicale, de la soumission de certains services publics producteurs d'utilité économique à la loi de 1948 portant organisation de l'économie, du nombre des comités de consultation syndicale; pp. 56 à 58; répond à M. Versé; p. 58. — Discussion des articles. — Art. 2, intitulé du chapitre V: intervient; pp. 59, 60, 61 (1^{er} décembre 1959).

Interpellation de M. Moulin « sur les conditions étranges qui ont précédé la nomination du bourgmestre de Saint-Sauveur (arrondissement d'Ath) ». — Discussion. — Discours: répond à l'interpellateur; donne des précisions concernant le déroulement des faits, souligne l'accord entre le bourgmestre et les échevins; pp. 270 à 272 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 354, 356, 358, 359 (26 janvier 1960). — Discours: concernant le problème des finances communales, la fusion des communes, la réforme de certaines dispositions de la loi communale, la déconcentration, le contrôle des cadres du personnel des pouvoirs sous tutelle, l'organisation de la protection civile, le numéro téléphonique 900, la sécurité des salles de spectacle, la réorganisation des colonnes mobiles de la protection civile; répond aux orateurs; pp. 364 à 372; répond aux derniers orateurs et traite de la liquidation des subsides pour frais de fonctionnement en matière scolaire; pp. 377, 378 (27 janvier 1960).

Interpellation de M. Baert « sur la façon dont les miliciens, qui ont été désignés pour le contingent spécial, conformément aux dispositions de l'article 13 des lois coordonnées sur la milice, sont reversés dans le contingent normal ». —

Lefebvre (suite).

Discussion. — Discours : concernant la jurisprudence des Ministères de l'Intérieur et de la Défense nationale en la matière, la portée des dispositions de la loi du 5 juillet 1957, les cas où le milicien obtient à la fois le sursis ou l'ajournement et la désignation pour le contingent spécial, la subordination du bénéfice de la désignation pour le contingent spécial à une décision d'aptitude, la portée de l'arrêté royal du 25 septembre 1958, le principe de l'annalité du contingent et des opérations pour le former, le dépôt prochain d'un projet de loi apportant différentes modifications aux lois sur la milice ; pp. 878, 879 (16 mars 1960).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale : fait des observations ; estime que le rattachement est une mesure inopportune et qu'il faut des réformes plus profondes pour résoudre le problème du regroupement des communes ; pp. 1107, 1108, 1110 (6 avril 1960).

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : remercie M. Orban pour le retrait de ses amendements ; concernant le but du projet : mettre à la disposition du Congo indépendant une Chambre du Conseil d'Etat ; la discussion au sujet de la loi organique et du fonctionnement du Conseil d'Etat, les détachements et le cumul de fonctions, les concours préalable à l'entrée au Conseil d'Etat ; pp. 1795, 1797 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'état civil. — Discussion générale. — Discours : se déclare d'accord concernant l'examen par la commission de la justice ; p. 2018 (5 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2292, 2294 (4 octobre 1960) ; p. 2309 (5 octobre 1960).

Lehouck (Mme) - V. Gerbehaye (Mme-Vve Lehouck).**Lemal, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.**

Ann. — Question orale au Ministre de la Justice au sujet d'une vérification par des gendarmes de l'identité d'ouvriers italiens assistant à un meeting organisé à la Maison du Peuple de Hornu ; fait des observations ; pp. 231 à 233 (17 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les finances communales, l'incidence de la crise économique dans le Borinage, les menaces de grève des agents communaux, certaines interventions de gendarmes ; fait des observations ; pp. 363, 364, 371 (27 janvier 1960).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'instauration d'un service national de santé, les mineurs invalides, la silicose, les établissements pour malades mentaux et enfants handicapés, les vaccinations, l'inspection médicale scolaire ; pp. 448 à 450 (11 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 599 (24 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 808, 810. — Discours : concernant des interventions flamandes à propos d'installations de nouvelles usines dans le Borinage, l'extension des activités du chargé de mission pour le Borinage auprès du Premier Ministre, le plan de reconversion économique du Borinage ; pp. 812, 813 (9 mars 1960).

Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale : regrette l'absence du Ministre des Finances ; p. 1143 (7 avril 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1386, 1387, 1390 (18 mai 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 3 : fait des observations ; p. 1533 (2 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des

Lemal (suite).

observations ; pp. 1665, 1668 (9 juin 1960). — Discours : concernant l'infrastructure du Borinage et son rôle dans le cadre du Marché commun, le montant des subventions consenties par les Travaux publics au cours des dernières années, l'affectation des sommes, les résultats de l'entrevue du ministre avec son collègue français des Travaux publics ; les subsides pour emprises réalisées à l'occasion de travaux communaux, la circulaire publiée en 1951 par M. Behogne, le respect de l'engagement pris et les promesses tacites ; pp. 1765, 1766 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123*decies* du Code pénal. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2058 (7 juillet 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2143 (14 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2261, 2269 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale : fait des observations ; pp. 2287 (4 octobre 1960) ; pp. 2302, 2303, 2310 (5 octobre 1960) ; pp. 2337, 2338, 2342, 2343, 2347 (6 octobre 1960).

Leynen, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 141. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord international sur le blé et de l'annexe, signés à Washington le 6 avril 1959.

N° 419. — Rapport : Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960.

N° 436. — Rapport : Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles, le 11 avril 1960.

Ann. — Revision de l'article 56*bis* de la Constitution. — Discussion du texte : fait des observations ; p. 204 (16 décembre 1959).

Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion : fait des observations ; p. 207. — Discours : concernant la responsabilité du vote ; p. 208 ; fait des observations ; p. 211 (16 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Communication : fait des observations ; p. 225. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235. — Discussion. — Discours : concernant la limitation des importations, les réserves charbonnières de Campine, le chômage dans chaque bassin ; p. 235 (17 décembre 1959).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2177 (19 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2290 (4 octobre 1960) ; p. 2309 (5 octobre 1960) ; p. 2340 (6 octobre 1960).

Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : fait des observations ; p. 233 (17 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant la publicité à la T.V. ; p. 245 (22 décembre 1959).

Interpellation au Ministre de l'Intérieur « sur les raisons pour lesquelles il n'a pas encore été procédé à la nomination du bourgmestre de Zonhoven ». — Demande ; p. 339 (13 janvier 1960). — Retire son interpellation, celle-ci étant devenue sans objet ; p. 345 (26 janvier 1960).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours : concernant l'octroi des garanties prévues dans le projet aux fonctionnaires belges qui auraient acquis la nationalité congolaise ; pp. 761, 762. — Discussion des articles. — Art. 4 : fait des observations ; p. 765 (8 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter

Leynen (suite).

et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 817 (10 mars 1960).

Motion d'ordre de M. Wiard : fait des observations ; p. 880 (16 mars 1960).

Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours : concernant le report, en 1960, des crédits inscrits pour 1959 ; p. 909 (17 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1003 (24 mars 1960) ; p. 1015 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1036 à 1038, 1044 (31 mars 1960).

Ordre des travaux : fait des observations ; p. 1035 (31 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1324, 1333 (17 mai 1960) ; p. 1420 (19 mai 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche : fait des observations ; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : concernant le bénéfice de la loi du 30 mars 1960 réservé aux personnes possédant la nationalité belge, la situation des personnes qui après le 30 juin choisiraient la nationalité congolaise, l'octroi à celles-ci des mêmes avantages ; p. 1680. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1684 (9 juin 1960). — Art. 12 : intervient ; p. 1709 (14 juin 1960).

Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant un article de presse faisant croire que le vote de la présente loi permettrait à la Conakat de former au Katanga un gouvernement homogène ; le quorum requis au sein des assemblées provinciales, la portée de l'actuel projet tendant à empêcher l'obstruction ; p. 1762 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1845 (21 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1867 (21 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'ampleur du budget, les sommes affectées aux traitements, l'application du pacte scolaire, le problème des reconnaissances, les arrêtés en suspens, le sort des maîtres d'études-éducateurs, les services admissibles, la publication au *Moniteur belge* des lettres-circulaires relatives au pacte scolaire, les problèmes de l'inspection et du paiement des traitements ; pp. 1892 à 1894 (21 juin 1960) ; fait des observations ; pp. 1932, 1935 à 1939 (22 juin 1960) ; pp. 1958, 1962, 1999, 2005 (23 juin 1960).

Projet de loi portant approbation de la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application de la convention ; p. 1975. — Motion d'ordre de M. Rolin : intervient ; p. 1984 (23 juin 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et de lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2035 (5 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours : concernant le recul du charbon comme source d'énergie, les obligations qui découlent de la participation à la C.E.C.A., la politique charbonnière erronée des douze dernières années, les importations de charbon, l'effondrement de Cobechar, le chômage dans les charbon-

Leynen (suite).

nages de Campine, la sauvegarde du bassin minier campinois, l'assainissement de l'industrie charbonnière, l'importation de coques, le bénéfice de la loi du 18 juillet 1959 pour les mines de Campine, la valorisation sur place du charbon, la construction de centrales électriques ; pp. 2196 à 2198 ; fait des observations ; p. 2199 (20 juillet 1960).

Leysen, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Ann. — Interpellation au Ministre de la Santé publique et de la Famille « sur les conséquences sur le plan économique de l'arrêté royal du 24 décembre 1959, publié au *Moniteur belge* du 28 janvier 1960 ». — Demande ; p. 647 (25 février 1960). — Discussion. — Discours : concernant l'importance de l'apiculture dans l'économie du pays, le rôle des abeilles dans la culture fruitière, les conséquences, notamment au point de vue économique, d'une application stricte de l'arrêté royal du 24 décembre 1959, le développement de l'apiculture dans d'autres pays d'Europe, les dangers de piqûre par les abeilles, les propriétés thérapeutiques de ces piqûres, demande la modification de l'arrêté ; pp. 871, 872 ; concernant le nombre de colonies d'abeilles qui devront être détruites ; se déclare satisfait de la réponse du ministre ; p. 873 (15 mars 1960).

Ligot, sénateur provincial de Hainaut.

Doc. — N° 343. — Rapport : Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 442. — Rapport : Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, le Code des droits de succession, le Code des droits de timbre et le Code des taxes assimilées au timbre.

N° 443. — Rapport : Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des droits de timbre en ce qui concerne les actes judiciaires.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la protection de la jeunesse, le traitement des éducateurs, la défense sociale, la réforme des régimes matrimoniaux, les barèmes de la police judiciaire, les nominations au parquet général, les parquets de police ; pp. 531, 532 (18 février 1960) ; fait des observations ; p. 587 (24 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'augmentation de la dette publique, le rapport de la dette publique avec le revenu national, l'augmentation du taux de l'escompte avant le lancement du dernier emprunt, les économies, la réforme fiscale ; pp. 716, 717 (2 mars 1960).

Lilar, sénateur de l'arrondissement d'Anvers, Ministre-Vice-Président du Conseil de Cabinet. — (A partir du 6 septembre 1960) Ministre de la Justice.

Ann. — Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les réalisations du gouvernement en matière de réforme administrative, l'association des hauts fonctionnaires et des représentants des organisations syndicales à la réforme administrative, la constitution de commissions d'organisation et d'économies dans les départements, la coordination et la codification des lois, le projet de statut du personnel des parastataux, la suppression du signalement, le problème de la consultation syndicale, l'octroi d'une indemnité aux fonctionnaires affiliés libres à une mutualité d'assurance maladie-invalidité, la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat, la question des pensions, le contrôle administratif et budgétaire, la revalorisation de la fonction publique, la hiérarchie statutaire du personnel de l'Etat, le recrutement, le stage, l'aspect pécuniaire de la revalorisation, le droit de grève des fonctionnaires ; pp. 562 à 566 (23 février 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discours : rend hommage aux victimes des troubles qui ont éclaté au Congo ; concernant la mutinerie de la Force publique, l'intervention de forces belges, les mesures prises en vue d'assurer l'évacuation des femmes et enfants quittant le Congo, les principes qui dicteront à l'avenir la politique du gouvernement à l'égard du Congo ; pp. 2074, 2075 (11 juillet 1960).

M

Machtens, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.* — N° 504. — Rapport : Projet de loi portant approbation de l'Accord européen relatif au transport international des marchandises dangereuses par route (A.D.R.) et des Annexes, signés à Genève, le 30 septembre 1957.
- Ann.* — Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte : fait des observations ; p. 204 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion. — Discours : concernant les limites dans lesquelles un vote pourrait être émis par procuration ; pp. 208, 209 (16 décembre 1959).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la situation financière des communes, le Fonds des communes, l'application de la loi du 4 avril 1958 prévoyant l'alimentation du Fonds à raison d'un neuvième du produit des taxes reprises aux communes, l'incidence de l'index sur la dotation du Fonds des communes, la taxe sur les spectacles, la dotation statique du Fonds d'assistance publique, les taux d'intervention des C.A.P. en faveur des indigents ; pp. 350, 352 à 355 (26 janvier 1960) ; fait des observations ; p. 366 (27 janvier 1960).
- Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la mission éducative et préventive du gendarme, l'exclusion des gendarmes de la prime octroyée par l'Etat aux agents affiliés librement à une mutualité ; p. 393 (3 février 1960).
- Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique du logement, la diminution des crédits accordés par la Caisse d'Épargne à la Société nationale du logement, la lutte contre les taudis, les nouveaux logements pour anciens occupants de taudis ; pp. 446, 447 (11 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 564, 565 (23 février 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 993 à 995 (24 mars 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale. — Discours : concernant le retard à doter d'un statut les membres des forces belges en Grande-Bretagne ; fait des observations ; pp. 1121, 1122 (6 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1178 à 1180 (3 mai 1960) ; pp. 1195, 1203, 1204. — Discours : concernant les conséquences de l'instauration des 12 mois, le recrutement de techniciens O.T.A.N., la réduction des dépenses pour la défense nationale, la revalorisation de la carrière militaire, la nationalisation de bénéfices qui seront réalisés grâce à la production d'avions et d'armements, la manifestation des sous-officiers à Bruxelles, leurs revendications, les calicots antimilitaristes portés dans une manifestation du 1 mai, l'installation d'un dépôt de munitions allemand à Arendonk, l'achat d'avions F.104 G., la réduction de l'effort de la Belgique dans le cadre de l'O.T.A.N. ; pp. 1206 à 1209 ; (4 mai 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations. — Discours : concernant la pratique d'une politique d'achat comportant certains risques, le renouvellement de la vision dans l'œuvre artistique ; pp. 1267, 1271, 1274, 1276 (10 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1284, 1285 (11 mai 1960). — Discours : concernant l'exposé du ministre, le parallèle entre le projet en discussion et l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, les atteintes à l'autonomie communale et les difficultés financières, l'application de la loi ; la représentation des pouvoirs publics communaux intéressés dans les commissions consultatives régionales, locales et des grandes agglomérations ; l'arbitraire et

Machtens (suite).

- les abus commis par les communes et par l'Etat en matière d'arrêtés d'aménagement et d'expropriation de parties de territoires ; cite l'exemple d'un axe de circulation frappé d'un arrêté d'alignement ; pp. 1148, 1149 ; fait des observations ; pp. 1452, 1459 (25 mai 1960).
- Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion : fait des observations ; pp. 1512 à 1516 (1^{er} juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux Publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1668 (9 juin 1960). — Discours : concernant le discours de M. de la Vallée Poussin, le recrutement insuffisant des ingénieurs techniciens, la discussion du budget, l'exécution de grands travaux, les crédits nécessaires à l'entretien des routes, les charges incombant aux communes, l'adaptation et l'amélioration des voies à intense circulation automobile, la situation des communes vis-à-vis de l'important programme de travaux extraordinaires, la fonction d'ingénieur à l'Etat, le recrutement, le barème et la carrière, le Service des Ponts et Chaussées, le prix des études techniques faites par l'administration ou par des entreprises privées ; la mise à grande section du canal de Charleroi, la modernisation du port de Bruxelles et du canal de Bruxelles au Rupel, la construction d'écluses à Capelle-au-Bois, Grand-Willebroek et Wintam, le subside gouvernemental dans les frais de fonctionnement du canal et du port de Bruxelles ; pp. 1758, 1759 (15 juin 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; p. 2261 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale : fait des observations ; p. 2347 (6 octobre 1960).

Magé, sénateur provincial d'Anvers.

- Ann.* — Déclaration gouvernementale relative au Congo : fait des observations ; p. 2089 (12 juillet 1960).

Marlier, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

- Ann.* — Validation de ses pouvoirs : prête serment ; pp. 2300, 2301 (5 octobre 1960).

Materne, sénateur provincial de Namur.

- Ann.* — Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : concernant la loi du 8 avril 1919 sur l'aménagement du territoire, la proposition déposée il y a trente ans par feu le sénateur Vinck, l'arrêté du 12 septembre 1940 émanant des secrétaires généraux, les arrêtés de 1946, la discussion du projet en commission et le travail du ministre, des rapporteurs et des commissaires ; les études approfondies et consultatives préalables au dépôt du projet discuté ; son expérience quant à l'application de la loi sur l'urbanisme depuis l'après-guerre, le permis ou le refus de construction, les démarches personnelles auprès des fonctionnaires de l'urbanisme, la critique exprimée au sujet de l'expropriation et la non-jouissance de propriétés, le délai imposé aux pouvoirs publics pour l'expropriation ou le paiement d'une indemnité compensatoire aux propriétaires, la commission mixte de l'urbanisme, l'exposé des motifs du projet, les constructions du XIX^e siècle ; pp. 1309, 1310 ; (12 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 29, 55 : intervient ; pp. 1589, 1597 (7 juin 1960) ; son amendement est rejeté ; p. 1814 (16 juin 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant le champ d'application de la loi ; les entreprises occupant moins de 50 travailleurs, le nombre restreint de travailleurs qui pourront bénéficier de la loi et l'injustice de créer une catégorie de privilégiés parmi les chômeurs ; ses doutes quant à l'utilité du projet, la possibilité d'une autre solution par l'octroi d'une indemnité supplémentaire des caisses de chômage à toute personne frappée par l'arrêt de l'entreprise qui l'occupait, le réembauchage d'ouvriers, les entreprises fermées par manque de fonds, les créanciers privilégiés (sécurité sociale, S.N.C.I.), l'indemnité obligatoire aux travailleurs licenciés qui représente une nouvelle créance privilégiée, le droit des créanciers ordinaires ; le personnel saisonnier et le paiement de leurs allocations ; pp. 1492, 1493 ; fait des observations ; pp. 1496, 1499, 1500 (31 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 13 : intervient, son amendement modifié par M. D. Smets est rejeté ; pp. 1570 à 1573 (7 juin 1960).

Materne (suite).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la consommation de beurre et la propagande à faire, le stockage des froments, le remembrement et le budget attribué à ce poste, les recherches scientifiques en ce qui concerne les cultures maraîchères et l'arboriculture, la consommation de conserves de légumes et de fruits, l'achat par la Petite propriété terrienne de 175 ha. de bois à Bierwart ; pp. 1641, 1642 ; (9 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1668 (9 juin 1960). — Discours : concernant la partie du discours du rapporteur, M. Van Buggenhout, relative à la création d'un nouveau port de mer, la suppression des mots « M. Van Buggenhout, rapporteur » dans les annales parlementaires ; le trafic du port de Rotterdam et celui d'Anvers, la large politique de travaux publics réalisée par le ministre, le rééquipement de nos ports, la mise à grande section des voies d'eau, la liaison Meuse-Rhin, le port de Givet, le pont de Jambes, les travaux de la Meuse, de la Basse-Sambre, du canal Bruxelles-Charleroi, le plan incliné de Ronquières, la situation dans les régions minières, la construction d'un haut fourneau entre Bruges et Zeebrugge ; la route nationale n° 4, la route Namur-Jambes-Liège, la route Jambes-Dinant, la route n° 17 de la rive gauche de la Meuse, l'autoroute de Wallonie, les autoroutes Bruxelles-Paris, Anvers-Lille, Liège-Bruxelles ; le tracé de la nouvelle route de la Basse-Sambre, les subsides aux communes pour l'entretien des routes ; pp. 1753 à 1755 ; concernant le discours « personnel » de M. Van Buggenhout, rapporteur, au sujet de la création d'un troisième port sur la côte belge ; p. 1761 (15 juin 1960).

Motion d'ordre de M. Harmegnies : intervient ; pp. 2117, 2118 (13 juillet 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2141 (14 juillet 1960).

Melin (Mme-ép. Guilmain), sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 42 : Amendements : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 33 à 35 : intervient ; pp. 114, 115 (3 décembre 1959) ; retire ses amendements ; pp. 129, 130 (8 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la vaccination contre la poliomyélite et la diphtérie, l'activité de l'O.N.E. dans ce domaine, le service d'aide familiale, la législation en matière d'hygiène alimentaire, l'emploi de colorants, l'utilisation de phosphates en charcuterie, l'action de l'U.F.I.D.E.C., la pollution des eaux de la Vesdre ; pp. 416 à 418 ; (9 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le relèvement du taux de la natalité, l'augmentation du nombre d'étudiants bénéficiaires d'allocations familiales, l'accentuation de la progression selon l'âge des enfants ; le prêt aux jeunes ménages, le problème des handicapés, la pension octroyée à des époux travailleurs appartenant au même régime de pension ; pp. 604, 605 (24 février 1960).

Merchiers, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo, Ministre de la Justice.

Ann. — Proposition de loi créant un tribunal de police à Gand. — Projet de loi portant création d'un tribunal de police dans les arrondissements judiciaires de Gand et de Charleroi. — Discussions générales jointes. — Discours : souligne l'importance du projet en vue de l'unification de la jurisprudence ; répond aux orateurs ; pp. 155, 156 (8 décembre 1959).

Question orale de M. Lemal : Rappelle les instructions que la gendarmerie doit suivre en ce qui concerne les rassemblements et réunions et le contrôle des étrangers, ainsi que l'identification d'orateurs prenant la parole dans des meetings ; fait des observations ; pp. 232, 233 (17 décembre 1959).

Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale. —

Merchiers (suite).

Discours : concernant la suppression de la charge d'avoué envisagée par le Commissaire royal à la réforme judiciaire, le recours à la désignation d'avocats-avoués dans les seuls cas de nécessité ; p. 515 (17 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : rend hommage à M. Custers, rapporteur ; concernant l'activité du département dans l'élaboration des conventions internationales, la tâche de la commission belgo-néerlandaise-luxembourgeoise pour l'étude de l'unification du droit, l'intervention du département dans les domaines du Marché commun, de l'O.N.U., de l'O.T.A.N., du Conseil de l'Europe, du droit international privé, notamment en matière de nationalité et d'état civil, et de la protection des victimes de la guerre ; la protection de l'enfance, les statistiques relatives à l'application de la loi de 1912, l'activité du centre d'étude pour la délinquance juvénile, les problèmes de personnel et de bâtiments que pose la rééducation de la jeunesse, l'extension du cadre des délégués à l'enfance, les établissements de Saint-Servais, Mol, Ruiselede, Bruges et Wauthier-Braine ; le problème de l'incivisme, l'état actuel du projet de loi relatif à l'article 123sexies, les suggestions faites par le groupe de travail, le problème des arrêtés motivés, la réponse à une question de M. le député Van der Elst ; la défense sociale, les réformes envisagées à propos de l'intervention du conseil, de l'assouplissement des dispositions légales servant à souligner le but curatif du traitement de défense sociale, de l'organisation des commissions de défense sociale, de la protection de la société, de la capacité juridique des internés ; l'hébergement d'internés dans certains établissements d'aliénés ; le projet relatif aux régimes matrimoniaux, le casier civil, les jetons de présence des magistrats, la réhabilitation, le cadre de la magistrature, l'activité du commissaire royal à la réforme judiciaire ; pp. 516 à 522. — Demande d'ajournement. — Discours : concernant cette demande, le refus des commissions de la résistance d'examiner les dossiers des arrêtés motivés, le problème de l'article 123sexies ; pp. 524, 525 ; se déclare disposé à faire immédiatement un exposé de la situation ; p. 527 (17 février 1960). — Discussion générale. — Discours : concernant la situation actuelle du projet de loi relatif à l'article 123sexies, la teneur du projet voté au Sénat, l'amendement du gouvernement relatif à la catégorie de ceux qui ont été condamnés originellement à une peine dépassant cinq ans, le recours prévu pour ceux qui ont été condamnés à des peines de cinq à dix ans, l'amendement de la disposition relative à la collaboration à un journal ou à une publication littéraire ; pp. 530 et 531 ; fait des observations ; p. 533 (18 février 1960) ; répond aux orateurs et traite de : la réforme de la procédure, la protection de la jeunesse, les juges des enfants, la répression des accidents du travail, la défense sociale, les tribunaux de police, le personnel des greffes, la police judiciaire, la constitution de partie civile par un prévenu devant les tribunaux de police, la détention préventive, l'assurance obligatoire de la responsabilité civile des automobilistes, l'importation des chevaux irlandais, la question des photocopies, la situation en ce qui concerne l'épuration ; pp. 582 à 587. — Discussion des articles au tableau. — Art. 3 : intervient ; p. 587 (24 février 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1043 (31 mars 1960).

Projet de loi relatif au droit de réponse. — Discussion générale. — Discours : concernant le droit de réponse en matière de critique scientifique, artistique ou littéraire, le libellé nouveau de l'article premier et la publication des décisions judiciaires par les revues spécialisées ; p. 1111. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, pp. 1111, 1112 (6 avril 1960).

Interpellation de Mme Beeckman-Vve Vandervelde « sur l'expulsion récente d'un mineur italien ». — Discussion. — Discours : justifie l'arrêt ministériel de renvoi du mineur italien, parle des cas qui nécessitent un arrêté royal, de l'activité politique de ce mineur, de la délégation de la Ligue des Droits de l'Homme, du soi-disant « caractère unilatéral » des mesures prises par le département de la Justice, de l'hospitalité de la Belgique et des droits et devoirs des étrangers qui y résident, de certains avis émis au sujet de la police des étrangers et des lois qui régissent actuellement la matière, de la sécurité et de la tranquillité publique, de l'obligation pour l'étranger de s'abstenir de toute activité politique, de la situation du mineur expulsé et de ses possibilités de travail ; pp. 1409, 1410 ; (19 mai 1960).

Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1735 (15 juin 1960).

Merchiers (suite).

Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion des articles. — Art. 1, 2 : intervient ; pp. 1737 à 1739 (15 juin 1960).

Interpellation de M. Rolin sur « les conditions dans lesquelles il a pris le 5 mai un arrêté ministériel de renvoi à l'égard de trois Algériens arrêtés le 23 avril au moment où ils franchissaient la frontière et qui avaient introduit le 27 avril une demande tendant à se faire reconnaître le statut de réfugié politique, ainsi que la communication aux autorités françaises des documents trouvés sur les mêmes détenus, ainsi que sur le nommé Arbaoui dans les conditions relevées dans ma question parlementaire du 10 mai 1960 ». — Discussion. — Discours : concernant les circonstances de l'arrestation des Algériens, les raisons qui ont motivé la prise d'un arrêté de renvoi, la base légale de cet arrêté, le danger que la présence des Algériens constituait pour l'ordre public, la consultation de la commission des étrangers, l'avis du Conseil d'Etat, la présence d'une police étrangère lors de l'interrogatoire des Algériens ; p. 1786 à 1789 ; fait des observations ; se rallie à la proposition de M. P. De Smet ; pp. 1790 à 1792 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900, apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 1 (nouveau) : intervient ; pp. 1822, 1823. — Art. 2 : intervient, propose le renvoi en commission ; pp. 1829, 1831, 1832 (16 juin 1960).

Meurice, sénateur provincial de Liège.

Ann. — Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'établissement d'une séparation dans le pays, son inquiétude ; p. 1262 (10 mai 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant la nécessité d'obvier à la situation financière et économique du pays ; p. 2357 (6 octobre 1960).

Meyers, Ministre de la Santé Publique et de la Famille.

Ann. — Ordre des travaux : déclare que le Ministre de l'Agriculture, malade, demande au Sénat de reporter à quinze jours, la discussion du projet de loi limitant les fermages ; p. 355 (26 janvier 1960).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la médecine préventive, la lutte contre la poliomyélite, la diphtérie, et la tuberculose, l'inspection médicale scolaire, les centres de santé, les établissements de soins, les problèmes des malades mentaux, les produits pharmaceutiques, la pollution de l'air et des cours d'eau, le contrôle des produits alimentaires, l'utilisation des colorants, les radiations ionisantes, les accidents de la route, le numéro d'appel 900, la lutte contre le bruit, les problèmes du logement, en particulier pour ceux qui ont un revenu modeste, la lutte contre les taudis, les victimes civiles de la guerre, l'O.N.I.G. et l'O.N.A.C., les problèmes de la famille, le logement familial, les aides familiales, l'O.N.E., l'assistance publique, les problèmes soumis au Conseil supérieur de l'assistance, les sports ; pp. 426 à 431 ; (10 février 1960) ; répond aux orateurs et traite notamment de la pollution des eaux, du contrôle des produits alimentaires, des problèmes de logement, de la protection de la santé des jeunes travailleurs, de la pollution de l'air, de la formation des aides familiales, de la mortalité, des problèmes des vieillards, du cadre du département ; pp. 451 à 454. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21 : intervient ; pp. 454 à 456 (11 février 1960).

Interpellation de M. Leysen « sur les conséquences sur le plan économique de l'arrêté royal du 24 décembre 1959, publié au Moniteur belge du 28 janvier 1960 ». — Discussion. — Discours : concernant les dispositions protégeant contre les inconvénients de l'apiculture, les plaintes formulées au cours des dernières années, les conséquences de l'arrêté en cause ; annonce une modification de l'arrêté et donne un aperçu des dispositions qu'il envisage ; pp. 872, 873 ; fait des observations ; p. 873 (15 mars 1960).

Communication du gouvernement : fait, au nom du Premier Ministre retenu à la Chambre, une communication sur la politique congolaise suivie par la Belgique, la situation au Congo, la désignation de M. Ganshof van der Meersch en qualité de ministre sans portefeuille chargé des affaires générales en Afrique, la tâche de celui-ci, la compétence des

Meyers (suite).

ministres chargés des affaires du Congo ; pp. 1324, 1325 (17 mai 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique. — Discussion générale. — Discours : répond à M. Bartelous et est d'accord pour que les commissions d'assistance publique soient invitées à adresser leurs délibérations aux gouverneurs de province dans le délai d'un mois ; p. 1521 (1^{er} juin 1960).

Projet de loi autorisant des personnes qui ne sont pas légalement qualifiées pour exercer l'art de guérir, à accomplir certains actes médicaux dans des circonstances exceptionnelles. — Discussion des articles. — Art. 1 : déclare que le gouvernement se rallie à l'amendement de M. Hambye ; p. 2226 (20 juillet 1960).

Molter, sénateur coopté.

Ann. — Interpellation de M. Van In aux Ministres des Affaires économiques et du Congo Belge et du Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant l'évolution de l'industrie diamantaire, le monopole du bureau de vente de Londres, notre position à l'égard de ce bureau, la qualité moindre du diamant brut fourni, la valeur de la production congolaise, le triage du diamant avant son départ du Congo, la responsabilité de la Belgique dans la conclusion de nouveaux contrats, l'assainissement nécessaire du commerce du diamant, le contact direct entre fabricants et bureau de vente, l'incidence du Marché commun ; pp. 39, 40 (19 novembre 1959).

Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte : intervient ; pp. 203 à 206 (16 décembre 1959).

Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur la situation difficile dans laquelle se trouve le secteur de l'exploitation des salles de cinéma, la menace de grève projetée par les propriétaires de ces salles et les répercussions de cette situation sur la production cinématographique belge ». — Demande ; p. 476 (11 février 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1257 (5 mai 1960).

Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : concernant l'obligation pour le gouvernement de déposer des projets urgents et provisoires suite à l'accession prochaine du Congo à l'indépendance ; demande de rendre les mesures actuelles définitives six mois après la création d'Air-Union ; parle des incompatibilités des membres du conseil d'administration de la Sabena ; p. 1802 (16 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le problème de l'île de Comacina, les lacunes en matière d'enseignement journalistique, la création d'une université à Anvers, l'éducation populaire ; pp. 1940, 1941 (22 juin 1960).

Mondelaers, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les redites dans la discussion du budget ; le Limbourg et la sécheresse de 1959 désastreuse pour cette province, les chiffres des recettes des six dernières années en Campine et leur pourcentage pour les divers produits, l'effondrement des prix du bétail, la régression de la consommation laitière, le but de la manifestation des agriculteurs en novembre dernier, les raisons de leur agitation, l'attitude du département des Affaires économiques et certaines mesures prises aux dépens des agriculteurs, l'impulsion donnée par le Ministre de l'Agriculture à certaines mesures en faveur des agriculteurs, le milliard promis à l'agriculture, les initiatives du département quant à l'assainissement du marché laitier et de la viande, la situation de l'agriculture en général, les fluctuations des prix, le prix de direction, la production agricole grandissante, les débouchés, la politique d'expansion et d'exportation dans le cadre du Marché commun ; le prix des œufs et la concurrence polonaise et israélienne, la prime à l'exportation, le contrôle de l'importation des œufs sans coque ; les raisons de l'effondrement des prix de la viande porcine : afflux de porcs lourds et gras, accroissement du nombre d'engrais contractuels, la part de responsabilité de l'O.C.R.A., l'aide au marché porcin et les débouchés à l'étranger ; la distribution d'eau et le remembrement dans la province de Limbourg ; la fraude de beurre dans le Nord du Limbourg, le contrôle sévère et la poursuite des

Mondelaers (suite).

fraudeurs ayant comme conséquence l'insécurité des routes dans cette partie du pays, les mesures à prendre pour empêcher la fraude et la déclaration d'une zone libre entre la frontière et le canal de la Campine; pp. 1605 à 1608 (8 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'urbanisme et l'aménagement du territoire, le service de l'urbanisme, la méthode de construction collective de la Société nationale de la petite propriété terrienne et de la Société nationale du logement, l'application de la loi Brunfaut, la création de centres communaux, les constructions en bordure de la route, le centre des communes rurales, l'octroi d'une intervention de l'Etat pour la réalisation de centres communaux et l'élaboration de plans particuliers d'aménagement, les deux phases pour l'octroi des crédits et l'avantage de ce processus, la tâche du bourgmestre; l'embellissement des routes de l'Etat, les cimetières d'autos et la qualité des marchandises qu'on y trouve, instauration d'une réglementation pour les cimetières d'autos comme c'est le cas pour la publicité le long des voies publiques, d'une enquête de commodo et incommodo et de conditions d'aménagement; l'adaptation des routes d'Etat 19 et 21 (entre Kessenich et Hechtel); l'état déplorable de nos routes frontalières, le pont de la « Zuid-Willemsvaart », la route circulaire autour de Bree; pp. 1710 à 1713 (14 juin 1960).

Moreau de Melen, sénateur de l'arrondissement de Liège, deuxième vice-président du Sénat.

Doc. — N° 128. — Amendements: Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960.

N° 138. — Rapport + Erratum: Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproque des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signés à Vienne, le 25 octobre 1957.

N° 199. — Rapport: Projet de loi portant approbation de l'arrangement relatif aux marins réfugiés, signé à La Haye, le 23 novembre 1957.

N° 203. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République Fédérale d'Allemagne relative à la création de bureaux à contrôles nationaux juxtaposés, aux contrôles des trains en cours de route et à la désignation de gares communes et d'échange, pour le trafic par la frontière belgo-allemande et de l'échange de lettres, signées à Bruxelles le 15 mai 1956.

N° 236. — Amendement: Projet de loi relatif aux travaux et opérations de géodésie et de topographie et à la protection des signaux et repères.

N° 281. — Rapport: Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960 (Crédits: Affaires étrangères).

N° 360. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 1 mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve.

N° 475. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République fédérale d'Allemagne, concernant la reconnaissance et l'exécution réciproque, en matière civile ou commerciale, des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques, du Protocole additionnel à cette Convention et de l'échange de lettres, signés à Bonn le 30 juin 1958.

N° 503. — Rapport: Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 16 juin 1959.

Ann. — Bureau définitif: Est réélu deuxième vice-président du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).

Revision de tous les articles de la Constitution, mais uniquement en vue d'établir la version néerlandaise. — Discussion: fait des observations; souligne le caractère essentiellement national de l'œuvre réalisée; pp. 193, 200 (16 décembre 1959).

Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion: fait des observations; p. 203 (16 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours: concernant le procédé envisagé en vue de réprimer la fraude; p. 245 (22 décembre 1959).

Moreau de Melen (suite).

Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les arrêtés d'exécution à prendre en vertu de l'article 70 du statut de la gendarmerie, la police du roulage, l'augmentation des crédits relatifs à la police routière; fait des observations; concernant le poste prévu pour les fournitures de bureau, l'augmentation du nombre d'équipes de contrôle routier; pp. 395 à 400 (3 février 1960). — Discussion des articles réservés du tableau. — Art. 10, 12: intervient, retire ses amendements; pp. 407, 408. — Art. 13: son amendement est rejeté; p. 409 (9 février 1960).

Commissions permanentes: fait des observations; pp. 401 à 403 (3 février 1960).

Ordre des travaux: fait des observations; pp. 498, 499 (16 février 1960).

Projet de loi portant approbation de la convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signés à Vienne, le 25 octobre 1957. — Ajournement: intervient; p. 748 (3 mars 1960). — Propose l'ajournement; p. 850 (10 mars 1960). — Discussion générale. — Discours: concernant les difficultés qu'ont les demandeurs en pension alimentaire à faire exécuter des jugements contre des débiteurs résidant à l'étranger, le champ d'application de la convention, les cas d'obligation alimentaire qui découlent de la filiation naturelle, les pensions dues après divorce ou en cas de nullité ou d'annulation de mariage; fait la comparaison entre la convention et la loi nationale en ce qui concerne les conditions d'exequatur; pp. 915 à 917; concernant l'application du traité en cas d'obligation fondée sur l'article 301 du Code civil, la compétence territoriale du tribunal du domicile du demandeur, la limitation de la convention à l'exécution des seules décisions en matière d'obligation alimentaire, la non-application de la convention en cas d'obligation fondée sur l'article 340 b du Code civil; pp. 919, 920; (17 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter, Noël au Ministre des Affaires Economiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; pp. 805, 811 (9 mars 1960); pp. 834, 841, 848 (10 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1042, 1045 (31 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale. — Discours: concernant l'avis de la commission sur l'existence de plusieurs grands orchestres en Belgique, l'encouragement de l'art musical; fait des observations; parle de l'avis de la commission sur la création de quatre orchestres régionaux; pp. 1116 à 1118. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 1119 (6 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la réorganisation de l'armée, la suppression des divisions de réserve, le choix des avions F.104 G., le moral de l'armée, l'instruction, les forces de l'intérieur, l'article 8 bis; fait des observations; pp. 1212 à 1214 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations; pp. 1271 à 1273 (10 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours: concernant l'échec de la conférence au sommet, le problème allemand et les deux thèses qui s'affrontent: côté occidental: autodétermination, côté oriental: règlement de la question entre les deux gouvernements; le désarmement; l'incident de l'avion U.2, les communiqués successifs des Américains, la « violation » de la Convention internationale de Chicago où la Russie n'était pas partie, la violation de l'espace atmosphérique, le droit des gens, la discussion de l'importance des eaux territoriales, l'espionnage de part et d'autre, le « sabotage » de la conférence au sommet, l'attitude du Pentagone et les menaces et discours de M. Khrouchtchev; notre politique extérieure, les initiatives et idées de M. Wigny; désarmement véritable et bilatéral, inscription de problèmes économiques à la conférence au sommet, aide aux pays sous-développés par le soutien des cours des matières premières, intensification des relations économiques Est-Ouest, accélération du Marché commun (propositions Hallstein), association des pays-tiers, modification dans les relations entre les

Moreau de Melen (suite).

gouvernements de Benelux et le Conseil interparlementaire consultatif et les mesures prises; la réunion des 21 qui devait se tenir à Paris, la réorganisation de l'O.E.C.E., la réalisation de l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise datant de 1922; les immunités fiscales du personnel des communautés internationales, le traité permettant la taxation au profit de la communauté, l'immunité fiscale à la C.E.C.A.; l'installation du Ministère des Affaires étrangères au Palais d'Egmont; certains arguments invoqués par M. Rolin dans son exposé, notamment en ce qui concerne la Russie, l'Allemagne, les rampes de lancement; l'expansion de la doctrine communiste, la prudence qui s'impose; pp. 1431 à 1434; fait des observations; p. 1440 (19 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'état du canal Albert, les conséquences de la rupture du bouchon de Lanaye et la mise de la Meuse au gabarit de 1350 tonnes, la reconstruction des ponts et la mise en état des écluses du canal; la construction d'auto-roulottes, les accidents de roulage, l'axe Liège-Bruxelles; p. 1720; (14 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 1 mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale. — Discours: concernant l'urgence, le recours au commissariat, le commandement des nouveaux groupements interarmes, le nombre d'officiers des trois grades de général; pp. 1914, 1915 (22 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2000, 2007 (23 juin 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2176 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2251 (19 août 1960).

Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne le 16 juin 1959. — Discussion générale. — Discours: se réfère à son rapport; p. 2204 (20 juillet 1960).

Motz, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion. — Discours: concernant l'interpellation qui a permis un examen général de la politique gouvernementale et de la situation économique et sociale; l'ère coloniale belge et l'ère du Marché commun; les grandes périodes de l'histoire de notre pays depuis 1914, la responsabilité de la nation et le régime d'abandon et de facilité, la politique future, l'accusation d'avoir interpellé pour « renverser la vapeur »; déclare au nom du parti libéral que le progrès social doit être continu; parle de la contraction du revenu national et d'une période d'adaptation difficile suite aux événements du Congo; de la réalisation du Marché commun, des efforts de la Belgique pour aider l'industrie et résister aux nouvelles concurrences; des problèmes économiques des classes moyennes et des courants d'opposition; de la politique congolaise du gouvernement; de la politique charbonnière; de la reconversion; de la réduction des dépenses pour la S.N.C.B.; de la politique des prix; des groupes de pression; des promesses du Premier Ministre quant à l'exécution de certaines réformes; de la production nationale; pp. 1415, 1416; (19 mai 1960).

Moulin, sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath, secrétaire du Sénat.

Doc. — N° 18. — Proposition de loi tendant à compléter l'article 3 de la loi du 26 juillet 1952, relative à la limitation du taux des fermages.

N° 25. — Amendements au texte présenté par la Commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 156. — Amendement: Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960.

N° 481. — Amendements: Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales.

Moulin (suite).

N° 517. — Proposition de loi complétant l'article 9, § 1^{er}, de la loi du 21 mai 1955, modifié par l'article 20 de la loi du 1^{er} août 1957 relative à la pension de retraite et de survie des ouvriers.

Ann. — Bureau définitif: Est réélu secrétaire du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale: fait des observations; pp. 64, 65, 67 à 69 (1^{er} décembre 1959). — Discours: concernant le danger de la capitalisation, le vote en commission de l'amendement à l'article 55, la pension de 25.000 frs à 67 ans, le retrait du projet de l'ordre du jour de la séance publique à la veille des vacances parlementaires, les amendements qu'a subi le projet, la limitation de la cotisation de solidarité, le maintien de la possibilité d'affectation d'un immeuble à la constitution de la pension, les améliorations contenues dans les amendements socialistes, la pension à 30.000 frs, l'uniformisation des grands régimes de pensions, le financement du système basé sur la répartition; pp. 81 à 84; fait des observations; pp. 86, 87 (2 décembre 1959). — Discussion des articles: intervient; p. 98. — Art. 16: intervient, son amendement est rejeté; pp. 107 à 109; retire ses amendements aux articles 17 à 32; p. 109. — Art. 21: fait des observations; pp. 111, 112 (3 décembre 1959). — Art. 34 réservé, 63, 73: intervient; pp. 130, 131, 136, 137, 139 (8 décembre 1959).

Interpellation au Ministre de l'Intérieur « sur les conditions étranges qui ont précédé la nomination du bourgmestre de Saint-Sauveur (arrondissement d'Ath) ». — Demande; p. 156 (8 décembre 1959). — Discussion. — Discours: concernant la présentation d'un candidat bourgmestre par une majorité libérale-P.S.C., le désistement de ce candidat à la suite d'un vote émis en conseil communal, la conclusion d'un accord entre élus du P.S.B. et du P.S.C. la présentation d'un nouveau candidat, la nomination comme bourgmestre du candidat proposé par la précédente majorité; fait des observations; pp. 270 à 272 (22 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale: fait des observations; p. 176. — Discours: concernant la possibilité pour l'employé d'obtenir les 3/7 du capital, la limitation du plafond à 8.000 frs, la précipitation mise à faire voter le projet en cause, la formule des 75 % du salaire moyen contenu dans la proposition de M. Trochet, l'amélioration du niveau de vie des pensionnés, le cumul des pensions des conjoints, le financement de la loi envisagée, l'exclusion des compagnies d'assurances de la gestion du régime; pp. 177, 178; (15 décembre 1959). Fait des observations; pp. 279 à 281 (23 décembre 1959).

Motion d'ordre: demande que le projet de loi relatif aux maladies professionnelles soit discuté sans délai; p. 250 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant l'orientation de la politique du département, les dépenses supplémentaires résultant du dédoublement de certains ministères, la situation du personnel du département, l'effectif total et les dépenses de personnel, les nominations partisanses à l'O.N.P.C. et à la C.A.P.A.C., à Tournai; le programme ministériel; les frontaliers, les accidents du travail, le recrutement d'ingénieurs techniciens pour l'inspection du travail, l'inspection médicale; son vote négatif; pp. 323, 324 (12 janvier 1960). Fait des observations; pp. 331, 332 (13 janvier 1960).

Commissions permanentes: estime qu'il n'est pas utile de créer deux commissions différentes du travail et de la prévoyance sociale; fait des observations; pp. 401 à 403 (3 février 1960).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la distribution d'eau, le captage des eaux, la pollution des eaux, le problème du logement, la nécessité de disposer de terrains pour la construction d'habitations sociales, la rivalité entre la Société nationale du logement et la Société nationale de la petite propriété terrienne, certaines dépenses figurant au budget de ces deux sociétés, la lutte contre la poliomyélite; pp. 442, 443; fait des observations; p. 453 (11 février 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 493 (16 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la révision de la législation relative à la pension des ouvriers,

Moulin (suite).

- les cas des demandes de pension tombant sous l'application de la convention sociale européenne, la proposition de loi de M. Troclet relative à la pension des employés, le cas des employés des charbonnages fermés et des veuves assujetties, la discrimination entre les demandeurs de pension nés en 1894 et ceux nés en 1895, la pension des assurés libres, les dossiers bloqués à la Commission supérieure des pensions, le cumul d'une pension sociale avec une activité lucrative, le cas des anciens agents du canal Ath-Blaton; le Fonds des handicapés, son financement; le problème des estropiés et mutilés; la silicose et la réparation des dommages qu'elle entraîne; pp. 596 à 600; (24 février 1960); fait des observations; pp. 627, 628, 632, 635, 639; concernant le cumul d'une pension et d'une activité lucrative, le cas d'un ouvrier frontalier invalide âgé de 60 ans; pp. 639, 640. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21, 28: intervient; pp. 640 à 644 (25 février 1960). — Art. 21: son amendement est rejeté; pp. 655 à 658 (1^{er} mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; pp. 723, 724 (3 mars 1960).
- Question orale au Ministre de la Prévoyance sociale au sujet de la réduction du taux des pensions sociales par suite d'une légère baisse de l'index; pp. 772, 773 (8 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 838 (10 mars 1960).
- Budget des Pensions pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la part qui revient aux travailleurs dans l'ensemble des 16 milliards inscrits pour les pensions, l'âge de la retraite; la lenteur des formalités nécessaires à l'établissement du droit à la pension; pp. 855, 856 (15 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 951 (22 mars 1960); pp. 990, 993, 1003 (24 mars 1960).
- Ordre des travaux: demande d'inscrire à l'ordre du jour des séances de la semaine prochaine le projet de loi modifiant la loi organique des conseils de prud'hommes; p. 1035 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1065, 1088. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1091 à 1093. — Art. 2: ses amendements sont rejetés; pp. 1094 à 1096. — Art. 3: son amendement est rejeté; p. 1097 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale: fait des observations; estime sage de rejeter la demande de rattachement; p. 1109 (6 avril 1960).
- Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale: fait des observations; p. 1143 (7 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 27bis: intervient; p. 1153 (7 avril 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1412 (19 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1489, 1490. — Discours: concernant les termes de son intervention qui reflètent l'opinion de M. Troclet, absent; la nouvelle législation en matière de fermeture d'entreprises envisagée sous la pression de la classe ouvrière, le principe posé par le projet qui est un compromis, la nécessité de doter notre législation économique et sociale d'un mécanisme efficient contre les conséquences néfastes et les abus du régime capitaliste; la justification donnée au caractère timoré du projet, le caractère social des dispositions envisagées créant pour certains travailleurs des droits à l'égard des entreprises qui ferment; le principe « propriété absolue » de l'entreprise, le devoir de ses propriétaires à l'égard de la collectivité et la limitation de leurs prérogatives, l'action de la F.G.T.B. et des parlementaires socialistes; ses griefs à l'égard du projet: négligence de tout aspect économique, rejet en commission des amendements socialistes; l'attitude des démocrates-chrétiens à l'égard des

Moulin (suite).

- fermetures abusives ou non; les vœux des socialistes: mesures civiles et indemnités étendues à tous les travailleurs victimes de fermetures, mesures pénales complémentaires lorsque la fermeture est abusive; autre grief: exclusion d'un grand nombre de travailleurs par la disposition qui prévoit l'application de la loi aux entreprises comptant 50 travailleurs au moins; la proposition socialiste de ramener à 5 ce chiffre de 50 et de dispenser de cotisation au Fonds de garantie les entreprises occupant 5 à 49 travailleurs, le délai d'occupation qui crée la protection; troisième grief: caractère provisoire du projet; l'objection du caractère provisoire de la loi de 1958 sur le reclassement social des handicapés; autres critiques: inefficacité des critères de fermeture fixés dans l'article 2, mesures d'information préalable dérisoires; la nécessité d'empêcher les fermetures; les amendements socialistes à l'article 6 tendant à l'égalité du dédommagement des ouvriers et des employés victimes d'une fermeture, l'opinion de M. Théo Lefèvre à ce sujet; p. 1491, 1492; fait des observations; pp. 1498 à 1500. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; p. 1504 (31 mai 1960). — Art. 2: intervient; p. 1527. — Art. 3: intervient, conformément à sa proposition les amendements de M. Troclet aux articles 4 à 14 tombent; pp. 1531, 1533 (2 juin 1960). — Art. 4bis, 6, 9, 13, 19 bis: intervient; pp. 1550, 1553 à 1556, 1560, 1569, 1571, 1575. — Vote: justifie son vote; p. 1577 (7 juin 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 55: fait des observations; p. 1814 (16 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 1 mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale: fait des observations; p. 1914 (22 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1980, 2001, 2003 (23 juin 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2139, 2142, 2143. — Discussion des articles. — Art. 15: fait des observations; p. 2156 (14 juillet 1960).
- Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Motion d'ordre de M. Troclet: fait des observations; p. 2207. — Discussion générale. — Discours: concernant le regroupement des caisses primaires, les doubles emplois que comporteraient les activités des cinq organismes actuels, les missions de contrôle confiées à l'O.N.A.F., le contrôle des caisses mutuelles primaires, l'inutilité du projet, les amendements déposés par M. Troclet, le sort du personnel des organismes existants; pp. 2210 à 2212. — Discussion des articles. — Art. 1, 7, 11: intervient; pp. 2219, 2222, 2224 (20 juillet 1960).
- Déclaration gouvernementale: fait des observations; pp. 2292, 2295 (4 octobre 1960); p. 2309 (5 octobre 1960); pp. 2323, 2326, 2327, 2331 à 2333, 2342, 2343 (6 octobre 1960).

Moureaux, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Ministre de l'Instruction publique.

- Ann.* — Question orale de M. Busieau: répond au sujet du barème des instituteurs; pp. 338, 339 (13 janvier 1960).
- Interpellation de M. Gillon « sur la protection excessive et trop unilatérale que le département accorde à des œuvres qui n'ont qu'un lointain rapport avec l'art et ce au détriment d'œuvres d'un réel mérite mais qui ont, sans doute, le tort de s'inspirer d'un classicisme jugé désuet ». — Demande: intervient; p. 706 (2 mars 1960). — Ordre des travaux: intervient; pp. 1120, 1121 (6 avril 1960). — Discussion: fait des observations. — Discours: déclare couvrir son administration; concernant les acquisitions d'œuvres d'art faites par les musées et la direction générale des beaux-arts, le renom international de M. Langui, les acquisitions d'œuvres d'art de caractère figuratif et d'œuvres d'art abstrait, les risques qu'il faut courir dans une politique d'acquisition, la pauvreté des musées belges en ce qui concerne les œuvres d'art de 1860 à nos jours, les questions parlementaires qui avaient été posées, le déplacement d'œuvres d'art au musée de la rue de la Régence, les prix payés pour certaines œuvres d'art, la collection della Faille; la tendance universelle en matière d'art moderne, l'équilibre entre les tendances dans les achats de l'Etat; pp. 1269 à 1272, 1275, 1276, 1278 (10 mai 1960).
- Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs; fait des observations; pp. 908, 909 (17 mars 1960).

Moureaux (suite).

- Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite de la conservation des œuvres d'art qui sont la propriété de l'Etat ; souligne le caractère exceptionnel de l'article 2 amendé ; fait des observations ; pp. 912, 913 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant l'existence de plusieurs grands orchestres à Bruxelles, le sous-amendement de M. Van Remoortel relatif à la nomination du chef d'orchestre adjoint ; p. 1117. — Discussion des articles. — Art. 2, 4 : intervient ; pp. 1119, 1120 (6 avril 1960).
- Question orale de M. Vermeylen : répond qu'un seul élève a été entendu, uniquement sur certaines tendances de l'enseignement donné par le professeur Legrève ; précise le principe de la séparation des pouvoirs, les prérogatives de l'inspection scolaire ; dit qu'il a porté cette manière de voir à la connaissance du Ministre de la Justice ; p. 1425 (19 mai 1960).
- Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée de l'article 56, les avis des universités sur le projet, le texte du projet, l'avis du Conseil d'Etat ; pp. 1846, 1847. — Discussion de l'article unique : intervient ; pp. 1847, 1848 (21 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1958, 1960 à 1968, 1999, 2002. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment des nominations d'enseignants, de la constitution des conseils scolaires, du retard dans la péréquation des traitements et dans le paiement des arriérés, du recrutement éventuel d'inspecteurs fonctionnels, de la circulaire sur les avantages sociaux, de l'application du pacte scolaire, du problème du 4^e degré, de la situation des inspecteurs cantonaux, de l'admission d'enfants de moins de trois ans dans les écoles gardiennes, de la circulaire du 25 avril 1960 relative au dédoublement des classes primaires et à la désignation du personnel enseignant non porteur du titre requis, de la rationalisation de l'enseignement, des transports scolaires, de la prolongation de la scolarité, de l'enseignement normal, de l'unification de l'orthographe néerlandaise, des bibliothèques publiques et des écoles de musique, des subventions aux théâtres, des problèmes de l'enseignement supérieur, de la propédeutique, de l'accès des ingénieurs techniciens à l'enseignement supérieur, de la réforme de l'enseignement, des économies des écoles de l'Etat, des inspecteurs principaux, des services admissibles des enseignants qui ont fait la guerre ; pp. 2002 à 2009 ; fait des observations ; concernant les services admissibles ; p. 2009 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment du barème et du standing moral des instituteurs ; p. 2099. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 2100, 2101 (13 juillet 1960).
- Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953 sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 2105, 2106. — Discours : concernant l'origine des projets, leur nécessité, la satisfaction de trois revendications des universités de l'Etat, l'effort en matière sociale en faveur des étudiants, l'égalisation de la situation des professeurs des universités libres et des universités de l'Etat, le problème des droits d'inscription, la nécessité de l'entente entre les universités et de leur spécialisation ; pp. 2116, 2117 ; répond à M. Delbouille ; p. 2118 (13 juillet 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2309, 2310. — Discours : répond à MM. Busieau et R. Houben et traite notamment de l'effort qui sera fait en 1961 pour l'enseignement de l'Etat, les retards dans le paiement des frais de fonctionnement, de la question des transports, de l'exécution du pacte scolaire ; pp. 2315 à 2317 (5 octobre 1960).

Mullie, sénateur coopté.

- Ann.* — Ouverture de la session : en sa qualité de doyen d'âge, déclare ouverte la session de 1959-1960 ; prononce son allocution ; pp. 4, 5 (10 novembre 1959).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant l'incidence de la création de zones industrielles sur l'agriculture, l'interdiction de l'exportation de pommes de terre ; pp. 836, 837 ; fait des observations ; p. 846 (10 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : concernant la présence de notre Ministre de l'Agriculture aux réunions des ministres des six pays du Marché commun en vue de l'accélération de sa mise en vigueur ; p. 1439 (19 mai 1960).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les recherches scientifiques se rapportant à l'agriculture et à l'alimentation des animaux domestiques, le discours de M. Héger, la valorisation des produits agricoles provenant de la ferme, la liberté d'exportation inconditionnelle pour l'agriculteur, les importations ; la situation de l'agriculture vis-à-vis du Marché commun, la structure de l'agriculture belge, les terres de culture affectées à la construction de bâtiments industriels ; la sélection des races et la création d'une commission chargée d'examiner ce problème ; le froment, le prix de direction ; la culture sucrière et l'importation de sucre de canne ; la culture des pommes de terre ; les produits laitiers, le beurre, la surproduction ; les prévisions agricoles pour l'année 1960 ; le milliard promis aux agriculteurs ; pp. 1640, 1641 (9 juin 1960) ; fait des observations ; p. 1691 ; parle du dépôt du projet de loi instituant le Fonds d'investissement agricole, la politique et le prix du froment ; p. 1698 (14 juin 1960).

N**Neels, sénateur provincial de Flandre Occidentale.**

- Doc.* — N° 53. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.
- N° 144. — Rapport : Projet de loi interprétant et complétant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et modifiant la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.
- N° 252. — Rapport : Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.
- N° 356. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 1928 portant réglementation du contrat d'engagement maritime.
- Ann.* — Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet ; p. 175 (15 décembre 1959).
- Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exercice de mandats d'administrateur ou de commissaire par des pensionnés ; p. 610 (24 février 1960).
- Projet de loi interprétant et complétant l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs et modifiant la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence. — Discussion générale. — Discours : précise la portée du projet ; p. 748 (3 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale : résume la portée du projet ; fait des observations ; p. 1065 (5 avril 1960).

Neybergh, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

- Doc.* — N° 225. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

Neybergh (suite).

Ann. — Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : concernant l'amendement à l'article 1^{er}, la nomination d'auditeurs, le recrutement de substituts, le retrait des amendements de MM. Orban et Pholien, la composition et le rôle linguistique à l'auditorat du Conseil d'Etat, le recrutement de conseillers de complément, la promotion des substituts ou d'autres titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat; pp. 1795, 1796 (16 juin 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : concernant la concurrence faite aux transporteurs belges par les entreprises de transport étrangères, en particulier néerlandaises; p. 1904 (22 juin 1960).

Nihoul, sénateur de l'arrondissement de Liège.

Doc. — N° 320. — Troisième rapport complémentaire: Projet de loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages.

N° 320. — Rapport: Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.

N° 497. — Quatrième rapport complémentaire: Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages.

N° 497. — Rapport complémentaire: Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : concernant les données du problème, l'équilibre nécessaire entre les recettes et les dépenses, l'enquête sur les ressources; p. 89 (2 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 15: intervient; pp. 98 à 100, 103 à 107 (3 décembre 1959). — Art. 34, 55 réservés: intervient; pp. 130, 131 (8 décembre 1959).

Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours : concernant une collaboration du Ministre des Classes moyennes à l'exécution de la loi; p. 142 (8 décembre 1959).

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale. — Discours : concernant les spectateurs des tirs aux pigeons, l'aspect économique de la question; p. 154 (8 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours : concernant la première loi réglementant les fermages, le recours à l'arbitrage du juge de paix prévu dans cette loi de 1933, la loi de 1951 sur le bail à ferme, le caractère provisoire de la loi de 1952, l'inéquité du coefficient 2 fixé dans cette loi; le coefficient des produits agricoles et des contributions, la part des fermages dans le prix de revient, la prérogative cadastrale établie en tenant compte du montant réel des locations pratiquées; pp. 946 à 948 (22 mars 1960); fait des observations; p. 984 (23 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 2: retire son amendement; p. 1101 (5 avril 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche: fait des observations; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).

Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; p. 1735 (15 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Proposition de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant les discussions précédentes du projet, le jumelage du projet et d'une proposition de loi déposée par M. Derbaix; le nouveau texte issu de ce jumelage, l'extension du champ d'application de la loi de 1900 aux bâtiments dont le revenu cadastral se situe entre 4.200 francs et 6.000 francs, le droit de priorité pour la reprise et la fixation du montant de l'indemnité, les mesures à prendre afin d'éviter les spéculations en cas de reprise, l'interdiction de vendre pendant une durée de cinq ans, le droit d'appel, l'extension de la loi aux entreprises industrielles, artisanales et commerciales; détaille les divers articles du projet; pp. 1741 à 1743 (15 juin 1960). — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; pp. 1828 à 1831 (16 juin 1960); propose la correction d'une erreur grammaticale; p. 2241 (20 juillet 1960).

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : concernant le détachement de membres du Conseil

Nihoul (suite).

d'Etat auprès de départements ministériels ou leur fonction de professeur d'université; l'article de la loi de 1955 relatif aux incomptabilités; le retrait de l'amendement de M. Orban; justifie son abstention; p. 1796; fait des observations; p. 1797 (16 juin 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'abandon de la formule unitaire du projet initial pour une conception nettement régionaliste; p. 1870 (21 juin 1960).

Noël, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Doc. — N° 147. — Amendements: Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 176. — Amendements: Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960.

N° 286. — Amendements: Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960.

N° 293. — Amendements: Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960.

Ann. — Interpellation aux Ministres des Affaires économiques et du Travail « sur les mesures qu'ils comptent prendre en vue d'établir clairement les responsabilités dans la catastrophe de Marcinelle et de réparer les préjudices subis par les familles des victimes ». — Demande; p. 6 (10 novembre 1959). — Discussion. — Discours : concernant l'émotion causée par l'acquiescement des prévenus, les conditions dans lesquelles ont été menées les deux enquêtes non judiciaires, le rôle de l'administration des mines, la première enquête faite par la direction de Charleroi du Corps des mines, la présence de fonctionnaires de l'administration des mines dans la commission d'enquête composée par le gouvernement, les rapports déposés par le Corps des mines et la commission d'enquête, le rapport des experts, la mise en prévention de fonctionnaires ayant participé aux enquêtes, l'attitude de l'administration des mines, l'indépendance du Corps des mines à l'égard des exploitants; pp. 74 à 76; concernant l'intervention du Corps des mines dans l'enquête, le memorandum des parlementaires communistes en 1956, la communication tardive aux parties civiles d'un document émanant de l'administration des mines; pp. 78, 79; fait des observations; pp. 79, 80 (2 décembre 1959); concernant la communication d'un rapport Bailland à la défense des prévenus de Marcinelle, la communication du rapport Jacquemain au parquet, la transmission tardive des documents au procureur du Roi, le caractère confidentiel de ces documents, la nomination d'un fonctionnaire prévenu dans le procès de Marcinelle comme secrétaire du Conseil supérieur de la sécurité minière, le caractère de provocation de cette nomination; pp. 261 à 263; fait des observations; pp. 266, 268, 269 (22 décembre 1959); concernant les sanctions à prendre contre l'administration des mines, la situation des secrétaires au sein du Conseil supérieur de la sécurité minière; pp. 306, 307 (23 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discussion. — Discours : concernant la communication tardive du rapport du groupe de travail, la discrimination entre les sénateurs à propos de leur présence aux séances de commission, la situation sociale au Congo et au Ruanda-Urundi, les élections au Congo, la situation économique et l'organisation sociale au Ruanda-Urundi, le régime féodal, les abus de pouvoir de l'administration coutumière, la situation en matière d'enseignement, les consultations du groupe de travail, la garantie des libertés démocratiques; pp. 23 à 25 (12 novembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Communication: fait des observations; p. 228 (17 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2079. — Discours : concernant les responsabilités, le traité d'amitié souscrit avec la République du Congo, l'absence de renseignements à ce sujet, l'insuffisance des cadres congolais, le sabotage de la politique d'indépendance par des Blancs du Congo, le cas du général Janssens, le refus de constituer un gouvernement provisoire au Congo, les interventions militaires au Congo et le maintien de l'indépendance du Congo, les tendances séparatistes de la Conakat, la modification apportée à la loi fondamentale et la constitution d'un gouvernement homogène au Katanga; pp. 2085 à 2088; fait des observations; pp. 2090 à 2092; concernant une communication qui aurait été faite à l'O.N.U. par le gouvernement belge à propos de l'intervention au Congo; p. 2094 (12 juillet 1960).

Noël (suite).

- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant les causes de la situation au Congo, le complot communiste dont le Premier Ministre a fait état à la Chambre, une enquête sur les causes de la tragédie congolaise et les responsabilités, l'intervention militaire belge au Congo, le nombre de victimes des événements du Congo, la demande d'une intervention militaire des Etats-Unis, la résolution du Conseil de Sécurité demandant le retrait des troupes belges, l'indépendance du Katanga : pp. 2174 à 2176 ; fait des observations ; p. 2177 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant l'intervention belge au Congo, sa condamnation par l'O.N.U., les responsabilités de la tragédie congolaise, le programme et le remaniement du gouvernement, la réforme des institutions, les mesures fiscales, la compression des dépenses ; pp. 2263 à 2265 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2303, 2309, 2315. — Discours : concernant la crise du parlementarisme, les groupes de pression, la composition du gouvernement, la fermeture de charbonnages dans le Borinage, les abus dans la nouvelle société du Borinage, l'innovation des sous-secrétaires d'Etat, le virement de toutes les dépenses de consommation à l'ordinaire, la compression des dépenses militaires, la réforme de la sécurité sociale, les dépenses pour l'instruction publique, les nouveaux impôts communaux ; pp. 2317 à 2320 (5 octobre 1960).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion. — Discours : concernant la suppression de la treizième condition : paiement de 3.000 francs d'impôts directs ; p. 203 (16 décembre 1959).
- Revision de l'article 57 de la Constitution. — Discussion. — Discours : concernant la reconnaissance du droit à une indemnité, l'inopportunité du relèvement ; p. 213 (16 décembre 1959).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours : concernant le fonctionnement actuel de l'I.N.R., le dosage politique dans les nominations, la composition des conseils d'administrations prévus dans le projet, la création de trois institutions, l'insuffisance d'indépendance du journal parlé, les comités consultatifs, le contrôle de nouveaux instituts conformément à la loi du 16 mars 1954, le financement des instituts ; pp. 472, 473 (11 février 1960) ; fait des observations ; pp. 486, 487. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 489, 490. — Art. 2 à 5 : retire ses amendements ; fait des observations ; pp. 490 à 494 (16 février 1960). — Art. 8, 10, 12 à 14, 16 : retire ses amendements ; pp. 504 à 506. — Art. 27 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 509 à 511 (17 février 1960).
- Ordre des travaux : fait des observations ; p. 494 (16 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le droit de grève des fonctionnaires, les bases juridiques des sanctions annoncées par le gouvernement à la suite de la grève du 29 janvier ; pp. 555, 556 ; fait des observations ; pp. 561, 566 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 637. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21-1 : intervient, retire son amendement ; pp. 640, 641 (25 février 1960). — Art. 21-5 : son amendement est rejeté ; pp. 655, 658 (1^{er} mars 1960).
- Interpellation au Ministre des Affaires économiques « sur la fermeture de plusieurs charbonnages du Borinage et notamment de celle du siège du Rieu-du-Cœur prévu comme puits expérimental par la nouvelle société ». — Demande d'urgence ; p. 660 (1^{er} mars 1960). — Discussion jointe à celle du Budget du Ministère des Affaires économiques et du rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discours : concernant le nombre des emplois nouveaux créés au Borinage, l'exécution du programme de fermeture de mines, la création de la S.A. des Charbonnages du Borinage, la participation de Cockerill à cette société, la décision de fermeture du Rieu-du-Cœur, le coût mensuel de l'exploitation du Rieu-du-Cœur, l'amélioration de la situation qui peut être envisagée pour le puits de l'Epette, les possibilités d'augmenter le rendement de certains puits, le sort de la S.A. des Charbonnages du Borinage, la réduction de production imposée au puits de l'Héribus, sa fermeture prochaine, l'organigramme de la direction de la S.A. des Charbonnages du Borinage,

Noël (suite).

- la pléthore d'ingénieurs, les importations de charbon, la concurrence des produits pétroliers, la précipitation des fermetures, les grèves dans le Borinage, pp. 806 à 810 ; fait des observations. — Discours : concernant le pouvoir de décision du Conseil des charbonnages en matière de fermetures de puits, les abus au sein de la nouvelle Société des Charbonnages du Borinage, la fermeture de l'Héribus ; pp. 810 à 813 (9 mars 1960) ; pp. 835, 836 (10 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant le pouvoir de réquisition des forces métropolitaines réservé au gouverneur général ; p. 731 (3 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale. — Discours : concernant la tardivité des mesures, l'absence de consultation des organisations syndicales, le retardement des adaptations dues à la hausse de l'index, la fixation du chiffre 110 comme index de base ; fait des observations ; pp. 1068, 1069, 1088 (5 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Vote : justifie son vote ; p. 1158 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation internationale, les efforts en vue de la détente internationale, l'augmentation des dépenses pour la défense nationale, la révision de nos engagements, la participation de l'O.T.A.N. à la détente, l'indépendance de la Belgique au sein de l'O.T.A.N., l'achat d'avions F.104 G., le plan M.C. 70, les moyens qui seront mis en œuvre par un agresseur éventuel, les techniciens O.T.A.N., l'argument économique produit pour justifier l'achat d'avions ; pp. 1183 à 1185 ; (3 mai 1960) ; fait des observations ; pp. 1201 à 1203. — Discussion des articles du tableau ; intervient ; ses amendements sont réservés ; pp. 1214, 1215 (4 mai 1960). — Art. 3, 9, 10, 17, 30, 60.441, 60.443 à 60.696 : ses amendements sont rejetés ; pp. 1224 à 1241 (5 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. Discussion générale. — Discours : concernant le niveau des débats relatifs aux affaires étrangères à l'époque où M. Spaak était Ministre de ce département ; les discours prononcés actuellement, les rares allusions à la conférence au sommet, l'importance de cette conférence, la détente, l'incident de l'avion américain abattu au-dessus du territoire russe ; l'attitude et la politique de M. Khrouchtchev, la politique extérieure soviétique, les opinions des commentateurs parisiens de la télévision française au sujet des divisions du monde socialiste, les allusions aux difficultés avec la République populaire chinoise, la conférence du désarmement ; les provocations que constituent le survol du territoire soviétique par un avion américain ainsi que les déclarations américaines ; les déclarations russes, la violation des lois internationales et particulièrement de la Convention de Chicago, les commentaires, les hypothèses quant aux survols de territoires américains par des soviétiques ; la nouvelle provocation dont une dépêche Reuter a fait mention : l'ordre d'un exercice d'alerte donné de Paris pour toutes les forces américaines dans le monde ; la politique des Etats-Unis, les bases américaines à l'étranger, la suprématie des Etats-Unis comme pivot de la politique mondiale des quinze dernières années et la modification de cette situation, l'influence de l'Union soviétique, l'entrée des pays coloniaux à l'O.N.U. et le renversement des majorités anciennes, l'indépendance du Congo ; la révision des éléments de notre politique extérieure, l'organisation positive de la paix, la coexistence de deux politiques contradictoires, l'effort vers la détente, la tâche des petits pays, les formules de désarmement ou de désengagement, la réponse au message du parlement polonais ; l'attitude du gouvernement belge en certaines circonstances : voyage de M. Khrouchtchev aux Etats-Unis, propositions soviétiques de désarmement, appréciation sur la nouvelle commission de désarmement, politique des « Grands », expérience nucléaire française, négociations diplomatiques avec l'Italie, visite en Espagne, attitude à l'égard du Chancelier Adenauer et aussi à l'égard de l'O.T.A.N. et de l'intégration européenne ; la reconnaissance de la république populaire de Chine ; les dépenses militaires ; pp. 1332 à 1336 ; (17 mai 1960) ; fait des observations ; pp. 1432 à 1434. — Discours : concernant l'échec de la conférence au sommet, les bases militaires en Belgique et l'information du Ministre au sujet des opérations qui s'y effectuent, la non-information du Président Eisenhower des initiatives prises par les officiers américains, le contrôle exercé sur les bases américaines, l'incident du 1^{er} mai et les expressions « moment inopportun » et « incident fâcheux », l'exercice d'alerte provocateur de lundi dernier, l'espionnage terrestre et l'espionnage aérien, la politique du

Noël (suite).

- Ministre et ses interventions à contresens de la détente, l'éditorial de « La Libre Belgique »; pp. 1439, 1440; fait des observations; p. 1443 (19 mai 1960).
- Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Vote: justifie son vote; p. 1392 (18 mai 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; pp. 1389, 1390. — Discours: concernant l'interpellation et le discours de M. P. De Smet, quelques phrases de M. Vreven; la signature du pacte social entre représentants de la F.I.B. et ceux des grandes organisations syndicales et la non-participation du gouvernement à ces tractations, les réactions des agents des services publics, la disproportion entre les bénéficiaires patronaux et ce qu'ils « donnent » aux travailleurs, la série de revendications qui restent en suspens, l'organisation de la conférence économique et sociale, la réduction des dépenses notamment en matière de défense nationale et des revendications sociales dont parle M. Vreven, les accords de productivité, la situation dans le Borinage; pp. 1405, 1406; (18 mai 1960).
- Divers: S'abstient au vote pour la désignation des membres formant la délégation qui assistera aux fêtes de l'indépendance du Congo; p. 1826 (16 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'accroissement du budget de l'Instruction publique, la nomination de fonctionnaires du département comme surveillants dans les écoles, l'accélération de la publication des arrêtés d'application du pacte scolaire, la prolongation de la scolarité, l'apprentissage, l'enseignement du soir, le passage de l'enseignement moyen à l'enseignement technique, la réorganisation du département, le manque d'inspecteurs, la nomination d'assistants sociaux dans les écoles, le problème des prestations du personnel enseignant, le nombre d'élèves par classe, la valorisation de la fonction enseignante; pp. 1930 à 1933; (22 juin 1960).

Nothomb (Baron), sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

- Doc. — N° 113. — Amendement: Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
- N° 246. — Amendements: Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre National de Belgique.
- N° 268. — Amendement: Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.
- N° 479. — Rapport: Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants: a) Convention pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, règlement d'exécution, acte final et résolutions; b) Protocole pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signés à La Haye le 14 mai 1954.
- Ann. — Budget de la gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les vérifications de pièces d'identité par les gendarmes sur la ligne de chemin de fer du Luxembourg; p. 393 (3 février 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: rend hommage aux rapporteurs, M. De Man; traite du renforcement de l'autonomie culturelle, de l'utilisation des services culturels communs, de l'autocensure et des comités consultatifs assistant les directeurs généraux des deux instituts d'émission, des revendications des propriétaires des anciens postes privés, de la création d'un poste régional au Luxembourg, de l'expression de la pensée provinciale par les postes régionaux; pp. 458 à 460; (11 février 1960); fait des observations; p. 485 (16 février 1960).
- Motion d'ordre de M. Vermeylen; souligne que la mention ne précise pas que seules les Annales parlementaires font foi; p. 502 (17 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la diffusion d'œuvres sans caractère politique d'écrivains qui ont été condamnés, les obligations découlant de la Convention des droits de l'homme; p. 532 (17 février 1960).
- Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours: concernant la vente d'une œuvre d'art aux Etats-Unis d'Amérique qui fut à l'origine du projet, l'exposition d'œuvres d'art en province, notamment celles du Musée moderne actuellement fermé; pp. 913, 914 (17 mars 1960).

Nothomb (Baron) (suite).

- Ordre des travaux: intervient; p. 1035 (31 mars 1960); p. 1121 (6 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale: retire son amendement; p. 1117 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33: intervient, son amendement est rejeté; pp. 1154 à 1156. — Art. 34 à 36: ses amendements tombent; pp. 1156, 1157 (7 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours: demande qu'il soit mentionné dans le compte rendu analytique que seuls font foi les textes publiés aux Annales parlementaires; rend hommage aux fonctionnaires du service de la sténographie; p. 1159 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'instantanéité d'une guerre qui éclaterait, la conception dépassée de la mobilisation des réserves, les forces de l'intérieur, la transformation des forces territoriales, l'unité des armements, la prise en charge par l'Allemagne d'une partie du coût de nos forces d'intervention, l'effort à fournir par les alliés, le cantonnement de nos troupes d'intervention dans les Ardennes belges, l'organisation de la défense de l'intérieur; le problème du désarmement, les bases militaires africaines, les slogans antimilitaristes lancés à l'occasion d'un cortège du 1^{er} mai; pp. 1178 à 1180; (3 mai 1960).
- Incident. — Fait personnel: met au point des considérations émises par lui la veille au sujet des sous-officiers; p. 1220 (5 mai 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours: concernant la promotion culturelle, l'existence d'une véritable culture nationale commune à tous les Belges, les conditions auxquelles doit répondre la loi proposée pour être bienfaisante: absence de domination politique, souci de la plus haute culture, limitation des consultations des conseils, collaboration des conseils entre eux, danger du territorialisme, provincialisme véritable, souci de la langue française, combinaison des grands courants universels avec la pensée nationale; pp. 1247 à 1249; fait des observations; pp. 1250, 1254 (5 mai 1960); p. 1263; concernant la brochure sur le bilinguisme en Flandre, le mouvement flamand, le bilinguisme dans le pays; p. 1264 (10 mai 1960); fait des observations; p. 1880 (21 juin 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations; pp. 1270, 1271, 1274 (10 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédit: Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours: concernant le discours du Ministre, la conférence au sommet, le désarmement, la coexistence pacifique, le problème russe; la politique étrangère suivie par le ministre et quelques-unes de ses initiatives dont l'accélération du Marché commun et des autres communautés; la conclusion d'un accord culturel multilatéral entre les Six; la création et le siège de l'université européenne; le voyage ministériel au Brésil qui avait un caractère politique dans le cadre de la défense de l'Atlantique; une autre initiative: l'idée de créer une force publique internationale; le désarmement et le contrôle; le problème allemand, la proximité des Russes, le problème « Berlin », la frontière de l'Elbe; l'équilibre linguistique dans la carrière diplomatique, la possibilité de « parachuter » des éléments d'expression néerlandaise capables; l'expression « deux communautés belges » employée par le ministre; pp. 1331, 1332; (17 mai 1960); fait des observations; p. 1422 (19 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'examen du projet en commission, le rapport de Mme Ciselet et de M. De Man, le développement d'une politique culturelle, la diffusion des deux aspects de notre culture nationale, le reflet de toutes les opinions aussi bien par la radio que par la télévision, la qualité des émissions radiophoniques et de télévision; p. 1834 (16 juin 1960); concernant le reportage à l'I.N.R. du pèlerinage dit « des Wallons » à Waterloo; p. 1868 (21 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le problème des théâtres, l'encouragement de l'édition, l'institution d'une faculté de philosophie et lettres dans le Luxembourg, le soutien des arts, le Musée moderne, la dispersion des archives, les écoles de langue allemande dans les cantons d'Eupen et de Saint-Vith, la négociation d'un accord culturel

Nothomb (Baron) (suite).

- multilatéral entre les six pays de la C.E.E., la libre circulation des instruments de la culture, la suppression des dernières séquelles de l'article 123sexies ; pp. 1965, 1966 ; (23 juin 1960).
- Motion d'ordre : proteste contre le retard dans la parution des annales parlementaires ; p. 2018 (5 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2174 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations. — Discours : concernant la déclaration qu'il avait faite en juin en réunion conjointe des commissions des Affaires étrangères et des Affaires africaines, les responsabilités, la confiance accordée au gouvernement pour un redressement de la situation ; pp. 2253, 2272 à 2276 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant la déception que suscite la composition du gouvernement, la politique africaine, le recensement, la création d'une province de Bruxelles ; pp. 2308, 2309 (5 octobre 1960).

O**Oblin, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies, questeur du Sénat.**

- Doc. — N° 225. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.
- N° 402. — Amendement : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.
- Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : fait des observations ; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 810 (9 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 985 (23 mars 1960) ; p. 997 (24 mars 1960).
- Projets de loi accordant la naturalisation. — Scrutin : propose le renvoi en commission d'une demande ; p. 1033 (31 mars 1960).
- Projet de loi relatif au droit de réponse. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1111 (6 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : estime qu'en maintenant les mots « corrigé par le service des annales parlementaires », le caractère authentique est enlevé aux annales ; p. 1161 (7 avril 1960).
- Validation des pouvoirs de M. Vandebussche : fait des observations ; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1764 (15 juin 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 60 : intervient, son amendement est adopté ; pp. 1816, 1817 (16 juin 1960).
- Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2088 (12 juillet 1960).

Orban, sénateur provincial de Flandre Orientale.

- Doc. — N° 249. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.
- N° 449. — Proposition de loi modifiant l'article 331 du Code civil relatif à la légitimation.
- N° 474. Rapport : Projet de loi portant approbation du Traité entre la Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et les Pays-Bas, relatif au droit international privé, signé à La

Orban (suite).

- Haye le 11 mai 1951 et introduisant dans la législation belge la loi uniforme annexée à ce Traité.
- N° 496. — Rapport : Proposition de loi tendant à instituer la séparation de corps par consentement mutuel.
- Ann. — Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; pp. 78 à 80 (2 décembre 1959).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : fait des observations ; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).
- Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale : fait des observations ; p. 154 (8 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte : fait des observations ; pp. 203 à 206 (16 décembre 1959).
- Motion d'ordre de M. D. Smets : fait des observations ; p. 212 (16 décembre 1959).
- Revision de l'article 57 de la Constitution. — Discussion : fait des observations ; p. 213 (16 décembre 1959).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 376 (27 janvier 1960).
- Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 427, 429 (10 février 1960). — Discours : concernant l'attitude de la Société nationale du logement à propos de l'installation d'ascenseurs dans un complexe d'habitation édifié à Beveren-Waas, le contrôle exercé par le Ministre sur la Société nationale, le conseil d'administration de la société, l'attitude arbitraire de la société, l'extension de la clinique de Saint-Nicolas-Waas ; pp. 443 à 445 ; fait des observations ; pp. 450, 452 (11 février 1960).
- Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale et ajournement. — Discours : demande que le débat soit achevé vu l'urgence ; fait des observations ; p. 515 (17 février 1960) ; fait des observations ; p. 544. — Discussion des articles et demande d'ajournement ; fait des observations ; p. 544 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale et demande d'ajournement : fait des observations ; pp. 520, 525 (17 février 1960) ; pp. 538, 539 (18 février 1960) ; p. 586 (24 février 1960).
- Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale : fait des observations ; p. 761 (8 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 802, 803 (9 mars 1960) ; p. 822 (10 mars 1960).
- Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale : fait des observations ; p. 912 (17 mars 1960).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signée à Vienne le 25 octobre 1957. — Discussion générale : fait des observations ; parle de la limitation de la convention à la seule obligation alimentaire, l'applicabilité du projet au cas prévu par l'article 340 b du Code civil ; pp. 916 à 920 (17 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 949, 951 (22 mars 1960) ; pp. 977, 979 à 981. — Discours : souligne les aspects juridiques du projet ; estime que l'amendement de MM. De Boodt et Sledsens met l'accent sur le rapport entre la révision cadastrale et le projet ; propose le renvoi en commission ; p. 981 ; fait des observations ; pp. 984 à 987 (23 mars 1960) ; pp. 990 à 999. — Discours : concernant la création d'un état d'esprit méfiant entre propriétaire et fermier, l'inefficacité de la loi, l'aspect juridique de la question, l'article 1134 du Code civil, l'avis des professeurs De Page et Boulanger, l'inutilité du projet ; pp. 1001 à 1003 ; (24 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 1010 à 1014, 1019 à 1021. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des obser-

Orban (suite).

- ventions ; p. 1025 (29 mars 1960) ; son amendement est rejeté ; pp. 1036 à 1040 (31 mars 1960). — Art. 2 : intervient ; p. 1100 (5 avril 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale ; fait des observations ; pp. 1029, 1030 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaisons à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1092 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1127 (6 avril 1960) ; p. 1145 (7 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale ; fait des observations ; p. 1132 (6 avril 1960).
- Motion d'ordre : regrette de n'avoir pu assister à un vote important ayant eu lieu en commissions réunies de la justice et des finances, étant retenu par une non moins importante discussion en séance ; suggère que les présidents de ces commissions veuillent bien remettre la question en discussion lors d'une nouvelle réunion ; p. 1343 (18 mai 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1422, 1428, 1432 à 1436. — Discours : concernant la déclaration ministérielle au sujet des réformes linguistiques dans son département, le délai prévu pour leur réalisation, le discours actuel de M. Rolin et celui qu'il a prononcé le 20 novembre 1956, la constitution d'un comité d'arbitrage international pour juger des accusations portées contre le ministre Ouest-allemand Oberlander, le Professeur Peeters de l'université de Gand membre de ce comité, les accusations contre M. Peeters parues dans le « Bulletin d'information de la Légation de la République Tchécoslovaque » à Bruxelles, l'activité réelle du Professeur Peeters et son attitude depuis 1940, les protestations ministérielles auprès de l'Ambassade, la parution de la rectification ; l'intervention de M. Duvieusart concernant la reconnaissance de la Chine communiste, les considérations de l'orateur ; pp. 1438, 1439 ; fait des observations ; p. 1440 (19 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 3 : fait des observations, son amendement est rejeté ; pp. 1466 à 1469 (25 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 4 bis : fait des observations ; p. 1537 (2 juin 1960), p. 1550 (7 juin 1960).
- Validation des pouvoirs de M. Vandebussche ; intervient ; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1665 (9 juin 1960) ; p. 1724 (14 juin 1960).
- Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant le quorum requis au sein des assemblées provinciales ; p. 1762 (15 juin 1960).
- Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : déclare que M. Pholien et lui-même retirent leurs amendements ; fait des observations ; pp. 1795 à 1797 (16 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 1 mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1914 (22 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1923, 1924 (22 juin 1960) ; pp. 1981, 1982 (23 juin 1960).
- Motion d'ordre de M. Rolin : intervient ; p. 1984 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'état civil. — Discussion générale. — Discours : demande l'examen du projet par la commission de la justice ; p. 2018 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2057, 2058 (7 juillet 1960).

Orban (suite).

- Déclaration gouvernementale relative au Congo. Discussion : fait des observations ; pp. 2082, 2085, 2086, 2091 (12 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; pp. 2170, 2171, 2177 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; pp. 2248 à 2256, 2260 à 2262, 2268 à 2270, 2273 à 2279 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2287, 2291, 2295 (4 octobre 1960) ; pp. 2301 à 2303, 2307 (5 octobre 1960) ; pp. 2346 à 2349, 2356 (6 octobre 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale ; fait des observations, pp. 2142, 2143 (13 juillet 1960). — Discussion des articles. — Art. 20, 25, 26 : fait des observations ; pp. 2159, 2161, 2162 (14 juillet 1960).
- Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2193 (20 juillet 1960).
- Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2211 (20 juillet 1960).
- Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2233 (20 juillet 1960).

P**Pairon, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.**

- Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les malades mentaux de plus de 65 ans ; p. 438 (10 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les embouteillages en matière de transport de marchandises à la frontière belgo-allemande, les impôts qui frappent les transports, le contrôle douanier dans les trains entre Aix-la-Chapelle et Verviers, les licences de transport de marchandises pour le compte de tiers ; pp. 666, 667 (1^{er} mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant notre représentation commerciale, la promotion de l'exportation par les petites et moyennes entreprises, la protection contre le dumping ; p. 780 (8 mars 1960).
- Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive. — Discussion générale. — Discours : concernant l'accord qui lui semble exister à propos de la proposition ; p. 2021 (5 juillet 1960).

Pede, sénateur provincial de Flandre Orientale.

- Doc. — N° 153. — Rapport : Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960.
- Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'assurance maladie-invalidité, le problème des assurés libres, l'augmentation de leurs cotisations, l'octroi de subsides de l'Etat à l'assurance libre ; pp. 589, 590 (24 février 1960).

Philips, sénateur coopté.

- Doc. — N° 257. — Rapport : Projet de loi organique des Conseils culturels.
- N° 380. — Rapport complémentaire : Projet de loi organique des Conseils culturels.
- Ann. — Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'unanimité de la commission sur des questions ayant trait à l'usage des langues, l'esprit qui a présidé à la discussion en commission, les modifications apportées au texte original du projet, la compé-

Philips (suite).

tence territoriale, la dualité culturelle en Belgique, les conseils culturels et l'application des lois linguistiques, le respect du génie flamand, le droit d'initiative à donner aux conseils culturels et leur consultation, l'élection des membres des conseils; pp. 1222, 1223, 1244; (5 mai 1960); concernant l'avis du Conseil d'Etat au sujet de l'article 11, les conclusions de la commission, la présentation de listes de candidats par des organismes culturels reconnus, la compétence des conseils culturels, le cas des communes à minorité protégée, l'harmonisation des lois relatives à la radio et la télévision et aux conseils culturels; pp. 1869, 1870; déclare que la commission n'a pas pris de position concernant l'avis du Conseil d'Etat; p. 1881 (21 juin 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 23 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes. — Discours: concernant la collaboration entre les universités de l'Etat et les universités libres, les allocations servies par l'Etat aux universités libres, l'essaimage de l'enseignement universitaire, les avantages sociaux; pp. 2113 à 2115; (13 juillet 1960).

Pholien, sénateur coopté.

Doc. — N° 274. — Rapport: Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales.

N° 358. — Proposition de loi complétant l'article 391bis du Code pénal.

N° 394. — Amendements: Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat.

N° 434. — Rapport: Projet de loi relatif au régime temporaire des relations entre le Congo Belge et le Ruanda-Urundi.

N° 467. — Rapport: Projet de loi sur l'administration du Ruanda-Urundi.

Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Demande, par motion d'ordre, que le débat soit élargi et comporte également l'examen de la politique intéressant le Congo; regrette que, depuis 1958, il n'y ait plus eu de discussion au Sénat sur la question du Congo; retire sa motion; p. 12 (10 novembre 1959). — Discussion. — Discours: concernant l'œuvre généreuse des Belges au Ruanda-Urundi, l'enquête méthodique du groupe de travail, les races au Ruanda-Urundi, la pauvreté du territoire, l'évolution, les obstacles d'ordre psychologique et économique, la régénération du pouvoir judiciaire; pp. 25, 26; (12 novembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2081, 2093 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours: concernant l'octroi de l'indépendance au Congo sans la transition de l'autonomie, les causes de la situation au Congo; les erreurs de la politique nouvelle à l'égard du Congo, l'absence de garantie en vue du maintien de l'ordre après le 30 juin, l'absence d'africanisation des cadres, la désignation de M. Lumumba comme premier ministre, l'action de M. Lumumba, le sort et le devoir des magistrats belges au Congo, le problème du Katanga, la reconnaissance du Katanga, les scrupules du gouvernement, le sort de ceux qui ont dû quitter le Congo; pp. 2265 à 2267; fait des observations; p. 2268 (19 août 1960).

Motion d'ordre de M. Dekeyser: souligne l'urgence du projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel d'Afrique, en discussion à la commission, et demande à M. le Président d'autoriser la réunion de la commission; p. 547 (23 février 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 1038 (31 mars 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussion générale. — Discours: concernant l'important événement que constitue ce projet. — Résultat des vœux formulés à la Table Ronde; l'article 19 et l'abrogation de la loi fondamentale du 18 octobre 1908 qui était le lien légal de la Belgique et du Congo; le travail et l'action des Belges au Congo: œuvre de Léopold II, lutte contre l'esclavagisme

Pholien (suite).

et les maladies, œuvre des chefs militaires, des hommes d'Etat, des missionnaires, des gouverneurs généraux, de tous les colons; les articles 3, 8 et 13 du projet; le problème de l'ordre au Congo, les déclarations relatives à la garantie aux personnes et aux biens, l'exécution de la promesse du gouvernement belge d'accorder l'indépendance au Congo et nos efforts unanimes pour atteindre ce but, l'évolution de la situation au Congo, les appréciations après le voyage de la commission sénatoriale au Congo en 1959, l'attitude et l'appréciation de certains leaders congolais, la reprise des luttes tribales, la dégradation de la discipline et de l'autorité, l'état d'esprit des noirs et les réactions et angoisses des blancs, les engagements pris par les participants congolais à la Conférence de la Table Ronde, l'évolution de la situation au Congo après le 30 juin, les difficultés des populations blanche et congolaise; les mesures de vigilance décrétées: interdiction de constituer des milices privées, autonomie et droit d'initiative donnés à la force publique, envoi de commandos volontaires en Afrique, désignation de M. Ganshof van der Meersch en qualité de troisième ministre du Congo; l'indépendance octroyée par la Belgique, le maintien de l'ordre, les traités d'assistance à conclure entre la Belgique et le Congo; l'action gouvernementale et la politique des ministres du Congo; pp. 1344 à 1346 (18 mai 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours: demande une déclaration au sujet du Comité spécial du Katanga; p. 1678 (9 juin 1960).

Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion générale. — Discours: concernant l'origine, le but et la teneur du projet, des modifications à certains articles du Code d'instruction criminelle, la notion «avocat porteur de pièces», la représentation par fondé de pouvoir spécial, l'application des dispositions qui valent pour la procédure se déroulant devant le premier juge et devant le juge d'appel, la comparution personnelle du prévenu devant le tribunal de police, la faculté donnée au tribunal d'autoriser la représentation du prévenu justifiant de son impossibilité de comparaître, la dispense de comparaître, la procédure de vérification de l'impossibilité de comparaître, la suspension de la prescription, le pourvoi en cassation; p. 1737. — Discussion des articles. Art. 2: intervient; pp. 1738, 1739 (15 juin 1960).

Projet de loi sur l'administration du Ruanda-Urundi: donne lecture de son rapport; p. 2055 (7 juillet 1960).

Piot, sénateur de l'arrondissement de Huy-Waremme.

Ann. — Démission: renonce à son mandat; p. 6 (10 novembre 1959).

Poncelet, sénateur de l'arrondissement d'Arlon-Marche-Bastogne-Neufchâteau-Virton.

Doc. — N° 123. — Amendements: Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 230. — Amendement: Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926, organique des Conseils de Prud'hommes.

N° 239. — Amendement: Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 288. — Rapport + Annexes: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.

Ann. — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'assouplissement de la législation en matière de transports routiers, la suppression de lignes de chemins de fer dans la province de Luxembourg, le service de remise des colis, l'éclairage des gares de Marloie et Jemelle; pp. 674, 675; (1^{er} mars 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-Valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 743 (3 mars 1960).

Poncelet (suite).

- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 987 (23 mars 1960). — Discours : concernant l'injustice du projet au détriment de petites gens, la transgression de la loi de 1952, la hausse des fermages provoquée par la loi de 1952, les sanctions, l'inspiration socialiste du projet, son inutilité, la portée de l'amendement qu'il a déposé, l'incertitude de la base fixée dans le projet pour le calcul du fermage normal, la fixation des taux des fermages sur base de la valeur vénale, le cas de l'offre de prix exagérés par un fermier en vue d'évincer un concurrent ; pp. 992 à 996 ; fait des observations ; p. 997 (24 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960) ; p. 1044 (31 mars 1960), son amendement est rejeté ; p. 1098. — Art. 2 : intervient son amendement est rejeté ; p. 1100 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33 : intervient ; p. 1156 (7 avril 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant les fermetures d'entreprises et le préjudice subi par les travailleurs licenciés, l'intitulé et la portée du projet, le remplacement des travailleurs licenciés, le rôle des commissions paritaires, le système d'indemnisation des travailleurs licenciés, le caractère social du projet, les discussions en commission et les amendements déposés ; pp. 1490, 1491 ; fait des observations ; pp. 1493, 1496. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1503 (31 mai 1960). — Art. 2, 4bis, 6 : intervient ; pp. 1529, 1537 à 1539 (2 juin 1960). — Art. 4 bis : intervient ; pp. 1550, 1553 (7 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le discours et les promesses du ministre ; les travaux de la route n° 4, le pont de Jambes ; le barrage de l'Ourthe (Nisramont) ; la construction d'une usine d'épuration et celle d'un réservoir de tête, la réparation des dommages de guerre aux biens publics, le transfert du bureau de l'administrateur des Ponts et Chaussées de Marche à Arlon, le sort du personnel, l'élargissement d'une route et la création d'un parking en face de l'hôtel du Châlet à La Roche pour lequel l'hôtelier, bourgmestre, a fait prendre le décret d'expropriation d'un terrain appartenant à une association sans but lucratif et destiné à la construction d'une école ; le programme de quinze ans pour la réalisation de travaux publics ; pp. 1763, 1764 ; fait des observations ; pp. 1773 à 1775 (15 juin 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 1825 (16 juin 1960).

Pontus, sénateur provincial de Liège.

- Ann. Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les conditions de travail au bureau des douanes de Kopfehen, la création d'un statut de l'émigré ; p. 169 ; fait des observations ; p. 172 (15 décembre 1959).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les revendications des anciens soldats de la Wehrmacht et de leurs ayants droit ; pp. 569, 570 (23 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'assainissement des chemins de fer, l'électrification de la ligne Liège-Herbetal, l'accroissement de la productivité dans les ateliers de la S.N.C.B., les services d'autobus, le sort des agents frappés par une mesure disciplinaire à la libération, l'application par la S.N.C.B. des lois du 30 avril 1958 et du 2 août 1955 ; pp. 662 à 664 (1^{er} mars 1960).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles du projet amendé. — Art. 57 : intervient ; pp. 973, 974 (23 mars 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique de blocage du recrutement de personnel à la S.N.C.B., l'abstention du groupe socialiste au vote du projet ; p. 1896 (22 juin 1960).
- Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : concernant la réglementation de 1936, la nécessité d'une coordination sérieuse et rationnelle, l'imposition à la S.N.C.B. des mêmes charges qu'aux particuliers, l'opposition du groupe socialiste au projet ; p. 1902 (22 juin 1960).

R

Rassart, sénateur provincial de Liège.

- Ann. — Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. Discussion générale. — Discours : concernant la constitution de l'armée, la situation de la force d'intervention belge, la réorganisation de l'armée ; pp. 298, 299 (23 décembre 1959).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 491 (16 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la politique d'expansion économique régionale, les dossiers en suspens qui ont trait à la constitution d'intercommunales ; pp. 557, 564, 566, 567 (23 février 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; pp. 791, 793 (9 mars 1960). — Discours : concernant la politique menée en matière d'énergie, l'aide financière de l'Etat aux charbonnages, le prix de l'électricité, la création d'une direction de l'énergie, la politique de développement régional, la fixation des zones de développement ; pp. 825 à 827 (10 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 999 (24 mars 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1193, 1194, 1200 (4 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : concernant la proposition de loi relative à l'urbanisme déposée en 1931 par feu M. Emile Vinck et les efforts en la matière faits par ce sénateur ; l'arrêté-loi de décembre 1946, le travail accompli par l'administration de l'Urbanisme, le travail préalable à l'élaboration du projet ; la création en 1957 de la commission mixte de l'urbanisme et ses réalisations ; le but poursuivi par le ministre Vanaudenhove, le dépôt du projet en 1959, l'examen en commission, la tâche des rapporteurs, le but et les imperfections du projet, la mise en valeur du territoire, la région à considérer comme espace géographique, la place importante accordée au fonctionnement d'associations de communes, les plans régionaux, les garanties données aux pouvoirs locaux et privés, les interférences dans l'action de plusieurs départements, la coordination nécessaire au niveau gouvernemental, les conseils consultatifs, la coordination des organismes décentralisateurs et des différents départements au point de vue régional, l'indemnisation du préjudice causé par l'aménagement du territoire ; la création et l'alimentation d'un fonds d'aménagement du territoire, les plus ou moins-values provoquées par l'aménagement et les spéculations immobilières, la politique foncière, les craintes exprimées par les administrateurs publics au sujet du sort et de l'aménagement des communes, la législation de 1946 et la portée de l'actuel projet quant à l'autonomie, au pouvoir et aux possibilités des communes ; la nécessité et l'efficacité de la loi qui devra peut-être être amendée dans les années à venir ; pp. 1305 à 1308 ; fait des observations ; pp. 1308, 1309 (12 mai 1960). — Demande, par motion d'ordre, s'il est normal qu'un parlementaire (*in casu* le baron de Dorlodot) parle de manœuvres « délictueuses » des pouvoirs publics subordonnés ; p. 1452 ; fait des observations ; p. 1452. — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 15 ; intervient ; pp. 1465, 1468, 1469, 1480 (25 mai 1960). — Art. 19 : intervient ; p. 1546 (2 juin 1960) ; p. 1580. — Art. 55 : intervient ; pp. 1597, 1599 (7 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les travaux publics estimés indispensables, les besoins d'équipement du pays, la nécessité et l'utilité des travaux, les attributions du département, les investissements publics, la politique de grands travaux poursuivie par le ministre et dont la continuité est garantie au cours de plusieurs années, les réalisations du gouvernement et l'action du ministre, la politique des travaux publics ne cadrant pas dans une politique d'ensemble d'investissements, l'exemple du Fonds des routes, l'absence de coordination entre la politique de l'habitation, celle des communications et celle des travaux publics ; la nécessité d'un rôle conjoncturel pour les investissements publics, l'accroissement de la dette publique et le volume des travaux publics, les investissements

Rassart (suite).

relatifs aux travaux communaux, l'opinion de M. Motz, la comparaison entre la situation des communes belges et hollandaises, leur réseau routier, le système de financement, le Crédit communal de Belgique, l'intégration d'une politique de grands travaux dans le cadre plus général d'une politique d'expansion, la « planification » en Belgique, la planification des investissements publics; le cadre du département, le manque d'ingénieurs, leur traitement, la revalorisation de leur fonction; l'aménagement du territoire, la nécessité d'une politique foncière des pouvoirs publics, la création de régies foncières au niveau communal et d'intercommunales au niveau régional; pp. 1669 à 1673 (9 juin 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo: fait des observations; p. 2257 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale: fait des observations; p. 2305 (5 octobre 1960); pp. 2327, 2348 (6 octobre 1960).

Remson, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin.

Doc. — N° 158. — Amendement: Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960.

Ann. — Validation des pouvoirs de M. Ghislain Leemans, appelé à remplacer M. le Sénateur Piot, démissionnaire. — Donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; pp. 14, 15 (12 novembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 353, 354 (26 janvier 1960); p. 370 (27 janvier 1960).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la création d'établissements pour malades chroniques, la pollution atmosphérique, la réglementation et le commerce des médicaments; p. 419 (9 février 1960); fait des observations; p. 453 (11 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation des malades invalides, l'insuffisance de leur indemnité, le problème des honoraires médicaux, la politique du ministre en matière d'assurance maladie-invalidité; pp. 591 à 593 (24 février 1960); fait des observations; pp. 634, 639. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21: intervient; pp. 640, 641 (25 février 1960); son amendement est rejeté; pp. 655 à 658 (1^{er} mars 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 715 (2 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 808 (9 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 977 (23 mars 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion: fait des observations; p. 1400 (18 mai 1960); p. 1414 (19 mai 1960).

Projet de loi relatif aux fermetures d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 4 bis: fait des observations; p. 1536 (2 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1933 (22 juin 1960); pp. 1999, 2000 (23 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo: fait des observations; p. 2090 (12 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo: fait des observations; pp. 2326, 2341 à 2343, 2348 (6 octobre 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; p. 2142 (13 juillet 1960). — Discussion des articles. — Art. 15: intervient; pp. 2156, 2157 (14 juillet 1960).

Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Discussion générale. — Discours: concernant la structure actuelle du régime des allocations familiales, les reproches formulés à l'égard de ce régime notamment en matière de contrôle, le cadre des nouveaux organismes, le coût de l'O.N.A.F., le sort du personnel de l'O.N.A.F., le but réel du projet; pp. 2208 à 2210 (20 juillet 1960).

Validation des pouvoirs de MM. Labrique et Marlier: donne lecture de son rapport; pp. 2300, 2301 (5 octobre 1960).

Roelants, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 234. — Amendement: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 428: Proposition de loi complétant l'article 6 de la loi relative à la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

Ann. — Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours: concernant l'inquiétude parmi les travailleurs de Campine quant aux possibilités d'emploi, la création d'une nouvelle bouteille dans le Borinage, les difficultés de l'industrie papetière de Turnhout, la fixation de nouvelles industries, l'extension du travail des femmes, la prospection pétrolière; pp. 816, 817 (10 mars 1960).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles du projet amendé. — Art. 18: intervient, son amendement est rejeté; pp. 962, 963 (23 mars 1960).

Roland, sénateur de l'arrondissement de Mons-Soignies.

Doc. — N° 23: Amendements au texte présenté par la Commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 26. — Amendement au texte présenté par la Commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 39. — Amendement: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 64. — Amendement: Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

N° 309. — Amendements: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 6: intervient, son amendement est rejeté; pp. 101, 102. — Art. 15: intervient: p. 103. — Art. 20: intervient, son amendement est rejeté; pp. 109, 110. — Art. 21, 29, 39, 55: intervient; pp. 112, 113, 116, 123 (3 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale: fait des observations; p. 176. — Discours: concernant l'intervention des compagnies d'assurance dans la gestion du régime; pp. 179, 180 (15 décembre 1959). Fait des observations; p. 280. — Discussion des articles: intervient dans la discussion de son amendement tendant à l'insertion d'un article 6bis qui est rejeté; pp. 288, 289. — Art. 7: intervient; pp. 289 à 291 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère du travail pour l'exercice 1960. — Discussion des articles du tableau. — Art. 3: intervient; pp. 332, 333 (13 janvier 1960).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'attribution de la croix des déportés de 1914-1918; p. 359 (26 janvier 1960).

Budget des services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la zone de développement économique du Centre, les conséquences des fermetures de charbonnages, en ce qui concerne l'emploi; les investissements nécessaires, la réforme administrative, les marchandages pour la nomination de secrétaires généraux; pp. 496, 497 (16 février 1960); fait des observations; p. 558 (23 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la répercussion de la politique d'assainissement de la S.N.C.B. dans la région du Centre, l'électrification de lignes dans le Hainaut, les autobus de remplacement, les passages à niveau de La Louvière et Houdeng, la lenteur de certains trains, la suppression de la ligne n° 87, les pensions des agents du chemin de fer, la distribution du courrier et des télégrammes; pp. 675 à 677 (1^{er} mars 1960).

Roland (suite).

- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 807 (9 mars 1960) ; pp. 823, 842, 847 (10 mars 1960).
- Budget des Pensions pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation malsaine existant dans le domaine des cotisations à la sécurité sociale, la présentation d'un document précisant la charge des pensions des salariés et employés ; pp. 854, 855 (15 mars 1960).
- Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Congo Belge des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant le compte général du Congo Belge de l'année 1950 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1949. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1950 et 1951 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1950. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant la discussion tardive des budgets, la démission de M. Van Hemelrijk comme ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et le maintien de M. Cornelis comme gouverneur général du Congo ; pp. 856, 857 (15 mars 1960).
- Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours : concernant le programme développé par le Ministre des Classes moyennes, l'augmentation de la part des travailleurs indépendants dans le revenu national, l'intégration des professions libérales dans la représentation des travailleurs indépendants, la non-reconduction de la loi de cadenas sur les grands magasins, la pension des indépendants, le nombre de dossiers en retard, le fonctionnement compliqué du Fonds de solidarité, les dossiers égarés ; pp. 892, 893 (16 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 955 (22 mars 1960) ; p. 977 (23 mars 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale. — Discours : concernant les causes de retard dans la solution des litiges soumis aux conseils de prud'hommes, les conséquences de l'application d'une circulaire du ministre Van Isacker, le nombre de conciliations qui interviennent dans les litiges soumis aux conseils de prud'hommes, les listes distinctes pour les candidats effectifs et suppléants aux élections ; pp. 1133, 1134 ; fait des observations ; p. 1136 (6 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : demande que les sénateurs de province reçoivent le texte de leur discours en temps utile ; p. 1160 (7 avril 1960).
- Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussion générale. — Discours : espère que lorsque les dirigeants congolais appliqueront l'actuelle loi, ils se souviendront de l'existence d'une Organisation Internationale du Travail et qu'ils comprendront les articles 15 et 16 du projet dans un sens extensif lors de leur application aux classes laborieuses du Congo ; p. 1347 (18 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant les fermetures d'entreprises et la différence entre les deux facteurs de production : capital et travail ; l'exposé des motifs du projet qui parle de la fermeture d'entreprises, les fermetures abusives par exemple des Verreries de Mariemont, les travailleurs seuls victimes du drame social des fermetures, l'influence des puissances financières et la situation des détenteurs de capitaux ; la prudence, la modération et la limitation de la portée du projet, la législation sociale, le triomphe d'un principe ; la discussion des questions sociales au temps de MM. Woeste, de Moreau d'Andoye, Eudore Pirmez et le langage de ceux-ci, l'idéal et la doctrine socialistes, les protagonistes de la justice sociale ; pp. 1493, 1494. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1502, 1503 (31 mai 1960), son amendement est rejeté ; p. 1525. — Art. 2 : intervient, son amendement qui englobe tous ceux présentés à cet article est rejeté ; pp. 1529, 1530. — Art. 6 : intervient ; pp. 1539,

Roland (suite).

- 1940 (2 juin 1960). — Art. 4 bis, 6 : intervient ; pp. 1550, 1551, 1554 (7 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation des techniciens du département, leur sort et celui des ingénieurs, la nécessité de revoir les méthodes de travail dans toutes les administrations, la mise au service des administrations des officiers-ingénieurs pensionnés ; la responsabilité et le rendement des ingénieurs, le pont à Godarville, la réception de ce pont ; le canal de Charleroi, les travaux de l'embranchement vers La Louvière et la construction d'un pont reliant les communes industrielles de Familleureux et de Manage, l'œuvre d'art de Ronquières ; la réservation aux pêcheurs à la ligne de l'ancien canal abandonné à Arquennes-Feluy ; le financement d'autoroutes par le secteur privé ; le passage à niveau de Houdeng-Goegnies ; pp. 1760, 1761 ; fait des observations ; p. 1773 (15 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1923 (22 juin 1960) ; p. 2003 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Dueroire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2069 (7 juillet 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion des articles. — Art. 6, 9, 15, 17 : intervient ; pp. 2149, 2152, 2156, 2158 (14 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2259, 2271, 2273 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale : fait des observations ; pp. 2311, 2312 (5 octobre 1960) ; pp. 2323, 2346 (6 octobre 1960).

Rolin, sénateur coopté.

- Doc. — N° 99 : Proposition de loi organisant la répression des manifestations de racisme ou d'intolérance religieuse.
- N° 205. — Rapport + Erratum : Projet de loi portant approbation des actes internationaux suivants : a) Protocole amendé la Convention signée à Genève le 25 septembre 1926, relative à l'esclavage, et transférant à l'Organisation des Nations Unies les fonctions confiées à la Société des Nations, signée à New-York le 7 décembre 1953 ; b) Convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage, signée à Genève le 7 septembre 1956.
- N° 469 : Proposition de loi relative à l'acquisition ou au recouvrement de la nationalité belge par les personnes nées ou domiciliées sur le territoire de la République du Congo et par les ressortissants congolais domiciliés en Belgique.
- Ann. — Bureau définitif : propose la reconduction du bureau sortant, pp. 4, 5 (10 novembre 1959).
- Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Discours : concernant la distribution du rapport du groupe de travail, le débat sur la déclaration à la Chambre ; p. 11. Motion d'ordre de M. Pholien : demande de limiter le débat à la déclaration gouvernementale ; p. 12 (10 novembre 1959). — Discussion. — Discours : concernant le retard apporté à régler la question du Ruanda, l'absence de contact avec l'opposition et de convocation anticipée des Chambres, la convocation d'une conférence de la Table Ronde, la complexité de la déclaration, l'indépendance du Ruanda-Urundi, les administrations préexistantes, les conditions de vie lamentables de la majorité de la population, le danger de guerre civile en cas de retrait de la Belgique, la garantie des libertés publiques, l'émancipation des populations, le problème du financement de l'aide au Ruanda-Urundi, l'appui des Nations-Unies ; pp. 17, 18 ; (12 novembre 1959).
- Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235. — Discussion : fait des observations ; p. 235 (17 décembre 1959).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Discours : s'associe à l'hommage rendu par le Président aux soldats partis au Congo et aux Belges en fonction au Congo ; concernant les marques d'hostilité manifestées à l'égard de certains membres du parlement et du gouvernement, l'enquête de la Commission De Schryver, l'octroi de l'indépendance au Congo, les incidents de janvier 1959, les tergiversations qui résultèrent de l'opposition d'une partie de l'opinion publique à l'indépendance du Congo, le retard dans la constitution du gouvernement dû aux premiers événements du Katan-

Rolin (suite).

- ga, l'effondrement de la Force publique, les causes de cet effondrement, le conflit entre le premier ministre congolais et le commandant de la Force publique, les déclarations du général Janssens à Brazzaville et à Bruxelles, les attentats contre les Belges, l'intervention des forces métropolitaines, la portée limitée de cette intervention, l'idée d'une internationalisation de l'aide au Congo et d'un appel aux Nations Unies, la sécession du Katanga, l'abstention de toute reconnaissance de l'indépendance du Katanga, les difficultés que rencontrent les dirigeants congolais; pp. 2079 à 2083; fait des observations; pp. 2086 à 2088, 2090 à 2092; parle du cas du général Janssens, du complot dans lequel des Belges seraient impliqués; fait des observations; p. 2093 (12 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Fait des observations; p. 2167. — Discours: concernant les reproches qui sont adressés au Parlement, les raisons de l'effondrement de l'ordre au Congo, les raisons de l'octroi de l'indépendance au 30 juin 1960, l'exigence des délégués congolais à la Table Ronde, l'option entre le refus ou l'acceptation de l'exigence, le calme qui régnait au Congo après le vote de l'indépendance, le rôle néfaste de M. Lumumba, les déclarations contradictoires, la mutinerie de la Force publique, la légitimité de l'intervention militaire belge, les regrets formulés par les gouvernants congolais à propos des sévices subis par des Belges, l'aveu de l'impuissance du gouvernement congolais à maintenir l'ordre, l'intervention des Nations Unies, le problème du Katanga, l'impossibilité d'une reconnaissance de l'indépendance du Katanga, la présence de troupes belges au Katanga et leur relève par les forces de l'O.N.U., l'enjeu double de la séance du Conseil de Sécurité; la collaboration de Congolais et Belges en vue du relèvement du Congo; pp. 2169 à 2173; fait des observations; pp. 2177, 2178 (19 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo. — Fait des observations; pp. 2248, 2249. — Discours: concernant le souhait du Premier Ministre d'obtenir un vote de confiance du Parlement, le remaniement ministériel, les attermoissements de 1959, la Table Ronde, l'attitude belge à l'égard de la mise en œuvre des résolutions du Conseil de Sécurité, l'attitude du gouvernement à l'égard du mouvement de sécession katangais, le cas du commandant Weber, la participation d'officiers belges à la lutte, l'envoi au Katanga du comte H. d'Aspremont Lynden, Chef de Cabinet adjoint du Premier Ministre, et de M. Rothschild; la déclaration de M. Gilson relative au maintien des forces belges dans les bases de Kamina et de Kitona, les déclarations faites par MM. Wigny et Eyskens au sujet de M. Tshombé, de l'attitude de membres de l'O.T.A.N. et du mandat au Ruanda-Urundi, la collaboration avec les Nations Unies, la politique d'austérité annoncée, les responsabilités; pp. 2250 à 2255; fait des observations; pp. 2255 à 2277; dépose un ordre du jour; p. 2260; dépose un amendement à l'ordre du jour de MM. P. De Smet et Vreven; p. 2269; intervient concernant la priorité à accorder à l'un des amendements à l'ordre du jour de confiance; pp. 2278, 2279 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale: fait des observations; p. 2302. — Discours: concernant les attaques injustifiées dont la Belgique a été abreuvée à l'O.N.U., l'inquiétante situation internationale, l'atteinte au crédit moral de la Belgique, la position belge dans l'affaire katangaise, la nomination du comte H. d'Aspremont Lynden comme ministre des Affaires africaines, la nécessité de l'aide belge au Congo; pp. 2306 à 2308 (5 octobre 1960).
- Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion. — Discours: concernant l'enquête, l'entrée d'ingénieurs du Corps des mines au service de charbonnages, la communication d'un document de l'Administration des Mines à la défense sans communication à la partie civile et au parquet; demande que le ministre compétent vérifie la chose; p. 79; fait des observations; p. 80 (2 décembre 1959); pp. 263, 266, 267, 268. — Discours: concernant la nomination incriminée, le défi à la justice; dépose un ordre du jour, fait des observations; pp. 268, 269 (22 décembre 1959); p. 307. — Discours: concernant l'erreur commise par l'affectation du fonctionnaire en cause à un service central de contrôle de la sécurité minière, l'attitude de l'Administration des Mines; retire son ordre du jour; pp. 307, 308 (23 décembre 1959).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 3: intervient; pp. 99, 100 (3 décembre 1959).
- Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours: concernant les abus de la puissance économique dans le domaine de la propriété industrielle; p. 144 (8 décembre 1959).

Rolin (suite).

- Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale: fait des observations; p. 152 (8 décembre 1959).
- Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 170 (15 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion: fait des observations; pp. 203, 206 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion. — Discours: approuve la mesure proposée; examine les cas du parlementaire nommé ministre et des représentants dans les assemblées internationales; expose sa conception de la délégation de pouvoir; p. 209 (16 décembre 1959).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours: estime que le Sénat doit se prononcer en votant sur un amendement; p. 216 (16 décembre 1959).
- Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice: fait des observations; p. 233 (17 décembre 1959).
- Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale: fait des observations; p. 281 (23 décembre 1959).
- Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale: fait des observations; parle des engagements internationaux de la Belgique, de la diminution des charges militaires; pp. 297, 299, 300 (23 décembre 1959).
- Ordre des travaux: intervient; pp. 706 à 709 (2 mars 1960); p. 1035 (31 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo. — Discussion générale. — Discours: concernant la renouveau des préoccupations d'ordre politique et moral des Congolais, la nécessité d'une étape de cogestion, le développement de l'esprit civique au Congo; p. 731 (3 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 808 (9 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours: concernant l'écartement du corps électoral et la non-éligibilité des blancs établis au Congo, la fixation des conditions d'octroi de la nationalité congolaise; fait des observations; pp. 927, 928 (22 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; pp. 949, 950 (22 mars 1960); pp. 977 à 981; déclare, par motion d'ordre, qu'il n'y a pas de faits nouveaux justifiant la nouvelle demande de renvoi; p. 982; fait des observations; pp. 982, 983 à 986. — Discours: concernant la position du Ministre de l'Agriculture à l'égard du projet, la nécessité de limiter les fermages en vue de réduire les prix de revient agricoles, la répétition de sommes payées en violation de la loi de 1952, le retour au droit commun en la matière par la fixation d'un délai de cinq ans; pp. 986 à 988; (23 mars 1960); fait des observations; pp. 990, 991, 994 à 996, 999, 1004, 1005 (24 mars 1960); pp. 1011, 1014 à 1021. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; p. 1022 (29 mars 1960); pp. 1036 à 1045 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; pp. 1090 à 1092 (5 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale: fait des observations; pp. 1116, 1117 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion des articles. — Art. 2, 7: fait des observations; pp. 1127, 1129 (6 avril 1960). — Art. 2: intervient; p. 1146 (7 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion: propose le renvoi en commission; p. 1160 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Discussion générale: fait des observations; p. 1328

Rolin (suite).

(17 mai 1960). — Discours : concernant la question des langues au département, l'intervention de M. De Winter, le recrutement du personnel diplomatique, le manque de candidats d'expression néerlandaise ; le recrutement de personnel d'expression néerlandaise pour le cadre subalterne des consulats et ambassades ; les immunités diplomatiques, l'immunité en matière pénale qui s'étend au personnel des organisations internationales, le cas d'un chauffeur d'une organisation internationale qui a provoqué la mort d'une personne, la réparation du dommage et la poursuite du délinquant ; la situation internationale, la conférence au sommet, le caractère bilatéral des négociations, le souci de prestige manifesté dans les deux camps, le camp occidental composé de trois gouvernements, les résolutions d'Istanbul ; l'incident de l'avion américain abattu au-dessus du territoire russe, les principales informations de sources soviétique et américaine, les communiqués contradictoires américains qui se sont succédés, celui relatif à l'information du Président Eisenhower, la violation du droit international et notamment de la Convention de Chicago, l'espionnage, la thèse de M. Wigny, la gravité de la situation, la convention « à ciel ouvert » que le Président Eisenhower avait proposée aux Russes, les avions américains U.2, la comparaison entre le survol de « spoutniks » et d'avions, les interprétations et les hypothèses émises quant à l'attitude de M. Khrouchtchev eu égard à la conférence au sommet : il désire l'échec de cette conférence, il voulait mettre les Occidentaux en tort, il espérait des garanties contre le retour de l'incident aérien, il voulait relever le prestige soviétique ; les commentaires des journalistes ; l'opinion de l'orateur quant à ces hypothèses, la déclaration de M. Mao-Tse-Toung, le revirement de l'attitude de M. Khrouchtchev pendant son séjour à Paris, la réaction de la Grande-Bretagne ou des Etats-Unis au cas où pareil incident se serait produit chez eux ; les questions à discuter à la conférence au sommet : problème allemand, réunification, autodétermination ; la conception plus nuancée émise précédemment par les Occidentaux, l'attitude de la Belgique, le « pourrissement » de la situation en Europe centrale, l'influence du régime communiste, la situation de la Pologne, les frontières allemandes, l'attitude de l'Allemagne à notre égard et à l'égard des pays de l'Est, nos associations et traités conclus avec l'Allemagne, l'actuel renouvellement de l'erreur de Locarno, le « Drang nach Osten » dans la politique allemande, les déclarations de personnalités allemandes qui nourrissent l'idée de « menace allemande » pour les gouvernants de l'Est, le maintien de la frontière Oder-Neisse, un aperçu historique et la description et la délimitation de la frontière allemande et polonaise (traités de Yalta et de Potsdam), la ligne Curzon, le sort de la Pologne, la responsabilité des Allemands dans les massacres en Pologne et quelques rappels historiques avec noms et discours ; l'accord de Potsdam, l'évacuation des populations allemandes et les intentions des Alliés, le « Heimatrecht » invoqué par les Allemands différent du droit à la souveraineté des territoires ; l'opinion du général de Gaulle et du gouvernement anglais au sujet de la réunification de l'Allemagne et de la détermination définitive des frontières, l'attitude du gouvernement belge au sujet de la frontière Oder-Neisse, le désarmement, le principe du contrôle et les points de vue divergents entre les Occidentaux et l'U.R.S.S., le contrôle précédant l'armement, la nécessité d'un élément médiateur lors des réunions des quatre Grands mise en avant par quatre prix Nobel réunis récemment à Chicago ; la participation belge à l'O.T.A.N., le principe « idéal commun » du préambule de l'O.T.A.N. inconciliable avec les méthodes de répression pratiquées en Algérie, avec les camps d'internement en Grèce, avec l'arrestation d'étudiants turcs qui manifestaient contre le régime ; son inquiétude au sujet des revendications de certains dirigeants allemands à l'égard de l'Est, la politique suivie par le Pentagone américain, la mentalité de certains de ses membres, le survol de territoires étrangers, la sécurité des pays, la nécessité d'une révision de l'O.T.A.N., l'article du Général Beernaerts concernant le rôle des armes classiques dans la guerre de demain, la suggestion faite dans sa brochure par M. Le Ghait, le désarmement des petits pays, les suggestions à ce sujet, les rampes de lancement ; la nécessité de rassurer l'opinion publique ; pp. 1418 à 1422, 1426, 1427 ; concernant les critiques de son discours par M. Orban qui a rappelé son intervention de novembre 1956 relative à l'affaire de Suez et celle de Hongrie et par M. Duvieusart disant que son exposé était unilatéral ; le ministre allemand Oberländer qui a provoqué un arbitrage actuellement en cours, l'injustice commise à l'égard du Professeur Peeters, de Gand, la communication du R.P. Pire, la résolution du Conseil de l'O.T.A.N. à Istanbul, l'évolution des armements depuis 1949 ; l'O.T.A.N. et la modification de sa politique quant aux engagements et à l'idéologie, les délibérations à huis

Rolin (suite).

clos ; pp. 1441, 1442 ; fait des observations ; pp. 1442, 1443 (19 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant le débat de cet important projet en séance publique du matin, le dépôt du rapport, l'urgence du projet qui sera adopté à la quasi-unanimité ; la nature des trois projets relatifs au Congo : le projet de loi électorale, celui relatif aux libertés publiques et celui relatif aux structures du Congo ; leur application pendant la période transitoire, une loi belge qui donnera la structure à un nouvel Etat, le premier Etat indépendant du Congo créé par un acte international ; l'Etat, fait social, et sa reconnaissance par la loi actuelle, l'indépendance du Congo sous la pression de circonstances diverses, la volonté du Congo de s'affranchir et les témoignages des Belges au Congo devant l'attitude de la Belgique ; la portée du projet : reconnaître le fait social et faciliter la véritable éclosion de l'Etat congolais par des élections ; la constitution d'un parlement et la formation d'un gouvernement, la détermination de la structure du pouvoir central et régional et de tous les organes appelés à exercer un pouvoir, la structure définitive du Congo à élaborer par la Constituante congolaise, les conditions de la reconnaissance de l'Etat indépendant du Congo, les aspirations congolaises dont il a été tenu compte dans le projet ; la structure du Congo différente de celle de la Belgique : structure fédéraliste, place à tous les échelons pour les éléments coutumiers, protection contre l'instabilité de l'exécutif par certaines dispositions ; l'appel des Congolais, à titre transitoire, à la Cour de Cassation, au Conseil d'Etat et à la Cour des Comptes de Belgique ; pp. 1340, 1341 ; (18 mai 1960).

Motion d'ordre de M. Orban : fait des observations ; p. 1343 (18 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussion générale. — Discours : remercie le rapporteur, Mme Ciselet ; parle du projet né de deux besoins manifestés par les Congolais : nécessité de trouver dans la législation remplaçant la loi de 1908 des garanties pour les libertés et droits individuels et désir de ne pas attendre l'indépendance pour voir modifier certains points de la législation en vigueur (par exemple certaines discriminations) ; la comparaison entre le projet de loi sur les libertés publiques, la loi fondamentale de 1908 et la Constitution belge : texte plus large, définition plus précise des droits reconnus, contenu juridique plus net et indication des limitations ou exceptions, efficacité du contrôle par le pouvoir public quant au respect des droits et libertés, la faculté pour les Congolais de souscrire à un contrôle international, l'exemple de certains territoires africains devenus récemment indépendants et qui ont pris contact avec l'organisation de Strasbourg ; la protection des droits de l'homme ; pp. 1343, 1344 ; (18 mai 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1389 à 1391, 1395, 1399, 1400 (18 mai 1960).

Question orale de M. Vermeylen au Ministre de l'Instruction publique : fait des observations ; p. 1425 (19 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1451 à 1453, 1458. — Discussion des articles. — Art. 3, 16, 17 : fait des observations ; pp. 1466 à 1469, 1474, 1481, 1482 (25 mai 1960). — Art. 19, 21, 29, 55 : intervient ; pp. 1579, 1584, 1589, 1597 à 1599 (7 juin 1960).

Interpellation au Ministre de la Justice « sur les conditions dans lesquelles il a pris le 5 mai un arrêté ministériel de renvoi à l'égard de trois Algériens, arrêtés le 23 avril au moment où ils franchissaient la frontière et qui avaient introduit le 27 avril une demande tendant à se faire reconnaître le statut de réfugié politique ». — Demande ; p. 1488 (31 mai 1960). — Discussion. — Discours : concernant la loi du 28 mars 1952, l'interprétation de l'article 4 de la loi par le ministère de la Justice, l'arrêté royal du 3 décembre 1953, l'arrêt de la Cour de Cassation du 15 juin 1959 ; l'interrogatoire de détenus algériens par des gendarmes français en Belgique, l'initiative prise par des gendarmes belges de communiquer à la gendarmerie française des documents trouvés sur l'un des Algériens arrêtés ; la demande d'extradition des Algériens, le caractère politique des faits qui leur sont reprochés ; p. 1745 à 1748 (15 juin 1960) ; fait des observations. — Discours : concernant le dossier relatif aux Algériens arrêtés, les attentats contre des agents du F.L.N., l'interprétation de la loi de 1952 et de l'arrêté du 3 décembre 1953, l'arrêt prononcé par la Chambre des mises en accusation dans cette affaire ; donne lecture d'une motion ; pp. 1787 à 1791, 1792 (16 juin 1960).

Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1497, 1498 (31 mai

Rolin (suite).

- 1960). — Discussion des articles. — Art. 13: intervient; p. 1572. — Art. 20: fait des observations; p. 1576 (7 juin 1960).
- Validation des pouvoirs de M. Vandebussche: intervient; pp. 1620 à 1623 (8 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1682 à 1684 (9 juin 1960).
- Projet de loi sur la préservation morale de la jeunesse. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 1735 (15 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation des sociétés comparée à celle de personnes physiques, la comparaison du prévenu, le mandat *ad hoc*; la comparaison du gérant ou de l'administrateur délégué représentant la société; p. 1736. — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; pp. 1737, 1738. — Art. 2: propose le renvoi en commission; p. 1739 (15 juin 1960).
- Projet de loi modifiant les articles 110 et 114 de la loi fondamentale du 19 mai 1960 relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours: concernant l'application de la loi de structure et la situation particulière au Katanga, l'exigence du quorum, le manque d'informations; justifie l'abstention de son groupe; p. 1762 (15 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900, apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2: intervient; pp. 1828 à 1831 (16 juin 1960).
- Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960. — Motion d'ordre: demande que la commission de la Justice ait la possibilité d'examiner les incidences de la convention; propose le renvoi en commission; p. 1984 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'Etat civil. — Discussion générale: fait des observations; p. 2018 (5 juillet 1960).
- Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale: fait des observations; p. 2032 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2062, 2063. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; pp. 2064, 2065. — Vote: justifie le vote de son groupe; p. 2066 (7 juillet 1960).
- Ajournement: demande que le Président soit attentif au vœu que pourront lui exprimer les chefs de groupe quant à la nécessité d'une réunion du Sénat et estime qu'il n'est pas nécessaire que les deux Chambres soient convoquées simultanément pour entendre la même déclaration; p. 2244 (20 juillet 1960).

S**Santens, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.**

- Ann.* — Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours: concernant l'intégration insuffisante de la politique des classes moyennes dans la politique générale du gouvernement sur le plan social, économique et financier; le programme quinquennal du Ministre, la collaboration des classes moyennes elles-mêmes, l'intégration des professions libérales dans la représentation des classes moyennes, l'amélioration de la formation professionnelle des classes moyennes, la réforme de

Santens (suite).

l'Institut d'étude économique et sociale des classes moyennes, la Commission d'expansion pour la petite et moyenne entreprise, la campagne d'information des consommateurs au sujet de la distribution; pp. 886, 887 (16 mars 1960).

Scheire, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann.* — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. Discussion générale. — Discours: concernant un problème spécifique à la Flandre Orientale: exploitations dont la superficie moyenne n'atteint pas 5 Ha; la reconversion de l'agriculture à l'horticulture qui s'est heurtée aux problèmes posés par les débouchés, l'instauration d'une criée à caractère coopératif, l'activité et l'évolution de la criée horticole de Gand, les activités connexes, la nécessité d'élaborer une législation pour l'octroi de crédits agricoles; l'élevage du bétail laitier en Flandre Orientale, la politique laitière et l'information et la propagande nécessaires, la consommation du lait, la campagne «M», la contribution aux frais de propagande, le Fonds agricole, la production de fromage et de lait en poudre, la vente de fromage belge et l'instauration d'une marque de contrôle, la participation à la convention internationale du fromage; la surproduction de beurre, la contrebande de beurre hollandais; le prix du lait; les problèmes agricoles internationaux, l'harmonisation de la politique en matière de produits laitiers dans les pays membres de la C.E.E., les mesures à prendre et la consultation des producteurs de lait; le standing de vie des agriculteurs et l'adaptation de l'agriculture aux temps nouveaux; pp. 1632 à 1634; (8 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation dans le Nord-Est de la Flandre Orientale, les plans d'aménagement de Zelzate et de Terdonck, les expropriations dans la zone du canal et le paiement des indemnités, le remblayage hydraulique et le remembrement efficaces, l'information des agriculteurs au sujet des expropriations et leur mise au travail, l'amélioration des routes dans sa région, la route nationale Laarne-Termeuzen, la liaison directe Anvers-littoral, la Durme, la Moervaart, les erreurs dans la construction de la route Aalter-Maldegem; l'aqueduc, le passage souterrain, la signalisation; la liquidation de subvendes aux communes; p. 1776 (15 juin 1960).

Scheyven, Ministre sans portefeuille, chargé des affaires économiques et financières du Congo Belge et du Ruanda-Urundi.

- Ann.* — Question orale de M. Duvieusart: répond qu'il prendra contact avec les Ministres des Affaires étrangères et du Congo Belge et du Ruanda-Urundi et que le gouvernement fera ultérieurement la déclaration qui lui est demandée; p. 753 (8 mars 1960).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours: concernant l'ignorance du nombre des agents qui poursuivent leur carrière en Afrique après l'indépendance du Congo, le cas des agents qui auraient opté pour la nationalité congolaise, la prime aux agents rentrant en Belgique et acceptant de s'intégrer dans le secteur privé, la nécessité d'accorder des garanties aux agents d'Afrique, les intérêts des fonctionnaires de l'administration métropolitaine, l'entrée de membres du personnel d'Afrique dans des organisations internationales, la situation des agents demandant à être intégrés dans l'administration métropolitaine, le choix entre le régime des garanties personnelles et celui de la carrière, le cumul des allocations familiales; pp. 753 à 755; répond aux orateurs et traite notamment de: l'inopportunité de la consultation syndicale, le cumul d'allocations familiales, le serment qui devrait être prêté par les agents qui se mettraient à la disposition du gouvernement congolais, l'appréciation de l'impossibilité de poursuivre la carrière en Afrique, les mesures d'exécution de la loi, l'utilité de la présence des fonctionnaires belges au Congo après le 30 juin; pp. 762 à 764 (8 mars 1960).

Scheyven (suite).

Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Congo Belge des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant le compte général du Congo Belge de l'année 1950 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1949. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1950 et 1951 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1950. — Discussion générales jointes. — Discours : concernant le dépôt des budgets du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour 1960 ; p. 856 (15 mars 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : concernant la constitution, la composition et le fonctionnement d'une commission chargée de rechercher les mesures à prendre pour assurer le reclassement des agents mis en préavis au sein des services métropolitains des parastataux de droit congolais ; expose la situation du Comité national du Kivu et du Comité spécial du Katanga ; pp. 1677, 1678 ; accepte les amendements de MM. Vermeylen et Van Remoortel ; parle du discours de M. Flamme et des « administrateurs camouflés » ; répond à M. Dekeyzer ; traite de la situation du personnel métropolitain des parastataux de droit congolais, annonce la mise au travail de la commission d'étude, parle des préavis donnés par un organisme parastatal ; répond à M. Leynen ; pp. 1680, 1681. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1681 à 1684 (9 juin 1960) ; p. 1706. — Art. 5, 8, 12 : intervient ; pp. 1707 à 1710 (14 juin 1960).

Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la construction de la plaine de Stanleyville ; p. 1860 (21 juin 1960).

Segers, sénateur coopté, Ministre des Communications. —
(A partir du 6 septembre 1960) Ministre des Communications chargé de la coordination sociale.

Ann. — Décès : s'associe, au nom du gouvernement, à l'hommage rendu à la mémoire de M. le Sénateur Marcel Decoene ; pp. 390, 391 (3 février 1960).

Projet de loi autorisant la Régie des Télégraphes et des Téléphones à émettre, en Belgique ou à l'étranger, sous la garantie de l'Etat, un ou plusieurs emprunts à concurrence d'un montant total de 1.750 millions de francs belges : demande la discussion d'urgence ; p. 393. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet concerne plusieurs départements ; p. 394 (3 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la politique des transports, l'évolution technique dans ce domaine, les pipe-lines, le poussaige sur les voies d'eau, les investissements nécessaires pour l'amélioration de l'infrastructure, la modification des méthodes d'exploitation des transports, la réforme du transport par rail, la modernisation, le problème du trafic des voyageurs, l'augmentation des tarifs des abonnements de travail et l'intervention des industries, le trafic des marchandises, l'électrification, la simplification des lignes à faible trafic, la réduction des effectifs du personnel, le transport de marchandises par la route, la loi de cadre pour l'exploitation des tramways, la sécurité de la circulation, la marine marchande, son extension, la ligne Ostende-Douvres, le tunnel sous la Manche, l'enseignement maritime, la navigation intérieure, le problème des prix, la mise en service d'avions à réaction, les aérodromes, le contrôle de la circulation à haute altitude, Air-Union, la R.T.T. et les postes ; pp. 613 à 618 ; fait des observations ; pp. 622, 647 (25 février 1960) ; répond aux orateurs concernant la politique des transports, les abonnements aux chemins de fer pour ouvriers et employés, les lignes à trafic réduit, l'électrification, les exploitations d'autocars, le statut des tramways, les transports par eau, la navigation intérieure, les problèmes de la poste, les transports routiers internationaux ; pp. 669

Segers (suite).

à 672 ; fait des observations ; pp. 672, 674, 676 ; répond aux derniers orateurs ; p. 677. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient ; p. 679 (1^{er} mars 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : intervient ; p. 734 (3 mars 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33 : fait des observations ; pp. 1154, 1155 (7 avril 1960).

Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité de ce projet provisoire, Air-Union, la procédure normale à suivre, les circonstances exceptionnelles, l'accord avec Air-Union, les relations entre la Sabena et le Congo, les actions de la Sabena, la possibilité pour l'Etat de racheter les actions du secteur privé, la situation dans les autres pays membres de Air-Union, la position du Congo à l'égard de Air-Union, le but de cette opération commerciale, le rachat des actions à leur valeur nominale et sa nécessité, l'utilité d'Air-Union, l'identité de situation dans plusieurs petits pays possédant une société nationale d'aviation, la concurrence des sociétés privées américaines, le reproche de « nationalisation », l'actuelle gestion mixte : secteur privé et secteur public ; les frais de la Sabena, le prix des avions ; l'aspect social de la question, l'amendement de M. Dekeyzer, le nombre d'administrateurs, l'institution d'une commission paritaire, la forme définitive à donner à la Sabena ; l'urgence du projet due à la prochaine indépendance du Congo ; pp. 1800 à 1802 ; répond à M. Molter ; mettra le Parlement au courant de la situation six mois après la création d'Air-Union ; parle du choix des membres du conseil d'administration ; répond à M. Versé ; fait des observations ; p. 1802 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 5 juin 1928 portant règlement du contrat d'engagement maritime. — Discussion générale. — Discours : insistera en vue de la ratification de la Convention internationale relative à l'engagement maritime ; p. 1808 (16 juin 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société Nationale des Chemins de fer Belges. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment d'Eurofima et de l'extension de l'objet social de la S.N.C.B. ; répond à M. De Block ; pp. 1897 à 1899. — Discussion des articles. — Art. 1, 5 : intervient ; pp. 1899 à 1901 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet, le nombre de transporteurs, les raisons d'exiger une autorisation de transport, les tarifs, la situation de la S.N.C.B. en matière de transports par route, les sanctions, l'absence de contradiction entre le projet et le traité de Rome, l'aspect social ; pp. 1904, 1905. — Discussion des articles. — Art. 1, 10 : intervient ; pp. 1905, 1906, 1908, 1909 (22 juin 1960).

Servais, sénateur coopté, Ministre de la Prévoyance Sociale.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours : précise la portée du projet de loi ; p. 161 (15 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 178 (15 décembre 1959). Fait des observations ; pp. 274 à 277. — Discours : répond aux orateurs et traite de : la limitation du plafond à 8.000 francs par mois, la réintroduction de la capitalisation individuelle, la réadaptation des rentes inconditionnelles, les bénéfices réalisés par les organismes assureurs, les réserves mathématiques et leur réadaptation ; pp. 278 à 281. — Discussion des articles. — Art. 2, 4, 5, 7, 19, 20 : intervient ; pp. 283 à 286, 288 à 291, 294, 295 (23 décembre 1959).

Commissions permanentes : expose les raisons de créer deux commissions distinctes du travail et de la prévoyance sociale ; pp. 401 à 403 (3 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 594, 597, 598, 605, 606 (24 février 1960) ; pp. 627, 628. — Discours : répond aux orateurs et traite de : l'assurance maladie-invalidité, le contrôle et le C.S.I.M., les sanctions prises

Servais (suite).

contre des fonctionnaires généraux grévistes, les nominations, la mise en place du département, les indemnités d'invalidité, l'assurance libre, les pensions de vieillesse, les invalides mineurs, la pneumoconiose, les pensionnés administrateurs de sociétés, les retards dans le versement de cotisations à l'O.N.S.S., les problèmes en matière d'allocations familiales, le chômage, l'âge de la pension; pp. 634 à 639; répond à M. Moulin; pp. 639, 640. — Discussion des articles du tableau. — Art. 21, 28: intervient; pp. 640, 641, 643, 644 (25 février 1960).

Question orale de M. Moulin: répond que le gouvernement a examiné le problème et envisage le dépôt d'un projet tendant à une stabilisation des allocations sociales; pp. 772, 773 (8 mars 1960).

Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: répond aux orateurs et traite du mécanisme de liaison à l'index, de l'absence de consultation syndicale, de l'augmentation de l'écart entre les petits et moyens traitements, des répercussions du projet pour les agents des parastataux, provinces et communes, de la liste des dispositions légales à abroger, du retard existant dans l'adaptation à la hausse de l'index pour les agents de l'Etat; pp. 1066 à 1069, 1086 à 1090. — Discussion des articles. — Art. 1, 2, 3: intervient; pp. 1090 à 1097 (5 avril 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 9, 27bis: intervient; pp. 1147, 1153 (7 avril 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion. — Discours: concernant les problèmes sociaux; le chômage en Belgique et à l'étranger, le chômage des femmes et les abus; la situation de l'assurance maladie-invalidité, les abus, l'évolution des dépenses et l'augmentation permanente des charges de ce secteur, l'accueil réservé au projet de loi relatif à l'A.M.I. déposé à la Chambre, la constitution d'un groupe de travail pour examiner le problème et chercher une solution acceptable pour tous, l'accroissement de certaines prestations, l'extension des soins médicaux, les indemnités journalières primaires, le contrôle des médecins-conseils des mutualités et certaines mesures prises pour l'efficacité de ce contrôle, les spécialités pharmaceutiques, les spécialités remboursables et le contrôle des prix par une commission spécialisée, les facultés du médecin en cas de suppression d'une spécialité, le corps médical; d'autres mesures qui seront prises à bref délai pour assainir le secteur A.M.I., le fonctionnement de l'assurance maladie-invalidité et la responsabilité de toutes les catégories de personnes intéressées, l'attente de propositions spontanées des milieux intéressés; la tâche du groupe de travail; pp. 1412 à 1415 (19 mai 1960).

Proposition de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Proposition d'ajournement. — Discours: déclare que le projet n'est pas d'ordre politique et demande que le Sénat l'examine; p. 2207. — Discussion générale. — Discours: concernant la portée du projet, le sort du personnel des organismes dissous; p. 2216. — Discussion des articles. — Art. 1, 2, 7, 9, 11: intervient; pp. 2219, 2222 à 2224 (20 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2304, 2305 (5 octobre 1960); p. 2332 (6 octobre 1960).

Sledsens, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 71: Proposition de loi portant abrogation de l'article 6 du décret impérial du 23 prairial, an XII, relatif aux sépultures.

N° 350. — Amendement: Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 399. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'état civil.

N° 500. — Rapport: Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole.

Ann. — Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale: fait des observations; déclare qu'il a

Sledsens (suite).

renoncé à défendre ses amendements à la suite de l'accord obtenu en commission; pp. 58, 59 (1^{er} décembre 1959).

Projet de loi portant création d'un tribunal de police dans les arrondissements judiciaires de Gand et de Charleroi. — Discussion générale. — Discours: concernant le paiement par les communes des frais des parquets des tribunaux de police, le cas de la commune de Deurne, la prise en charge par l'Etat; p. 155 (8 décembre 1959).

Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale: fait des observations; p. 296 (23 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion: fait des observations; p. 307 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la situation des fonctionnaires de l'Etat détachés dans les gouvernements provinciaux, les parquets de police, les charges découlant pour les communes de la centralisation des tribunaux de police, l'éclairage des routes de l'Etat, la fusion des communes, l'épuration, le certificat de bonnes vie et mœurs; pp. 349 à 351 (26 janvier 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale: fait des observations; p. 470 (11 février 1960). — Discours: concernant l'application de la loi sur l'emploi des langues à l'institut central nouveau, la situation au point de vue linguistique au sein de l'actuel institut, le déséquilibre linguistique dans les services communs de l'I.N.R., la situation à la station d'émission de Wavre-Overijse; pp. 483, 484 (16 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 25: fait des observations; pp. 507 à 509 (17 février 1960).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale: fait des observations; p. 761 (8 mars 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours: concernant le prêt d'œuvres d'art appartenant à l'Etat aux pouvoirs subordonnés; pp. 911, 912: fait des observations; p. 914 (17 mars 1960).

Projet de loi portant approbation de la Convention universelle sur le droit d'auteur et des Protocoles annexes, signés à Genève le 6 septembre 1952. — Discussion générale. — Discours: déclare que son approbation du projet ne justifie pas qu'il approuve l'action de la S.A.B.A.M. en Belgique; p. 914 (17 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; pp. 990 à 992 (24 mars 1960); pp. 1010, 1014, 1019 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations, son amendement est adopté; pp. 1041, 1043, 1044 (31 mars 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 1030 (31 mars 1960).

Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion: fait des observations; pp. 1160, 1161 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la suppression des nombreuses servitudes militaires, la mise à la disposition de l'agriculture de terrains d'anciennes fortifications; pp. 1187, 1188 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations. — Discours: concernant l'achat d'œuvres d'art par l'Etat, l'encouragement préférentiel de l'art abstrait par la direction des beaux-arts, la note du directeur général des beaux-arts dans le catalogue des œuvres d'art acquises par l'Etat en 1957, le nombre d'œuvres d'art de Bruxellois, Wallons et Flamands parmi les acquisitions, le pamphlet de M. Van Campenhout « Abstract non figuratif », la commission consultative pour les achats d'œuvres d'art, la préférence accordée aux tendances abstraites, le choix unilatéral des monographies sur l'art belge, la révision de la politique de l'Etat en matière d'achat d'œuvres d'art, de décoration artistique des bâtiments publics et de participation d'artistes belges aux

Sledsens (suite).

expositions à l'étranger; pp. 1267 à 1270, 1272, 1273 (10 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours: se déclare adversaire de l'ajournement du projet; demande au ministre de répondre aux arguments invoqués dans la brochure émanant du « Vlaamse Architectenbeweging » et dit que son attitude dépendra de la réponse donnée; p. 1304 (12 mai 1960). — Discussion des articles. — Art. 3: intervient; p. 1468 (25 mai 1960). — Art. 19, 21: intervient; pp. 1580, 1582. — Art. 39: son amendement est retiré; p. 1592 (7 juin 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion: fait des observations; p. 1515 (1^{er} juin 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1608. — Discours: concernant le rapport de M. De Boodt, la politique agricole demandée par le P.S.C., les réformes structurelles nécessaires pour donner à l'agriculture et à l'horticulture leur place au sein de la C.E.E., le milliard pour les agriculteurs, la nécessité de protéger l'agriculture et l'horticulture, la création d'un fonds d'investissement agricole, la répartition adéquate des crédits, le programme agricole du P.S.C. et les 24 points du projet schématique de notre plus grande organisation agricole; l'Office de l'hydraulique agricole, les grands cours d'eau, les travaux d'assainissement et d'amélioration; l'horticulture, la protection des nouveautés végétales, le contrôle des prix minima et des prélèvements qui s'y rapportent, le contrôle des prix aux Pays-Bas, la culture des tomates, la prospection des marchés d'exportation de tomates, légumes, poires et pommes; pp. 1623 à 1625 (8 juin 1960); fait des observations; p. 1694 (14 juin 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche: donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; p. 1620 (8 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 1662 (9 juin 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale: fait des observations; p. 1876 (21 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'aide aux sociétés musicales, d'art dramatique et choral, les problèmes de l'enseignement musical, la situation des licenciés en histoire de l'art, l'équilibre linguistique aux musées d'art et d'histoire de Bruxelles; pp. 1929, 1930 (22 juin 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2062, 2063 (7 juillet 1960).

Présentation de candidats à la Cour de Cassation. — Scrutin: fait des observations; p. 2124 (13 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; p. 2177 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2279, 2280 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; pp. 2284 à 2286 (4 octobre 1960); p. 2310 (5 octobre 1960); pp. 2346 à 2349, 2354, 2355 (6 octobre 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale. — Discours: concernant la constitution d'une commission consultative, la note déposée en commission par M. Doutrepoint; fait des observations; pp. 2229, 2230, 2234, 2235 (20 juillet 1960).

Slegten, sénateur provincial de Limbourg.

Doc. — N° 433. — Rapport: Projet de loi modifiant et complétant la loi du 2 décembre 1938 permettant la création d'un Institut d'étude économique et sociale des Classes moyennes.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Rectification de vote: déclare que par erreur il a voté à la place de M. Heine et qu'il désire voter oui; p. 659 (1^{er} mars 1960).

Slegten (suite).

Projet de loi portant création d'un Fonds spécial pour les ouvriers diamantaires. — Vote: justifie son vote; p. 1163 (7 avril 1960).

Smet, A., sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 51. — Rapport: Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés.

N° 377: Proposition de loi modifiant les lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés + Erratum.

Ann. — Projet de loi modifiant l'arrêté-loi du 10 janvier 1945 concernant la sécurité sociale des ouvriers mineurs et assimilés. — Discussion générale. — Discours: souligne la gravité de la situation; pp. 161, 162 (15 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les accidents de la route, la pollution des eaux du Moervaart et de la Durme, l'insuffisance de l'examen médical des jeunes ouvriers travaillant en usine, l'enquête faite à ce sujet auprès de 500 jeunes ouvriers; pp. 447, 448; fait des observations; p. 453 (11 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; pp. 555, 568, 569 (23 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les problèmes des estropiés et mutilés, leur mise au travail, l'adaptation des indemnités, les allocations familiales, l'examen des dossiers à la commission supérieure des pensions, l'octroi de congés culturels aux jeunes travailleurs; pp. 594 à 596 (24 février 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 1029 (31 mars 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale. — Discours: concernant la distinction de compétence entre les chambres pour ouvriers et pour employés, la protection du personnel domestique, la nécessité d'un statut pour ce personnel; pp. 1137, 1138 (6 avril 1960). — Discussion des articles. — Art. 23: fait des observations; p. 1152 (7 avril 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations; p. 1269 (10 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les autoroutes Anvers-Gand-Lille et Bruxelles-Paris, la nouvelle jonction du Pays de Waes et d'Anvers, au-dessus ou au-dessous de l'Escaut, la communication Pays de Waes-canal Gand-Terneuzen par Termonde, Lokeren, Zelzate, la route Anvers-Maldegem, le détournement de Tamise, le viaduc de Beveren-Waes, le détournement de Lokeren, les travaux à la route de Lochristi-Mont-Saint-Amand; pp. 1731, 1732 (14 juin 1960); fait des observations; p. 1768 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée. — Discussion générale. — Discours: concernant les délais d'affiliation à la sécurité sociale prévus en matière d'assurance maladie-invalidité et de chômage; fait des observations; pp. 1910, 1911 (22 juin 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; pp. 2129 à 2131 (13 juillet 1960). — Discussion des articles. — Art. 1: fait des observations; p. 2145 (14 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; p. 2340 (6 octobre 1960).

Smets, D., sénateur coopté.

- Doc. — N° 363. — Amendement : Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.
- N° 464. — Amendements : Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti.
- Ann. — Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion du texte : intervient ; p. 203 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre I^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion : intervient au sujet du renvoi en commission ; pp. 211, 212 (16 décembre 1959).
- Motion d'ordre : déclare que, par erreur, les secrétaires de syndicats ont été omis des catégories contenues dans l'article 56bis ; p. 212 (16 décembre 1959).
- Ordre des travaux : intervient concernant la discussion par priorité du projet de loi de finances et la discussion de la communication du gouvernement sur les problèmes énergétiques ; p. 218 (16 décembre 1959).
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Ajournement. — Discours : concernant l'absence du Ministre des Finances et du rapporteur, les précédentes lois de finances ; p. 231 (17 décembre 1959). — Discussion générale. — Discours : concernant la concision du rapport, les précédents en matière de lois de finances, les raisons qui ont motivé le dépôt d'une loi de finances, les nouveaux engagements pour les dépenses extraordinaires, un emprunt en faveur de la Ligue des Familles nombreuses, l'article 11 relatif à l'émission d'emprunts, les certificats de trésorerie émis à l'étranger ; fait des observations ; pp. 251 à 254. — Discussion des articles. — Art. 2, 4 : intervient ; pp. 255, 256 (22 décembre 1959).
- Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : fait des observations ; p. 233 (22 décembre 1959).
- Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant l'absence de réduction des redevances en cas de détention simultanée d'un poste de T.V. et d'un poste de radio portatif ; p. 246 (22 décembre 1959).
- Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : fait des observations ; intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959). — Renvoi en commission : renonce à prendre la parole ; p. 260 (22 décembre 1959).
- Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; pp. 2091, 2093 (12 juillet 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations ; pp. 2257, 2258 ; dépose un ordre du jour ; p. 2260. — Discours : concernant l'état d'esprit dans les milieux ouvriers, les conséquences de la situation au Congo, la baisse des titres congolais, la politique d'austérité, le programme du gouvernement ; pp. 2171, 2172 ; intervient concernant la priorité à accorder à l'un des amendements à l'ordre du jour de confiance ; pp. 2279, 2280 (19 août 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 503 (17 février 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : estime que les pensions ne devraient pas être diminuées lorsque le chiffre de l'indice baisse ; concernant la répercussion d'une augmentation ou diminution simultanée de tous les traitements, salaires et allocations sociales, l'article 5 du projet, la non-consultation de la commission syndicale interdépartementale, la protestation des organisations syndicales ; pp. 1087, 1089, 1090. — Discussion des articles. — Art. 1, 2, 3 : intervient ; pp. 1092, 1094, 1095, 1097 (5 avril 1960).
- Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion. — Discours : propose de remplacer à l'article 34 les mots « verbeterde stenografische tekst » par les mots « opgestelde stenografische tekst » ; demande qu'il soit mentionné que le texte d'un discours n'a pas été revu par l'orateur ; fait des observations ; pp. 1160, 1161 (7 avril 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 4bis, 6 : intervient ; pp. 1529

Smets, D. (suite).

- à 1532, 1537 à 1539 (2 juin 1960). — Art. 4bis : intervient, son amendement tendant à l'insertion de cet article et repris dans celui de M. Flamme est rejeté ; pp. 1549 à 1553, 1566, 1567. — Art. 6, 7 : intervient ; pp. 1556, 1558. — Art. 8 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1559. — Art. 13 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 1570 à 1573. — Art. 16 : intervient ; p. 1575. — Vote : justifie son vote ; p. 1577 (7 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1682 (9 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : concernant la communication de dossiers ; fait des observations ; p. 2063. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; p. 2065 (7 juillet 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale. — Discours : concernant le sort des amendements qui seront proposés, la différence entre le statut de l'ouvrier et celui de l'employé, les dispositions du projet irritantes pour les travailleurs manuels, la différenciation qui est faite entre les travailleurs par la règle des six mois d'ancienneté ; la nécessité de l'alignement total des contrats de travail et d'emploi ; fait des observations ; pp. 2128, 2129, 2134 (13 juillet 1960) ; pp. 2141 à 2143. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, la première partie de son amendement est rejetée, la deuxième partie est retirée ; pp. 2145, 2146. — Art. 4 : intervient ; pp. 2146, 2147. — Art. 5 : intervient ; pp. 2147, 2148 ; Art. 6 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 2148. — Art. 7 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 2150, 2151. — Art. 8 : intervient ; p. 2151. — Art. 9 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 2152. — Art. 10 : intervient ; pp. 2152, 2153. — Art. 12 : intervient, son amendement est rejeté ; pp. 2153, 2154. — Art. 13 : fait des observations, retire son amendement ; p. 2154. — Art. 14 : intervient ; pp. 2155, 2156. — Art. 15 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 2156 à 2158. — Art. 20 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 2159. — Art. 21 : intervient ; pp. 2159, 2160. — Art. 22 : intervient, ses amendements sont rejetés ; pp. 2160, 2161. — Art. 23, 25, 26, 30 : intervient ; pp. 2161 à 2163. — Vote : justifie son vote ; p. 2163 (14 juillet 1960).
- Sobry, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende.**
- Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1036 (31 mars 1960).
- Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1610. — Discours : concernant la situation de l'agriculture depuis 1958, la politique ministérielle, les céréales fourragères, le froment, le système de compensation pour l'importation de produits d'origine animale, l'incidence de la politique visant les céréales fourragères sur la production animale, l'industrie laitière, le beurre, la consommation de lait et la campagne « M. », la sécheresse de 1959, les pommes de terre, le calcul de l'index du coût de la vie, le redressement de la situation conjoncturelle de l'agriculture ; l'avenir de notre agriculture dans le cadre du Marché commun, le marché compétitif, les clauses du Traité de Rome ; l'amélioration du cheptel, la lutte contre les épizooties, la tuberculose bovine, la fièvre aphteuse, la brucellose, l'assainissement des constructions rurales, les terres hydromorphes, le travail accompli par la commission régionale et par les fonctionnaires du service de l'hydraulique agricole, la nécessité d'un service de « soil planning » au sein du département ; l'enseignement agricole post-scolaire ; les mesures ministérielles prises pour résoudre le difficile problème de l'agriculture ; pp. 1611 à 1614 ; fait des observations ; pp. 1618 à 1620 (8 juin 1960) ; p. 1641 (9 juin 1960) ; pp. 1693, 1694 (14 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant certaines situations dans la région Dixmude-Furnes considérée comme zone de développement dans le cadre de l'économie régionale, l'amélioration de l'infrastructure et des routes dans cet arrondissement, la réfection des ponts à Wulpen et à Steenkerke, la normalisation de l'Yser, la Sint-

Sobry (suite).

Winoksbergenvaart au Veurne-Ambacht, la construction d'une vanne dans la Duinkerkevaart, le démergement des terrains marécageux des Buiten Moeren, l'état déplorable de nombreux chemins ruraux, le port de Nieuport, les travaux à la Handzamevaart, à Dixmude; le personnel de la régie des Ponts et Chaussées dans la région de Dixmude et la tâche de cette régie dans le domaine de l'infrastructure et de la résorption du chômage; pp. 1717 à 1719; (14 juin 1960); fait des observations; p. 1766 (15 juin 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale. — Discours: concernant l'absolue nécessité du Fonds, en vue des investissements requis dans l'agriculture, l'application du Fonds, le problème du logement dans les fermes; pp. 2230, 2231 (20 juillet 1960).

Struye, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles, Président du Sénat.

Ann. — Ouverture de la session. — Bureau définitif: Est réélu président du Sénat; prononce son allocution et déclare le Sénat constitué; dit qu'il en sera donné connaissance au Roi et à la Chambre des Représentants; pp. 5, 6 (10 novembre 1959).

Démission: Annonce la démission de M. le Sénateur Piot; p. 6 (10 novembre 1959).

Divers: Salue le retour de M. Troclet; rend hommage à M^{me} Ciselet, qui s'est vu confier une mission éminente par l'O.N.U.; p. 6 (10 novembre 1959). — Signale que M^{me} Gerbehaye-Vve Lehouck a été victime d'un accident; lui souhaite un prompt rétablissement; p. 344 (26 janvier 1960). — Rend hommage à M. Lilar, Vice-Président du Conseil de Cabinet, qui a présidé les travaux de la Conférence de la Table Ronde, ainsi qu'aux membres du Sénat qui ont participé à ces travaux et en particulier à M. Rolin, Président de la commission de la Justice du Sénat; pp. 547, 548 (23 février 1960). — Salue le retour de M. Wigny; p. 917 (17 mars 1960). — Salue le retour de M. De Bruyne qu'il est heureux de revoir à son banc après l'accident dont il a été victime; p. 1029 (31 mars 1960). — Rend hommage à M. Gilbert Mullie à l'occasion du 35^{me} anniversaire de son entrée au Sénat; pp. 1085, 1086 (5 avril 1960). — Salue le retour de M. Craeybeckx qu'il espère complètement rétabli; p. 1524 (2 juin 1960). — Donne la composition de la délégation chargée d'assister aux fêtes de l'indépendance du Congo; p. 1825 (16 juin 1960). — Rend hommage aux victimes des troubles qui ont éclaté au Congo et demande au Sénat d'observer un moment de recueillement; adresse les vœux du Sénat aux soldats partis pour l'Afrique et à ceux qui poursuivent au Congo leur mission devenue périlleuse; annonce que le greffier-adjoint et les membres du personnel du Sénat en mission au Congo, sont sains et saufs; p. 2074 (11 juillet 1960). — Renouvelle les félicitations du Sénat au greffier-adjoint et aux membres du personnel à leur retour du Congo; rend hommage aux victimes des événements du Congo, au personnel de la Sabena et aux soldats belges; p. 2166 (19 juillet 1960). — Forme le vœu que le bon droit et la loyauté de la Belgique soient pleinement reconnus par l'O.N.U. et qu'ensemble la Belgique et les éléments sains du Congo puissent reprendre une œuvre de progrès et de fraternité humaine au Congo; p. 2244 (20 juillet 1960). — Salue le retour de M. Coulonvaux, après une longue absence pour cause de maladie; p. 2250 (19 août 1960). — Souhaite la bienvenue à M. Detaevernier, qui reprend sa place au Sénat, après une longue maladie; p. 2283; félicite M. Doutrepoint, Questeur du Sénat, à l'occasion de son 75^e anniversaire; p. 2288 (4 octobre 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi. — Propose de discuter la déclaration le surlendemain; fait des observations; p. 11 (10 novembre 1959). — Discussion: fait des observations; p. 31 (12 novembre 1959).

Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans: estime que la proposition de M. V. Leemans ne doit pas empêcher que la communication du Ministre soit discutée présentement; intervient concernant la proposition de renvoi en commission; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959). — Renvoi en commission: donne connaissance d'une motion demandant l'examen de la communication du Ministre des Affaires économiques par la commission compétente; fait des observations; acte l'accord sur le renvoi en commission; pp. 258 à 260 (22 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale: fait des observations; p. 2075 (11 juillet 1960). — Discussion: fait des observations; pp. 2079, 2085, 2086. — Discours: concernant la receva-

Struye (suite).

bilité de la proposition du baron de Dorlodot; p. 2094 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2174, 2177 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion: fait des observations; pp. 2268, 2269; intervient concernant la priorité à accorder à l'un des amendements à l'ordre du jour de confiance; pp. 2278 à 2280 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; p. 2302 (5 octobre 1960); pp. 2323, 2324, 2326, 2333, 2340, 2341, 2343, 2354, 2356 (6 octobre 1960).

Motions d'ordre: De M. Pholien: dit qu'il faut d'abord discuter la déclaration sur le Ruanda-Urundi; p. 12 (10 novembre 1959). — De M. Vermeylen: lui répond que chacun savait qu'il y aurait des votes très fréquents sur les amendements au cours de l'après-midi; p. 106 (3 décembre 1959). — De M. D. Smets: intervient; p. 212 (16 décembre 1959). — De M. Moulin: fait des observations; p. 250 (22 décembre 1959). — De M. Van Bugghout: fait des observations; p. 285 (23 décembre 1959). — De M. Vermeylen: lui répond que le Compte Rendu porte cette mention en fin de texte; qu'il saisira le Bureau de la question; p. 502 (17 février 1960). — De M. Dekeyzer: intervient; rappelle la disposition de l'article 17 du Règlement et autorise la réunion de la commission; pp. 543, 547 (23 février 1960). — De M. Wiard: fait des observations; p. 880 (16 mars 1960). — Du baron de Dorlodot: fait des observations; déclare que le rapporteur a donné lecture de son texte et que la traduction simultanée a été faite; p. 928 (22 mars 1960). — De M. Orban: dit que les présidents des commissions réunies de la Justice et des Finances rechercheront s'il existe des précédents et verront s'il est possible de répondre à sa demande; p. 1343 (18 mai 1960). — De M. Rassart: fait des observations; p. 1452 (25 mai 1960). — Du baron de Dorlodot: rappelle la situation particulièrement difficile en fin de session; p. 1524 (2 juin 1960). — De M. Rolin: intervient concernant le caractère exceptionnel de la procédure; p. 1984 (23 juin 1960). — Du baron Nothomb: donne connaissance de la protestation qu'il a adressée, dès le 2 juin, au Ministre de la Justice, à la suite de la parution tardive des annales; p. 2018 (5 juillet 1960). — De M. Harmegnies: intervient; pp. 2117, 2118 (13 juillet 1960).

Ordre des travaux: Annonce que le Ministre des Finances et la commission des Finances demandent la discussion d'urgence du projet de loi permettant à l'Etat de garantir un emprunt à émettre aux Etats-Unis par le Congo Belge; p. 35 (19 novembre 1959). — Propose de clore le lendemain la discussion générale du projet relatif à la pension des travailleurs indépendants; p. 90 (2 décembre 1959). — Intervient concernant la discussion par priorité du projet de loi de finances et la discussion de la communication du gouvernement sur les problèmes énergétiques; p. 218 (16 décembre 1959). — Intervient; p. 355 (26 janvier 1960). — Déclare qu'il ne sera pas possible de commencer la discussion du projet de loi sur les Instituts de Radiodiffusion-Télévision, le Ministre des Affaires culturelles étant malade; propose d'entreprendre cette discussion le jeudi de la semaine suivante; fait des observations; pp. 403, 404 (3 février 1960). — Propose de remettre au lendemain le vote sur un amendement de M. Delbouille à l'article 5 du projet de loi relatif à la radio et la télévision et d'aborder la discussion du budget des Services du Premier Ministre; pp. 493, 494. — Propose de poursuivre cette discussion le mardi suivant; pp. 498, 499 (16 février 1960). — Propose de discuter le lendemain, par priorité, le projet de loi relatif aux colléges exécutifs au Congo; donne lecture des titres de projets de loi qui sont rapportés — dont le projet relatif aux fermages — et pourraient être discutés; pp. 706 à 709 (2 mars 1960). — Propose de porter à l'ordre du jour du mardi ou du mercredi qui suivent le projet de loi sur les conseils culturels; p. 1035 (31 mars 1960); intervient; pp. 1120, 1121 (6 avril 1960). — Estime que le projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire ne sera pas discuté cette semaine; propose de décider que le projet soit renvoyé pour avis à la commission de l'Intérieur, sans que cela porte préjudice au droit du Sénat d'entamer la discussion générale; pp. 1170, 1171, 1175, 1176 (3 mai 1960). — Intervient concernant l'ordre du jour et l'inscription des orateurs; pp. 1289, 1290 (11 mai 1960). — Annonce que l'interpellation de M. Harmegnies au Ministre de l'Intérieur devra être retardée à cause d'une indisposition de celui-ci; p. 1325 (17 mai 1960); propose de remettre à nouveau cette interpellation; pp. 1425, 1426 (19 mai 1960); annonce que le Premier Ministre répondra à cette interpellation, le 1 juin 1960; pp. 1489, 1505 (31 mai 1960). — Propose de reprendre la discussion du projet de loi sur l'urba-

Struye (suite).

- nisme ; p. 1540 (2 juin 1960). — Annonce que le Sénat aura à voter le lendemain un projet de loi octroyant des crédits provisoires et un projet de loi relatif au Congo ; déclare que le Sénat a fait preuve d'un maximum de diligence dans l'examen des budgets ; p. 1929 (22 juin 1960) ; fait des observations ; p. 1983 (23 juin 1960). — Intervient au sujet de la demande de renvoi à la commission de la Justice du projet de loi relatif aux prêts hypothécaires ; p. 2112 (13 juillet 1960). — Annonce qu'à la demande de plusieurs membres des divers groupes la discussion du projet de loi relatif à l'épuration civique sera remise *sine die* ; p. 2164 (14 juillet 1960).
- Décès. — Rend hommage à la mémoire de M. Albert Devèze, Ministre d'Etat ; p. 55 (1^{er} décembre 1959). — Annonce le décès de M. Pierre Forthomme, ancien sénateur ; p. 74 (2 décembre 1959). — Rend hommage à la mémoire de M. le Sénateur Marcel Decoene ; annonce le décès de MM. Diriken et Raemaekers, anciens sénateurs ; pp. 390, 391 (3 février 1960). — Rend hommage à la mémoire de M^{lle} Baers, ancien sénateur ; p. 311 (12 janvier 1960). — Rend hommage à la mémoire de M^{me} Janson-Vve Spaak, ancien sénateur ; p. 753 (8 mars 1960). — Rend hommage à la mémoire de M. Feryn, sénateur ; p. 1260 (10 mai 1960). — Rend hommage à la mémoire de M. Paul Delandsheere, ancien Directeur du Compte Rendu Analytique ; p. 1843 (21 juin 1960). — Rend hommage à la mémoire de M. Ronse, ancien sénateur ; p. 2015 (5 juillet 1960). — Annonce le décès du Chevalier Van Hoestenbergh, ancien sénateur ; p. 2144 (14 juillet 1960). — Rend hommage à la mémoire de MM. Maurice Couplet et Charles Derbaix, sénateurs ; pp. 2282, 2283 (4 octobre 1960). — Annonce le décès de M. Eugène Soudan, Ministre d'Etat ; p. 2283 (4 octobre 1960) ; lui rend hommage ; p. 2300 (5 octobre 1960). — Annonce le décès de M. Goffin ancien sénateur ; p. 2284 (4 octobre 1960).
- Relations extérieures. — Rend hommage à la mémoire de M. John Edwards, Président de l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe ; p. 55 (1^{er} décembre 1959). — Adresse la profonde sympathie et les condoléances attristées du Sénat au Président du Sénat français et à l'Ambassadeur de France à Bruxelles, à l'occasion de la catastrophe de Fréjus ; p. 99 (3 décembre 1959) ; donne connaissance des réponses reçues ; pp. 128, 129 (8 décembre 1959). — Annonce la transmission d'un appel du Soviet suprême de l'Union des Républiques soviétiques socialistes, ayant trait au désarmement et à la détente internationale, remis par l'Ambassadeur de l'Union soviétique à Bruxelles au ministre des Affaires étrangères ; p. 390 (3 février 1960). — Annonce qu'il a présenté les condoléances du Sénat à S.M. le Roi du Maroc à Rabat et à l'Ambassadeur du Maroc à Bruxelles, à l'occasion du tremblement de terre d'Agadir ; p. 682 (2 mars 1960). — Annonce que l'Ambassadeur de Pologne lui a remis le texte d'une résolution adoptée par la Diète de la République populaire de Pologne concernant la politique étrangère de l'Etat polonais ; p. 784 (8 mars 1960). — Annonce que le Ministre de Tchécoslovaquie lui a transmis une déclaration de l'Assemblée nationale de la République tchécoslovaque relative au message du Soviet suprême de l'U.R.S.S. concernant le désarmement et la détente internationale ; p. 1008 (29 mars 1960). — Donne lecture du télégramme qu'il a adressé à l'Ambassadeur d'Iran, à l'occasion du séisme qui a endeuillé son pays, ainsi que de la réponse qu'il a reçue ; p. 1167 (3 mai 1960). — Rend hommage à S.M.I. Mohammed Reza Pahlavi, Chah d'Iran, à l'occasion de sa visite en Belgique ; p. 1289 (11 mai 1960). — Annonce qu'il a adressé à M. le Chargé d'Affaires du Chili l'expression de la très profonde sympathie et les condoléances du Sénat, à l'occasion de la catastrophe qui a endeuillé ce pays ; p. 1448 (25 mai 1960). — Rend hommage à S.M. la Reine Juliana des Pays-Bas et à S.A.R. la Princesse Béatrix, en visite en Belgique et souhaite un prompt rétablissement au Prince Bernhard qui, pour raison de santé, n'a pu accompagner la Reine ; p. 1488 (31 mai 1960). — Déclare qu'il a rendu une visite officielle à M. Ileo, Président du Sénat du Congo, qui a remercié le Sénat de Belgique de l'aide apportée à la préparation des travaux parlementaires du Sénat du Congo ; souligne la nécessité du maintien de l'amitié entre le Congo et la Belgique ; pp. 2015, 2016 (5 juillet 1960). — Déclare que la commission des Affaires étrangères a été unanime à élever une protestation énergique contre l'attitude du gouvernement soviétique qui accuse la Belgique d'impérialisme et d'agression et que la commission se félicite de l'envoi par l'O.N.U. d'une force internationale en vue de restaurer l'ordre au Congo ; p. 2139 (14 juillet 1960).
- Interpellations : De M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; intervient concernant la continuation de l'interpellation ;

Struye (suite).

- estime qu'il n'est pas souhaitable que le Ministre de la Justice soit interpellé comme tel ; pp. 78, 80 (2 décembre 1959) ; fait des observations ; pp. 263, 266, 267, 269 (22 décembre 1959). — De M. Leysen au Ministre de la Santé publique et de la Famille. — Discussion : fait des observations ; p. 873 (15 mars 1960). — De M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : propose au Sénat de ne pas appliquer strictement l'article 33 du règlement ; p. 1264 ; fait des observations ; pp. 1271, 1272, 1276 (10 mai 1960). — De M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1386, 1387, 1400 (18 mai 1960) ; p. 1416 ; rappel au règlement de M. Vermeylen : déclare qu'il a annoncé en néerlandais que le vote aurait lieu par assis et levé ; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960). — De M. Rolin au Ministre de la Justice. — Discussion : fait des observations ; p. 1792 (16 juin 1960). — De M^{me} Beekman-Vve Vandervelde au Ministre de la Justice. — Discussion : fait des observations ; p. 1409 (19 mai 1960).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles : intervient ; p. 98. — Art. 55 : intervient concernant la poursuite du débat ; p. 125 (3 décembre 1959). — Art. 34 réservé : intervient ; pp. 130, 131. — Demande de renvoi en commission : intervient ; p. 139 (8 décembre 1959).
- Revision de tous les articles de la Constitution, mais uniquement en vue d'établir la version néerlandaise. — Discussion : fait des observations ; p. 193 (16 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion : fait des observations ; pp. 202, 203 à 206 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supra-nationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion : fait des observations ; p. 209 ; intervient concernant le renvoi en commission ; p. 212 (16 décembre 1959).
- Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant la poursuite de la publication du Compte rendu sommaire jusqu'à la mi-février ; demande si le Sénat désire un débat sur la proposition de la commission du règlement sur la question des services ; concernant la majoration de l'indemnité à partir du 1 juillet 1959 ; fait des observations ; déclare que la demande de M. Couplet doit être présentée sous forme d'amendement ; pp. 214 à 216. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).
- Roi et Famille royale : Rend hommage à la mémoire du Roi Léopold II, à l'occasion du cinquantième anniversaire de sa mort ; pp. 222, 223 (17 décembre 1959). — Donne lecture du télégramme adressé à LL.AA.RR. le Prince Albert et la Princesse Paola, à l'occasion de la naissance de leur fils, le Prince Philippe, ainsi que de leur réponse ; p. 1167 (3 mai 1960). — Prononce une allocution de bienvenue en l'honneur de S.A.R. le Prince de Liège qui assiste à la discussion du budget des Travaux publics ; p. 1660 (9 juin 1960). — Prononce une allocution à l'occasion des fiançailles de S.M. le Roi et Dona Fabiola et leur réitère les félicitations et vœux du Sénat ; donne connaissance du télégramme de félicitations reçu du Président de la Première Chambre des États-Généraux des Pays-Bas et de la réponse à ce message ; donne lecture du télégramme reçu en réponse aux félicitations qu'il avait adressées au nom du Sénat à S.M. le Roi à l'occasion de son anniversaire ; p. 2283 (4 octobre 1960).
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Ajournement ; fait des observations ; p. 231 (17 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 255 (22 décembre 1959).
- Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : déclare que le règlement est transgressé ; p. 233 (17 décembre 1959).
- Projet de loi portant ratification de trois arrêtés royaux pris en vertu de la loi du 30 juin 1931, relative à l'importation, à l'exportation et au transit des marchandises, modifiée par celle du 30 juillet 1934. — Discussion générale : fait des observations quant au respect des délais légaux prévus pour les arrêtés royaux ; p. 336 (13 janvier 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Ajournement : fait des observations ; p. 337 (13 janvier 1960). — Discussion générale : fait des observations ; pp. 949, 951 (22 mars 1960) ; pp. 980, 982 (23 mars 1960) ; pp. 992, 993, 996, 997 (24 mars 1960) ; pp. 1014, 1016, 1020,

Struye (suite).

1021. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1022 à 1025 (29 mars 1960) ; p. 1045 (31 mars 1960) ; pp. 1142, 1143 (7 avril 1960).
- Projet de loi rendant obligatoires, en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, le marquage et la normalisation de la capacité des bouteilles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 373 (27 janvier 1960).
- Projet de loi permettant au Roi de réglementer l'emploi des dénominations sous lesquelles des marchandises sont mises dans le commerce. — Discussion générale : fait des observations ; p. 373 (27 janvier 1960).
- Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 397, 399, 400. — Discours : concernant l'ajournement de la discussion des amendements et des articles auxquels ils ont trait ; p. 400 (3 février 1960).
- Commissions permanentes. — Déclare que les Ministres du Travail et de la Prévoyance sociale ont demandé qu'il y ait une commission pour chacun des départements ; fait des observations ; pp. 401, 403 (3 février 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations ; p. 466 (11 février 1960). — Discussion des articles. — Art. 5 : propose la remise au lendemain du vote sur l'amendement de M. Delbouille ; p. 493 (16 février 1960) ; fait des observations ; pp. 502, 503 (17 février 1960).
- Règlement : Déclare que le Bureau a estimé qu'il y a lieu d'en revenir à la formule antérieure de publication du Compte rendu analytique, d'y insérer une mention soulignant qu'il s'agit d'un résumé des débats et de prendre toutes mesures utiles pour accélérer la publication des annales ; p. 465 (11 février 1960). — Répond à M. Vermeylen que le Compte rendu analytique porte en fin de texte la mention qu'il n'est qu'un sommaire n'engageant pas la responsabilité des orateurs ; qu'il saisira le Bureau de la question ; p. 502 (17 février 1960). — Proposition de modification des articles 17, 32 et 34 du règlement. — Discussion : fait des observations ; suggère de remplacer les mots « corrigé » et « verbeterd » par les mots « révisé » et « herzien » ; répond à MM. R. Desmedt et Roland ; rend hommage au service des annales ; pp. 1160, 1161 (7 avril 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 497 (16 février 1960).
- Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale et ajournement : fait des observations ; propose le renvoi de la discussion au mardi suivant ; p. 515 (17 février 1960) ; fait des observations ; p. 544. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 546 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement : fait des observations ; déclare qu'il y a deux propositions : l'une tendant au renvoi à quinzaine de la discussion, l'autre tendant au renvoi du budget à la commission ; déclare qu'il sera voté sur cette deuxième proposition ; pp. 525, 527 (17 février 1960). — Discussion générale : fait des observations ; p. 534 (18 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 602 (24 février 1960) ; pp. 626, 634 à 639. — Discussion des articles du tableau. — Art. 28 : fait des observations ; p. 644 (25 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 647 (25 février 1960) ; pp. 664, 666 (1^{er} mars 1960).
- Commissions spéciales. — Propose de constituer une commission spéciale composée des commissions réunies du Congo et de la Justice, pour examiner le projet déjà déposé à la Chambre par le Ministre du Congo sur les collèges exécutifs permanents au Congo et le ou les projets qui seront déposés prochainement ensuite des travaux de la Conférence de la Table Ronde ; p. 651 (1^{er} mars 1960).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 691, 692. — Discussion des articles : fait des observations ; p. 692 (2 mars 1960) ; pp. 737, 738 (3 mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Budget de la

Struye (suite).

- Dette publique pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 720 (2 mars 1960) ; pp. 723, 724 (3 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux Collèges exécutifs permanents au Congo. — Déclaration. — Se réjouit de l'unanimité qui s'est manifestée à propos de ce projet et rend hommage à l'opposition qui s'y est associée ; p. 733 (3 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 782, 783 (8 mars 1960). — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1436, 1442 (19 mai 1960). — Vote sur l'article réservé du tableau. — Art. 25 : fait des observations ; p. 1470 (25 mai 1960).
- Projet de loi contenant les budgets ordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi contenant le budget des recettes et des dépenses extraordinaires du Congo Belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1959. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Congo Belge des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1940 à 1949 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1939 à 1946. — Projet de loi arrêtant le compte général du Congo Belge de l'année 1950 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1949. — Projet de loi arrêtant les comptes généraux du Ruanda-Urundi des années 1950 et 1951 et contenant le règlement définitif des budgets des exercices 1947 à 1950. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 857 (15 mars 1960).
- Projet de loi portant approbation de la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à régler certaines autres questions en matière d'impôts sur les successions et de droits d'enregistrement signée à Bruxelles le 20 janvier 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 922 (17 mars 1960).
- Projet de loi portant approbation de l'accord international sur le sucre fait à Londres, le 1^{er} décembre 1958. — Discussion générale : fait des observations ; p. 923 (17 mars 1960).
- Projet de loi relatif aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale : fait des observations ; déclare que le rapporteur a donné lecture de son texte et que la traduction simultanée a été faite ; p. 928 (22 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1094 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg sur la sécurité sociale des employés coloniaux, signé à Bruxelles le 10 juin 1958. — Discussion de l'article unique : appelle l'attention sur une rectification matérielle dans le texte néerlandais ; p. 1104 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1108 à 1110 (6 avril 1960).
- Projet de loi relatif au droit de réponse. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1112 (6 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1116. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1119 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1123. — Discussion des articles. — Art. 1, 2 : fait des observations ; pp. 1125 à 1127 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 23, 33 : fait des observations ; pp. 1149 à 1152, 1156 (7 avril 1960).
- Projet de loi autorisant le Ministre des Finances à attacher la garantie de l'Etat à un emprunt à émettre par la Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1143 (7 avril 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1188, 1209 à 1213. — Discussion des articles du tableau : fait des observations ; pp. 1214, 1215 (4 mai 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1254, 1257 (5 mai 1960).

Struye (suite).

- Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Déclaration : Se réjouit du vote unanime du Sénat sur les projets de loi concernant le Congo, forme des vœux ardents pour l'heureux avenir de l'Etat congolais, dit que la Belgique lui donnera son aide et espère en une coopération amicale et fraternelle, rappelle le dévouement des services du Sénat pour la formation de jeunes stagiaires congolais ; rend hommage aux Belges qui ont été les pionniers courageux et tenaces de la civilisation au Congo, est convaincu que le nouvel Etat ne perdra pas le souvenir de ce passé, pense à nos compatriotes qui continuent à œuvrer en Afrique et souhaite que la coopération entre blancs et noirs puisse s'amplifier afin de réaliser encore ensemble de grandes choses, dit que le Sénat applaudit avec ferveur au destin nouveau qui s'ouvre à l'Etat indépendant du Congo et évoque avec reconnaissance le souvenir de ceux qui en furent les infatigables et probes artisans ; p. 1393 (18 mai 1960).
- Incidents. — Rappel au règlement de M. Vermeylen au sujet du vote sur l'ordre du jour de confiance ensuite de l'interpellation de M. Vreven au Premier Ministre : déclare qu'il a annoncé en néerlandais que le vote aurait lieu par assis et levé ; pp. 1423, 1424 (19 mai 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale et proposition de renvoi en commission : intervient ; insiste pour ne pas prolonger le débat sur la question du renvoi en commission ; rappelle le travail parlementaire ; parle de la clôture de la discussion générale ; pp. 1303, 1304 ; intervient au sujet de la question posée par M. Donse à M. De Baeck ; pp. 1313, 1314 (12 mai 1960) ; fait des observations (sur la motion d'ordre de M. Rassart) ; pp. 1452, 1453, 1455, 1458. — Discussion des articles. — Art. 3, 10, 17 : intervient ; pp. 1466 à 1472, 1478, 1483 (25 mai 1960). — Art. 19, 55 : intervient ; pp. 1580, 1599 (7 juin 1960) ; fait des observations ; pp. 1814, 1815 (16 juin 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Nouvel intitulé : fait des observations ; la question sera reprise à la fin de la discussion des articles ; pp. 1501, 1502. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1504 (31 mai 1960). — Art. 2, 3, 4bis : proposition d'ajournement de M. P. De Smet. — Art. 6 : fait des observations ; pp. 1527, 1528, 1531, 1535, 1540 (2 juin 1960). — Art. 4bis, 6, 9, 13 : fait des observations ; pp. 1549 à 1552, 1556, 1560, 1568 à 1572 (7 juin 1960).
- Projet de loi tendant à assurer le libre exercice des pouvoirs souverains au Congo : fait des observations au sujet de la rectification d'une erreur de traduction à l'article 14, le texte français « la tutelle sur les actes » étant inexact ; demande l'avis du Président de la Chambre ; p. 1564 (7 juin 1960).
- Validation des pouvoirs de M. Vandebussche : propose de demander l'avis de la commission de révision de la Constitution à propos de l'applicabilité de l'article 56ter de la Constitution ; pp. 1620 à 1623, 1625 (8 juin 1960).
- Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1682 à 1684 (9 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion des articles. — Art. 1, 2 : fait des observations, pp. 1737 à 1739 (15 juin 1960).
- Projet de loi instaurant le repos obligatoire dans les entreprises de distribution. — Rejet. — Discours : dit que ce projet a été remplacé par celui instaurant le repos hebdomadaire dans l'artisanat et le commerce qui a été adopté ; il n'a donc plus de raison d'être ; p. 1795 (16 juin 1960).
- Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1802 (16 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1761 (15 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 ; apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; pp. 1830 à 1832 (16 juin 1960).
- Projet de loi modifiant en ce qui concerne les équivalences de scolarité, les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949. — Discussion générale : fait des observa-

Struye (suite).

- tions ; pp. 1845 à 1847. — Discussion de l'article unique : fait des observations ; pp. 1847, 1848 (21 juin 1960).
- Projet de loi : 1° accordant des garanties au personnel laïc de l'enseignement agréé qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, serait placé dans l'impossibilité de poursuivre sa carrière en Afrique jusqu'à son terme normal ; modifiant la loi du 21 mars 1960, relative à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la force publique et de la magistrature dans les services publics métropolitains, en ce qui concerne le délai d'intégration du personnel des écoles officielles. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1850 (21 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 1er mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1916 (22 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1934, 1935 (22 juin 1960) ; pp. 1963, 2007 (23 juin 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1972, 1973 (23 juin 1960).
- Projet de loi portant approbation de la convention entre le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas, concernant le transfert du contrôle des personnes vers les frontières extérieures du territoire du Benelux, signée à Bruxelles le 11 avril 1960. — Motion d'ordre de M. Rolin : intervient, concernant le caractère exceptionnel de la procédure ; p. 1984 (23 juin 1960).
- Projet de loi portant approbation de Protocoles à des Conventions conclues entre les pays de Benelux, et confirmation de l'arrêté royal du 17 décembre 1958 concernant les douanes et les accises. — Vote : dit que la faute d'impression remarquée par M. Adam est rectifiée d'office ; p. 1998 (23 juin 1960).
- Projet de loi modifiant la loi communale en vue de permettre la division du territoire des communes en districts pour la tenue des actes de l'état civil. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2018 (5 juillet 1960).
- Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion des articles. — Art. 3, 10 : fait des observations ; pp. 2039, 2041 (5 juillet 1960).
- Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 2065 (7 juillet 1960).
- Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Vote : déclare qu'étant donné les circonstances le Bureau est unanime à proposer que le vote ait lieu en fin de séance ; p. 2074 (11 juillet 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion des articles. — Art. 1, 6, 12, 20, 22, 25 : fait des observations ; pp. 2145, 2148, 2154, 2159 à 2161 (14 juillet 1960).
- Dépôt de motion. — Déclare que le baron de Dorlodot a déposé une proposition tendant à la modification immédiate de l'article 47, alinéa 1er, de la Constitution afin que les Belges revenus du Congo puissent participer aux élections ; que cette proposition n'est pas recevable ; p. 2183 (19 juillet 1960).
- Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires, sentences arbitrales et actes authentiques en matière civile et commerciale, signée à Vienne, le 16 juin 1959. — Discussion générale : rend hommage au rapporteur, M. Moreau de Melen ; p. 2204 (20 juillet 1960).
- Catastrophes et accidents. — Rend hommage aux soldats, victimes d'un accident d'avion au Congo ; p. 2207 (20 juillet 1960).
- Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Proposition d'ajournement : fait des observations ; p. 2207. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2212. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 2219 (20 juillet 1960).
- Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2234 (20 juillet 1960).

Struye (suite).

Ajournement. — Demande que les membres du Sénat veuillent prendre des dispositions afin de pouvoir répondre à une éventuelle convocation du Parlement; constate que le gouvernement reste respectueux des prérogatives parlementaires; p. 2244 (20 juillet 1960).

Stubbe, sénateur de l'arrondissement de Courtrai-Ypres.

Doc. — N° 133. — Rapport: Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960.

N° 276. — Rapport: Proposition de loi modifiant la loi du 10 mars 1925 organique de l'assistance publique.

N° 370. — Rapport: Projet de loi portant modification de la loi du 23 juillet 1926 créant la Société nationale des chemins de fer belges.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15: fait des observations; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).

Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 215 (16 décembre 1959).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion des articles. — Art. 2: fait des observations; p. 255 (22 décembre 1959).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5: fait des observations; p. 494 (16 février 1960).

Ordre des travaux: fait des observations; p. 494 (16 février 1960).

Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement: fait des observations; p. 525 (17 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le plan d'assainissement de la S.N.C.B., l'adaptation des abonnements d'employés au tarif des abonnements d'ouvriers, le licenciement de personnel de la S.N.C.B., le remplacement de wagons en bois, le fonctionnement des postes, le tourisme, les problèmes des exploitants d'autocars; pp. 661, 662; fait des observations; p. 663 (1^{er} mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; p. 977 (23 mars 1960); p. 996 (24 mars 1960); p. 1019 (29 mars 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 1029 (31 mars 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 2001 (23 juin 1960).

Communication du gouvernement. — Discussion: fait des observations; p. 2277 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; p. 2285 (4 octobre 1960); p. 2305 (5 octobre 1960).

T**Troclet, sénateur de l'arrondissement de Liège.**

Doc. — N° 17: Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 10 juin 1937 relative à l'octroi d'allocations aux estropiés, mutilés, aux infirmes dit congénitaux et personnes assimilées.

N° 41: Proposition de loi prévoyant la péréquation en fonction des fluctuations de l'indice des prix de détail, des allocations et rentes dues en vertu de la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail et modifiant les règles de l'adaptation aux fluctuations de l'indice des prix de détail des allocations supplémentaires accordées à certaines victimes d'accidents du travail, ainsi que les conditions d'état de besoin auxquelles ces dernières doivent éventuellement satisfaire.

N° 54: Proposition de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

Troclet (suite).

N° 66. — Amendements: Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés.

N° 154. — Amendements: Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960.

N° 206: Proposition de loi portant modification à l'article 11 de la loi du 2 mai 1956 sur le chèque postal et à l'article 16 de la loi du 26 décembre 1956 sur le Service des Postes.

N° 208: Proposition de loi tendant à libérer le commerce de la concurrence déloyale que constituent les systèmes de vente dit « à la boule de neige ».

N° 209: Proposition de loi tendant à promouvoir la santé publique en exonérant de droits et taxes les produits destinés à la pharmacie.

N° 210: Proposition de loi codifiant la réglementation du travail.

N° 232. — Amendements: Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

N° 255. — Amendements: Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

N° 263. — Amendements: Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail.

N° 266. — Amendements: Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes.

N° 308. — Amendements: Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises.

N° 495. — Amendements: Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales.

N° 501. — Rapport: Projet de loi modifiant la loi du 10 juin 1937 portant modification de l'arrêté du 31 mai 1933, modifiant et complétant la loi du 1^{er} décembre 1928 qui portait création d'un Office et d'un Fonds spécial en faveur des estropiés et mutilés.

Ann. — Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion: fait des observations; p. 79 (2 décembre 1959).

Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale: fait des observations; pp. 84, 87 (2 décembre 1959). — Discours: concernant la gestion des ministres libéraux en matière de pension des indépendants de 1954 à 1958, les régimes de pension de vieillesse dans les pays nordiques, la proportionnalité de la pension aux revenus de la période active, l'attitude du P.S.C. à propos de la capitalisation et de la répartition, l'âge de la pension, la suppression par le gouvernement Van Acker de l'appel aux pensions alimentaires dues par les descendants en cas d'enquête sur les ressources, l'intervention de l'Etat, l'indemnisation du secteur des indépendants pour les assurés libres qui ne seraient pas d'anciens indépendants, la charge du passé dans le régime de pension des indépendants; pp. 95 à 97; fait des observations; p. 98. — Discussion des articles. — Art. 15, 21, 29: fait des observations; pp. 103 à 107, 111 à 114 (3 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale. — Discours: concernant la loi de pension de 1957, les mesures contenues dans la proposition socialiste qui vient d'être déposée au Sénat, la limitation du plafond des rémunérations à 8.000 francs, le cadeau fait au patronat, les objections à l'égard des assurances-groupes, la note de la F.A.B.I., l'avis de la Chambre de Commerce de Bruxelles, les avis qui furent émis au Parlement au sujet du relèvement du plafond fixé dans la législation sur le contrat d'emploi; le désaxement du plan de financement prévu dans la loi de 1957, la réintroduction d'une assurance de rente de vieillesse, l'affaiblissement de la Caisse nationale de pensions pour employés, les dangers du régime de capitalisation individuelle, la dépréciation monétaire, les conséquences de l'accroissement de la longévité, la rente de survie prévue dans le projet; pp. 274 à 278; fait des observations; pp. 278 à 282. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient; p. 282. — Art. 2: intervient, son premier amendement est rejeté, le deuxième est retiré; pp. 283, 284. — Art. 4: intervient, son amendement est rejeté; pp. 284, 285; son amendement tendant à l'insertion d'un article 4bis est rejeté; pp. 285, 286. — Art. 5: fait des observations; p. 288. — Art. 7: intervient, son amendement est rejeté; pp. 289 à 291. — Art. 19, 20: intervient, ses amendements sont rejetés; pp. 294, 295 (23 décembre 1959).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant les discours prononcés, le salaire hebdomadaire garanti, le projet de loi déposé

Trochet (suite).

- en 1949 sur la matière, l'ordre du jour du congrès de l'Office belge de la productivité, les revendications sociales, le projet de réforme de l'assurance maladie de M. Servais, les accidents du travail et le discours de M. Dekeyzer, le recrutement, le traitement et la responsabilité des ingénieurs de l'inspection du travail, l'application de la réglementation sur la sécurité du travail, l'affaire du cinéma « Rio », celles du Many et de Marcinelle, la situation dans certaines usines, la possibilité de remplacer les ingénieurs universitaires par des ingénieurs-techniciens pour certains contrôles de l'inspection du travail; la suppression de la distinction faite entre travailleurs manuels et intellectuels, le but de la commission technique générale créée en 1945-1946 par M. De Smaele, à l'époque Ministre des Affaires économiques, et l'orateur, alors Ministre du Travail; l'aspect social et humain du Marché commun, le sort des travailleurs au cours des opérations d'acheminement vers le Marché commun; pp. 321 à 323; fait des observations; p. 325 (12 janvier 1960); pp. 329, 331 (13 janvier 1960).
- Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 375 (27 janv. 1960).
- Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 397 (3 février 1960).
- Commissions permanentes: fait des observations; pp. 401 à 403 (3 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant l'octroi d'un subside aux fonctionnaires affiliés libres à une mutualité d'assurance maladie-invalidité, l'institution d'un service de santé pour les fonctionnaires; fait des observations; pp. 556, 557 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 597 (24 février 1960). — Discours: concernant l'assurance maladie-invalidité, la notion de solidarité dans cette assurance, l'opposition au projet de réforme de l'A.M.I., les avis des mutualités chrétiennes, les problèmes financiers, les modifications en ce qui concerne le contrôle des incapacités, la réduction de l'action du C.S.I.M., la rééducation professionnelle des handicapés, l'attitude du Ministre lors de grèves du personnel placé sous son autorité, certaines nominations faites par le Ministre, la scission du département du Travail et de la Prévoyance sociale; pp. 625 à 629; fait des observations; pp. 632, 634 (25 février 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 28: ses amendements sont rejetés; pp. 658, 659 (1^{er} mars 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant les problèmes des handicapés qui voyagent en chemin de fer, les marchepieds, les escalators et ascenseurs dans les gares; pp. 676, 677 (1^{er} mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes: fait des observations; p. 726 (3 mars 1960).
- Question orale de M. Moulin au Ministre de la Prévoyance Sociale: fait des observations; p. 773 (8 mars 1960).
- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes: fait des observations; p. 835 (10 mars 1960).
- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrest pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines. — Discussion générale. — Discours: demande que le projet ne soit pas applicable à la récupération des allocations sociales; p. 1009 (29 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale: fait des observations; pp. 993 à 995 (24 mars 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale: fait des observations; p. 1031 (31 mars 1960).
- Ordre des travaux: fait des observations; p. 1035 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère urgent du problème, l'utilité d'uniformiser le régime de péréquation des allocations, la réunion dans un

Trochet (suite).

- même projet de dispositions relatives aux traitements des agents des services publics et aux allocations sociales du secteur privé, la compétence du pouvoir exécutif en matière de situation pécuniaire des agents des services publics, l'absence de consultation du comité interdépartemental de consultation syndicale, l'élargissement du fossé entre les petits traitements et les traitements supérieurs par les augmentations dues à la hausse de l'index, le problème social que pose la baisse de l'index, le retard à la hausse notamment en matière de pensions de vieillesse pour ouvriers et employés, la portée des amendements déposés; pp. 1065 à 1068; fait des observations; pp. 1086 à 1090. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement et son amendement subsidiaire sont rejetés; pp. 1090 à 1094. — Art. 2: intervient, ses amendements sont rejetés; pp. 1095, 1096. — Art. 3: intervient, son amendement est rejeté; p. 1097 (5 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale: fait des observations. — Discours: concernant l'urgence du projet, son caractère intérimaire; rend hommage à M. Major, au Ministre du Travail et à M. Custers, rapporteur; concernant la création de conseils de prud'hommes dans le Limbourg et le Luxembourg, l'extension de la compétence des conseils aux travailleurs agricoles, aux gens de maison et aux infirmières, la possibilité pour le Ministre de multiplier les Chambres d'un conseil de prud'hommes là où la nécessité s'en fait sentir, l'adaptation *ratione summae* de la compétence des conseils, la notion de la sentence définitive, les mesures destinées à activer la procédure, la limitation des remises, l'équipement des conseils, le prononcé de la sentence, le recours à la procédure par voie postale, la suppression du préliminaire de conciliation en première instance; pp. 1134 à 1138 (6 avril 1960). — Discussion des articles. Art. 23: intervient; pp. 1150 à 1152. Son amendement tendant à l'insertion d'un article 27bis est rejeté; p. 1153. — Art. 32: retire son amendement; p. 1154. — Art. 33: fait des observations; pp. 1155, 1156 (7 avril 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 1: son amendement subsidiaire est rejeté; p. 1525. — Art. 3: ses amendements sont rejetés; p. 1533; étant donné ce rejet ses amendements aux articles 4 à 14 tombent; p. 1533 (2 juin 1960). — Art. 6: ses amendements subsidiaires sont rejetés; pp. 1555, 1556. — Art. 7: son amendement est rejeté; p. 1558. — Art. 9: ses amendements tombent; p. 1560; son amendement tendant à l'insertion d'un article 9bis est rejeté; p. 1560. — Art. 13: son amendement est retiré; p. 1569; son amendement tendant à l'insertion d'un article 19bis est rejeté; p. 1575 (7 juin 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale: fait des observations; p. 2128. — Discours: concernant la modération du Ministre du Travail, le projet déposé en 1949 par lui-même en qualité de Ministre du Travail, l'échec de ce projet par suite de la division du P.S.C. à son sujet et de l'opposition du parti libéral, l'établissement de discriminations entre les travailleurs, les éléments imprécis du projet; pp. 2132 à 2135 (13 juillet 1960); fait des observations; pp. 2140 à 2143. — Discussion des articles. — Art. 5: intervient, son amendement est rejeté; p. 2148. — Art. 7, 9, 12, 13, 15, 17, 20: fait des observations; pp. 2150, 2152, 2154 à 2159 (14 juillet 1960).
- Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Motion d'ordre: demande, au nom du groupe socialiste, que la discussion du projet soit reportée *sine die*; fait des observations; p. 2207. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère politique du projet, les dispositions du projet initial relatives aux caisses primaires, la suppression de la coordination réalisée par l'O.N.A.F., la connexion entre les deux régimes, la nécessité d'une coordination entre les deux régimes, la condamnation des deux caisses auxiliaires, les missions accomplies par l'O.N.A.F., le dépistage des employeurs assujettis au régime des indépendants, le contrôle des frais d'administration, les dépenses supplémentaires en personnel qui résulteront du projet, le problème du personnel de l'Office dissous; fait des observations; pp. 2212 à 2216. — Discussion des articles. — Art. 1: intervient, son amendement et son amendement subsidiaire sont rejetés; pp. 2218, 2219. — Art. 2: intervient, son amendement principal est rejeté, son amendement subsidiaire tombe; pp. 2219. — Art. 3, 4, 5, 6: intervient, retire ses amendements; p. 2220. — Art. 7: intervient, son amendement principal est rejeté, ses deux premiers amendements subsidiaires sont retirés, le troisième est rejeté; pp. 2221, 2222. — Art. 8: intervient, retire ses amendements; pp. 2222, 2223. — Art. 9: intervient, son amendement principal est rejeté, ses amendements subsidiaires sont retirés; p. 2223.

Troclét (suite).

— Art. 10: intervient, retire ses amendements; p. 2223. — Art. 11: intervient, son amendement principal est rejeté, ses amendements subsidiaires sont retirés; p. 2224. — Art. 15: intervient, retire sa demande de suppression de l'article; p. 2225 (20 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale: fait des observations; p. 2292 (4 octobre 1960); pp. 2303, 2311 (5 octobre 1960); p. 2326. — Discours: concernant le programme d'austérité, l'absence de programme positif sur le plan social, les services communaux d'aide familiale, la politique familiale, les accords paritaires de mai 1960, la lutte contre le chômage, l'assurance maladie, l'activité du groupe de travail, la création d'un groupe d'inspecteurs médicaux indépendants, les pensions de vieillesse, le rapprochement des statuts du travailleur manuel et du travailleur intellectuel; pp. 2331 à 2333 (6 octobre 1960).

U**Uselding, sénateur provincial de Luxembourg.**

Doc. — N° 81. — Rapport: Projet de loi fixant des dispositions transitoires relatives au financement du régime d'assurance contre les maladies professionnelles.

Ann. — Projet de loi fixant des dispositions transitoires relatives au financement du régime d'assurance contre les maladies professionnelles. — Demande de la discussion d'urgence; donne lecture de son rapport; p. 263 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: demande l'octroi d'allocations majorées aux orphelins des frontaliers; p. 604 (24 février 1960).

Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant la vicinisation des lignes de chemin de fer non rentables du Luxembourg, le remplacement de lignes ferrées de la S.N.C.V. par des services d'autobus, l'organisation actuelle du service des colis, dans la province de Luxembourg, l'unification des tarifs téléphoniques; pp. 672, 673 (1^{er} mars 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 33: intervient; pp. 1155, 1156 (6 avril 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 37: intervient; p. 1591 (7 juin 1960).

V**Vanaudenhove, sénateur provincial de Brabant, Ministre des Travaux Publics et de la Reconstruction.**

Ann. — Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours: concernant l'utilisation harmonieuse et efficace du sol au point de vue économique, social, esthétique et d'hygiène publique, l'évolution de l'idée de l'urbanisme se limitant à l'origine à l'esthétique des villes, l'enlaidissement des villes, l'élargissement de la notion de l'urbanisme par l'arrêté-loi de 1915, l'expression « aménagement du territoire », la loi du 8 avril 1919 applicable aux communes adoptées abrogée par l'arrêté du 12 septembre 1940, l'origine de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946; les travaux préparatoires à l'élaboration du présent projet, les travaux de la commission mixte créée en 1957 et chargée d'étudier le problème de l'aménagement du territoire, l'avis du Conseil d'Etat, les circonstances qui ont retardé le dépôt du projet, les consultations de différentes organisations intéressées dans l'aménagement du territoire qui ont abouti à des modifications au premier projet, le dépôt du projet modifié en avril 1959, les nouveaux avis du Conseil d'Etat, les discussions en commissions réunies de la Justice et des Travaux publics; rend hommage à MM. Rolin et Van den Storme, présidents des commissions, à MM. De Baeck et Hambye, rapporteurs, ainsi qu'à toute personne ayant collaboré à cette œuvre collective qu'est le projet; explique son titre; justifie sa nécessité; expose le système de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946 et la comparaison avec les nouveaux principes: champ d'application de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme; plans d'aménagement communaux, régionaux, nationaux, sous-régionaux et généraux, plans particuliers pour zones industrielles et pour le relotissement de terrains à bâtir; expropriations; restrictions générales à l'exercice du droit de propriété, indemnisation des dommages, per-

Vanaudenhove (suite).

mis de construire; permis de lotir; règlements de bâtisse; sanctions; donne les avantages prévus pour chaque catégorie de citoyens dès l'application de la loi organique: propriétaires — protection de leurs intérêts, introduction de la rétroactivité de la loi, publicité plus étendue des plans d'aménagement, candidats-bâisseurs, recours contre un refus de construire et de lotir; autorisation donnée par la commune; initiative privée — création de commissions composées de personnes représentant les principaux intérêts privés pour collaborer à l'élaboration des plans et veiller à l'intérêt général; l'application de la nouvelle loi par les administrations communales, la collaboration des communes avec la commission d'agglomération ou régionale pour l'élaboration des plans d'aménagement; l'autonomie communale; la participation de l'administration provinciale; l'administration de l'urbanisme et sa nouvelle mission « public relations », l'introduction de plans d'aménagement et les délais prescrits pour la commune et pour l'administration elle-même; l'engagement des crédits inscrits pour l'élaboration de plans régionaux et d'aménagement; pp. 1280 à 1289; fait des observations; p. 1297 (11 mai 1960); demande au Sénat de ne pas accepter la proposition de renvoi en commission formulée par le comte d'Aspremont Lynden; évoque tout le travail parlementaire et extra-parlementaire préalable, l'absence d'arguments valables pour justifier le renvoi et rappelle la situation existante; la consultation des architectes, les prérogatives du parlement et l'étude approfondie du projet; fait des observations; pp. 1303, 1304, 1309, 1313 à 1315 (12 mai 1960); pp. 1452, 1453, 1456. — Discours: concernant les exposés constructifs des orateurs, les suggestions formulées, les critiques émises par le comte d'Aspremont Lynden, le baron de Dorlodot et M. Baert; les trois solutions possibles depuis l'existence de la réglementation de 1946: abrogation pure et simple de l'arrêté-loi du 2 décembre 1946, maintien de la loi, abrogation de la législation existante et proposition d'une loi organique; les services rendus par l'arrêté-loi de 1946; l'urbanisme en Belgique et dans les pays environnants, l'urbanisme en Allemagne, l'historique et la préparation minutieuse du projet, l'amélioration de la situation actuelle, les propositions faites par certaines organisations dès le dépôt du projet, les principes de base du projet qui ne sont plus discutables, les amendements, les questions de détail, certaines imperfections, l'application des dispositions concernant l'urbanisme et l'allusion à la construction de casernes, les permis de bâtir et la possibilité de recours en cas de refus, l'argument d'inconstitutionnalité invoqué par le baron de Dorlodot, le discours de M. Hambye et ses remarques quant à l'application de la loi et la nécessité de ressources financières, les crédits, la création d'un fonds d'urbanisme, les expropriations et servitudes urbanistiques, les amendements de M. Block, l'équilibre entre les intérêts de la commune et ceux des propriétaires, le plan particulier ou général pour Bruxelles, la composition de comités consultatifs régionaux, la représentation des communes dans les commissions d'agglomération, les plans d'aménagement à divers niveaux, les commissions régionales; pp. 1456 à 1459; concernant l'application de la loi et son incidence sur les finances communales, la discussion en commission de l'intérieur; l'argument de l'autonomie communale invoqué par M. Baert, le mode de recrutement d'un urbaniste, le permis de bâtir et la procédure à suivre en cas d'existence ou non d'un plan d'aménagement, les responsabilités des communes et les abus possibles, la soumission des plans à l'avis des députations permanentes, le remplacement des commissions consultatives par des commissions d'esthètes, l'avis de l'Union des villes et communes, les suggestions faites par M. Van den Storme au sujet des coordinations nécessaires à des niveaux différents, les crédits prévus pour les plans régionaux, la sauvegarde des beautés naturelles comme les dunes, l'atmosphère de la discussion générale; pp. 1461 à 1463; répond à M. De Man au sujet de la situation urbanistique en Flandre Occidentale et traite de la compétence des directeurs provinciaux; pp. 1463, 1464. — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 6, 7, 9, 11, 17: intervient; pp. 1466 à 1475, 1477, 1478, 1482 à 1484 (25 mai 1960). — Art. 17, 19: intervient; pp. 1541 à 1546 (2 juin 1960); pp. 1579, 1580. — Art. 21, 25, 29, 39, 43, 48, 55: intervient; pp. 1581 à 1584, 1588, 1589, 1592 à 1594, 1598 à 1600 (7 juin 1960). — Art. 55, 60: intervient; pp. 1813, 1817, 1818 (16 juin 1960).

Ordre des travaux. — Fait des observations; pp. 1289, 1290 (11 mai 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits: Affaires étrangères. — Vote sur l'article réservé du tableau. — Art. 25: fait des observations; p. 1470 (25 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours:

Vanaudenhove (suite).

concernant la productivité et la rentabilité des travaux publics, l'utilité d'une politique de grands travaux ; des chiffres attestant la productivité et la rentabilité du canal Albert, de la modernisation du canal Bruxelles-Charleroi et du port d'Anvers, de l'autoroute Bruxelles-Ostende, des grands travaux exécutés à Bruxelles, de l'autoroute qui reliera Anvers à la frontière allemande, de la construction des bâtiments du Palais des Congrès et du parking sous le Mont des Arts, les investissements qui ne se justifiaient pas ; la répercussion des grands travaux sur l'économie du pays ; le problème charbonnier, les relations économiques avec le Congo, la Belgique au sein du Marché commun ; l'encouragement des investissements, l'effort consenti par le secteur privé, la concurrence internationale et l'importance du prix du transport dans le calcul du prix de revient, la création d'un équipement d'infrastructure ; le programme de l'administration des routes pour les travaux routiers, l'adaptation du réseau routier à l'accroissement du trafic, la productivité et la rentabilité de ce programme ; l'avantage résultant des grands travaux d'infrastructure et l'exemple de la modernisation du canal Gand-Terneuzen entraînant des demandes d'établissement de nouvelles industries dans la région ; l'étude de la politique des travaux publics de 1810 à 1880, les raisons du déclin après 1880, la pratique budgétaire à cette époque ; le programme d'investissements et son financement, l'inventaire des grands travaux d'infrastructure et l'établissement d'un ordre de priorité pour l'exécution des travaux et d'un programme structurel et conjoncturel et les conditions nécessaires à sa réalisation : utilité des travaux envisagés, discussion au-dessus de toute considération politique ou régionale ; le cadre et le traitement des techniciens et ingénieurs du département ; remercie le Prince Albert d'avoir assisté à la discussion de son budget ; pp. 1660 à 1665 ; fait des observations ; p. 1671 (9 juin 1960) ; pp. 1713, 1729 (14 juin 1960) ; pp. 1751, 1757, 1758, 1764. — Discours : concernant le rapport de M. Van Buggenhout ; la politique portuaire, les routes d'accès au port d'Anvers, l'établissement d'un port en haute mer au large de Nieuport, l'urbanisme et l'aménagement du territoire, les cimetières d'autos, la normalisation de l'Yser, le canal Furnes-St-Winoksbergen, le mur de quai de Nieuport, l'accélération du plan décennal en faveur d'Anvers, les darses B 1 et B 2, la nouvelle écluse de Zandvliet, l'emploi de la matière draguée dans la région de Boom, les travaux communaux, le plan d'investissement, le mur de quai et le pont de Tamise, les routes Anvers-Kallo, Termonde-Terneuzen, l'autoroute Anvers-Lille, la liaison entre les deux rives de l'Escaut, l'autoroute de Wallonie, le canal Gand-Terneuzen et la nouvelle écluse, l'église St-Nicolas à Gand, l'hôtel de ville d'Audenarde, le canal circulaire à Gand, les subsides pour la création d'écoles, la percée Gand-Mont-St-Amand, les pistes cyclables, les expropriations, le planning en matière de travaux publics, la coordination entre les divers départements au sujet du programme de quinze ans, le financement de l'infrastructure, l'activité et le cadre du département, la situation des ingénieurs et des ingénieurs-techniciens, l'aménagement de la route n° 7, le contournement de Soignies et de Tubize, l'utilisation de pavés et mosaïques, la cinquième darse à Anvers, le canal de Charleroi, la chute de Ronquières, le bouchon de Lanaye, les pompes dans la Sambre, l'installation éventuelle d'une centrale électrique à Ronquières, la construction d'une centrale à Pont-sur-Sambre par l'Electricité de France, la proposition de loi de M. Delmotte au sujet des chemins de grande communication, la modernisation de la Sambre, l'enquête préparatoire du groupe Alpha au sujet de l'aménagement de la région bruxelloise, le canal de Bruxelles au Rupel, l'écluse de Wintam, le pont à Godarville, le parking à La Roche et l'expropriation d'un terrain appartenant à une association sans but lucratif, les travaux publics et communaux dans la province de Luxembourg, les divers tronçons de la route n° 4 Bruxelles-Arlon, la suppression du bureau des Ponts et Chaussées à Marche et la création de deux bureaux à Liège, le barrage de l'Ourthe (Nisramont), les ponts du canal Albert, la modernisation de la Meuse sur territoire belge et français ; pp. 1766 à 1776 (15 juin 1960). — Vote : répond à M. Poncelet ; p. 1825 (16 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1979 (23 juin 1960).

Van Buggenhout, sénateur de l'arrondissement de Furnes-Dixmude-Ostende, questeur du Sénat.

Doc. — N° 79. — Rapport : Projet de loi instituant la fonction de délégué-ouvrier à l'inspection des minières et des carrières.

Van Buggenhout (suite).

N° 346. — Rapport + Annexes : Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960 (Crédits : Travaux publics).

N° 361. — Rapport : Projet de loi relatif à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée.

N° 444. — Rapport : Projet de loi réglant la procédure de révocation de certaines concessions minières pour cause d'abandon et modifiant les lois minières coordonnées.

Ann. — Bureau définitif. — Est réélu questeur du Sénat ; p. 5 (10 novembre 1959).

Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion. — Discours : concernant la composition des commissions d'enquête et la façon dont l'enquête fut menée ; p. 80 (2 décembre 1959).

Revision du titre III, chapitre 1^{er} de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supra-nationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion : fait des observations ; craint la multiplication des absences ; pp. 207, 209 (16 décembre 1959).

Budget des dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale. — Discours : concernant le versement de la partie majorée de l'indemnité parlementaire à la caisse d'allocations familiales pour les enfants des sénateurs par ceux qui refusent l'augmentation ; p. 216. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Motion d'ordre : demande que la séance soit interrompue, afin de permettre aux commissions de reprendre leurs travaux ; p. 285 (23 décembre 1959).

Projet de loi fixant pour l'année 1960 le contingent de l'armée. — Discussion générale : fait des observations ; p. 296 (23 décembre 1959).

Projet de loi instituant la fonction de délégué-ouvrier à l'inspection des minières et des carrières. — Discussion générale. — Discours : précise la portée du projet ; p. 301 (23 décembre 1959).

Commissions permanentes : appuie la proposition des ministres au sujet de la commission du Travail et de la Prévoyance sociale et estime souhaitable de supprimer la commission de la Reconstruction ; pp. 401 à 403 (3 février 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 25 : fait des observations ; pp. 507 à 509 (17 février 1960).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 703 (2 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 791. — Discours : concernant les difficultés dans l'industrie textile et les entreprises de constructions métalliques, la progression de la production et de la consommation d'acier dans les pays de la Communauté, la progression minime en Belgique, la création d'industries sidérurgiques près de Rotterdam et Dunkerque, le problème du coût des transports, le danger d'un chômage accru dans l'industrie textile de Flandre, la recherche d'une réduction des frais de transport qui grèvent l'industrie sidérurgique ; pp. 803, 804 (9 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 826, 827 (10 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 889 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 950 (22 mars 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1196. — Discours : concernant les bases militaires au Congo, le manque d'autorité, la déception des blancs au Congo, la propagande faite depuis la Chine communiste, les mesures à prendre pour la protection des blancs au Congo ; pp. 1211, 1212 (4 mai 1960).

Van Buggenhout (suite).

Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussion générale. — Discours : concernant le « fait social » de l'indépendance congolaise qui pourrait entraîner un autre fait social si notre partenaire ne fait pas preuve d'autant de générosité que nous ; ses doutes quant au succès de la politique qui a été menée ; pp. 1346, 1347 (18 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1453. — Discours : concernant les critiques émises au sujet du projet de loi ; le champ d'application de l'arrêté-loi de 1946 et son expérience quant à l'application de cet arrêté, la situation existant à la côte belge et notamment à Coxyde, malgré cet arrêté-loi, la réelle nécessité d'une nouvelle loi, l'urbanisme dans les régions touristiques, l'établissement d'un plan d'urbanisation et la situation des communes de moins de 1000 habitants, la création obligatoire de commissions consultatives dans les communes de 10.000 habitants, les expropriations importantes, l'achat par les communes de zones frappées d'interdiction de lotir ou de bâtir, les possibilités financières des communes, la création d'un organisme spécial pour le financement et l'exécution des plans d'aménagement, l'utilité de la loi justifiée par certaines constructions de ces dernières années, le personnel nécessaire au département pour l'examen des dossiers, les plans d'aménagement et le contrôle ; pp. 1455, 1456 (25 mai 1960).

Validation des pouvoirs de M. Vandebussche : intervient ; p. 1623 (8 juin 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation de l'industrie métallurgique, des hauts fourneaux et des aciéries et l'incidence du prix du transport sur les prix de revient dans le cadre du Marché commun ; les installations et l'aménagement portuaires, les crédits prévus pour ce poste au budget, les travaux de dragage de l'Escaut, les chargements et déchargements dans nos ports, les ports belges et la concurrence des ports étrangers, le trafic des marchandises, la situation à l'étranger, l'opinion exprimée par M. Ed. Van den Wijngaert dans un article paru dans la revue économique et sociale au sujet du port d'Anvers, le plan « Bonnet », la navigation au « Bol van Heist », la rade de Blankenberghe, le « Zand », le « Wielingenpas », la décision prise par l'Administration de l'hydraulique, l'accostage de navires de 40.000 à 100.000 tonnes, l'accès au port de Zeebrugge, la situation à Nieuport, l'aménagement d'un avant-port en mer entre Westende et Nieuport, la nécessité et les avantages d'une politique portuaire de large envergure, la création d'une intercommunale mixte ; pp. 1665 à 1669 (9 juin 1960) ; fait des observations ; pp. 1753, 1754, 1761 (15 juin 1960).

Projet de loi relatif à la sécurité sociale des personnes ayant effectué des services temporaires à l'armée. — Discussion générale. — Discours : répond à M. A. Smet concernant les cotisations et la réserve légale pour la pension ; p. 1911 (22 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant les amendements que M. Noël avait proposés au budget de la Défense nationale en vue de la suppression des bases métropolitaines au Congo ; rappelle son discours du 4 mai 1960 au sujet de la Force publique au Congo, l'action des communistes au Congo, la protection des personnes et des biens prévue dans le traité d'amitié ; p. 2089 ; (12 juillet 1960).

Communication du Gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Discours : concernant les décisions de l'O.N.U., l'hypocrisie de M. Lumumba, l'ordre du jour déposé par MM. Rolin, Vermeylen et D. Smets ; pp. 2276, 2277 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2323, 2343 (6 octobre 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2141 (14 juillet 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 sur le régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 2241 (20 juillet 1960).

Van Bulck, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 163. — Rapport : Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960.

N° 192. — Rapport + Annexes : Budget des Pensions pour l'exercice 1960.

Van Bulck (suite).

N° 225. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 366. — Rapport : Projets de loi accordant la naturalisation.

N° 440. — Rapport : Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et d'orphelins, et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires.

Ann. — Budget des pensions pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les sept milliards de subvention aux régimes de pensions sociales ; les raisons de l'accroissement de la charge des pensions : augmentation de la longévité, augmentation des effectifs dans l'administration, pensions octroyées après une courte carrière et pensions anticipées ; la nécessité de rapprocher l'âge de la mise à la pension de 65 ans, la révision du système des bonifications ; le fonctionnement des services chargés du paiement des pensions, les retards dans le versement des cotisations pour la pension des mineurs ; pp. 853, 854 (15 mars 1960).

Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion générale. — Discours : concernant la non-consultation des organisations syndicales, les désavantages du passage de l'ancien système de rattachement à l'index au nouveau pour le personnel de l'Etat, la fixation du chiffre 109,50 comme index de base pour le calcul des traitements du personnel de l'Etat ; p. 1086 ; (5 avril 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les raisons du retard dans l'examen des budgets ; p. 1972 (23 juin 1960).

Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet, le coût de l'augmentation des pensions, l'amendement de M. Allard ; p. 2030 (5 juillet 1960).

Van Cauwelaert, sénateur provincial de Brabant.

Doc. — N° 134. — Rapport : Projet de loi rendant applicable aux agents temporaires et anciens agents temporaires du Ministère du Congo belge rémunérés à charge du budget colonial, les dispositions de la loi du 10 novembre 1953, relative à l'abandon par l'Etat de certaines créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.

N° 222. — Rapport : Projet de loi tendant à autoriser le Ministre chargé des Affaires économiques et financières du Congo belge et du Ruanda-Urundi à conclure à l'étranger, pour le Congo belge, un ou plusieurs emprunts, à concurrence d'un capital nominal de 3 milliards de francs congolais ou l'équivalent en d'autres monnaies.

N° 222. — Rapport : Projet de loi tendant à autoriser le Ministre du Congo belge et du Ruanda-Urundi à conclure auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement un emprunt de 35 millions de dollars U.S.A., pour le Congo Belge ; — à accorder la garantie du Congo belge à un emprunt de 5 millions de dollars U.S.A. contracté par l'Otraco auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

N° 222. — Rapport : Projet de loi permettant à l'Etat de garantir un ou plusieurs emprunts à contracter à l'étranger par le Congo belge.

N° 222. — Rapport : Projet de loi tendant à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à contracter par le Congo belge et par l'Office d'Exploitation des Transports Coloniaux auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement.

N° 319. — Rapport : Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo.

N° 339. — Amendement : Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire.

N° 372. — Rapport : Projet de loi tendant à assurer le libre exercice des pouvoirs souverains au Congo.

N° 374. — Rapport : Projet de loi plaçant sous le contrôle et la garantie de l'Etat belge les organismes gérant la sécurité

Van Cauwelaert (suite).

sociale des employés du Congo belge et du Ruanda-Urundi et portant garantie par l'Etat belge des prestations sociales assurées en faveur de ceux-ci.

N° 409. — Rapport : Budget du Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960.

Ann. — Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations; p. 80 (2 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la lutte contre la pollution des eaux; fait des observations; pp. 450, 451 (11 février 1960).

Projet de loi relatif à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains. — Discussion générale. — Discours : estime qu'il faudra discuter à bref délai d'autres projets ayant le même objet, demande si des fonctionnaires belges seront obligés de prêter serment à un gouvernement étranger; concernant les incidences financières du projet, le délai stipulé pour les mesures d'exécution; pp. 760, 761 (8 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes; fait des observations; p. 812 (9 mars 1960).

Projet de loi tendant à autoriser le Ministre sans portefeuille chargé des affaires économiques et financières du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, à conclure à l'étranger, pour le Congo Belge, un ou plusieurs emprunts, à concurrence d'un capital nominal de 3 milliards de francs congolais, ou l'équivalent en d'autres monnaies. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à conclure auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement un emprunt de 35 millions de dollars U.S.A., pour le Congo Belge; à accorder la garantie du Congo Belge à un emprunt de 5 millions de dollars U.S.A., contracté par l'« Otraco » auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. — Projet de loi permettant à l'Etat de garantir un ou plusieurs emprunts à contracter à l'étranger par le Congo Belge. — Projet de loi tendant à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à contracter par le Congo Belge et par l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. — Discussions générales jointes. — Donne lecture du rapport: p. 903 (11 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations; pp. 992, 993, 1002, 1003 (24 mars 1960). — Discours : concernant la nécessité de limiter les fermages en vue de ne pas mettre en péril la rentabilité de l'agriculture; fait des observations; pp. 1015 à 1019 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations; p. 1036 (31 mars 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations; pp. 1196, 1197 (4 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations; parle de l'insuffisance des crédits destinés au patrimoine culturel, du rôle des conseils culturels dans ce domaine, du planning nécessaire en matière d'œuvres d'art par l'Etat, de l'achat d'œuvres de toutes tendances; pp. 1271, 1273, 1275, 1276 (10 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance, la portée et l'urgence du projet qui est le résultat de la collaboration entre le gouvernement et le parlement belge d'une part et les délégués congolais à la Table Ronde et la Commission politique d'autre part, la comparaison entre le projet et un traité, l'entière indépendance que le projet donne au Congo, les mesures transitoires; la valeur juridique du travail législatif belge après le 30 juin et la base de la nouvelle situation juridique, la possibilité pour le parlement congolais de modifier le statut juridique établi pour lui, l'élaboration d'un régime démocratique parlementaire renforcé par une démocratie régionale, le lien entre le projet et celui sur les libertés publiques, l'attitude particulièrement scrupuleuse des autorités belges en évitant certaines questions — compétence juridictionnelle, traités, collaboration belgo-congolaise — pour ne pas mettre les autorités congolaises devant un fait accompli; la pureté de nos intentions qui augmentera le prestige de la Belgique; l'application du présent projet et

Van Cauwelaert (suite).

de celui relatif aux libertés publiques, l'inquiétude qui se manifeste dans les milieux blancs et noirs; les risques et la confiance de la Belgique; pp. 1337 à 1339 (18 mai 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 3 : intervient, retire son amendement; p. 1473 (25 mai 1960).

Projet de loi tendant à assurer le libre exercice des pouvoirs souverains au Congo : donne lecture de son rapport dans les deux langues nationales; fait des observations au sujet de la rectification d'une erreur de traduction à l'article 14, le texte français « la tutelle sur les actes » étant inexact; p. 1564 (7 juin 1960).

Budget du Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la tâche du Ministère du Congo et du Ruanda-Urundi après le 30 juin 1960, l'avenir du Congo au sein d'une communauté de l'Afrique noire; p. 1862 (21 juin 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale : fait des observations; pp. 1879, 1880. — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient p. 1887 (21 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion : fait des observations; pp. 2086 à 2088 (12 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations; p. 2304, 2314, 2316 (5 octobre 1960); pp. 2327, 2329. — Discours : concernant le cas de la commune de Kraïnem, l'enseignement français dans cette commune, la nécessité d'une solution nationale; pp. 2355, 2356 (6 octobre 1960).

Vandekerckhove, sénateur coopté.

Doc. — N° 212. — Rapport : Projet de loi relatif au Patrimoine Culturel Mobilier de la Nation.

N° 331. — Proposition de loi complétant les dispositions relatives au partage d'ascendants.

N° 373. — Rapport : Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat.

N° 494. — Rapport : Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique.

Ann. — Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'insuffisance des cadres des tribunaux et parquets, les avis à donner par les commissions administratives des prisons sur l'application de la loi Lejeune; p. 556 (18 février 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant l'extension du bilinguisme, la brochure « Pour une nation bilingue », l'attitude de la noblesse et d'industriels francophones en Flandre, le maintien d'une situation asociale en Flandre, l'amendement de MM. Duvieusart et Pholien tendant à élargir le champ d'action des conseils culturels; pp. 1263, 1264 (10 mai 1960).

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : concernant la nomination d'auditeurs et de substitués, la modification apportée par la commission (nomination de cinq auditeurs), l'envoi au Congo de magistrats ayant acquis une expérience au Conseil d'Etat, l'équilibre linguistique; les fonctionnaires du Conseil d'Etat détachés auprès des cabinets ministériels ou professeurs d'université; les tâches réservées au Conseil d'Etat au Congo; p. 1795 (16 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la circulaire relative aux avantages sociaux; p. 1894 (21 juin 1960).

Vandenberghé, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Doc. — N° 106. — Rapport : Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960.

N° 499. — Rapport : Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les postes du budget qui sont en augmentation, l'accroissement du nombre d'accidents de la circulation; pp. 391, 392 (3 février 1960).

Vanden Boeynants, Ministre des Classes Moyennes.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation actuelle, la liquidation de l'arriéré, les thèses en présence ; suppression de toute loi de pension pour les indépendants, amélioration de la loi de 1956 en matière de solidarité, passage à un système de répartition ; les objectifs du projet en discussion, le champ d'application, les cotisations et prestations, l'amélioration de la situation des veuves, le maintien de l'enquête sur les ressources pour l'octroi de la pension gratuite, l'organisation administrative, le problème du contentieux, l'avantage fiscal prévu par l'article 61, le caractère transitoire du projet ; pp. 63 à 66 ; fait des observations ; p. 66 (1^{er} décembre 1959). — Discours : concernant les thèses exposées par M. Warnant, le déficit de la loi de pension de 1954 supporté par l'Etat, la charge du régime des assurés libres, la capitalisation reprochée au projet en discussion, l'augmentation des cotisations en régime de répartition, l'enquête sur les ressources, le personnel du Fonds de solidarité et de garantie, les nominations à l'Office national qui le remplacera, l'imposition d'une charge nouvelle aux commissions d'assistance publique, le dépôt d'amendements impliquant des dépenses nouvelles sans nouvelles recettes, la proposition socialiste déposée à la Chambre des Représentants, la notion de 67 ans, l'âge de la pension dans les pays nordiques à direction socialiste, le caractère transitoire du projet ; pp. 84 à 87 ; concernant la compensation de dépenses nouvelles par les économies nouvelles ; p. 89 (2 décembre 1959). — Répond aux orateurs ; pp. 97, 98. — Discussion des articles. — Art. 2, 3, 6, 15, 16, 20, 21, 33, 34, 35, 45, 51, 52, 55 : intervient ; pp. 98 à 115, 120 à 125 (3 décembre 1959). — Art. 33, 34, 55 réservés, 63, 73 : intervient ; pp. 129 à 134, 136, 138, 139 (8 décembre 1959). — Discussion des articles du projet amendé. — Art. 18, 57 : intervient ; pp. 962, 963, 973, 974 (23 mars 1960).

Ordre des travaux : souhaite que le débat concernant le projet relatif à la pension des travailleurs indépendants soit terminé le lendemain ; p. 90 (2 décembre 1959).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau « sur la façon dont la loi, permettant d'instaurer des conditions d'exercice de la profession dans les entreprises de l'artisanat, du petit et moyen commerce et de la petite industrie, du 24 décembre 1958, est actuellement appliquée ». — Discussions jointes. — Discours : concernant l'exécution de la loi sur l'accès à la profession, la politique du logement, les charges sociales, le privilège mobilier de l'O.N.S.S., la réforme de la formation et du perfectionnement professionnel dans les métiers et négoce, les arrêtés pris en la matière, l'activité du Comité national, les efforts des milieux des classes moyennes sur le plan régional et local, le statut social des apprentis ; les dispositions nouvelles en matière d'allocations familiales ; l'application de la loi du 24 mai 1959 sur le crédit ; le registre du commerce et de l'artisanat, la modification nécessaire de la loi du 3 juillet 1956 ; le repos hebdomadaire, la réforme de l'Institut d'études économiques et sociales des Classes moyennes, les ventes avec primes ; l'expansion économique, le problème des débouchés commerciaux, l'intégration des petites et moyennes entreprises dans le Marché commun, l'établissement de la carte économique de la Belgique ; les perspectives d'avenir pour les petites et moyennes entreprises de production dans le Marché commun, les problèmes d'investissement, la décentralisation des possibilités de crédit, la spécialisation technique ; les problèmes du secteur de la distribution ; effort de productivité, groupements d'achats et coopération, self-service, étude du marché et publicité, coût de la distribution ; pp. 866 à 870 (15 mars 1960) ; fait des observations ; p. 882. Discours : répond à M. Busieau ; concernant les critiques formulées contre l'apprentissage contractuel, les avis donnés par le conseil supérieur des classes moyennes au sujet de deux requêtes introduites en vue de fixer des conditions d'accès à la profession ; demande au Sénat de ne pas suivre l'ordre du jour que M. Busieau se propose de présenter ; pp. 885, 886 ; fait des observations ; pp. 886, 894, 895. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment des études sur les classes moyennes, de la reconnaissance des professions libérales, de l'octroi de crédits, de l'apprentissage et de l'application de l'arrêté royal du 13 avril 1959 en la matière, des ventes en solde, des ventes avec prime, de la suppression du cumul de revenus d'époux pour les travailleurs indépendants, de l'activité de l'Office pour la promotion de l'exportation des produits des petites et moyennes entreprises et du Centre national pour l'expansion économique de ces entreprises, de l'aide aux métiers d'art ; pp. 897 à 899 (16 mars 1960).

Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive. — Discussion générale. — Discours : concernant l'avis du Conseil d'Etat sur la conformité avec les dispositions du Traité de Rome ; p. 2021 (5 juillet 1960).

Vandenbussche, sénateur provincial de Flandre Occidentale.

Ann. — Validation de ses pouvoirs : prête serment ; p. 1620 (8 juin 1960).

Van den Storme, sénateur provincial de Flandre Orientale.

Doc. — N° 404. — Rapport : Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts.

Ann. — Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale. — Discours : remercie ceux qui ont collaboré à l'élaboration du projet, son application, la coordination des mesures d'urbanisme et du planning national et régional, la coordination et la collaboration des départements intéressés, la compétence de la commission nationale de l'aménagement du territoire, la coordination des services du département des travaux publics, ses tâches supplémentaires et l'étoffement des cadres, ses représentants dans les commissions consultatives, les crédits prévus pour les plans de secteurs et les plans régionaux ; le nombre d'urbanistes et le relèvement du niveau de leurs écoles ; la coordination des diverses commissions créées pour l'aménagement du territoire ; pp. 1454, 1455 (25 mai 1960).

Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exécution de travaux productifs et rentables, les travaux régionaux, les avantages d'une infrastructure moderne ; les dépenses consacrées aux routes, aux voies navigables et aux bâtiments de l'Etat comparées à celles prévues pour des travaux communaux, les investissements, l'ordre de priorité des grands travaux, l'importance des petits travaux, les travaux de voirie pris en charge par la commune, l'exécution de petits travaux par des chômeurs et les dossiers introduits (A.R. du 2 février 1959), les subsides de l'Etat, le coût de certains travaux de restauration ; les dossiers concernant des travaux communaux et la procédure simplifiée introduite par le Ministre, les dossiers non terminés et la transmission de dossiers à l'administration centrale, la nécessité d'une période de transition pour le problème des travaux communaux ; la reprise par l'Etat des routes provinciales et communales de grande communication et l'augmentation des subsides prévus pour ces routes, la possibilité d'un autofinancement partiellement à charge des usagers de la route, des économies réalisables par l'aménagement des routes, l'affectation d'une plus-value de la taxe de l'essence ou éventuellement d'une petite augmentation du prix de l'essence à l'aménagement des routes ; pp. 1722 à 1725 (14 juin 1960) ; fait des observations ; pp. 1767 à 1769, 1774 (15 juin 1960).

Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : concernant l'urgence du projet, l'examen en commission, la constitution de « Air-Union », la Sabena comme représentant de la Belgique, l'augmentation de la participation de l'Etat belge dans les actions de la Sabena après l'indépendance du Congo, les conditions de reprise des actions, les demandes de certaines modifications au statut, le caractère provisoire de la situation nouvelle, les négociations après l'indépendance du Congo ; p. 1798 ; lit la réponse que le Ministre donne à une question posée par M. Versé au sujet de certaines transactions ; p. 1824 (16 juin 1960).

Vandeputte, sénateur coopté.

Doc. — N° 22. — Rapport complémentaire : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 218. — Rapport : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 359. — Rapport : Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles.

N° 476. — Rapport + Annexe : Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : concernant la formule de compromis entre répartition et capitalisation, le déficit du régime instauré par la loi du 30 juin 1956, l'absence de précision dans les statistiques, certains aspects particuliers du problème de la pension des indépendants, le travail de la commission ; pp. 62, 63 ; (1^{er} décembre 1959). — Discussion des articles réservés. — Art. 34 :

Vandeputte (suite).

intervient; pp. 130, 131 (8 décembre 1959). Discussion générale du projet amendé. — Discours : demande au Ministre de prévoir un service de statistiques dans le nouvel office des pensions pour indépendants; p. 958 (23 mars 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les allocations pour orphelins de travailleurs indépendants, l'intervention de l'Etat dans le secteur des allocations familiales, la réforme du régime des allocations familiales pour indépendants, la rationalisation de la sécurité sociale des indépendants, la création d'un office national de sécurité sociale des indépendants; pp. 605, 606 (24 février 1960).

Projet de loi relatif au transport rémunéré de choses par véhicules automobiles. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet apporte une solution prudente et efficace, qu'il tend à libérer le secteur du transport; pp. 1901, 1902 (22 juin 1960).

Projet de loi portant réorganisation des organismes d'allocations familiales. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet initial, le rejet par la Chambre des Représentants de la partie ayant trait au regroupement des caisses primaires, le parasitisme dans les trop nombreux organismes de sécurité sociale, les amendements de l'opposition; pp. 2207 et 2208 (20 juillet 1960).

Vander Brüggem, sénateur de l'arrondissement d'Audenarde-Alost.

Doc. — N° 27. — Amendement au texte présenté par la Commission : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 45 : son amendement est rejeté; p. 119 (3 décembre 1959).

Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant les sanctions contre les vendeurs n'ayant pas déclaré la vente d'un poste; p. 246 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations; p. 433 (10 février 1960). — Discours : concernant l'octroi d'une rente aux déportés de la guerre 1914-1918, l'achèvement des hôpitaux en construction, la création d'un service national de santé, la pollution des eaux de la Dendre, la pollution de l'air qui en résulte dans la région de Grammont; pp. 445, 446 (11 février 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale : fait des observations; p. 481 (16 février 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations; p. 895. — Discours : concernant la fixation d'un jour de repos hebdomadaire pour les classes moyennes, l'application de la loi sur l'accès à la profession, la situation des petites et moyennes entreprises dans le secteur de la distribution, la vente à tempérament à domicile, les ventes publiques de meubles neufs; pp. 896, 897 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations; p. 1021 (29 mars 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations; pp. 1388, 1395 (18 mai 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations; p. 2261 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale : fait des observations; pp. 2290, 2291 (4 octobre 1960); pp. 2343, 2352 (6 octobre 1960).

Vandermeulen, sénateur de l'arrondissement de Verviers.

Ann. — Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le contrôle des pièces d'identité par la gendarmerie entre Liège et Herbestal; p. 393 (3 février 1960).

Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la lutte contre le bruit, la situation des jeunes médecins

Vandermeulen (suite).

candidats spécialistes, le problème des eaux usées, l'épuration des eaux de la Vesdre; pp. 412, 413 (9 février 1960).

Projet de loi sur les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux. — Discussion générale. — Discours : concernant la fixation du ressort des centres psycho-médico-sociaux, la création des centres nécessaires en vue de garantir le libre choix des parents; pp. 907, 908 (17 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant l'aide à quatre orchestres régionaux; fait des observations; p. 1118 (6 avril 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les desiderata des jeunes chercheurs appartenant à l'université de Liège, la situation de certains chargés de mandats par la F.N.R.S., les bibliothèques publiques dans notre pays, l'enseignement artistique, les écoles de musique, les subsides aux orchestres régionaux; pp. 1920, 1921 (22 juin 1960).

Projet de loi modifiant les lois coordonnées sur l'enseignement primaire, les lois coordonnées sur l'enseignement normal et les lois coordonnées sur l'enseignement moyen. — Discussion générale. — Discours : concernant les maîtres spéciaux chargés de l'enseignement de certaines matières dans l'enseignement primaire, l'appellation « instituteur primaire »; p. 2099 (13 juillet 1960).

Van der Schueren, Ministre des Affaires Economiques.

Ann. — Interpellation de M. Van In « sur : 1° la situation de l'industrie diamantaire en Campine; 2° la répartition des diamants bruts; 3° les accords conclus avec la « Diamond Trading Company » de Londres; 4° la production respective du diamant industriel et de diamants de parure au Congo Belge; 5° les accords conclus avec la Forminière ». — Discussion. — Discours : concernant une éventuelle réunion des représentants des milieux intéressés au cabinet du ministre, les conditions de création de la Diamond Trading Corporation, le quasi-monopole de cet organisme, les difficultés qu'il provoque en Belgique, le chômage dans l'industrie diamantaire, la pénurie de main-d'œuvre spécialisée; les causes des difficultés : création de nouveaux centres diamantaires, mesures protectionnistes, développement de l'utilisation du diamant industriel, atmosphère économique défavorable; le nombre de carats de diamant livrés par Londres à la Belgique, la proportion de diamants de joaillerie et de diamants industriels, la quantité de pierres qui peut être travaillée en Belgique, l'achat d'une plus grande quantité de diamants à Londres, les mesures en vue de combattre les fraudes possibles, le prélèvement d'une taxe sur le diamant brut à l'importation, l'approvisionnement direct de Londres des industriels diamantaires campinois, l'ouverture à Anvers d'un marché de diamants congolais bruts, la production de diamants du Congo, les conditions de leur vente à Londres et les prix, la proportion des diamants de joaillerie, le tri du diamant, les clauses de protection du marché d'Anvers; pp. 40 à 43 (19 novembre 1959).

Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours : concernant les deux raisons principales qui militent en faveur d'une loi contre les abus de la puissance économique, l'instance d'appel, l'interprétation de l'intérêt général par le pouvoir exécutif, l'efficacité de la loi nouvelle, la procédure, les améliorations apportées au projet en commission, l'application de la loi; pp. 142 à 144; le caractère non-limitatif de la loi, l'absence d'énoncé des possibilités d'abus; l'application de la loi aux organismes de l'Etat ou paraétatiques et aux syndicats; p. 144 (8 décembre 1959).

Communication du gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Discours : concernant les deux problèmes fondamentaux de l'intégration de l'industrie belge dans le Marché commun : investissements et coût de production; le coût de l'heure de travail de l'énergie et des transports; le problème du charbon, le traité de la C.E.C.A., l'aide à l'industrie charbonnière, l'évolution mondiale du marché énergétique, le recul de la consommation de charbon, la crise charbonnière en Belgique et l'assainissement nécessaire, la situation actuelle en Belgique, les stocks, les importations, le chômage, la situation en 1960, l'application de l'article 37 du traité de la C.E.C.A., la limitation des importations et des exportations en 1960, le gel des stockages; l'assainissement du secteur charbonnier, le plan de fermeture de puits, la diminution des subventions aux mines marginales, la diminution de la main-d'œuvre occupée

Van der Schueren (suite).

dans les mines, l'isolement partiel du marché belge, l'augmentation de la consommation de charbon, la création de nouveaux emplois; la baisse du coût de l'électricité; le pétrole, son prix, la prospection pétrolière en Belgique, le gaz, les découvertes du gaz de Lacq et du Sahara, le coût du transport de ce gaz, l'énergie nucléaire, la construction de centrales nucléaires, le double projet conjoint franco-belge, la coordination énergétique; pp. 223 à 230. — Discussion: intervient concernant la proposition de renvoi en commission; pp. 233 à 235; fait des observations; pp. 235, 236, 238 (17 décembre 1959). — Discours: répond à M. Harmegnies; concernant le problème de l'assainissement, les fermetures de puits; admet que le problème de la reconversion soit également étudié en commission; fait des observations; pp. 258, 259 (22 décembre 1959).

Interpellation de M. Noël « sur les mesures qu'il compte prendre en vue d'établir clairement les responsabilités dans la catastrophe de Marcinelle et de réparer les préjudices subis par les familles des victimes ». — Discussion. — Discours: concernant la communication par l'Administration des Mines des procès-verbaux de la commission d'enquête, la présence d'un ingénieur du Corps des mines au sein de la commission d'enquête, le passage de cet ingénieur dans le secteur privé; pp. 260, 261; fait des observations; concernant l'ampleur du dossier de la catastrophe, la nomination d'un ingénieur prévenu dans le procès comme secrétaire de la commission de la sécurité des mines; pp. 262, 267 à 269 (22 décembre 1959); concernant la situation personnelle du fonctionnaire mis en cause, les fonctions de secrétaire au Conseil supérieur de la Sécurité minière, sa décision de muter le fonctionnaire en cause à un autre service; p. 305; fait des observations; p. 307 (23 décembre 1959).

Projet de loi rendant obligatoires, en vue d'assurer la loyauté des transactions commerciales, le marquage et la normalisation de la capacité des bouteilles. — Discussion générale: fait des observations; p. 373 (27 janvier 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations: a) de M. Flamme « sur la méthode qui a été suivie pour la désignation des régions de développement définies par l'arrêté royal du 27 novembre 1959 »; b) de M. Hercot « sur les dégâts causés par les travaux d'exploitation minière de la S.A. des Charbonnages du Mambourg, Sacré-Madame et Poirier réunis »; c) de M. Molter « sur la situation difficile dans laquelle se trouve le secteur de l'exploitation des salles de cinéma, la menace de grève projetée par les propriétaires de ces salles et les répercussions de cette situation sur la production cinématographique belge »; d) de M. Noël « sur la fermeture de plusieurs charbonnages du Borinage et notamment de celle du siège du Rieu-du-Cœur, prévu comme puits expérimental par la nouvelle société ». — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours: concernant l'amélioration de la situation économique en Belgique, les déficiences structurelles de notre économie axée sur les secteurs traditionnels au détriment des secteurs en expansion, l'élévation des coûts de production, le coût de l'énergie, les charges salariales et sociales, la productivité et le chômage technologique, les prix des transports, l'intégration dans le Marché commun; les mesures à prendre pour remédier aux difficultés structurelles; les problèmes énergétiques, la coordination énergétique, le déficit énergétique européen; la formation des prix des sources d'énergie, notamment du charbon et des produits pétroliers; le gaz naturel, l'énergie nucléaire; les études du problème de la coordination énergétique sur le plan national, les prévisions en ce qui concerne l'utilisation des différentes sources d'énergie, la réduction des capacités de production de charbon aux possibilités d'écoulement; les problèmes de la coordination énergétique sur le plan administratif; les effets des lois favorisant les investissements; les possibilités d'intégration dans le Marché commun pour les divers secteurs de l'économie belge, les craintes quant à l'avenir des fabrications métalliques, de l'industrie chimique et de l'industrie textile; la politique économique régionale, les investissements américains en Belgique; pp. 786 à 792; fait des observations; pp. 805, 807, 808. — Discours: concernant le contrôle de l'affectation des subsides octroyés aux charbonnages, les possibilités d'écoulement du charbon belge, les obligations qui découlent du traité de la C.E.C.A., la création de nouveaux emplois, dans les régions atteintes par les fermetures, le fait nouveau de la proposition de fermeture du Rieu-du-Cœur, les possibilités de création de nouveaux emplois dans le Borinage, le pouvoir de décision du Conseil national des charbonnages en ce qui concerne les fermetures; pp. 810, 811; fait des observations; pp. 812, 813 (9 mars 1960); pp. 819, 820; répond à M. Hercot; traite de l'importance des dégâts et de l'indemnisation, de la fermeture

Van der Schueren (suite).

du puits des Hamendes; pp. 824, 825; fait des observations; pp. 825, 826, 835, 838; répond aux orateurs; concernant les solutions proposées par l'opposition en vue de porter remède aux difficultés que connaît l'économie belge: planification et transferts dans le domaine de la gestion des entreprises; les problèmes charbonniers, les conventions concernant l'octroi des subventions à conclure avec les nouvelles sociétés, les problèmes sociaux des mineurs, les fermetures de puits et la création de nouveaux emplois, l'écoulement et les prix du charbon, les possibilités offertes par la chimie, la concentration des entreprises charbonnières, l'industrie de la faïence, la charcuterie; le centre de Mol, la construction de centrales nucléaires; le financement des investissements, les problèmes de la distribution et des assurances; les économies à réaliser au budget des Affaires économiques, les subventions à divers organismes, l'organisation de foires et expositions, les possibilités d'investissement des petites et moyennes entreprises, l'exportation de pommes de terre, la réorganisation du département, le problème du diamant; la politique d'expansion régionale, la détermination des zones de développement; les problèmes du cinéma: taxation des salles de spectacles, aide à l'industrie cinématographique; pp. 841 à 848 (10 mars 1960).

Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive. — Discussion générale. — Discours: déclare qu'il n'y a pas d'objection à formuler de la part du Ministère des Affaires économiques; p. 2021 (5 juillet 1960).

Projet de loi réglant la procédure de révocation de certaines concessions minières pour cause d'abandon et modifiant les lois minières coordonnées. — Discussion générale. — Discours: déclare que dans la majorité des cas la procédure de déchéance s'appliquera à des mines métalliques; p. 2022 (5 juillet 1960).

Projet de loi portant abrogation de la loi du 31 mars 1920 et dissolution de l'Office de gestion et de liquidation. — Ajournement: demande l'ajournement au mardi suivant; p. 2067 (7 juillet 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 42 du 31 août 1939 réorganisant l'Office national du Ducroire. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et traite notamment des possibilités d'intervention de l'Office, des réserves et d'une réduction des primes, de la nomination d'un directeur général à la tête de l'Office; pp. 2068, 2069 (7 juillet 1960).

Projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 225 du 7 janvier 1936 réglementant les prêts hypothécaires et organisant le contrôle des entreprises de prêts hypothécaires. — Renvoi en commission: intervient; p. 2112 (13 juillet 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours: répond aux orateurs et traite notamment de la politique énergétique, de la politique charbonnière, de l'augmentation de l'utilisation de produits charbonniers sur le marché intérieur, de la limitation de l'utilisation de produits pétroliers, de l'exécution du programme d'assainissement de l'industrie charbonnière, de la reconversion, de l'indemnisation du chômage, des importations de charbon, de la répercussion de la loi sur les autres entreprises, de la construction de centrales électriques par les charbonnages; pp. 2199 à 2201 (20 juillet 1960).

Vandervelde (Mme). — V. Beeckman (Mme Vve Vandervelde).

Van Hemelrijck, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 76. — Rapport complémentaire: Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 238. — Proposition de loi relative à l'affranchissement des terres soumises aux servitudes de vaine pâture et de parcours.

N° 294. — Proposition de loi modifiant l'article 1774, § 3, 2°, 2° alinéa, du Code civil.

N° 316. — Rapport: Projet de loi modifiant, en ce qui concerne certains traitements, la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire.

N° 455. — Rapport: Proposition de loi modifiant les articles 51 et 53 de la loi du 15 juin 1935 sur l'emploi des langues en matière judiciaire.

Ann. — Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Ajournement. — Discours: estime le renvoi en commission inutile, est d'avis que l'Assemblée doit décider; ne s'oppose pas à l'ajournement pourvu que le projet soit inscrit

Van Hemelrijck (suite).

- à l'ordre du jour de la prochaine séance ; p. 337 (13 janvier 1960).
- Ordre des travaux : intervient ; p. 355 (26 janvier 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Discussion générale et demande d'ajournement : fait des observations ; pp. 522, 526 (17 février 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale. — Discours : concernant l'évolution de la législation limitant les fermages, la sanction prévue dans le projet en discussion en vue d'assurer le respect de la loi ; fait des observations ; estime qu'il n'y a pas lieu de renvoyer le projet en commission ; pp. 943, 944, 949, 950, 955 (22 mars 1960). — Proposition de renvoi en commission. — Discours : concernant les manœuvres tendant à retarder l'examen du projet, l'incidence des amendements sur le débat ; p. 982 (23 mars 1960). — Discussion générale : fait des observations ; p. 997 (24 mars 1960) ; p. 1014. — Discours : concernant les discussions à propos de la loi de 1952, l'admission en 1952 de la réclamation du trop-perçu, la pénurie de terres agricoles, la contrainte économique, le prix des fermages aux Pays-Bas et en France, le maintien de la valeur des terres, la part du propriétaire dans la valeur ajoutée, l'incidence éventuelle de la révision du revenu cadastral ; examine les divers amendements et définit son attitude pour chacun d'eux ; pp. 1018 à 1021 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 1038, 1041, 1043, 1044 (31 mars 1960). — Art. 2 : intervient ; pp. 1099, 1100 (5 avril 1960). — Art. 1 : intervient ; p. 1143 (7 avril 1960).
- Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2086 (12 juillet 1960).

Van Houtte, sénateur coopté, Ministre des Finances.

- Ann.* — Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment des avances de trésorerie, de péréquation cadastrale, du versement aux communes et provinces de leur part dans les additionnels, des locaux du département, du sort des fonctionnaires de l'administration des finances, des fonctionnaires détachés au Congo, des finances provinciales et communales ; pp. 170 à 172. — Discussion des articles. — Art. 6 : intervient ; p. 174 (15 décembre 1959).
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la discussion des budgets, le recours à la loi de finances ; répond aux orateurs ; pp. 251 à 254. — Discussion des articles. — Art. 2, 4 : intervient ; pp. 255, 256 (22 décembre 1959).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant le système du feuillet de crédits supplémentaires, le système du double feuillet de crédits supplémentaires par an, la date de l'ouverture de l'exercice, la limitation de la rétroactivité, les avances récupérables, les avances au secteur du chômage, les frais du stationnement des troupes belges en Allemagne, la suppression de l'article 12 ; pp. 686 à 692 (2 mars 1960). — Discussion des articles. Art. 12 : intervient ; pp. 737, 738 (3 mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; pp. 703, 705, 712 à 715, 717 (2 mars 1960) ; p. 727. — Discours : concernant le lien entre la politique financière et la politique économique, les constantes économiques dont il convient de tenir compte, les exemptions de taxes sur les produits exportés, les problèmes économiques et financiers que pose la réalisation du Marché commun, les aménagements fiscaux en vue de favoriser l'équipement de l'industrie belge, l'effort en matière de recherche scientifique et d'équipement, le coût de l'énergie et du transport, l'intervention financière en faveur du Congo, les recettes et les dépenses de l'exercice 1959 ; les prévisions pour l'exercice 1960, le rétrécissement attendu du marché des capitaux, le financement cyclique du budget, la révision du revenu cadastral, l'augmentation de la dette publique, le problème de la trésorerie de l'Etat, la comparaison entre la situation hollandaise et la situation belge, la réforme fiscale, les problèmes des dépenses administratives, des pensions, du

Van Houtte (suite).

- chômage et de l'assurance maladie-invalidité ; pp. 739 à 745 (3 mars 1960).
- Ordre des travaux : intervient ; pp. 706 à 709 (2 mars 1960) ; pp. 1425, 1426 (19 mai 1960).
- Budget des Pensions pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment de la charge des pensions et de l'âge de la retraite ; p. 855 ; répond à M. Moulin ; p. 856 (15 mars 1960).
- Projet de loi tendant à autoriser le Ministre sans portefeuille chargé des affaires économiques et financières du Congo Belge et du Ruanda-Urundi, à conclure à l'étranger, pour le Congo Belge, un ou plusieurs emprunts, à concurrence d'un capital nominal de 3 milliards de francs congolais, ou l'équivalent en d'autres monnaies. — Projet de loi tendant à autoriser le Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi à conclure auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement un emprunt de 35 millions de dollars U.S.A., pour le Congo Belge ; à accorder la garantie du Congo Belge à un emprunt de 5 millions de dollars U.S.A., contracté par l'« Otraco » auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. — Projet de loi permettant à l'Etat de garantir un ou plusieurs emprunts à contracter à l'étranger par le Congo Belge. — Projet de loi tendant à accorder la garantie de l'Etat à des emprunts à contracter par le Congo Belge et par l'Office d'Exploitation des Transports coloniaux auprès de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant la portée et l'urgence des projets de loi, l'aide que la Belgique accorde au Congo ; pp. 903, 904 (17 mars 1960).
- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines. — Discussion générale. — Discours : déclare que le projet n'a pas trait à la récupération d'allocations sociales ; p. 1009 (29 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1011 (29 mars 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960, et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; parle du recours aux crédits provisoires en 1958, de la difficile situation financière, des emprunts à rembourser dans un proche avenir ; répond à M. Dautrepoint ; pp. 1029 à 1031 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1, 2 : intervient ; pp. 1090 à 1093, 1095 (5 avril 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; p. 1402 (18 mai 1960).
- Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 1511 (1^{er} juin 1960).
- Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : concernant les principes du droit civil, la présente loi qui est d'ordre fiscal, les abus lors de la construction d'appartements, l'assimilation d'un maître de l'ouvrage d'un appartement dans un immeuble au maître de l'ouvrage d'une maison, les droits d'enregistrement ; pp. 1781, 1782 (16 juin 1960).
- Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1972, 1973 (23 juin 1960).
- Projet de loi majorant le taux des pensions des veuves et orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale. — Discours : répond aux orateurs et traite notamment de la portée de l'article 9 ; fait des observations ; rappelle les travaux préparatoires de la loi du 26 août 1947 ; déclare que dans la loi en discussion, il s'agit de pensions de réparation et non de statut ; pp. 2031 à 2037. — Discussion des articles. — Art. 3 : intervient ; p. 2039 (5 juillet 1960).
- Projet de loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus coordonnées le 15 janvier 1948, en vue de favoriser la prospection pétrolière en Belgique. — Discussion générale. — Discours : souligne l'inspiration économique du projet et résume sa portée ; p. 2042 (5 juillet 1960).

Van Houtte (suite).

Projet de loi relatif au recouvrement par l'Etat et la Caisse nationale des pensions de la guerre des sommes indûment payées à titre de pension d'invalidité, de pension aux veuves et orphelins, de pensions ou d'allocations aux ascendants, de rente pour chevrons de front, de rente pour chevrons de captivité, de rente de captivité, de rente de combattant ou de rente afférente aux ordres nationaux. — Discussion générale. — Discours : concernant les modifications apportées au projet lors de la discussion à la Chambre ; p. 2056 (7 juillet 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant les groupes de pression, l'amendement du projet à la Chambre, l'opposition des associations patriotiques au projet amendé, la portée du projet ; répond à M. Ancot et à M. Vermeyley ; pp. 2058, 2061 à 2063. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 2064, 2065 (7 juillet 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; pp. 2286, 2297 (4 octobre 1960) ; p. 2303 (5 octobre 1960).

Van In, sénateur de l'arrondissement de Malines-Turnhout.

Doc. — N° 244. — Rapport : Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique.

Ann. — Interpellation au Ministre des Affaires économiques et au Ministre du Congo Belge et du Ruanda-Urundi sur : 1° la situation de l'industrie diamantaire en Campine ; 2° la répartition des diamants bruts ; 3° les accords conclus avec la « Diamond Trading Company » de Londres ; 4° la production respective du diamant industriel et de diamants de parure au Congo Belge ; 5° les accords conclus avec la Forminière ». — Discussion. — Discours : concernant la situation de l'industrie diamantaire en Belgique et particulièrement en Campine, la diminution du nombre de travailleurs occupés dans cette industrie, le chômage en Campine, le mode de répartition du diamant brut, l'écoulement vers l'étranger d'une bonne partie des diamants bruts destinés à la Belgique, les accords conclus avec la Diamond Trading Cy de Londres, l'ouverture d'un bureau de vente du diamant brut à Anvers ; pose plusieurs questions concernant la production de diamant brut au Congo et les fournitures de diamant faites par Londres, la fourniture directe de diamant brut à l'industrie de la Campine, les mesures à prendre en vue de la taille en Belgique du diamant brut qui lui est fourni, le contrôle sur la proportion de diamant de parure et de diamants bruts ; pp. 37, 38 ; concernant la réunion au cabinet du ministre ; p. 43 (19 novembre 1959).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant la fraude de diamant brut vers l'étranger, les sanctions prises contre les fraudeurs, le relèvement du taux d'amortissement des machines dans l'industrie, la répartition des charges sociales patronales ; p. 840 (10 mars 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'orthographe de la langue néerlandaise, l'éducation culturelle et artistique de la jeunesse, l'enseignement artistique ; pp. 1958, 1959 (23 juin 1960).

Van Laeys, sénateur de l'arrondissement de Termonde-Saint-Nicolas.

Doc. — N° 52. — Rapport + Annexes : Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960.

N° 235. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 250. — Rapport : Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959.

N° 251. — Rapport : Budget des Dotations pour l'exercice 1960.

N° 342. — Rapport : Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal.

Van Laeys (suite).

N° 406. — Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900 apportant des modifications au régime successoral des petits héritages.

N° 461. — Rapport : Projet de loi relatif au recouvrement par l'Etat et la Caisse nationale des Pensions de la guerre des sommes indûment payées à titre de pension d'invalidité, de pension aux veuves et orphelins, de pension ou d'allocation aux ascendants de rente pour chevrons de front, de rente pour chevrons de captivité, de rente de captivité, de rente de combattant ou de rente afférente aux ordres nationaux.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : intervient ; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959).

Budget du Ministère des Finances pour l'exercice 1960. — Discussion des articles. — Art. 6 : fait des observations ; p. 174 (15 décembre 1959).

Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 743 (3 mars 1960).

Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application de la loi nouvelle par l'administration ; p. 1009 (29 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 950 (22 mars 1960) ; pp. 984, 987 (23 mars 1960) ; p. 1005 (24 mars 1960). — Discours : concernant l'augmentation moyenne des fermages, le manque d'intérêt des agriculteurs pour le projet en cause, le danger de voir un fermier offrir un fermage élevé qu'il répètera en vue d'évincer des concurrents, le problème de la péréquation cadastrale, les moyens de contourner la loi, le bail à cens, l'augmentation des prix de la production agricole ; pp. 1010 à 1012 ; fait des observations ; p. 1020 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, son amendement tombe ; p. 1043 (31 mars 1960).

Projet de loi ouvrant de nouveaux crédits provisoires, à valoir sur les budgets de l'exercice 1960 et ajournant la clôture des opérations de dépenses relatives à l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1029 (31 mars 1960).

Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1296 (11 mai 1960).

Projet de loi modifiant le Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe et le Code des taxes assimilées au timbre. — Discussion générale. — Discours : concernant la perception des taxes de facture lors de la vente d'un appartement, les principes du Code civil relatif à la vente ; le danger d'ordre social et économique que le projet constitue, l'exemple de la vente d'appartements avant l'achèvement et de l'insolvabilité de certains vendeurs ; p. 1781 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1900, apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient ; pp. 1827 à 1830 (16 juin 1960).

Projet de loi relatif au recouvrement par l'Etat et la Caisse nationale des pensions de la guerre des sommes indûment payées à titre de pension d'invalidité, de pension aux veuves et orphelins, de pensions ou d'allocations aux ascendants, de rente pour chevrons de front, de rente pour chevrons de captivité, de rente de captivité, de rente de combattant ou de rente afférente aux ordres nationaux. — Discussion générale. — Discours : concernant la portée du projet tel qu'il a été amendé par la Chambre ; pp. 2055, 2056 (7 juillet 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale. — Discours : concernant les conditions de remise totale ou partielle des dommages-intérêts dus par certains inciviques, le nombre de cas où la loi pourra être appliquée, le rejet du projet en commissions réunies ; pp. 2056, 2057 (7 juillet 1960).

van Loenhout, sénateur provincial d'Anvers.

Doc. — N° 341. — Rapport : Projet de loi modifiant la taxe de circulation sur les véhicules automobiles.

Ann. — Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 6 : déclare que par erreur il a voté au banc de M. Pairon ; p. 1556 (7 juin 1960).

Van Offelen, Ministre du Commerce Extérieur.

Ann. — Budget du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Commerce extérieur. — Discussion générale. — Discours : concernant la nécessité d'un effort à long terme, le Conseil consultatif du commerce extérieur, les groupes de travail constitués en son sein, les conseillers du commerce extérieur, la création d'une association des Belges en mission, le maintien de l'unité administrative entre les Affaires étrangères et le Commerce extérieur, le renforcement de l'administration du Commerce extérieur, l'équilibre entre les rôles linguistiques, le problème de l'Office belge du Commerce extérieur, ses attributions, le programme des missions commerciales à l'étranger, la nouvelle mission qui se rendra en Amérique latine, la participation d'un représentant de l'Office du Dueroire, Crédit-Export, les foires, la création de Chambres de Commerce belges à l'étranger, l'envoi de prospecteurs, l'intégration européenne, la ratification du traité d'union économique Benelux, le Marché commun, l'accélération de sa mise en place, le problème du tarif extérieur commun, le renforcement de l'O.E.C.E., l'abolition des frontières douanières et contingentaires ; pp. 773 à 779 ; répond aux orateurs et traite notamment de : l'exportation vers les pays sous-développés, le commerce avec la Chine, les résultats des missions à l'étranger, le problème que le Marché commun pose en matière agricole, les créances sur les pays de l'Est, la formation commerciale de nos diplomates ; pp. 782 à 784 (8 mars 1960).

Van Remoortel, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 89. — Rapport + Erratum : Projet de loi concernant les demandes en révision des condamnations prononcées au Congo Belge et au Ruanda-Urundi et complétant le Code d'Instruction Criminelle belge d'Europe.

N° 254. — Sous-amendement à l'amendement proposé par le baron Nothomb : Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique.

N° 269. — Sous-amendement aux amendements présentés par le Gouvernement : Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique.

N° 270 : Sous-amendement à l'amendement proposé par M. De Boodt : Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne.

N° 389. — Amendement : Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les dangers dus à la consommation de certains produits alimentaires, les mesures prises aux Etats-Unis en ce domaine, le problème d'hygiène publique posé par les chiens ; p. 450 (11 février 1960).

Projet de loi concernant les demandes en révision des condamnations prononcées au Congo Belge et au Ruanda-Urundi et complétant le Code d'Instruction criminelle belge d'Europe. — Renvoi en commission : demande le renvoi en commission pour mise au point de la rédaction du projet ; pp. 733, 734 (3 mars 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 837 (10 mars 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale. — Discours : concernant l'exposition d'œuvres d'art dans les écoles ; p. 914 (17 mars 1960).

Projet de loi portant rattachement du hameau de Vaux, commune de Spy, à la commune d'Onoz. — Discussion générale. — Discours : regrette le démantèlement de Spy ; fait des observations ; pp. 1108, 1109 (6 avril 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant les modalités de nomination du chef d'orchestre adjoint, la soumission au Ministre d'une liste complète des candidats avec l'indication de leurs titres ; fait des observations ; pp. 1116, 1117. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, son sous-amendement à

Van Remoortel (suite).

l'amendement du gouvernement est adopté ; p. 1119 (6 avril 1960).

Projet de loi portant statut des militaires qui ont effectué du service pendant la guerre 1940-1945 dans les forces belges en Grande-Bretagne. — Discussion générale. — Discours : concernant l'octroi de rentes de chevrons de front et d'une dotation après la guerre 1914-1918, l'octroi des avantages du statut en discussion aux militaires belges se trouvant en Grande-Bretagne dans des zones dangereuses ; pp. 1123, 1124. — Discussion des articles. — Art. 7 : intervient ; p. 1128 (6 avril 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1960 relative aux élections législatives et provinciales au Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant l'accord du groupe socialiste sur le projet, les transferts d'argent vers la Belgique sur ordre de fonctionnaires ou particuliers belges travaillant au Congo ; p. 1169 (3 mai 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1173. — Discours : concernant la nécessité d'assurer la défense nationale, les dépenses qui devront être faites pour l'aide économique et technique à envisager pour le Congo, l'acquisition d'avions F. 104 G., la sécurité des pilotes de ces appareils, la dispense du service en Allemagne pour les militaires, la défense antiaérienne passive, les bases militaires au Congo ; pp. 1177, 1178 (3 mai 1960) ; fait des observations ; p. 1189 (4 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux structures du Congo. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance de l'événement et le testament politique de la Belgique en faveur du Congo indépendant, l'œuvre de la Belgique en Afrique, notre politique congolaise, statique d'abord et active ensuite, la conférence économique et financière à Bruxelles où une « sorte d'inventaire » fut dressé sans tenir compte du facteur humain et de la civilisation apportée en terre africaine, la reconnaissance du Congo, la concordance des intérêts du Congo et de la Belgique ; exprime des vœux pour le Congo ; p. 1341 (18 mai 1960).

Motion d'ordre de M. Orban : fait des observations ; p. 1343 (18 mai 1960).

Projet de loi fondamentale relative aux libertés publiques. — Discussion générale. — Discours : concernant les textes discutés qui resteront provisoires jusqu'au moment où les Congolais les modifieront, la valeur des textes établis par le Parlement belge et qui ont un caractère universel, l'exemple des règles du droit public susceptibles d'interprétation et même de modification par les Congolais, l'exemple des régions rurales appelées aussi coutumières et l'article ayant trait au mariage et à la famille ; p. 1347 (18 mai 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : demande de remplacer la dénomination inexacte de « Crédit au Colonat » par « Société de Crédit aux classes moyennes et à l'industrie » ; concernant les « administrateurs camouflés » dont a parlé M. Flamme ; p. 1680. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1682 à 1684 (9 juin 1960). — Art. 2 : son amendement est adopté ; p. 1707 (14 juin 1960).

Projet de loi modifiant la législation en ce qui concerne la représentation des prévenus devant les juridictions pénales. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1737, 1738 (15 juin 1960).

Projet de loi contenant le budget spécial d'assistance au Congo Belge, au Ruanda-Urundi et aux territoires d'outre-mer de la Communauté économique européenne pour l'exercice 1960. — Projet de loi contenant le budget du Fonds d'Assistance au Congo Belge pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes. — Discours : concernant l'affectation de l'aide accordée par la Belgique au Congo, les bourses d'études et les stages en Belgique, l'aide nécessaire au Fonds du bien-être indigène ; p. 1857, 1858 (21 juin 1960).

Projet de loi 1° accordant des garanties au personnel laïc de l'enseignement agréé qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté, serait placé dans l'impossibilité de poursuivre sa carrière en Afrique jusqu'à son terme normal ; 2° modifiant la loi du 21 mars 1960, relative à l'intégration des membres du personnel de l'Administration d'Afrique, de la Force publique et de la Magistrature dans les services publics métropolitains, en ce qui concerne le délai d'intégration du personnel des écoles officielles. — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 1873 (21 juin 1960).

Van Remoortel (suite).

Projet de loi modifiant la loi du 1^{er} mars 1958 relative au statut des officiers de carrière et de réserve. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1915, 1916 (22 juin 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1960, 1961, 1969 (23 juin 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo : fait des observations ; pp. 2085 à 2088 (12 juillet 1960).

Verhaest, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

Doc. — N° 248. — Amendement : Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des Conseils de prud'hommes.

N° 426. — Rapport : Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive.

N° 472. — Rapport : Projet de loi complétant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 34 réservé : intervient ; pp. 130, 131 (8 décembre 1959).

Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale. — Discours : concernant les pigeons destinés au tir, l'absence de cruauté dans la pratique de ce sport, les intérêts de l'industrie armurière belge ; pp. 152, 153 (8 décembre 1959).

Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion des articles. — Art. 4 : fait des observations ; p. 256 (22 décembre 1959).

Budget du Ministère de la Santé publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'aide familiale, l'activité et le budget de l'I.N.E.P.S., la révision des statuts de l'I.N.E.P.S., la participation belge aux Jeux olympiques, la répartition des crédits destinés aux plaines de jeux et de sports, les discriminations en matière de prix de la journée d'entretien entre institutions publiques et privées de soins aux enfants arriérés mentaux, spastiques et handicapés, la retenue d'allocations familiales pour des enfants placés dans ces institutions ; pp. 433 à 436 (10 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 560 (23 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 628, 629, 639 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; parle des possibilités de crédit pour les petites et moyennes entreprises ; pp. 888 à 890 (16 mars 1960).

Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion des articles. — Art. 9, 23 : intervient ; pp. 1147, 1152, 1158 (7 avril 1960).

Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1196 (4 mai 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant la tâche des conseils en matière de lois linguistiques ; p. 1261 (10 mai 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 1925 (22 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1329 (17 mai 1960) ; p. 1431 (19 mai 1960).

Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la protection des oiseaux, le point de vue des tendeurs ; insiste pour que le Ministre reçoive une délégation de ceux-ci ; p. 1642 (9 juin 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1682 à 1684 (9 juin 1960).

Verhaest (suite).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1924 (22 juin 1960).

Projet de loi complétant la loi du 5 septembre 1952 relative à l'expertise et au commerce des viandes. — Discussion générale. — Discours : concernant la justification du projet, les sanctions qu'il prévoit ; p. 2226 (20 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; pp. 2258, 2274, 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion : fait des observations ; p. 2314 (5 octobre 1960).

Vermeulen, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 11. — Rapport : Revision du Titre III, Chapitre premier, de la Constitution par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'Assemblée.

N° 72. — Rapport : Proposition de loi tendant à compléter la loi du 24 juillet 1953 instaurant temporairement une procédure de conciliation en matière d'impôts directs pour certains impôts et certains exercices.

N° 112. — Amendements : Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 115. — Amendement : Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.

N° 386. — Amendement : Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui, pour des raisons indépendantes de leur volonté, seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal.

N° 408. — Amendement : Projet de loi organique des Conseils culturels.

Ann. — Déclaration gouvernementale relative au Ruanda-Urundi : fait des observations ; p. 11 (10 novembre 1959).

Communication du Gouvernement relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans : intervient concernant la proposition de renvoi en commission ; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative au Congo : fait des observations ; pp. 2086, 2093 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Fait des observations ; pp. 2259 à 2277 ; dépose un ordre du jour ; p. 2260 ; dépose un amendement à l'ordre du jour de MM. P. De Smet et Vreven ; p. 2269. — Discours : concernant la portée des ordres du jour et amendements déposés, l'approbation par la majorité de la politique suivie par le gouvernement, la série des faits accomplis devant lesquels s'est trouvé placé le Parlement, les déclarations faites par le Premier Ministre au sujet des décisions du Conseil de Sécurité et du Ruanda-Urundi, le cas du colonel Weber, le discours de M. Rolin, le remaniement ministériel, le programme annoncé par M. Eyskens, l'opportunité d'un appel à l'opinion publique ; pp. 2273 à 2276 ; intervient concernant la priorité à accorder à l'un des amendements à l'ordre du jour de confiance ; p. 2279 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discours : concernant les réactions de l'opinion publique après la déclaration gouvernementale, la crainte des élections qui anime les partis de la majorité, le discours de M. Harmel, le remaniement du gouvernement, l'impuissance du gouvernement, le choix de M. H. d'Aspremont Lynden comme Ministre des Affaires africaines, le programme, les nouveaux impôts, l'incidence de la situation au Congo, les finances communales, la situation des communes « dortoirs », l'assainissement du secteur social, le pacte scolaire, le recensement linguistique ; pp. 2285 à 2287 ; fait des observations ; pp. 2290, 2291 (4 octobre 1960) ; pp. 2306, 2318, 2319 (5 octobre 1960) ; pp. 2325, 2328 à 2331, 2341, 2344 à 2350, 2354 à 2356 (6 octobre 1960).

Projet de loi permettant à l'Etat de garantir un emprunt de 20.000.000 de dollars à émettre aux États-Unis par le Congo Belge et à attacher à cet emprunt toutes exonérations fiscales. — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 44 (19 novembre 1959).

Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes

Vermeylen (suite).

- sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale : fait des observations ; p. 58 (1^{er} décembre 1959).
- Ordre des travaux : fait des observations ; p. 90 (2 décembre 1959) ; p. 404 (3 février 1960) ; intervient ; pp. 706 à 709 (2 mars 1960) ; fait des observations ; p. 1929 (22 juin 1960).
- Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion des articles. — Art. 15 : intervient, déclare, par motion d'ordre, n'avoir pu prendre part à deux votes, se trouvant dans le salon vert et n'ayant pas entendu la sonnerie ; pp. 103 à 107. — Art. 55 : intervient ; pp. 123 à 125 (3 décembre 1959). — Art. 55 réservé ; intervient ; pp. 131 à 134 (8 décembre 1959).
- Projet de loi portant interdiction des tirs aux pigeons. — Discussion générale : fait des observations. — Discours : concernant la présence de spectateurs au tir aux pigeons, le sort des pigeons qui échappent au tir, l'intérêt du tir pour des centres touristiques, l'interdiction du tir dans certains pays ; pp. 151, 153, 154 (8 décembre 1959).
- Projet de loi portant création d'un tribunal de police dans les arrondissements judiciaires de Gand et de Charleroi. — Discussion générale : fait des observations ; p. 155 (8 décembre 1959).
- Revision de l'article 56bis de la Constitution. — Discussion : fait des observations ; pp. 202 à 206 (16 décembre 1959).
- Revision du titre III, chapitre 1^{er}, de la Constitution, par l'insertion de dispositions permettant aux membres du Sénat et de la Chambre des Représentants, appelés à exercer des fonctions ministérielles, à siéger dans des organisations supranationales ou internationales de droit public ou à effectuer des prestations militaires, de donner délégation à un autre membre aux fins de participer en leur lieu et place aux délibérations de l'assemblée. — Discussion. — Discours : concernant la portée de la revision proposée, le vote émis par procuration, la responsabilité de ce vote, les cas où pareil vote serait admis, la crainte d'abus, l'insertion d'un article 36bis contenant la nouvelle disposition ; se déclare d'accord avec M. Ancot au sujet de la responsabilité du vote ; fait des observations ; répond à M. de Stexhe ; concernant l'octroi d'une seule procuration à un membre, les amendements d'ordre linguistique de M. Custers ; intervient sur le renvoi en commission ; pp. 207 à 212 (16 décembre 1959).
- Motion d'ordre de M. D. Smets : intervient ; p. 212 (16 décembre 1959).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 215 (16 décembre 1959).
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Ajournement : fait des observations ; p. 231 (17 décembre 1959).
- Question orale de M. Lemal au Ministre de la Justice : fait des observations ; p. 233 (17 décembre 1959).
- Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion : fait des observations ; p. 268 (22 décembre 1959).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Ajournement : fait des observations ; p. 337 (13 janvier 1960). — Discussion générale : fait des observations ; demande que la discussion soit poursuivie ; pp. 950, 951, 953 (22 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 978, 981, 983, 985 (23 mars 1960) ; pp. 990, 992 (24 mars 1960) ; pp. 1011, 1015 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1040, 1041, 1043, 1044 (31 mars 1960).
- Budget de la Gendarmerie pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : demande au Sénat de surseoir au vote du budget, afin de permettre au Ministre de répondre ; p. 400 (3 février 1960).
- Commissions permanentes : fait des observations ; pp. 401 à 403 (3 février 1960).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours : concernant les points sur lesquels l'opposition n'a pas obtenu satisfaction, la forme juridique des nouveaux instituts, l'intervention des conseils culturels dans la nomination des conseils d'administration, le statut du personnel, la nomination des directeurs généraux, les commissions consultatives créées au sein des instituts, les dispositions à caractère pénal de l'alinéa 2 de l'article 28, les nominations aux différents conseils, la règle de la représentation proportionnelle, la cooptation, la représentation de chaque courant d'opinion ; fait des observations ; pp. 462, 465 à 468, 471, 472 (11 février 1960) ; p. 489. — Discussion des articles. — Art. 1, 5 : intervient ; pp. 489 à

Vermeylen (suite).

- 492 (16 février 1960). — Art. 27, 28 : intervient ; pp. 509 à 512 (17 février 1960).
- Motion d'ordre : demande que le Compte rendu analytique porte la mention qu'il n'est qu'un sommaire n'engageant pas la responsabilité des orateurs ; que cette mention soit inscrite en tête du Compte rendu ; p. 502 (17 février 1960).
- Proposition de loi relative aux fonctions d'avoué et modifiant la loi du 10 janvier 1891 concernant la plaidoirie dans les tribunaux de première instance. — Discussion générale. — Discours : demande que le Ministre de la Justice n'use de cette loi que pour les nominations qui s'imposent dans l'intérêt de la justice ; admet l'ajournement ; p. 515 (17 février 1960) ; fait des observations ; p. 544. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; pp. 544 à 546 (23 février 1960).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement. — Discours : déclare qu'il s'oppose à l'ajournement et qu'il demandera l'appel nominal ; fait des observations ; demande que le débat continue et que le Ministre de la Justice donne au Sénat des éclaircissements sur sa politique ; pp. 525 à 527 (17 février 1960). — Discussion générale : fait des observations ; p. 534 (18 février 1960).
- Motion d'ordre de M. Dekeyzer : fait des observations ; p. 547 (23 février 1960).
- Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 618 (25 février 1960).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion des articles. — Art. 12 : fait des observations ; p. 738 (3 mars 1960).
- Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1009 (29 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; pp. 1091 à 1093 (5 avril 1960).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1114 (6 avril 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 22 avril 1958 portant statut de l'Orchestre national de Belgique. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1119 (6 avril 1960).
- Projet de loi portant modification de la loi du 9 juillet 1926 organique des conseils de prud'hommes. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 1132, 1137 (6 avril 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1254 (5 mai 1960).
- Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; parle de l'exposition annuelle des œuvres d'art acquises par l'Etat, des avis des commissions d'achat des musées, des erreurs de l'ancienne politique, de la nécessité de courir un certain risque ; pp. 1267 à 1277 (10 mai 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion. — Discours : concernant l'intervention de MM. Vreven et P. De Smet, l'optimisme systématique et l'immobilisme du Premier Ministre, l'interpellation du gouvernement par un membre de la majorité, l'expression de M. Vreven qui a fait appel à « des hommes », le « régime de vendredi », le discours du Premier Ministre au Conseil Central de l'Economie comparé à sa réponse à l'interpellation, le reproche « immobilisme du gouvernement », le choix entre les diverses solutions pour « renverser la vapeur », le régime des pensions, le système de la sécurité sociale, l'action des groupes de pression et l'exemple en matière d'incivisme, l'association des œuvres patriotiques à l'action de l'Exécutif et l'amendement par le gouvernement de certaines lois traitant de la répression, les dossiers des dommages-intérêts aux inciviques et l'information du Parlement, l'influence des groupes de pression sur un gouvernement faible, le déséquilibre budgétaire et l'application du budget cyclique, l'attitude du gouvernement en ce qui concerne le problème du Congo, un aperçu de la situation depuis les événements du 4 janvier 1959, la non-information, la non-consultation des socialistes par exemple lors de la démission de M. Van Hemelrijck et la nomination du troisième ministre au Congo, la Conférence de la Table Ronde, l'application de la législation sur les libertés fondamentales au Congo, le pouvoir du conseil exécutif et du troisième ministre du Congo, l'esprit civique dont l'opposition fait preuve, le courage et la netteté de la politique gouvernementale demandés par l'interpellateur ; pp. 1403 à 1405 (18 mai 1960) ; fait des observations ; p. 1415. —

Vermeyley (suite).

Vote : intervient ; fait un rappel au règlement au sujet du vote sur l'ordre du jour ; demande que l'on revienne sur ce vote : à son avis la question du choix entre le vote par assis et levé et le vote nominatif n'a pas été posée ; p. 1423 (19 mai 1960).

Interpellation de M^{me} Beeckman-Vve Vandervelde au Ministre de la Justice. — Discussion : fait des observations ; p. 1410 (19 mai 1960).

Question orale au Ministre de l'Instruction publique au sujet d'interrogatoires, que la police judiciaire aurait fait subir à certains élèves de MM. les Professeurs Laperche et Legrève à la suite des attentats dont ceux-ci ont été l'objet ; fait des observations ; p. 1425 (19 mai 1960).

Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion : fait des observations ; p. 1512. — Discours : concernant les rares abus dans l'administration des communes ; les causes de leur déficit : modernisations d'après guerre ; l'examen de la dette par tranches de communes, la modification de la nature des charges depuis 1949 : travaux indispensables, assistance publique dans les grandes et dans les petites communes, traitements et pensions du personnel communal ; les solutions annoncées par le Premier Ministre ; reprise de certaines charges par l'Etat : locaux et personnel de justice, voies de grande communication, tribunaux de police ; le cadre du personnel communal, la fusion des communes, l'exemple de la Hollande, la comparaison du régime financier des communes en Belgique et en Hollande, la responsabilité des administrateurs communaux pour leur gestion financière, la situation avant et après 1949, la création du Fonds des communes, les interventions, le financement et les fluctuations des tranches de ce Fonds, les critères de répartition et la proportion de la quote-part revenant aux communes, le rétablissement des additionnels et partant d'une inégalité supprimée par la loi de 1949 ; la séparation des fiscalités communale et de l'Etat ; la solution du problème par l'augmentation du Fonds des communes et la remise à charge de l'Etat des dépenses nationales ; pp. 1515 à 1517 (1^{er} juin 1960).

Projet de loi relatif au statut des sociétés de droit colonial belge ayant leur principal établissement administratif en Belgique. — Vote : justifie le vote de son groupe ; pp. 1649, 1657 (9 juin 1960).

Projet de loi relatif aux agents des pouvoirs publics subordonnés et des organismes d'intérêt public qui pour des raisons indépendantes de leur volonté seraient placés dans l'impossibilité de poursuivre leur carrière en Afrique jusqu'à son terme normal. — Discussion générale. — Discours : concernant la discrimination faite par l'exclusion des femmes mariées du bénéfice de l'indemnité ; le cumul des indemnités ; son amendement tendant à modifier l'alinéa 2 de l'article 1 ; pp. 1679, 1680. — Discussion des articles. — Art. 1 : son amendement est adopté ; fait des observations ; pp. 1681, 1682 (9 juin 1960).

Projet de loi autorisant le Roi à nommer à des places de complément au Conseil d'Etat. — Discussion générale. — Discours : concernant la réaction du ministre de l'Intérieur au retrait de l'amendement de M. Orban ; le concours préalable à l'entrée au Conseil d'Etat, l'article de la loi de 1955 relatif à la suppression de l'incompatibilité entre l'exercice de fonctions au Conseil d'Etat et l'enseignement universitaire ; pp. 1796, 1797 ; fait des observations ; p. 1797 (16 juin 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1960, apportant des modifications au régime successoral des petits héritages. — Discussion des articles. — Art. 2 : fait des observations ; p. 1830 (16 juin 1960).

Budget du Ministère des Affaires culturelles pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1868 (21 juin 1960).

Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale. — Discours : concernant la constitutionnalité de la procédure de désignation des membres des conseils, l'avis du Conseil d'Etat, l'avis opposé que doit émettre le Sénat, les avis des auteurs de droit public belge concernant l'article 32 de la Constitution ; demande que l'on en revienne au texte originaire de l'article 11 du projet ; concernant les désavantages des présentations par les académies et les universités ou par les conseils provinciaux seuls, les désavantages de la formule proposée à titre subsidiaire par la commission ; pp. 1870, 1871, 1873 à 1877 ; fait des observations ; pp. 1879 à 1882 (21 juin 1960). — Discussion des articles. — Art. 11 : intervient, son amendement est adopté ; p. 1925 (22 juin 1960).

Projet de loi majorant les taux des pensions des veuves et

Vermeyley (suite).

orphelins de la guerre 1914-1918, de la guerre 1940-1945 et de la campagne de Corée, élargissant les conditions d'octroi des avantages prévus en faveur de certaines catégories de veuves et orphelins, et aménageant certaines dispositions des lois coordonnées sur les pensions de réparation et des lois coordonnées sur les pensions militaires. — Discussion générale. — Discours : concernant la discrimination faite à l'égard de certaines veuves de guerre, l'amendement de M. Allard ; fait des observations ; estime dérisoire et insuffisante l'augmentation de la pension ; traite de la question du délai et de l'effet rétroactif de la loi ; pp. 2030, 2031 ; 2032, 2035 à 2037. — Discussion des articles. — Art. 3 : fait des observations ; p. 2039 (5 juillet 1960). — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 2060 (7 juillet 1960).

Projet de loi modifiant les lois relatives aux impôts sur les revenus coordonnées le 15 janvier 1948, en vue de favoriser la prospection pétrolière en Belgique. — Discussion générale. — Discours : concernant l'opportunité de l'exonération d'impôts prévue, la rédaction de l'article 1 ; fait des observations ; p. 2042 (5 juillet 1960). — Vote : justifie son vote ; p. 2060 (7 juillet 1960).

Projet de loi relatif au recouvrement par l'Etat et la Caisse nationale des pensions de la guerre des sommes indûment payées à titre de pension d'invalidité, de pension aux veuves et orphelins, de pensions ou d'allocations aux ascendants, de rente pour chevrons de front, de rente pour chevrons de captivité, de rente de captivité, de rente de combattant ou de rente afférente aux ordres nationaux. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2056 (7 juillet 1960).

Projet de loi relatif aux dommages-intérêts alloués à l'Etat du chef d'infraction aux dispositions des articles 104, 109 et 113 à 123decies du Code pénal. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2057, 2058. — Discours : concernant la consultation de groupements patriotiques, la communication de dossiers à des personnes faisant partie du groupe de contact, la désignation par le Sénat d'une commission d'enquête, la disposition limitative de l'article 2 ; fait des observations ; parle de la communication de dossiers à des tiers, des procès-verbaux des réunions du groupe de travail ; demande si les dossiers ont été communiqués ; remercie le Ministre des Finances ; pp. 2058 à 2064. — Discussion des articles. — Art. 2 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 2065 (7 juillet 1960).

Projet de loi accordant des avantages sociaux aux universités et établissements assimilés. — Projet de loi relatif à l'intervention de l'Etat dans le financement des universités libres et de diverses institutions d'enseignement supérieur et de recherche scientifique. — Projet de loi modifiant la loi du 28 avril 1953, sur l'organisation de l'enseignement supérieur dans les universités de l'Etat, et la loi du 22 avril 1958, portant création d'un Fonds des constructions scolaires et parascolaires de l'Etat ; d'un Fonds des constructions de l'enseignement supérieur et des cités universitaires de l'Etat. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 2117 (13 juillet 1960).

Projet de loi portant création d'un Fonds d'investissement agricole. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 2230, 2233 (20 juillet 1960).

Versé, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 94. — Amendements : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

N° 185. — Rapport : Projet de loi portant extension du territoire de la commune de Tilleur par incorporation de parties du territoire des communes d'Ougrée et de Saint-Nicolas.

N° 231. — Amendement : Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages.

Ann. — Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes, sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale. — Discours : concernant l'application de l'article 14 du projet ; p. 58 (1^{er} décembre 1959).

Revision de l'article 57 de la Constitution. — Discussion. — Discours : estime l'augmentation inopportune ; pp. 212, 213 (16 décembre 1959).

Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : son amendement est rejeté ; pp. 216 à 218 (16 décembre 1959).

Budget du Ministère de l'Intérieur pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 353 (26 janvier 1960).

Versé (suite).

- Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant la situation dans le domaine des ventes à tempérament, les insuffisances et le contournement de la loi, les prêts sur signature, les mesures à prendre dans ce domaine ; pp. 840, 841 (10 mars 1960).
- Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes. — Discours : concernant le rétablissement de l'égalité fiscale par la suppression du cumul des revenus d'époux travailleurs indépendants en matière d'imposition à la taxe professionnelle ; pp. 895, 896 (16 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1020. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient, son amendement est rejeté ; p. 1022 (29 mars 1960) ; intervient, son amendement est rejeté ; la première partie de son suivant amendement est rejetée ; pp. 1040, 1041 à 1043 (31 mars 1960). — Art. 2 : son amendement tombe ; p. 1100. — Retire son amendement tendant à l'insertion d'un article 3 nouveau ; pp. 1100, 1101 (5 avril 1960).
- Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 1503 (31 mai 1960). — Art. 6 : dit que son vote négatif n'a pas été acté ; p. 1557 (7 juin 1960).
- Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion générale. — Discours : demande des renseignements au sujet de certaines transactions dont le Ministre a parlé lors des raisons invoquées pour racheter des titres au pair ; fait des observations ; p. 1802 (16 juin 1960).
- Communication du Gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2175 (19 juillet 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours : concernant l'interprétation de la décision de dissocier le recensement linguistique du recensement général ; pp. 2356, 2357 (6 octobre 1960).

Versieren, sénateur provincial de Flandre Orientale.

- Ann.* — Budget du Ministère des Communications pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; p. 619 (25 février 1960).
- Projet de loi autorisant la Sabena à modifier ses statuts. — Discussion des articles. — Art. 1 : propose un amendement à l'article 11 des statuts, son amendement est rejeté ; pp. 1808, 1824 (16 juin 1960).

Verspeeten, sénateur de l'arrondissement de Gand-Eeklo.

- Ann.* — Projet de loi portant statut syndical des agents des provinces, des communes, des personnes publiques subordonnées aux provinces et aux communes et des associations de communes sans participation de particuliers ou de sociétés. — Discussion générale. — Discours : se réjouit de la discussion du projet en séance publique ; concernant l'opposition que le projet en cause a rencontré auprès de nombreux mandataires communaux et provinciaux ; p. 58 (1^{er} décembre 1959).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la réadaptation des barèmes du personnel de l'Etat, les minima de rémunération demandés par les syndicats, l'harmonisation des divers régimes de pension, l'allocation de 800 francs aux agents de l'Etat affiliés libres à une mutualité, la durée du travail dans les administrations, les sanctions annoncées par le gouvernement à la suite de la grève du 29 janvier, la non-application des mesures prescrites en cas de grève pour assurer les besoins vitaux ; pp. 567 à 569 (23 février 1960).
- Déclaration gouvernementale. — Discours : concernant la révision de la loi du 21 mars 1960 relative à l'intégration du personnel d'Afrique, la réforme administrative, la valorisation de la fonction publique, l'immunisation de l'absence due à la grève du 29 janvier 1960 pour le personnel des services publics, les pensions des agents des services publics, les finances communales, les barèmes du personnel des communes, les cadres et les nominations, les droits acquis du personnel communal, les enquêtes en cours en vue de démontrer la nécessité d'harmoniser la situation administrative et pécuniaire du personnel des communes ; pp. 2333 à 2336 (6 octobre 1960).

Vreven, sénateur de l'arrondissement de Hasselt-Tongres-Maaseik — Ministre de la Coordination des réformes institutionnelles.

- Doc.* — N° 105. — Rapport + Annexes : Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs.
- N° 219. — Rapport : Projet de loi tendant à instaurer une procédure spéciale de saisie-arrêt pour les recouvrements à effectuer par l'administration de l'enregistrement et des domaines.
- N° 462. — Rapport : Budget des Recettes et des Dépenses pour l'exercice 1960.
- Ann.* — Bureau définitif : Au nom de son groupe, appuie la proposition de M. Rolin tendant à la reconduction du bureau sortant ; pp. 4, 5 (10 novembre 1959).
- Budget des Dotations pour l'exercice 1959. — Discussion des articles du tableau. — Art. 105 : intervient ; p. 216 (16 décembre 1959).
- Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant les visites domiciliaires ; p. 244 (22 décembre 1959).
- Projet de loi de finances pour l'exercice 1960 et postposant la clôture des opérations d'établissement des impôts directs pour l'exercice 1959. — Discussion générale : fait des observations ; p. 251 (22 décembre 1959).
- Budget du Ministère de la Justice pour l'exercice 1960. — Demande d'ajournement. — Discours : regrette la faiblesse du gouvernement et la procédure insolite de certains membres du P.S.C. ; p. 525 ; déclare que son groupe votera contre l'ajournement ; p. 527 (17 février 1960).
- Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant le chômage, la révision des rémunérations allouées aux fonctionnaires, le cas des ingénieurs, la diminution des formalités ; p. 553 (23 février 1960).
- Projet de loi autorisant des régularisations, augmentant et réduisant certains crédits ouverts pour l'exercice 1959 et allouant des crédits supplémentaires pour les dépenses se rapportant aux exercices 1958 et antérieurs. — Discussion générale. — Discours : concernant la pratique des dépassements de crédits et des avances de trésorerie ; p. 684 ; fait des observations ; p. 691 (2 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 12 : fait des observations ; p. 738 (3 mars 1960).
- Budget des Voies et Moyens et budget des Recettes extraordinaires pour l'exercice 1960. — Budget de la Dette publique pour l'exercice 1960. — Budget des Non-valeurs et des Remboursements pour l'exercice 1960. — Discussions générales jointes : fait des observations ; p. 704. — Discours : concernant l'augmentation des dépenses de l'Etat depuis 1947, l'évolution de la dette publique depuis 1950, le moment de l'émission des emprunts, l'inscription de dépenses de productivité nulle au budget extraordinaire, l'assainissement dans le domaine des subventions ; pp. 705, 706 (2 mars 1960) ; fait des observations ; pp. 724, 727 (3 mars 1960).
- Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 894. — Discours : concernant les retards dans l'octroi de prêts aux classes moyennes pour l'acquisition d'immeubles ; p. 897 (16 mars 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 944 ; rappelle la portée des amendements déposés et de la proposition de loi de M. Moulin ; propose le renvoi en commission ; p. 949 (22 mars 1960) ; fait des observations ; p. 997 (24 mars 1960). — Discours : concernant la conciliation des intérêts des propriétaires et des locataires, la rareté des abus, l'insuffisance des fermages actuels, la fixation du prix du fermage, en rapport avec le prix de divers produits agricoles de la région ; pp. 1013 à 1020. — Discussion des articles. — Art. 1 : intervient ; p. 1022 (29 mars 1960) ; pp. 1040, 1041 (31 mars 1960).
- Interpellation au Premier Ministre « sur la situation générale et la politique gouvernementale ». — Demande ; p. 1258 (5 mai 1960). — Discussion. — Discours : concernant la raison et le but de son interpellation, la gravité de la situation, la politique gouvernementale fondée sur l'intérêt du pays, la création d'un climat de confiance, l'actuel gouvernement de coalition ; l'augmentation du plafond des rémunérations pour le calcul des retenues de la sécurité sociale, l'effort d'adaptation

Vreven (suite).

pour la mise en route du Marché commun, la récession économique mondiale, l'action gouvernementale, la situation économique actuelle, le secteur charbonnier, le chômage, le revenu national; les raisons du malaise actuel: incompréhension des motifs et arguments qui ont inspiré certaines décisions gouvernementales à cause du manque d'information en matière financière, craintes du pays, ensuite des débats sur les questions politiques, sur l'efficacité de nos institutions et le rôle joué par les groupes de pression, série de problèmes très graves, notamment l'évolution de la situation économique de la Belgique depuis la guerre, la crise charbonnière, les événements du Congo; l'orientation à donner à notre politique sociale; le progrès social, l'expansion économique, les exportations, la politique de hauts salaires, les divers secteurs de la sécurité sociale, les répercussions de la politique actuelle sur notre position au sein du Marché commun et la situation sur le plan strictement national, l'assurance maladie-invalidité, les abus dans le secteur chômage, le salaire indirect, la nécessité d'un inventaire objectif des ressources et dépenses que notre économie peut supporter dans le domaine social, nos possibilités concurrentielles, la stabilité d'emploi; l'évolution de nos budgets et l'accroissement de la dette publique qu'elle entraîne, l'incidence budgétaire du pacte scolaire, la révision de nos obligations militaires et de la défense nationale; la répercussion de l'évolution de nos rapports avec le Congo, la situation au Congo, la crise d'autorité, notre politique à l'égard du Congo; l'inquiétude quant au sort de notre pays, les solutions possibles aux problèmes essentiels qui ne peuvent être cherchées dans l'aggravation de nos charges fiscales, les impôts, l'exemple de l'économie libre exercée par l'Allemagne fédérale; la nécessité d'une explication loyale de la situation actuelle du pays sans recours aux pleins pouvoirs, pouvoirs spéciaux ou lois de cadre, l'attitude du gouvernement; pp. 1385 à 1390; fait des observations; pp. 1400, 1403, 1404, 1406 (18 mai 1960); pp. 1412. — Vote: fait des observations; p. 1416 (19 mai 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion: fait des observations; p. 1275 (10 mai 1960).

Déclaration gouvernementale relative au Congo. — Discussion. — Discours: concernant la nécessité d'une politique de fermeté au Congo, la nécessité d'assurer la sécurité des Belges au Congo, l'intervention des forces belges, le maintien des bases militaires; pp. 2084, 2085 (12 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion. — Dépose un ordre du jour. — Discours: concernant les causes du drame congolais, les responsabilités, l'avenir du pays, la nécessité d'un remaniement profond du gouvernement; pp. 2261, 2262; dépose un amendement à son ordre du jour; pp. 2269; cet amendement est adopté; son ordre du jour est adopté; p. 2280 (19 août 1960).

Déclaration gouvernementale. — Discussion: fait des observations; p. 2292 (4 octobre 1960); p. 2310 (5 octobre 1960); p. 2323 (6 octobre 1960).

Projet de loi créant un Fonds temporaire tendant à favoriser l'assainissement du marché charbonnier. — Discussion générale. — Discours: concernant le caractère temporaire et la nécessité du projet, l'amodiation des réserves charbonnières du Limbourg; pp. 2198, 2199 (20 juillet 1960).

W**Warnant, sénateur de l'arrondissement de Nivelles.**

Doc. — N° 24. — Amendement au texte présenté par la commission: Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 36. — Rapport: Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale: fait des observations; p. 66. — Discours: concernant l'origine du déséquilibre financier en matière de pension des indépendants, les conséquences de la loi Van den Daele, la confiance que les classes moyennes font à l'initiative privée, les modifications apportées au projet primitif par le gouvernement, la prise en considération de l'apprentissage pour le calcul des prestations, la prolongation de l'activité jusqu'à 67 ans, la part de capitalisation individuelle, la gestion de

Warnant (suite).

l'assurance décès par les caisses de pensions, l'institution d'une commission de recouvrement, les amendements de l'opposition, leur incidence financière, la nécessité d'une refonte totale de la législation en matière de pensions, l'unification de tous les régimes de retraite; pp. 67 à 70 (1^{er} décembre 1959); fait des observations; p. 83 (2 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 15: intervenant, son amendement est rejeté; pp. 103 à 107 (3 décembre 1959). — Art. 63: intervenant; pp. 136, 137 (8 décembre 1959).

Projet de loi sur la protection contre l'abus de la puissance économique. — Discussion générale. — Discours: concernant l'admission de l'existence de la puissance économique, la nécessité d'une arme en vue de lutter contre les abus, le principe de cessation de l'abus contenu dans le projet, le principe d'interdiction contenu dans les Traités de Rome, la nécessité d'une loi suffisamment souple, les modifications au projet proposées par la commission; pp. 139, 140 (8 décembre 1959).

Projet de loi modifiant la loi du 12 juillet 1957 relative à la pension de retraite et de survie des employés. — Discussion générale. — Discours: concernant l'approbation du projet par le groupe libéral, le droit inconditionnel à la rente, l'abaissement du plafond à 8.000 francs, la révision de toute la législation en matière de pensions, l'incidence des développements de la situation démographique, la faculté de rachat de la rente viagère, la coordination de la législation sur la pension des employés, la perception plus rapide de la pension; pp. 175 à 177; fait des observations; pp. 177 à 180 (15 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale relative aux problèmes énergétiques. — Motion d'ordre de M. V. Leemans; intervenant concernant la proposition de renvoi en commission; pp. 233 à 235 (17 décembre 1959).

Déclaration gouvernementale. — Discussion. — Discours: concernant la remise du recensement, la déception de l'opinion publique quant au fonctionnement du régime, la rénovation nécessaire, le rétablissement de la confiance, la révision constitutionnelle, l'amélioration du fonctionnement du pouvoir législatif, la réforme administrative, l'accord national sur certaines questions fondamentales, la nécessité de réaliser le programme gouvernemental dans son ensemble; pp. 2311 à 2313; fait des observations; p. 2320 (5 octobre 1960).

Budget du Ministère du Travail pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant notre politique de l'emploi, l'incidence des salaires directs et indirects et des charges sociales sur les prix de revient dans les six pays de la Communauté, la nécessité d'une étude comparative et approfondie de ces problèmes, la récession et le redressement de notre économie, le sort de nos petites et moyennes entreprises; la dualité du statut juridique des ouvriers et des employés, la différence dans la stabilité de l'emploi et le préavis, la suppression de cette différenciation basée sur une conception dépassée par l'évolution économique et sociale et le renversement des valeurs, la refonte de la hiérarchie des valeurs au sein de l'entreprise, l'établissement d'une hiérarchie basée sur des degrés de qualification, la qualification professionnelle comme base de toute réforme, l'établissement de monographies exactes d'emploi pour employés et ouvriers, la formation professionnelle entravée par la question de la stabilité de l'emploi, le placement des travailleurs âgés et handicapés, le chômage, l'adaptation des rémunérations aux mérites réels de chacun; pp. 316 à 318; fait des observations; p. 321 (12 janvier 1960).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion générale. — Discours: concernant la possibilité d'émissions commerciales, le dosage linguistique et politique dans la composition des conseils; la qualité des émissions de télévision, les conséquences de la fonctionnarisation; pp. 468, 469 (11 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre Vice-Président du Conseil de Cabinet pour l'exercice 1960. — Discussion générale: fait des observations; p. 565 (23 février 1960).

Budget du Ministère de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours: concernant le chômage, le chômage technologique, le fonctionnement de l'O.N.P.C., les abus, la remise au travail des chômeurs, le chômage féminin, l'assainissement nécessaire dans le domaine du chômage; pp. 600 à 602; fait des observations; p. 602 (24 février 1960); pp. 638, 639 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques con-

Warnant (suite).

cernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 793 (9 mars 1960) ; p. 826. — Discours : concernant l'importance de l'analyse des budgets, la situation économique de la Belgique à la veille de son entrée dans le Marché commun, la progression plus lente de l'économie belge, l'élévation des prix de revient, le niveau élevé du coût de l'heure de travail, la rentabilité insuffisante des entreprises belges, l'absence d'une politique fiscale permanente encourageant les investissements ; le contrôle de la gestion des organismes bénéficiant des subventions de l'Etat et l'utilité de l'octroi de ces subventions : l'Office commercial du ravitaillement, l'Institut national de l'Industrie charbonnière, l'Office belge pour l'accroissement de la productivité ; les subsides accordés à l'énergie nucléaire, le fonctionnement du centre de Mol, les subventions en faveur de l'expansion économique, les dépenses pour les expositions et foires, le crédit pour l'Institut d'esthétique industrielle, le contrôle et la liquidation des compagnies d'assurance ; l'assainissement de l'industrie charbonnière, les subventions prévues en 1960 pour cette industrie ; la recherche scientifique, l'encouragement de l'I.R.S.I.A. ; la reconversion fondamentale de notre structure industrielle, la création d'un bureau de programmation, la politique d'expansion régionale ; pp. 829 à 833 ; fait des observations ; pp. 828, 845, 846 (10 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes moyennes. — Discussions jointes : fait des observations ; p. 888. — Discours : concernant l'utilité de certaines dépenses inscrites au budget, la subvention à la formation et au perfectionnement professionnels ; l'activité de l'Office national pour la promotion de l'exportation des produits des petites et moyennes entreprises et du Centre national pour l'expansion économique des petites et moyennes entreprises, la confection économique de la Belgique, l'aide aux métiers d'art ; la suppression du cumul des revenus des époux, le travail noir, la nécessité de mieux faire connaître la législation en faveur des classes moyennes, la participation des classes moyennes à la vie de la nation ; pp. 890 à 892 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1015 (29 mars 1960).

Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale : fait des observations ; p. 2132 (13 juillet 1960). — Discours : concernant la suppression de la discrimination entre le statut de l'ouvrier et celui de l'employé, le caractère transitoire du projet, la charge nouvelle imposée à l'employeur pour les repos d'accouchement, la possibilité d'abus, l'exclusion du bénéfice de la loi des ouvriers travaillant dans les petites entreprises ; pp. 2139 et 2140 ; fait des observations ; p. 2143. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations ; p. 2145 (14 juillet 1960).

Wiard, sénateur de l'arrondissement de Bruxelles.

Doc. — N° 30. — Amendement au texte présenté par la commission : Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants.

N° 172. — Proposition de loi sur les concessions de vente exclusive.

N° 191. — Amendement : Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960.

Ann. — Projet de loi relatif à la pension de retraite et de survie des travailleurs indépendants. — Discussion générale. — Discours : concernant les avantages prévus dans le projet, les conséquences du système hybride qui a été préféré à un système de répartition pure, la charge de la péréquation, le maintien de l'enquête sur les ressources, le maintien de l'hypothèque et de l'assurance vie, le retard dans l'octroi d'une pension provoqué par l'enquête sur les ressources, le maintien des fonctionnaires du Fonds de solidarité, l'instauration d'un régime de pensions basé sur la répartition ; pp. 66, 67 ; fait des observations ; pp. 68, 69 (1^{er} décembre 1959) ; pp. 85 à 87 (2 décembre 1959). — Discussion des articles. — Art. 21 : intervient ; p. 111. — Art. 54 : intervient, retire son amendement ; pp. 122, 123 (3 décembre 1959). — Art. 63 : intervient, retire son amendement ; pp. 136, 137 (8 décembre 1959). — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 139 (8 décembre 1959).

Ordre des travaux : fait des observations ; p. 90 (2 décembre 1959) ; p. 494 (16 février 1960).

Wiard (suite).

Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5 : fait des observations ; p. 494 (16 février 1960).

Budget des Services du Premier Ministre et du Ministre-Vice-Président du Conseil de Cabinet. — Vote : justifie le vote de son groupe ; p. 629 (25 février 1960).

Budget du Ministère des Affaires économiques pour l'exercice 1960. — Interpellations de MM. Flamme, Hercot, Molter et Noël au Ministre des Affaires économiques. — Rapport sur la communication du Ministre des Affaires économiques concernant les problèmes énergétiques. — Discussions jointes. — Discours : concernant l'importance du cinéma au point de vue culturel, les taux des taxes sur les spectacles de cinéma, la régression du nombre de spectateurs, la situation pénible des salles de cinéma des faubourgs des grandes cités, l'impossibilité pour les communes de diminuer la taxe sur les spectacles, la situation du cinéma belge, le fonds permanent de détaxation en faveur du film belge créé en 1953 par M. Duvieusart, la nécessité d'une aide puissante des pouvoirs publics pour créer une industrie cinématographique, les accords de coproduction, l'amendement tendant à doubler le crédit prévu pour l'aide au film belge, l'imposition d'un quota ; pp. 805, 806 (9 mars 1960). — Discussion des articles du tableau. — Art. 24 : retire son amendement ; p. 848 (10 mars 1960).

Motion d'ordre : regrette que la discussion du budget des Classes moyennes ait été interrompue à deux reprises pour permettre de développer des interpellations ; p. 880 (16 mars 1960).

Budget du Ministère des Classes moyennes pour l'exercice 1960. — Interpellation de M. Busieau au Ministre des Classes Moyennes. — Discussions jointes. — Discours : concernant la nécessité pour le département de disposer d'organismes d'études appropriées, le crédit aux classes moyennes, les problèmes sociaux des indépendants ; les problèmes qui se posent dans le domaine de la distribution : ventes en solde, ventes au rabais, ventes avec prime ; la perturbation du secteur de la distribution par les ventes avec prime, la défense du consommateur, les ventes avec billets de tombola ou billets de pronostics ; pp. 887 à 889 (16 mars 1960).

Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations ; p. 1005 (24 mars 1960).

Interpellation de M. Gillon au Ministre de l'Instruction publique. — Discussion : fait des observations ; pp. 1265 à 1268, 1271, 1272. — Discours : concernant la pauvreté des musées belges dans le domaine de l'art moderne, les prix payés pour certaines œuvres inspirées d'un classicisme désuet ; pp. 1273, 1274 (10 mai 1960).

Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations ; pp. 1395, 1396 (18 mai 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discussion : fait des observations ; p. 2279 (19 août 1960).

Wibaut (M^{lle}), sénateur de l'arrondissement de Tournai-Ath.

Ann. — Budget du Ministère de la Santé Publique et de la Famille pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les problèmes des malades chroniques, la création d'établissements pour ces malades, leur hospitalisation à domicile ; p. 418 (9 février 1960).

Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la présence dans de nombreuses écoles gardiennes d'une section pour enfants de moins de trois ans ; p. 1940 (22 juin 1960).

Wigny, Ministre des Affaires Etrangères.

Ann. — Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche sur la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires et des actes authentiques en matière d'obligations alimentaires, signée à Vienne le 25 octobre 1957. — Discussion générale. — Discours : concernant la méthode suivie pour l'approbation des traités, la limitation de la convention aux décisions en matière d'obligation alimentaire, l'interprétation que les juges autrichiens donneront à la convention ; p. 920 (17 mars 1960).

Wigny (suite).

Budget du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur pour l'exercice 1960. — Crédits : Affaires étrangères. — Discussion générale. — Discours : concernant les sujets actuels de la politique étrangère ; la conférence au sommet et son but : organiser la paix mondiale ; l'analyse de la situation, la position russe, le raisonnement des pessimistes et des moins-pessimistes, les discours de M. Krouchtchev, le désarmement, le communisme, l'assouplissement du régime interne en Russie, la possession des armes atomiques par les deux blocs opposés, les répercussions d'une éventuelle guerre sur l'économie russe, la possibilité de détente, les trois thèmes principaux de la conférence au sommet ; le problème du désarmement : l'attitude du représentant du gouvernement belge à l'O.N.U. exprimant l'adhésion au désarmement et la nécessité d'un contrôle par la création d'une force publique internationale ; le problème allemand : la division ou la réunification de l'Allemagne, les positions inconciliables, l'autodétermination du peuple allemand, le statut de Berlin, la position de l'U.R.S.S. ; le problème des relations entre l'Est et l'Ouest : les questions économiques, le commerce entre l'Est et l'Ouest, les échanges bilatéraux et triangulaires, le Marché commun créé par les Russes à l'intérieur du Pacte de Varsovie ; la situation des pays sous-développés et l'importance d'une certaine stabilité des prix ; la Communauté des Six ; l'accélération de l'intégration économique, les décisions capitales prises par la Communauté : accélération de la démobilitation tarifaire, réduction de 20 % de notre tarif extérieur commun ; la Belgique dans le cadre du Marché commun, l'attitude de l'Angleterre, les négociations avec les Etats-Unis, les dispositions spéciales prévues en faveur de l'agriculture dans le cadre des mesures d'accélération du Marché commun ; les questions européennes, la politique d'association, les négociations avec la Grèce et la Turquie, l'association avec les territoires d'Outre-Mer après l'indépendance, les thèses défendues par le gouvernement belge pour que le Congo puisse continuer à profiter des avantages de la Communauté après le 30 juin, la politique sociale dans le cadre du Marché commun, la création d'un fonds social européen, les liens culturels entre les Six et la création d'une institution nouvelle ; l'université européenne, son statut et son siège, le problème des districts ; les élections directes européennes, Benelux, le traité de l'union économique, les remarques concernant l'agriculture, les voies d'eau et les difficultés d'ordre institutionnel, les réunions du Conseil des Ministres et des représentants des administrations, le rôle du Conseil interparlementaire Benelux, l'utilité de Benelux pour la Belgique et les Pays-Bas et son importance au sein du Marché commun, de l'O.T.A.N. et de l'O.N.U. ; le futur Etat congolais, les questions à examiner avant le 30 juin : organisation des départements, ambassades et autres services, traités qui lient le Congo, transfert de souveraineté ; après le 30 juin : collaboration diplomatique entre les deux Etats indépendants, entrée du Congo dans les organismes internationaux ; l'organisation du département des Affaires étrangères, régime linguistique, représentation à l'étranger des deux parties du pays, capacités requises, carrières des fonctionnaires d'expression néerlandaise, nominations et recrutement ; les réalisations faites depuis la guerre ; pp. 1318 à 1324 ; fait des observations ; pp. 1329, 1333 (17 mai 1960) ; pp. 1420, 1430, 1431. — Discours : concernant l'opposition entre les thèses de M. Rolin et des autres orateurs au sujet du problème allemand, de l'alliance Atlantique, de l'incident de l'U.2, de certains événements dans des pays associés, notre principe de non-immixtion, la réalisation d'une Europe ouverte sur le monde, la nécessité de rester unis, la répartition des responsabilités dans l'échec de la conférence au sommet, le vol de l'U.2, l'espionnage, les réactions en cas de renversement de la situation, l'espoir d'un compromis, le désarmement, le problème allemand, la nécessité de trouver une solution de commun accord avec les populations intéressées, la solution proposée par les Russes et celle des Occidentaux, le rôle des petites puissances ; les immunités pénales et fiscales des membres des institutions européennes, le nouveau statut fiscal de ce personnel ; la frontière Oder-Neisse ; l'Europe culturelle, l'université européenne ; la réalisation d'accords multilatéraux ; la reconnaissance de la Chine communiste ; la réunion des 21 ; l'O.E.C.E. ; les locaux du Palais d'Egmont, du Département et du Sénat ; le contrôle exercé sur les frontières intra-Benelux ; l'organisation du département, l'équilibre linguistique à l'administration centrale et dans les services diplomatiques, l'hommage de M. Moreau de Melen à l'action du gouvernement ; Benelux, les problèmes agricoles, commerciaux, économiques, la nécessité de l'O.T.A.N., notre participation aux décisions ; l'existence de l'Europe, les bases allemandes ; pp. 1434 à 1437 ; concernant la comparaison entre les budgets du Sénat et de l'Assemblée Parlementaire Européenne, les légionnaires, la politique belge après la reconnaissance de l'indépendance du Congo,

Wigny (suite).

le problème linguistique, la présence du Ministre de l'Agriculture aux négociations pour l'accélération du Marché commun, le discours de M. Rolin, l'O.T.A.N., les problèmes économiques, les problèmes Est-Ouest, la reconnaissance de la Chine communiste, les bases américaines en Belgique, l'espionnage aérien et l'espionnage terrestre, l'accord de Chicago, l'ordre d'alerte « exercice provocateur » ; répond aux reproches que lui a faits M. Noël ; pp. 1442, 1443. — Discussion des articles du tableau. — Art. 25 : intervient ; p. 1443 (19 mai 1960).

Motion d'ordre de M. Rolin : intervient ; p. 1984 (23 juin 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discours : rend hommage aux victimes des événements du Congo ; concernant la machination dont la Belgique est victime au Congo, les appels lancés à l'U.R.S.S. par M. Lumumba, le cargo polonais chargé d'armes qui seraient destinées au Congo, la désorganisation congolaise, la sécurité des Belges au Congo, la mission de MM. De Schryver et Ganshof van der Meersch, la plainte en agression déposée par M. Lumumba au Conseil de Sécurité, le droit d'agir des troupes belges, la limitation de l'intervention belge, l'intervention de l'O.N.U. et la position belge à son égard, la non-immixtion dans les affaires intérieures du Congo, la situation dans les régions du Sud-Est du Congo, la collaboration indispensable de la Belgique et du Congo ; pp. 2166 à 2169 (19 juillet 1960).

Communication du gouvernement relative au Congo. — Discours : concernant les dispositions qui avaient été prises pour assurer une collaboration entre la Belgique et le Congo, les principes qui ont justifié l'action militaire belge, la limitation de l'intervention, la non-ingérence dans les affaires intérieures congolaises, les relations avec l'O.N.U., les objectifs de l'action diplomatique belge à l'O.N.U., le cas du Katanga, la loyauté de la position belge, le malentendu à propos de l'entrée des troupes de l'O.N.U. au Katanga, la crainte d'un danger pour la paix mondiale ; pp. 2246 à 2249 ; fait des observations ; pp. 2252 à 2254 ; concernant la position belge à l'égard des décisions du Conseil de Sécurité, l'assistance technique accordée au Katanga, l'envoi de M. Rothschild à Elisabethville ; pp. 2277, 2278 (19 août 1960).

Willems, sénateur provincial de Brabant.

Ann. — Budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant les promesses faites aux agriculteurs, les conditions de vie des paysans, les marges bénéficiaires excessives prises par les intermédiaires, le milliard supplémentaire pour les agriculteurs, les promesses pour les dommages causés par la sécheresse, le prix élevé de certains produits et des fermages, la loi sur les fermages, les exploitations industrielles qui transforment des produits agricoles et qui sont de la compétence du Ministre des Affaires économiques, la dispersion des compétences en matière agricole ; la nécessité pour les agriculteurs de fournir des renseignements exacts aux services ministériels pour la fixation et l'octroi de subsides ; les épizooties, l'indemnité payée aux vétérinaires pour les vaccinations, le recrutement éventuel de vétérinaires au service de l'Etat, la possibilité de marquer les animaux ayant une réaction positive pour certaines maladies contagieuses ; le remembrement et le manque de personnel ; suggère de donner une autre affectation aux sommes prévues pour les concours d'animaux ; concernant la production du lait et du beurre, la propagande pour la consommation du lait, la campagne « M » ; les produits laitiers, les laiteries, l'Office national du lait, le prix, la densité et la qualité du lait, sa livraison à domicile, la réglementation dans le secteur lait et beurre ; pp. 1634 à 1637 (8 juin 1960).

Wyn, sénateur de l'arrondissement d'Anvers.

Doc. — N° 256. — Rapport : Projet de loi portant création d'un Fonds social pour les ouvriers diamantaires.

Ann. — Budget du Ministère de la Prévoyance Sociale pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations ; pp. 589, 608. — Discours : concernant le sort des estropiés et mutilés, la pension de retraite d'anciens travailleurs obligés de travailler en Allemagne durant l'occupation, le nombre d'années d'activité exigé pour le bénéfice de la pension complète ; pp. 609, 610 (24 février 1960).

Projet de loi relatif au patrimoine culturel mobilier de la nation. — Discussion générale : fait des observations ; p. 913 (17 mars 1960).

Wyn (suite).

- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations; p. 1010 (29 mars 1960). — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations; p. 1036 (31 mars 1960).
- Projet de loi unifiant les divers régimes de liaison à l'indice des prix de détail. — Discussion des articles. — Art. 1 : fait des observations; p. 1092 (5 avril 1960).
- Projet de loi organique de l'urbanisme et de l'aménagement du territoire. — Discussion des articles. — Art. 19 : intervient; p. 1545 (2 juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale : fait des observations; p. 1667 (9 juin 1960).

Y

Yernaux, sénateur de l'arrondissement de Charleroi-Thuin, secrétaire du Sénat.

- Doc.* — N° 112. — Amendements : Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge.
- Ann.* — Bureau définitif. — Est réélu secrétaire du Sénat; p. 5 (10 novembre 1959).
- Interpellation de M. Noël aux Ministres des Affaires économiques et du Travail. — Discussion. — Discours : concernant l'émotion provoquée par le jugement du tribunal de Charleroi, les responsabilités, la rupture de la canalisation d'huile de la balance, la non-réalisation de la fusion des puits de Monceau et de Marcinelle, la sécurité dans les mines, l'indemnisation des victimes de Marcinelle; pp. 76, 77, 79 (2 décembre 1959).
- Projet de loi relatif aux redevances sur les appareils récepteurs de radiodiffusion. — Discussion générale. — Discours : concernant les sanctions prévues en cas de vente, don, cession ou destruction d'un poste; pp. 244, 246 (22 décembre 1959).
- Projet de loi organique des Instituts de la Radiodiffusion-Télévision belge. — Discussion des articles. — Art. 5 : son amendement est rejeté; p. 492 (16 février 1960).
- Projet de loi modifiant la loi du 26 juillet 1952 limitant les fermages. — Discussion générale : fait des observations; pp. 977, 985 (23 mars 1960).
- Budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1960. Discussion générale : fait des observations; pp. 1190 à 1192 (4 mai 1960).
- Interpellation de M. Vreven au Premier Ministre. — Discussion : fait des observations; p. 1387 (18 mai 1960).

Yernaux (suite).

- Interpellation de M. Harmegnies au Premier Ministre et aux Ministres de l'Intérieur et des Finances. — Discussion : fait des observations; p. 1518 (1^{er} juin 1960).
- Budget du Ministère des Travaux publics et de la Reconstruction pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant l'importance des canaux à grande section pour l'implantation d'industries nouvelles, la situation dans les régions minières wallonnes, les adjudications relatives au canal de Charleroi-Bruxelles, les voies d'eau du Hainaut, la loi d'investissement de quinze ans, la chute de Ronquières; la nécessité d'un plan de programmation en matière de travaux publics; les travaux à la Sambre, la liaison Charleroi-Liège, le tronçon Montignies-Châtelet, la reconstruction du pont Champpeau, l'installation d'une centrale hydro-électrique au rachat de Ronquières, l'utilisation de l'eau de la Sambre; fait des observations; pp. 1752 à 1753, 1771, 1772 (15 juin 1960).
- Projet de loi organique des conseils culturels. — Discussion générale : fait des observations; p. 1880 (21 juin 1960).
- Budget du Ministère de l'Instruction publique pour l'exercice 1960. — Discussion générale. — Discours : concernant la situation des inspecteurs principaux de l'enseignement primaire et des membres du personnel enseignant, anciens prisonniers de guerre; pp. 1964, 1965; fait des observations; pp. 2003 à 2007; parle de la situation des instituteurs anciens prisonniers de guerre et anciens combattants; p. 2009 (23 juin 1960).
- Communication du gouvernement relative au Congo : fait des observations; pp. 2255, 2260, 2276 (19 août 1960).
- Déclaration gouvernementale : fait des observations; p. 2313 (5 octobre 1960).

Z

Zurstrassen (Baron), sénateur de l'arrondissement de Verviers.

- Ann.* — Projet de loi relatif à la fermeture d'entreprises. — Discussion générale. — Discours : concernant la façon de présenter certaines fermetures d'entreprises comme étant le résultat de manœuvres, les cas exceptionnels et discutables, la situation de certaines entreprises qui doivent fermer par manque de fonds; ne votera pas le projet; p. 1501 (31 mai 1960).
- Projet de loi instaurant le salaire hebdomadaire garanti. — Discussion générale. — Discours : concernant l'imposition de lourdes charges nouvelles à l'économie, le danger d'abus, le handicap de l'industrie belge sur ses concurrents du Marché commun; pp. 2129, 2130 (13 juillet 1960).